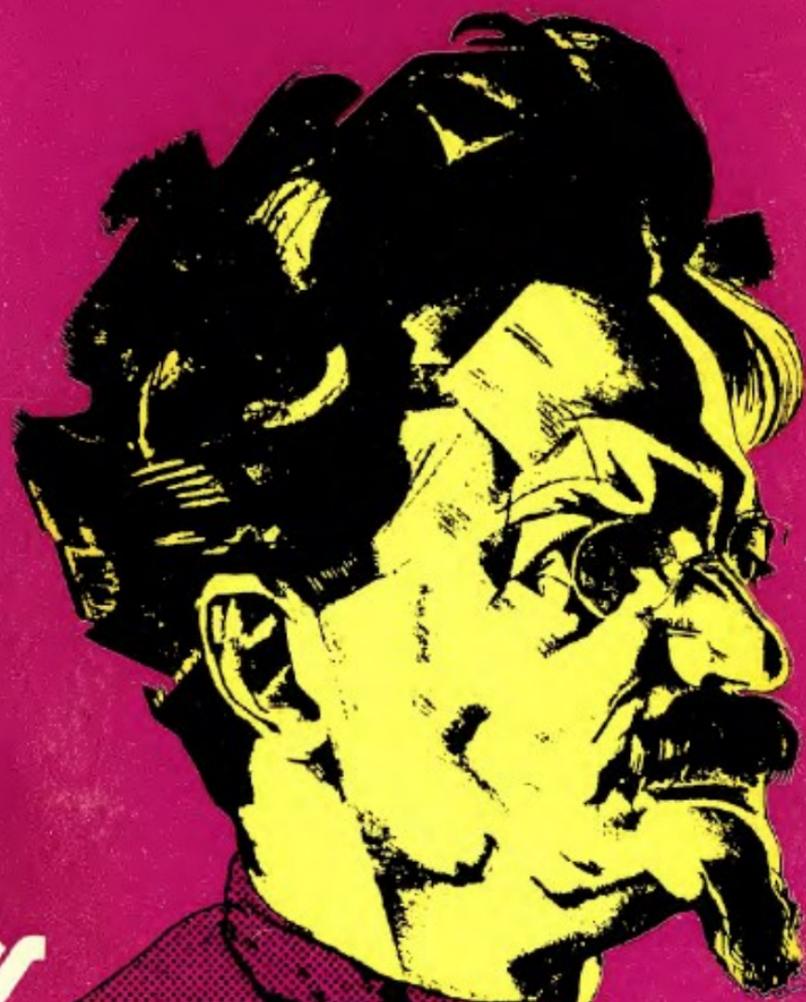


**Yvan Craipeau**  
**Le mouvement**  
**trotskyiste**  
**en France**



**e**

Yvan Craipeau

# Le mouvement trotskyste en France

Des origines  
aux enseignements de mai 68

Editions Syros  
9, rue Borromée, Paris 15°

*Maquette de couverture : Claude PICART*  
*d'après un dessin de G. ANNENKOV*

© Editions Syros, 1971

# Table des matières

Pourquoi ce témoignage ? (1969) .....	7
<i>LE MOUVEMENT « TROTSKYSTE » FRANÇAIS JUS- QU'EN 1936</i>	

## PREMIERE PARTIE

### I. L'OPPOSITION DE GAUCHE

DE L'UNION SACRÉE EN 1914 A LA TROISIÈME INTERNATIONALE	13
L'opposition de gauche en URSS .....	18
Naissance de l'opposition de gauche internationale .....	27
La « troisième période » ultra-gauche de l'Internationale Com- muniste .....	31
La Vérité et la Ligue Communiste .....	35
Les luttes ouvrières en France et l'action syndicale .....	44
Comment Hitler est arrivé au Pouvoir .....	59
La Ligue Communiste lutte pour le front unique .....	69
L'action des Jeunes .....	73

### II. VERS DES PARTIS INDEPENDANTS DE L'INTER- NATIONALE COMMUNISTE

La rupture avec la III <sup>e</sup> Internationale .....	77
Le 6 février 1934 en France .....	86
Le front unique se réalise .....	99
La Ligue Communiste pourra-t-elle devenir le Parti Révo- lutionnaire ? .....	103
Trotsky en France .....	111

### III. LES BOLCHEVIKS-LENINISTES DANS LE PARTI SOCIALISTE

Le groupe bolchevik-léniniste dans la SFIO .....	119
L'action dans les Jeunesses Socialistes .....	126
L'exclusion de la Jeunesse Socialiste de la Seine .....	132
La rupture avec le Parti Socialiste .....	138
La construction du Parti Révolutionnaire aux USA .....	145

### IV. JUIN 1936 ET LE PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE (POI)

L'unité bolchevik-léniniste et la formation du Parti Ouvrier Internationaliste .....	153
L'unité syndicale .....	160
Juin 36 .....	170
Les trotskystes et Juin 36 .....	184

## DEUXIEME PARTIE

### *LE MOUVEMENT « TROTSKYSTE » ET LES PERSPECTIVES ACTUELLES DU SOCIALISME*

Le mouvement « trotskyste » français de 1936 à 1946 .....	195
Le combat internationaliste pendant la guerre .....	197
Après la « Libération » .....	199
L'effondrement des espoirs .....	202
Impuissance du mouvement trotskyste .....	204
La stratégie léniniste et les révolutions réelles .....	207
Le socialisme mis en cause .....	208
L'évolution historique et les sociétés bureaucratiques .....	211
La dialectique du passage de la planète au socialisme .....	214
La révolution socialiste dans les sociétés de collectivisme bureaucratique .....	217
Le mouvement ouvrier dans les pays industrialisés .....	220
Le sens du socialisme dans les pays industrialisés .....	222
Problèmes de l'organisation socialiste .....	225
Les transformations des sociétés capitalistes industrielles .....	228
Le rôle actuel de l'Etat .....	231
L'évolution des classes sociales .....	233
Mai 1968 : répétition générale de la révolution socialiste dans les pays avancés .....	238
Les enseignements stratégiques de mai 68 .....	240
Les élections .....	243
La résurgence du trotskysme .....	245
Les faiblesses des groupes « trotskystes » .....	246
La voie de la construction du parti révolutionnaire .....	252
Le PSU et la construction du parti révolutionnaire .....	253

TABLE DES MATIÈRES

L'Internationale .....	256
Valeur de l'héritage « trotskyste » .....	258
L'exemple de l'unité d'action .....	259
Et maintenant ? .....	262
ANNEXE .....	265
NOTES .....	271

## Pourquoi ce témoignage ?

EN 1946, alors que je venais d'être élu Secrétaire Général du Parti Communiste Internationaliste, la direction du Parti m'avait chargé d'écrire l'histoire du mouvement « trotskyste ». Il s'agissait de fournir un élément de formation politique aux militants et surtout aux milliers de jeunes qui s'apprétaient alors à rallier la IV<sup>e</sup> Internationale.

Comme on le voit par le ton polémique employé dès la première ligne, il n'était pas question de viser à la neutralité de l'analyse. De toute façon, au moins quand il s'agit de faits contemporains, l'objectivité de l'historien est un leurre ou une hypocrisie. Tout ce qu'on peut lui demander, c'est l'honnêteté de l'information. Un quart de siècle plus tard, je ne pense pas que le texte puisse être attaqué sur ce terrain.

Cette histoire devait être poursuivie jusqu'aux événements de l'après-guerre. La rédaction en a été interrompue en 1947 par un changement de majorité. On verra pourquoi la publication de l'ouvrage me paraissait désormais sans intérêt.

Je ne l'écrirais pas aujourd'hui exactement de la même plume. Sur le fond, certaines explications m'apparaissent insuffisantes, par exemple en ce qui concerne l'évolution de l'Union Soviétique. J'ai conscience également que le raccourci historique du début, trop allusif, sera difficilement suivi par le lecteur.

Néanmoins, je lui propose cette « histoire » telle que je l'ai écrite en 1946. Il y trouvera un témoignage sur le mouvement ouvrier d'avant la guerre. Il n'était pas possible, en effet, de retracer les origines du mouvement « trotskyste », sans esquisser sommairement l'histoire des organisations de masses — histoire qui explique sa naissance et son évolution.

A beaucoup de gens, le mouvement trotskyste peut sembler dérisoire. Il n'a joué qu'un faible rôle dans le cours des événements et, jusqu'à une période récente, ses effectifs ne dépassèrent guère un

millier de militants. Ses crises internes peuvent apparaître comme des tempêtes dans un verre d'eau.

Mais on pourrait en dire autant de tous les mouvements ouvriers à leurs débuts. L'histoire seule peut dire finalement s'il s'agit des agitations d'une secte stérile ou de l'enfantement d'une force décisive pour l'Humanité. Or, même dans le passé que nous étudions, le mouvement « trotskyste » n'est pas sans importance historique. Il représente d'abord, bien sûr, la gigantesque figure de Léon Trotsky, son intransigeance et sa lucidité, auxquelles l'histoire commence à rendre justice. Mais contrairement à ce que laisse croire Deutscher, dans le dernier tome de sa biographie de Trotsky, le mouvement « trotskyste » ne se résume pas aux prises de position de son leader.

On s'en doute déjà en constatant l'acharnement des adversaires contre ses militants. La police secrète de Staline assassine leurs militants non seulement en URSS, mais dans tous les pays et notamment en France. Les réformistes, en 1936, s'en prennent non aux fascistes, mais aux « trotskystes », interdisent leur presse et préparent contre eux les dossiers de police qu'Hitler utilisera plus tard pour la répression.

Dès 1936, alors que les réformistes et les partis communistes officiels s'emploient à empêcher la révolution, le mouvement trotskyste constitue le premier embryon d'un mouvement révolutionnaire indépendant. Les problèmes auxquels il se trouve confronté sont, pour l'essentiel, ceux auxquels se trouve confronté aujourd'hui le mouvement révolutionnaire. Les militants des organisations trotskystes actuelles verront sans doute que les réponses de Trotsky et de l'organisation étaient beaucoup moins schématiques et moins élémentaires que les leurs. Si j'avais à revivre cette période, je ne pourrais pas adopter, dans l'ensemble, d'autres positions que celles que je prenais alors.

En ce qui me concerne pourtant, après avoir milité dans les rangs de l'organisation trotskyste depuis le début de « La Vérité » en 1929, je l'ai abandonnée en 1948. En aucune façon, il ne s'agissait pour moi de rompre avec les principes que j'avais défendus pendant vingt ans et la lutte que j'avais menée.

Je voulais essayer de comprendre pourquoi le mouvement restait impuissant à constituer un véritable pôle révolutionnaire et comment on pouvait mettre fin à cette impuissance.

Telle était au fond la préoccupation de tous : il n'est pas d'autre cause aux innombrables scissions qui ont éparpillé le mouvement ; chacun des groupes qui a rompu a eu pour souci de trouver enfin la voie d'une intervention efficace. Mais leur démarche était dogmatique. Chacun d'eux considérait que l'impuissance de leur organisation tenait à ce qu'elle trahissait la doctrine sur un point ou sur un autre. A son interprétation propre, il conférait une vertu magique. C'est pourquoi les nombreux groupes concurrents qui se proclament aujourd'hui les héritiers de la tradition trotskyste ont presque tous

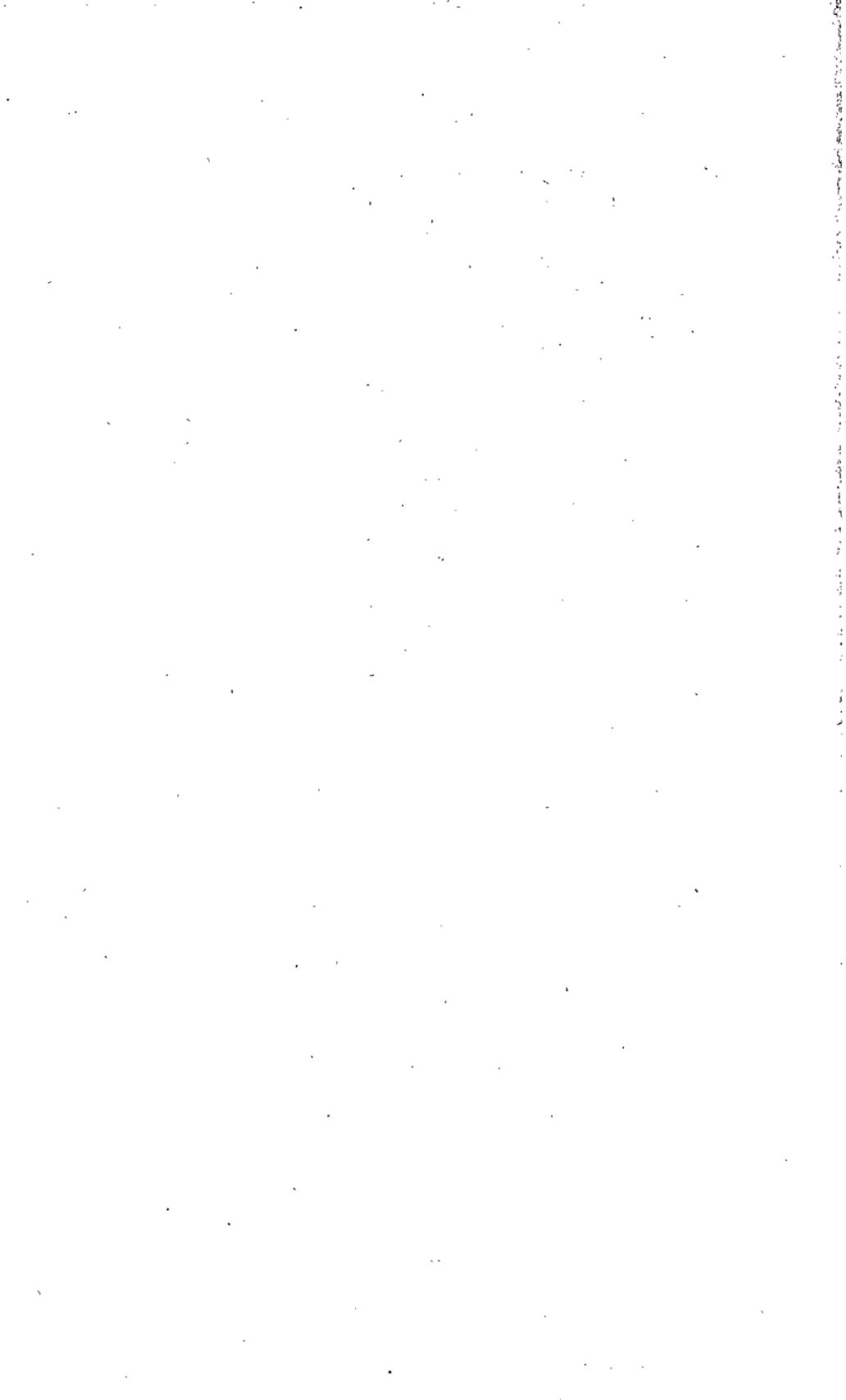
en commun une caractéristique : ils se comportent en imitateurs, ou, pour reprendre les termes de la polémique marxiste, en épigones. Chacun d'eux en retient un aspect — pas toujours le meilleur — et le transforme le plus souvent en système de dogmes. Or l'héritage vivant de Lénine et de Trotsky est tout autre chose. La fidélité à la pensée révolutionnaire n'a rien à voir avec la répétition de formules sacrées. Elle suppose une intégration de la pensée vivante à la situation nouvelle.

C'est pourquoi bon nombre de militants « trotskystes » ont tenté une démarche différente, essayant d'analyser cette situation présente et de comprendre comment elle permet de regrouper les forces révolutionnaires pour intervenir réellement dans les événements et préparer la victoire du socialisme. Telles sont les réflexions que l'on trouvera dans la dernière partie de cet ouvrage. Elles datent un peu. Elles ont été écrites en 1969, et l'histoire va vite.

Aujourd'hui les rapports de force ont changé : une force incontestable s'est constituée en face des réformistes et des néo-réformistes staliniens. Les mouvements ouvriers et paysans en sont une preuve indéniable. Ainsi que la grande peur du Parti stalinien dont l'hégémonie commence à être contestée. Ce n'est pas un hasard si les divers mouvements qui se réclament du trotskysme ont progressé. Mais cette situation même leur impose — et impose à tous les révolutionnaires — des responsabilités nouvelles.

L'histoire dira s'ils ont été capables de les assumer ou s'ils ont préféré, chacun de son côté, un comportement de secte. La victoire du socialisme en dépend.

Y. C.



*I*

*Le mouvement "trotskyste" français  
jusqu'en 1935*



# I

## L'opposition de gauche

DE L'UNION SACRÉE EN 1914 A LA TROISIÈME INTERNATIONALE

*Nous ne descendons pas de Jeanne d'Arc*

Commençons par un aveu. Notre Parti n'est pas le fils spirituel de Jeanne d'Arc ou de Louis XIV, de Vercingétorix ou de Monsieur Clemenceau. Ceux dont il se revendique dans le lointain passé, ce sont les esclaves de Spartacus insurgés contre leurs maîtres, les serfs du Moyen-Age brûlant les châteaux des seigneurs, les sans-culottes et les ménagères républicains de Jacques Roux, qui pendaient les accapareurs à la lanterne, les canuts de Lyon qui dressaient sur leurs barricades la fière devise : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Ceux dont notre Parti se revendique, ce sont tous ceux qui ont lutté au service des exploités et des opprimés, quelle que soit leur nationalité ; le Français Blanqui dont l'exemple guidait les prolétaires sur les barricades de 1848 et de 1871, les Allemands Karl Marx et Frederic Engels qui, il y a un siècle, lançaient au monde le Manifeste Communiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » — les Russes Lénine et Trotsky qui, pendant la guerre de 1914, redressaient le drapeau rouge de l'internationalisme abandonné par les social-patriotes de tous les pays : les Vandervelde, les Mussolini, les Ebert et les Cachin qui se vautraient alors dans l'union sacrée avec leur bourgeoisie nationale.

*Les rythmes de l'histoire*

Car tel est le drame de notre époque, comme de toutes les périodes où la société change de peau. Si les classes antagonistes avaient clairement conscience de leurs intérêts et de leur devenir, la lutte

ne durerait pas longtemps : les classes privilégiées, aux effectifs restreints perdraient le pouvoir dès qu'elles se montreraient incapables de promouvoir l'humanité dans la nouvelle étape de son histoire.

Or il n'en est rien. La révolution bourgeoise n'a eu lieu en France par exemple, que deux siècles après la Hollande, plus d'un siècle après l'Angleterre, alors que la féodalité jouait depuis des siècles déjà un rôle parasitaire. C'est que les classes sociales sont loin d'être homogènes, et qu'elles ne prennent pas automatiquement conscience de leur intérêt général : l'histoire des sociétés se déroule dans le cadre des lois naturelles, économiques et sociologiques. Les lois la déterminent aussi rigoureusement qu'elles déterminent chacune de nos actions. Mais cela ne signifie pas fatalité. L'histoire est faite par les hommes, leurs groupements, leurs partis ; elle avance, piétine, recule en fonction de leurs luttes, de leurs défaites et de leurs victoires dans les diverses parties du monde.

Flux et reflux gigantesques qui font l'histoire du monde. Quoi d'étonnant s'ils durent des décennies ? L'individu veut ramener à son échelle les délais de l'histoire. Le révolutionnaire a tendance à s'impatienter et à se décourager parce que les progrès sont trop lents. Il lui arrive de verser dans le scepticisme parce que les événements prennent des chemins imprévus. C'est le moment de répéter une fois de plus avec le philosophe « ni rire, ni pleurer : comprendre ».

En fait, ce qui frappe celui qui réfléchit, ce n'est pas la lenteur de l'évolution ; c'est la rapidité tumultueuse des événements qui se succèdent depuis quelques décennies comme les grosses vagues aux jours de tempête. Ce n'est pas l'imprévu du cours de l'histoire, c'est au contraire le déterminisme de ses lois. Ce ne sont pas les retards qu'y apportent les agents de la bourgeoisie dans le camp ouvrier, c'est au contraire l'inexorable décadence de la bourgeoisie, malgré ses alliés, l'implacable marche au socialisme qui se fraye laborieusement la voie malgré eux.

### *Le réformisme*

De tout temps la bourgeoisie s'est efforcée de chloroformer le prolétariat en utilisant sa presse, sa littérature, son église, sa morale. Devant la montée de la force prolétarienne elle a été amenée à utiliser les organismes de défense du prolétariat : les syndicats et les partis ouvriers qui se donnent comme but le renversement du régime capitaliste. Mais la nécessité même de la lutte entraîne la formation d'états-majors permanents. Or, à de rares exceptions près — où l'histoire fait un bond en avant — qui dit lutte dit compromis. Dans cette lutte dont l'issue finale apparaît lointaine à l'échelle d'une génération, les dirigeants ouvriers ont tendance à s'installer dans le compromis et à en vivre. Ils en vivent d'autant plus que la bourgeoisie des pays avancés peut faire des concessions à son prolétariat,

lui abandonner des bribes de ses profits, particulièrement des surprofits réalisés par l'exploitation des peuples coloniaux. De là, depuis un siècle, les tendances corporatistes du syndicalisme, qui tendent à tirer quelques miettes du patronat pour une couche privilégiée de travailleurs en échange de sa neutralité dans la lutte générale des prolétaires contre les exploiters. De là, la puissance des dirigeants réformistes des syndicats qui, en échange de quelques avantages partiels, s'entendent avec la bourgeoisie pour lui assurer les plus gros bénéfices, lancent aux ouvriers le mot d'ordre « produire d'abord », opposent les catégories entre elles, et interviennent en jaunes au cours des grèves. Groupant tous les travailleurs pour la défense de leurs revendications, le syndicat est, par nature, l'organisme des luttes partielles en même temps que la conscience de classe contre le patronat. Il engendre le réformisme.

Les partis ouvriers, au contraire groupent une avant-garde, consciente de la nécessité de lutter systématiquement pour abattre le régime. Est-ce à dire qu'ils soient à l'abri du réformisme ? Bien loin de là. Ils sont amenés à lutter sur les terrains où les barrières des classes apparaissent moins nettement, où la bourgeoisie est la plus forte, où la corruption est la plus facile : telles sont les municipalités et les parlements. Au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, enrichie par l'exploitation des colonies et le développement de la production, la bourgeoisie en plein essor peut se permettre des réformes sociales. La plupart de ces réformes, du reste, la servent au premier chef : par exemple en lui permettant l'utilisation la plus rationnelle d'une main-d'œuvre mieux logée, mieux nourrie, plus instruite, plus cultivée et mieux disposée.

Rien d'étonnant à ce que se constitue dans les partis ouvriers une aile réformiste qui fait de ces réformes l'objectif essentiel. Tels sont les Fabiens en Angleterre, les possibilistes en France. Partout se dessine une aile électoraliste, parlementariste. Partout les « révisionnistes » s'efforcent, comme Bernstein en Allemagne, de contester la rigueur de la lutte des classes ou la nécessité d'une révolution prolétarienne. Partout les ministérialistes, comme Millerand en France, prônent la nécessité d'entrer dans les gouvernements bourgeois, sous le prétexte de « conquérir l'état par l'intérieur ». Partout des réformistes comme Jaurès essayent de faire croire que Marx plaisantait quand il affirmait « *les prolétaires n'ont pas de patrie* » et lui opposent : « *beaucoup d'internationalisme ramène à la patrie* ».

### *L'effondrement de la II<sup>e</sup> Internationale*

La pression est d'autant plus forte en cas de guerre. C'est ainsi que, minée par le réformisme, la II<sup>e</sup> Internationale se disloque lamentablement dès les premiers jours d'août 1914. Chacun des partis « socialistes » se retrouve aux côtés de sa bourgeoisie nationale, prêchant la guerre contre les prolétaires des autres pays ; même

Jules Guesde entre dans le gouvernement bourgeois. Jouhaux prêche la production des ouvriers. Hervé embrasse le drapeau tricolore qu'il avait naguère planté dans le fumier. Chargé de mission par le gouvernement français et avec les fonds secrets, Cachin aide Mussolini à monter, en faveur de l'intervention, le journal « *Popolo d'Italia* » qui devait devenir l'organe central du fascisme italien <sup>1</sup>.

### *La III<sup>e</sup> Internationale et la révolution russe*

La guerre impérialiste avait exacerbé les contradictions du régime. En Russie elles étaient plus fortes que partout ailleurs, en fonction même du retard économique du pays, de la faiblesse de sa bourgeoisie et de sa soumission au capital étranger, de la concentration relative de son prolétariat, du caractère féodal de la société qui dressait la paysannerie contre les propriétaires terriens, des oppositions nationales qui ajoutaient un nouveau facteur centrifuge à tous les autres. Ainsi minée par ses contradictions, la Russie formait le « *chaînon le plus faible* » du monde capitaliste. C'est là où la révolution prolétarienne pouvait vaincre le plus facilement.

Telle était la thèse développée par Trotsky, dès avant la révolution russe de 1905. Dans le parti socialiste russe Trotsky occupait alors une place à part des deux fractions principales — mencheviste et bolcheviste <sup>2</sup>.

Les mencheviks pensaient que l'étape à venir de la révolution serait bourgeoise, que les socialistes devaient favoriser cette révolution bourgeoise et devenir l'opposition démocratique d'un parlement bourgeois, comme en Occident. Les bolcheviks pensaient que la Russie connaîtrait une étape intermédiaire ni ouvrière ni bourgeoise, où les partis ouvriers et paysans exerceraient ensemble le pouvoir contre la bourgeoisie. A ces deux schémas Trotsky opposait la théorie de la révolution permanente, affirmant le caractère continu du bouleversement qui se préparait. Cette théorie peut se résumer ainsi : la Russie, état arriéré, n'est pas encore passée par la révolution bourgeoise qu'ont accomplie depuis longtemps les pays avancés d'Occident. Le déséquilibre entre les vieilles formes de la société féodale et les formes capitalistes montantes posera rapidement le problème de cette révolution bourgeoise. Mais celle-ci se produisant tard, à une époque où le prolétariat a suffisamment de force et de cohésion, la bourgeoisie faible et veule sera impuissante à promouvoir ses propres tâches historiques. Ces tâches historiques progressives ne pourront être accomplies que par le prolétariat entraînant derrière lui son alliée, la masse des paysans travailleurs <sup>3</sup> ; l'étape bourgeoise sera presque immédiatement dépassée et la révolution prolétarienne triomphera. Cependant, ajoutait Trotsky, cette révolution, dans un pays arriéré comme la Russie, ne pourra définitivement vaincre si elle demeure isolée, si elle n'est pas rapidement aidée par la révolution internationale. Critiqué à l'époque par les

mencheviks et les bolcheviks, ce schéma devait s'avérer juste d'un bout à l'autre. En 1905, l'autocratie réussit à se maintenir au pouvoir. Mais en 1917 la révolution prolétarienne d'octobre suivit de près la révolution bourgeoise de février. A ce moment, contre les mencheviks qui niaient la possibilité d'instaurer la dictature du prolétariat dans un pays arriéré comme la Russie, Lénine et, après bien des hésitations, l'ensemble des bolcheviks, s'orientèrent vers la prise du pouvoir, en plein accord avec Trotsky<sup>4</sup> dont l'organisation, restée jusque-là dissidente, entra alors dans le parti bolchevik. L'accord entre Lénine et Trotsky était alors total<sup>5</sup>. L'un et l'autre considéraient la révolution russe triomphante comme la première étape de la révolution mondiale. Aucun bolchevik d'ailleurs, aucun révolutionnaire, ne pensait alors différemment. En mars 1918, Lénine écrivait : « *La vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus... Mais en tout cas, quelles que soient les vicissitudes possibles et imaginables, si la révolution allemande ne vient pas, nous périrons.* » Et le 23 avril de la même année il ajoutait : « *Notre état arriéré nous a poussés en avant et nous périrons si nous n'arrivons pas à tenir jusqu'au jour où nous rencontrerons un puissant appui du côté des ouvriers insurgés des autres pays.* »

### *La III<sup>e</sup> Internationale*

Aussi l'une des premières préoccupations des révolutionnaires victorieux fut-elle d'aider les prolétaires du monde entier à renverser leur bourgeoisie. Tel était le sens de leur premier appel par radio aux peuples en guerre, au lendemain de la prise du pouvoir. C'est aux travailleurs de tous les pays que s'adressaient Trotsky et les parlementaires soviétiques à Brest-Litovsk, par-dessus la tête des parlementaires allemands.

Les soviets fraternisaient avec les soldats des armées qu'envoyaient contre eux les états impérialistes et désorganisaient ces armées plus par la propagande que par la force.

Dès 1919, alors que la révolution russe était attaquée de tous les côtés par les blancs et leurs alliés impérialistes, les délégués des partis révolutionnaires franchissaient le blocus et jetaient les bases de l'Internationale Communiste : la III<sup>e</sup> Internationale n'était pas une vague fédération de partis nationaux, comme la II<sup>e</sup>, mais l'état-major centralisé de la révolution mondiale. Elle condamnait non seulement les réformistes, les socialistes de collaboration de classes, les social-patriotes, mais aussi les « centristes » qui, comme Jean Longuet en France, voulaient maintenir « l'unité du parti » avec les socialistes d'union sacrée. Elle attaquait les idéologies petites-bourgeoises, pacifistes ou anarchisantes, les révolutionnaires de la phrase.

Irrésistible, la poussée des masses prolétariennes donnait la majorité aux communistes dans la plupart des partis socialistes d'Europe.

En France en 1920 la majorité du parti socialiste passait aux « *comités pour la III<sup>e</sup> Internationale* » — Frossard et Cachin, après un voyage à Moscou, s'étaient prononcés pour la III<sup>e</sup> :

L'Internationale Communiste les avait acceptés comme « une planche pourrie vers les ouvriers français », mais elle avait posé des conditions précises à l'adhésion du parti socialiste français — notamment la rupture avec les social-patriotes et les pacifistes.

En fait un état-major formé au milieu du combat a peu de chances de vaincre. Les partis communistes, jeunes et inexpérimentés, trouvaient devant eux non seulement la bourgeoisie et son appareil d'état, mais aussi les réformistes, prêts au besoin à écraser la révolution ouvrière à coups de mitrailleuses et à faire assassiner ses leaders — leurs anciens camarades du parti — comme Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en Allemagne.

Contrairement à l'espoir des bolcheviks la vague révolutionnaire des années 1918 à 1921 — qui avait culminé en 1919 — fut brisée par la bourgeoisie et ses laquais social-démocrates. Battus, les Spartakistes, massacrés à Berlin, et dispersés les soviets allemands. Battues les républiques soviétiques de Bavière et de Hongrie ; battue, l'armée rouge en Pologne et en Finlande. La Russie révolutionnaire seule restait debout, grâce à l'armée rouge forgée par Trotsky<sup>6</sup> et au soutien des travailleurs des autres pays.

## L'OPPOSITION DE GAUCHE EN URSS

### *La révolution russe isolée*

La Russie soviétique, isolée, était obligée de se replier sur elle-même pour reprendre des forces en attendant une nouvelle crise révolutionnaire dans le monde.

Après six années de guerre et de guerre civile, après les années de famine, tandis que grondait l'hostilité paysanne aux réquisitions, l'économie soviétique était ruinée. Lénine et Trotsky durent opérer le tournant stratégique de la N.E.P. (Nouvelle Politique Economique), rétablissant le commerce privé. Le résultat fut une amélioration sensible du niveau de vie des masses russes, sous-alimentées de façon effroyable depuis la révolution. Mais en même temps se formaient de nouvelles couches sociales hostiles au communisme : *nepmen* (commerçants privés), *koulaks* (paysans riches), bureaucrates de l'ancien régime — que le bas niveau de culture du prolétariat russe n'avait pas permis de remplacer dans les divers rouages administratifs. Sans compter les bureaucrates du nouveau régime qui (les meilleurs combattants étant tombés le plus souvent dans la guerre civile) s'installaient dans les rouages du Parti, des coopératives ou des syndicats et de l'Etat, convaincus que la révolution était à son

terme puisqu'ils étaient aux postes de commande et affirmant qu'il fallait renoncer aux « utopies » de la révolution mondiale.

Du danger contre-révolutionnaire que constituaient l'existence et le développement de ces nouvelles couches sociales, Lénine se rendit compte avant sa fin. L'échec d'une nouvelle tentative révolutionnaire allemande, en 1923, vint renforcer ces tendances nouvelles. Lénine se demanda alors : « *le gouvernement ne nous échappe-t-il pas ?* » et de son lit de malade, il tenta de mener la lutte contre l'encrassement bureaucratique de la société soviétique.

Il entrevoyait déjà que les divergences d'intérêts des couches sociales dans la société soviétique pouvaient entraîner une scission dans le parti bolchevik. Il sentait déjà que les deux partis se regrouperaient autour de Staline et de Trotsky et, dans son testament politique, il préconisait de remplacer Staline au poste de secrétaire du Parti <sup>7</sup>.

Mais, le 21 janvier 1924, terrassé depuis de longs mois par la maladie, Lénine mourait.

### *Après la mort de Lénine*

A partir de cette date, la dégénérescence de la révolution russe isolée va en s'accéléralant. Nous allons voir se dérouler une lutte inégale et bientôt sanglante. D'un côté l'appareil bureaucratique qui s'efforcera de maintenir et d'accroître ses privilèges en s'appuyant sur les éléments conservateurs du pays. De l'autre l'avant-garde révolutionnaire, les plus valeureux combattants de la guerre civile, luttant pour conserver la révolution aux prolétaires et pour garder à la révolution russe son caractère internationaliste. D'un côté un appareil bureaucratique qui réussira à stabiliser son pouvoir en utilisant les paysans riches et les ouvriers les plus arriérés contre les ouvriers révolutionnaires, puis les ouvriers révolutionnaires contre les paysans et les nepmen devenus menaçants ; une bureaucratie qui supprimera toute démocratie dans le parti communiste, éliminera les travailleurs du pouvoir et accroîtra ses privilèges de manière démesurée. De l'autre une opposition de gauche de plus en plus écrasée, qui sera éliminée, puis exclue, puis massacrée, mais maintiendra les principes révolutionnaires et internationalistes sur lesquels s'était bâtie la III<sup>e</sup> Internationale.

D'un côté, les bureaucrates des partis communistes du monde entier qui abandonneront la politique léniniste de la révolution prolétarienne internationale, pour la théorie stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* » <sup>8</sup> et qui mèneront la classe ouvrière de défaite en défaite ; de l'autre, une opposition internationale très faible qui s'organisera peu à peu sous la direction de Trotsky, au milieu des pires difficultés, avec l'objectif de redresser l'Internationale communiste — une opposition qui devra un jour rompre avec l'espoir d'un tel redressement et constituer la IV<sup>e</sup> Internationale.

A l'époque, même les protagonistes de cette lutte n'en conçoivent pas toujours toute la portée. La discussion apparaît parfois un débat abstrait, sans grande conséquence pratique, du « coupage de cheveux en quatre », de la polémique personnelle. En réalité, le débat théorique délimite la stratégie léniniste d'avec l'opportunisme et l'ultra-gauchisme, le nationalisme d'avec l'internationalisme, la révolution prolétarienne d'avec la collaboration de classes et la « révolution par en haut », la démocratie ouvrière d'avec le totalitarisme bureaucratique.

Comme telle, l'histoire de cette lutte acharnée au sein de l'Internationale Communiste entre « stalinistes » et opposition de gauche « trotskyste » est riche d'enseignements théoriques et tactiques.

### *Pour un cours nouveau*

Si la N.E.P. avait donné à la Russie un renouveau d'activité économique, la situation n'en restait pas moins extrêmement grave.

L'agriculture s'était relevée plus vite que l'industrie. Le paysan contraint de vendre son blé bon marché, ne pouvait se procurer les articles manufacturés dont il avait besoin. Aussi accumulait-il le blé, estimant qu'on le lui payait trop mal. Comprenant le danger de cet état de choses, Trotsky proposait le programme suivant : un plan d'industrialisation, des mesures pour obliger les paysans riches à livrer leur blé à l'Etat ; enfin, la démocratisation du Parti, condition de succès de toutes mesures économiques. Ce programme de ce qui était déjà appelé « l'opposition » était résumé par la formule « *Feu sur le nepmen, le koulak, le bureaucrate !* ».

Mais les nouvelles couches sociales issues des conditions arriérées de l'économie russe au moment de la révolution et du recul du mouvement révolutionnaire en Europe, étaient décidées à se défendre. Dès 1923, avant même la mort de Lénine, les attaques contre Trotsky avaient commencé dans la presse contrôlée par l'appareil bureaucratique. A partir de 1924, cela devint systématique. Les anciennes divergences entre Trotsky et les bolcheviks furent mises en avant. On ajouta en outre les divergences, inévitables entre deux hommes de génie, qui avaient séparé Lénine et Trotsky après la révolution. Au moment de signer le traité de Brest-Litovsk, Trotsky avait été partisan d'une formule intermédiaire entre les positions de Lénine, qui voulait la signature à tout prix, et celles de Boukharine, qui entendait continuer la guerre révolutionnaire. Cette formule « *ni paix ni guerre* », signifiait que le gouvernement soviétique n'acceptait pas les conditions de paix imposées par l'Allemagne impérialiste mais ne continuait pas la guerre. Finalement, la démonstration ayant été faite devant les ouvriers occidentaux de l'opposition irréductible des soviets aux brigands impérialistes allemands, Trotsky s'était rallié à la position de Lénine : la paix à tout prix. Il avait été envoyé comme plénipotentiaire des soviets pour signer la paix de Brest-Litovsk.

Plus tard Trotsky avait proposé d'intégrer les syndicats dans l'appareil de l'Etat Ouvrier, alors que Lénine voulait les maintenir comme organismes indépendants pour représenter les desiderata des ouvriers. Toutes ces anciennes divergences étaient maintenant exposées dans la presse, amplifiées et dénaturées. Ce que Lénine avait écrit au sujet de désaccords passagers était monté en épingle, alors que l'on taisait systématiquement tout ce qui, dans les écrits de Lénine, était favorable à Trotsky.

Néanmoins, Trotsky restait très populaire: L'Armée Rouge qu'il avait créée, la Jeunesse Communiste en grande partie, le suivaient. Il aurait pu alors organiser un coup de force militaire contre l'appareil bureaucratique. Mais il voulait s'appuyer sur les masses ouvrières, et non sur les officiers. Il préféra donc se laisser limoger des fonctions qu'il occupait et en appeler au Parti.

### « Le socialisme dans un seul pays »

Contre Trotsky étaient alors ligués Zinoviev<sup>9</sup>, Kamenev<sup>10</sup> et Staline. Habilement Staline avait d'abord laissé retomber sur Zinoviev et Kamenev l'impopularité des campagnes calomnieuses contre Trotsky. En même temps, il avait su peupler de ses créatures les rouages administratifs du Parti. En 1926, il en était le maître, et Kroupskaja, la veuve de Lénine, pouvait déjà dire : « Si Lénine vivait, il serait dans une prison du Guépéou. »

Au quatorzième Congrès du Parti bolchevik, Staline formula pour la première fois la théorie du « socialisme dans un seul pays ». D'après lui, l'URSS, grâce à ses ressources, pouvait se suffire à elle-même et réaliser une société socialiste. Cette nouvelle doctrine, contraire à tout l'enseignement de Marx et de Lénine, fut la raison dominante de la rupture entre Staline d'une part et Zinoviev et Kamenev d'autre part, qui, tous deux, rejoignirent momentanément l'opposition trotskyste. Cependant, si nouvelle qu'elle fût, cette idéologie stalinienne fut accueillie avec une certaine faveur. La composition du parti n'était plus la même qu'au cours des années glorieuses. L'avant-garde révolutionnaire avait subi des pertes énormes. La majorité des membres du Parti avaient adhéré après la révolution. De plus, après une longue période de guerre, de troubles et de famine, les masses étaient lasses d'attendre une révolution internationale qui ne venait pas. L'échec de la révolution allemande de 1923 avait porté un coup aux espoirs des plus optimistes. Aussi, la majorité du Parti s'engagea-t-elle sans résistance dans cette politique du « socialisme dans un seul pays ».

### Comment Staline l'a emporté

Trotsky expliquait lui-même ainsi en 1935 aux jeunes socialistes qui venaient vers la IV<sup>e</sup> Internationale, la victoire de Staline :

« Absolument indiscutable et d'une grande importance est le fait que la bureaucratie soviétique est devenue d'autant plus puissante que des coups plus durs se sont abattus sur la classe ouvrière mondiale. Les défaites des mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie ont peu à peu miné la confiance des ouvriers soviétiques dans leur allié international. A l'intérieur du pays régnait toujours une misère aiguë. Les représentants les plus hardis et les plus dévoués de la classe ouvrière soit avaient péri dans la guerre civile, soit s'étaient élevés quelques degrés plus haut et, dans leur majorité ayant été assimilés dans les rangs de la bureaucratie, ils avaient perdu l'esprit révolutionnaire. Lassés par les terribles efforts des années révolutionnaires, privés de perspective, empoisonnés d'amertume par une série de déceptions, la grande masse est tombée dans la passivité. Une réaction de ce genre s'est observée après chaque révolution. L'immense avantage historique de la Révolution d'Octobre en tant que révolution prolétarienne est que la lassitude et la désillusion des masses a profité non pas à l'ennemi de classe, bourgeoisie et aristocratie, mais à la couche supérieure de la classe ouvrière elle-même et aux groupes intermédiaires liés à elle qui sont entrés dans la bureaucratie soviétique. »

*Trotsky aurait-il pu s'appuyer sur l'Armée Rouge ?*

Il explique que l'Armée Rouge avait absorbé des dizaines de milliers d'anciens officiers tsaristes, indispensables pour la victoire.

« S'appuyer sur les officiers pour prendre le pouvoir n'aurait pu le faire que celui qui était prêt à aller au-devant des appétits de caste des officiers, c'est-à-dire, à leur assurer une situation supérieure... en un mot à faire d'un seul coup ce que la bureaucratie stalinienne a fait progressivement au cours des 10 ou 12 années suivantes. Il n'y a aucun doute qu'accomplir un coup d'état militaire contre la fraction Zinoviev, Kamenev, Staline etc... aurait pu se faire alors sans aucune peine et n'aurait même pas coûté d'effusion de sang ; mais le résultat d'un tel coup d'état aurait été une accélération des rythmes de cette même bureaucratisation et bonapartisation, contre lesquelles l'opposition de gauche entraînait en lutte. »

La tâche des bolcheviks-léninistes, par son essence même, consistait non pas à s'appuyer sur la bureaucratie militaire contre celle du Parti, mais à s'appuyer sur l'avant-garde prolétarienne et, par son intermédiaire, sur les masses populaires et à maîtriser la bureaucratie dans son ensemble, à épurer des éléments étrangers à la classe ouvrière, à assurer sur elle le contrôle vigilant des travailleurs et à replacer sa politique sur les rails de l'internationalisme révolutionnaire. Mais, comme dans les années de guerre civile, de famine et d'épidémies, la source vivante de la force révolutionnaire des masses s'était tarie et la bureaucratie avait terriblement grandi en

importance et en insolence, les révolutionnaires prolétariens se trouvèrent être la partie la plus faible. Sous le drapeau des bolcheviks-léninistes se rassemblaient certes des dizaines de milliers des meilleurs combattants révolutionnaires, y compris les militaires. Les ouvriers avancés avaient pour l'opposition de la sympathie. Mais cette sympathie est restée passive : les masses ne croyaient plus qu'à l'aide de la lutte on puisse changer sérieusement la situation. Cependant la bureaucratie affirmait : « L'opposition veut la révolution internationale et s'apprête à nous entraîner dans une guerre révolutionnaire. Nous avons assez de secousses et de misère. Nous avons mérité le droit de nous reposer. Il ne nous faut plus de "révolution permanente". Nous allons créer pour nous une société socialiste. Remettez-vous-en à nous, vos chefs. » Cette agitation nationale et conservatrice s'accompagnait de calomnies enragées, parfois absolument réactionnaires contre les internationalistes. Elle rassembla étroitement la bureaucratie, tant militaire qu'étatique et trouva un écho indiscutable dans les masses ouvrières et paysannes, lassées et arriérées. Ainsi l'avant-garde bolchevik se trouva isolée et écrasée par morceaux. C'est en cela que réside tout le secret de la victoire de la bureaucratie « thermidorienne ». Et Trotsky conclut : *« Cela signifie-t-il que la lutte de l'opposition de gauche était sans espoir ? Une telle façon de poser la question est abstraite, schématique, fataliste. Le développement de la lutte a montré, sans aucun doute, que remporter une pleine victoire en URSS, c'est-à-dire conquérir le pouvoir et cautériser l'ulcère du bureaucratisme, les bolcheviks-léninistes n'ont pu et ne pourront le faire sans soutien de la part de la révolution mondiale. Mais cela ne signifie nullement que leur lutte ait été sans conséquence... Ils ont sauvé (le régime) de l'effondrement complet en barrant la route à la restauration capitaliste. »*

Ajoutons qu'ils ont sauvé l'héritage du communisme révolutionnaire pour l'ensemble du monde.

### *Les désaccords de 1927*

#### *Déviation droite de l'Internationale Communiste*

L'adhésion de Zinoviev et Kamenev aux thèses de Trotsky provoqua cependant un grand enthousiasme chez les oppositionnels : *« Si l'on voit Zinoviev et vous parler à la même tribune »,* disait-on à Trotsky, *« la partie est gagnée »*. En effet, le fondateur de l'Armée Rouge et le premier président de l'Internationale Communiste étaient de beaucoup les deux hommes les plus populaires en Russie depuis la mort de Lénine. Pourtant, Staline qui s'appuyait alors sur la droite du Parti (Rykov, Boukharine, Tomsky) était déjà assez fort pour se passer de Zinoviev et de Kamenev.

En 1927, il y avait entre l'opposition et la majorité stalinienne du Parti, trois questions en discussion : 1) la situation russe ; 2) la révo-

lution chinoise ; 3) l'attitude à l'égard de la bureaucratie des Trade-Unions britanniques.

*Situation russe.* — Les nouvelles couches issues de la NEP continuaient à prospérer. Rykov et Boukharine, soutenus par Staline, niaient le danger koulak à la campagne, lançaient aux paysans le mot d'ordre « *Enrichissez-vous* ». Ils s'élevaient en outre contre le plan d'industrialisation que préconisait l'opposition, déclarant : « *Nous édifierons le socialisme à pas de tortue.* » Comme l'opposition réclamait la construction d'un grand barrage pour l'énergie électrique (le Dnieprostroi) Staline déclarait alors : « *L'URSS n'en a pas plus besoin qu'un moujik n'a besoin d'un phonographe.* »

*La révolution chinoise et le Kuo-mintang.* — La Chine, immense pays plus arriéré encore que ne l'était la Russie tsariste en 1917, était en pleine crise révolutionnaire. Du mouvement démocratique-bourgeois fondé par Sun Yat-sen, était née la République de Canton qui s'opposait aux féodaux du Nord. L'URSS avait envoyé à Canton des instructeurs militaires et politiques : Borodine, Galine (ce dernier n'était autre que le général Blücher). Il était juste de soutenir le parti Kuo-mintang démocrate et révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise, contre les grands propriétaires féodaux et contre les impérialistes étrangers. Mais il fallait avant tout, à travers cette lutte, favoriser le développement des organisations ouvrières chinoises et du Parti Communiste contre lequel, tôt ou tard devrait se retourner le Kuo-mintang. Bien que faible numériquement, la classe ouvrière chinoise faisait preuve d'une combativité, d'une conscience révolutionnaire extraordinaires. Une politique juste d'alliance avec la paysannerie pouvait permettre rapidement le passage de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne, comme cela avait eu lieu en Russie en 1917. Mais la bureaucratie russe ne voulait pas de conflit avec les puissances impérialistes ; elle préférait s'entendre avec Chang Kai-shek et son gouvernement. Aussi inventa-t-elle la théorie du « bloc des quatre classes » pour une révolution « démocratique et populaire ». Les formations militaires communistes furent dissoutes dans celles du Kuo-mintang, le Parti Communiste chinois lui-même devenant une fraction de ce grand parti. Là où les ouvriers avaient mené une action décisive, ils durent reculer par ordre de l'Internationale Communiste : à Changhai, à Hankéou où les syndicats s'étaient emparés du pouvoir, ils durent capituler et rendre les armes à Chang Kai-shek par ordre de Moscou. Le gouvernement à majorité communiste, qui tenait Changhai depuis vingt-et-un jours fut contraint de se dissoudre. Chang Kai-shek profita alors des avantages que lui donnaient les délégués de la III<sup>e</sup> Internationale pour massacrer les ouvriers de Changhai et d'Hankéou par milliers. Pendant ce temps, dans le Chan-si, deux détachements de paysans communistes qui s'étaient laissés désarmer par ordre de leur parti, étaient exterminés.

Des délégués de l'Internationale Communiste, effarés des résultats de cette politique catastrophique (qu'ils attribuaient uniquement aux erreurs de Borodine et Garine) adressèrent à Moscou un document qui fut appelé « *Lettre de Changhai* ». Ne comprenant pas que les responsables étaient les dirigeants du Parti Communiste russe, ils attendaient de Boukharine et Staline une intervention dans le sens révolutionnaire. A leur retour en URSS, ils eurent le choix entre la rétractation et la déportation.

Au lieu de tirer les leçons des catastrophes causées par leur politique, Staline et Boukharine déclarèrent Chang Kaï-chek traître (en réalité, il avait été l'homme de la bourgeoisie chinoise) et trouvèrent d'autres généraux du Kuo-mintang sur qui s'appuyer... en attendant qu'ils « trahissent » à leur tour. Par la suite, pour redorer leur blason au moment du cinquième congrès de l'Internationale, ils devaient être amenés à déclencher contre tout bon sens, en pleine déroute de 1927, un putsch sanglant, au cours duquel les communistes cantonnais prirent le pouvoir pendant 48 heures, et qui coûta la vie à 2 000 d'entre eux.

*Le « comité anglo-russe ».* — Une grève générale des mineurs anglais, en 1926, avait amené en Grande-Bretagne une radicalisation des masses qui pouvait aboutir à la formation d'un grand Parti Communiste. Il fallait pour cela montrer clairement au prolétariat quel rôle contre-révolutionnaire jouaient les leaders du Labour Party et des Trade-Unions.

Au lieu de cela, les dirigeants de l'Internationale Communiste soutinrent la formation d'un *Comité anglo-russe* pour l'aide aux grévistes. Ce comité était formé de représentants des syndicats soviétiques et des Trade-Unions britanniques. Tout en admettant le principe du front unique avec toutes les tendances du mouvement ouvrier, si contre-révolutionnaires soient-elles, l'opposition considérait comme une trahison le fait de renoncer à critiquer ces tendances, ce qui ne pouvait que renforcer leur autorité sur les ouvriers. Les chefs des Trade-Unions se servaient du prestige de la Révolution russe pour consolider leur influence sur les masses tout en menant une politique contraire à leurs intérêts. C'est pourquoi l'opposition réclamait la rupture du Comité anglo-russe. La bureaucratie stalinienne, au contraire, s'accrocha aux bonzes réformistes des Trade-Unions, jusqu'au moment où ceux-ci, n'ayant plus besoin des syndicats soviétiques, prirent eux-mêmes l'initiative de la rupture.

### *L'écrasement de l'opposition russe*

Sans doute certains leaders des sections de la III<sup>e</sup> Internationale tiraient-ils les leçons de l'écrasement de la révolution chinoise et passaient à l'opposition : Treint en France, Chen Dou-siou en Chine. Mais les partisans de la théorie du « *socialisme dans un seul pays* » s'en trouvaient renforcés en Russie même. Comme l'échec de la

révolution allemande en 1923, les grandes défaites internationales infusaient le scepticisme dans la masse du parti bolchevik russe et assuraient la mainmise de la bureaucratie sur le Parti. Staline pouvait maintenant passer à l'attaque directe contre l'opposition.

Les dernières séances du Comité Central du Parti Bolchevik auxquelles participèrent Trotsky et Zinoviev font penser à la séance historique de la Convention où Robespierre fut mis en accusation. Les oppositionnels avaient cinq minutes pour répondre à des discours de trois heures : encore leurs interventions étaient-elles hachées d'interruptions. En octobre 1927, les leaders de l'opposition de gauche étaient exclus du Parti.

A Leningrad, où Zinoviev avait jusque-là conservé la majorité, l'opposition organise une manifestation pour l'anniversaire de la Révolution, le 7 novembre 1927, avec les mots d'ordre : « *Feu sur le koulak, le nepmen, le bureaucrate* ». Une bagarre a lieu avec la milice. En même temps, à Moscou, le logis de l'oppositionnel Smilga est saccagé. Le vieux militant Joffé, compagnon de Trotsky depuis de longues années, se suicide, laissant une lettre dans laquelle il exprime son pessimisme et déclare qu'aucun compromis n'est possible avec la fraction stalinienne. Trotsky est déporté à Alma-Ata, en Asie centrale. Les autres chefs de l'opposition doivent prendre eux aussi le chemin de l'exil. Zinoviev, Kamenev et quelques autres signent dès leur exclusion une demande de réintégration sur la base d'une capitulation. Rakovsky est envoyé à Astrakhan.

Désormais, les « thermidoriens » de la Révolution Russe triomphent. Si la base économique de la société soviétique reste celle de la Révolution, tout est changé au point de vue politique. A la tête de l'Internationale Communiste, au lieu des révolutionnaires éprouvés de la veille, on voit apparaître les hommes des défaites, ceux dont la politique aventuriste ou opportuniste a causé l'écrasement des révolutions : Bela Kuhn, le vaincu de Hongrie, Kusinen, le vaincu de Finlande ; Kolarov et Dimitrof, les vaincus de Bulgarie, l'Allemand Neumann, l'homme du putsch de Canton. En même temps se lèvent sur la scène politique d'anciens contre-révolutionnaires ralliés depuis peu au bolchevisme : Zaslavsky, qui avait traité Lénine d'agent de l'Allemagne, s'installe à la Pravda. Vychinsky, ancien menchevik de droite, saboteur du ravitaillement en Ukraine, joue un rôle de premier plan dans l'appareil. En Géorgie, des mencheviks ralliés persécutent les vieux bolcheviks.

Pourtant le prestige de Trotsky reste considérable en URSS où s'annonce une nouvelle crise. La bureaucratie n'est pas tranquille, même quand Trotsky est exilé aux confins de la Chine, Staline décide de l'exiler. Trotsky proteste de sa volonté inébranlable de rester en Union Soviétique. Il est traîné de force sur un navire qui le conduit en Turquie : le seul pays qui ait consenti à donner asile au grand révolutionnaire, au compagnon de Lénine.

NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE  
INTERNATIONALE*Faiblesse numérique des oppositions communistes*

L'exil de Trotsky en Turquie marquait une nouvelle étape. Jusqu'alors, il n'avait pas existé d'opposition internationale. Seuls avaient vu le jour des groupes oppositionnels hétérogènes et sans liaison. Trotsky exilé allait leur donner une cohésion politique et une organisation internationale. De tous les pays, des révolutionnaires vinrent à Prinkipo pour discuter avec lui.

A l'étranger, les ouvriers communistes étaient assez peu au courant des questions en discussion — qui leur apparaissaient des querelles d'état-major, théoriques et loin de leurs luttes immédiates. Dans l'ensemble, ils admirèrent assez facilement ce que leur dirent les grands journaux communistes : que Trotsky, Zinoviev et les autres leaders de l'opposition s'étaient écartés de la ligne bolchevique, niant les possibilités révolutionnaires de l'URSS.

C'est seulement dans les milieux dirigeants que la discussion était vive. En Belgique c'était van Overstreeten<sup>11</sup>, jusqu'alors secrétaire général du Parti Communiste qui passait à l'opposition de gauche. En Grèce, c'était Pouliopoulos, un des fondateurs du communisme dans ce pays. En France, c'était d'abord Souvarine<sup>12</sup>, ancien secrétaire du Parti ; ensuite ses adversaires : Treint<sup>13</sup>, qui lui avait succédé au secrétariat du Parti, Barré<sup>14</sup> et momentanément Suzanne Girault<sup>15</sup>. En Espagne, c'était Nin<sup>16</sup>, ancien secrétaire de l'Internationale Syndicale Rouge. En Chine, c'était Chen Dou-siou<sup>17</sup>, fondateur et secrétaire du Parti Communiste. Aux Etats-Unis et au Canada, c'étaient Cannon<sup>18</sup> et Spector<sup>19</sup>, dirigeants du Parti de ces pays. Tous furent exclus.

Nulle part pourtant ces exclusions n'entraînaient une scission importante. Seuls quelques fidèles suivaient les leaders exclus. Le plus souvent les opposants étaient des intellectuels, plus portés à s'intéresser au débat théorique. Même hésitant, l'ouvrier révolutionnaire voulait à tout prix rester dans le Parti, malgré ses erreurs, parce qu'il en sentait l'impérieuse nécessité quotidienne sur le lieu du travail. Il préférerait abdiquer son esprit critique et faire confiance à la majorité, à l'Internationale. Ceux-là mêmes qui approuvaient Trotsky ne voyaient guère ce qu'ils pourraient faire dans un groupement de propagande fractionnelle dont l'activité consistait à mener campagne contre le bloc des quatre classes en Chine ou contre le comité anglo-russe.

C'est seulement en Belgique et en Grèce qu'une fraction importante du Parti avait suivi l'opposition russe. Encore s'agissait-il de partis très faibles — surtout en Belgique.

### *Faiblesse politique des oppositions communistes*

Les oppositions n'étaient pas seulement faibles numériquement. Formées dans des partis légaux, elles étaient loin d'être forgées du même métal que l'opposition russe. Elles étaient loin aussi d'être homogènes. En France par exemple, trois oppositions principales s'étaient succédées, se réclamant toutes de l'opposition russe : Souvarine<sup>12</sup> et son groupe du « *Bulletin communiste* », qui publiaient les articles de l'opposition russe mais s'étaient surtout dressés contre la « bolchevisation » du Parti et se réclamaient d'un communisme « démocratique » ; Paz et son groupe de « *Contre le courant* » qui écrivaient des articles dithyrambiques sur Trotsky, mais s'orientaient vers la social-démocratie et le syndicalisme pur ; Treint<sup>13</sup> et « *l'Unité Léniniste* », formés à l'école manœuvrière de Zinoviev.

Van Overstraeten en Belgique, en Allemagne Urbahns<sup>20</sup> et le « *Drapeau du Communisme* » penchaient vers l'ultra-gauchisme, tandis que les « bordiguistes »<sup>21</sup> italiens repoussaient la politique de front unique et l'unité syndicale qu'ils avaient refusé d'admettre déjà lors du troisième congrès de l'I.C.

Il fallait clarifier les idées. Trotsky s'y employa avec sa vigueur habituelle, sans ménagement pour ceux qui se couvraient de son autorité. On a critiqué à ce sujet le « sectarisme » de Trotsky. Mais il suffit de voir où sont allés les soi-disant « amis » d'alors : Paz, au réformisme social-démocrate, ses amis au syndicalisme réformiste, Van Overstraeten à l'isolement ultra-gauche, Souvarine à la révision du marxisme et au camp bourgeois, Treint et Urbahns à un révisionnisme total et à la disparition de la scène politique.

Tout en critiquant, Trotsky regroupait les véritables communistes de gauche et construisait *l'opposition de gauche internationale* sur la plate-forme politique de l'opposition russe.

### *Le programme*

La plate-forme de l'opposition russe reçut sa forme achevée dans la critique que fit Trotsky du projet de programme pour le sixième congrès de l'Internationale Communiste et qui fut publiée en France sous le titre, du reste inexact, de « *l'Internationale Communiste après Lénine* »<sup>22</sup> en 1929 — Trotsky ne se contentait pas d'y reprendre les thèses de l'opposition russe (sur l'économie russe, le front unique, le bloc des quatre classes, le socialisme en un seul pays, etc.). Il démontait le mécanisme du néo-nationalisme des staliniens, le caractère frelaté de leur internationalisme, même dans ses manifestations les plus tapageuses, les racines de la collaboration des classes mise en œuvre en Chine et qui devait par la suite être généralisée. Il démasquait la théorie réactionnaire des partis ouvriers-paysans en Orient, génératrice de futures défaites et de futures

trahisons. Les divergences entre staliniens et trotskystes cessaient d'apparaître comme de simples divergences de tactique. Ou, plus exactement sous les divergences de tactique s'apercevaient leurs soubassements de principe, avec les oppositions de classe qui déterminaient en puissance ces oppositions politiques — la bureaucratie stalinienne reprenant *fondamentalement* à son compte l'idéologie réformiste. Cette *critique* des thèses du sixième congrès complétée ensuite par d'autres ouvrages fondamentaux de Trotsky, comme la *Révolution défigurée* et la *Révolution permanente* servit de charte à l'Opposition internationale, en même temps que les *Thèses des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste* <sup>23</sup>.

C'est seulement en 1933 que l'Opposition de Gauche internationale définit sa plate-forme fondamentale en un document élaboré par elle et régulièrement adopté.

### *Pourquoi ne pas avoir construit de nouveaux partis révolutionnaires ?*

Certains peuvent aujourd'hui reprocher aux « trotskystes » de ne pas avoir opposé dès ce moment aux partis communistes, des organisations révolutionnaires indépendantes. Mais il ne faut pas oublier deux choses. D'abord les divergences avec les communistes « staliniens » apparaissaient alors comme des divergences de stratégie qui, dans la plupart des pays, ne se traduisaient pas en divergences de classes dans la rue ou dans l'usine et dont l'importance de principe n'était sensible que pour des militants éduqués politiquement. Ensuite, même si l'on avait pu déterminer théoriquement l'impossibilité du redressement révolutionnaire des partis communistes, il n'aurait pas été possible de rallier les ouvriers révolutionnaires sous le drapeau d'un nouveau parti. Ce n'était envisageable que dans certains pays en fonction de leur histoire particulière, comme en Grèce et en Hollande. Encore ces partis indépendants se différenciaient-ils des partis communistes, moins par leur programme communiste internationaliste que pour des raisons particulières au développement national du mouvement ouvrier : en Grèce par exemple, les Archéo-Marxistes <sup>24</sup> avaient connu une existence indépendante avant le parti communiste. En Hollande <sup>25</sup> le parti révolutionnaire indépendant était lié à la plus ancienne des organisations syndicales néerlandaises : le NAS. A l'échelle internationale, c'était dans les partis communistes que se trouvait l'avant-garde de la classe ouvrière. Rompre avec cette avant-garde dévouée et combative, c'était prendre une très lourde responsabilité. Les « trotskystes » ne s'y résignèrent que plus tard quand il fut absolument prouvé que l'Internationale Communiste était devenue un organisme sclérosé, incapable de réagir même aux leçons les plus tragiques de l'histoire et quand il fut clair qu'elle servait irrémédiablement de courroie de transmission pour la politique anti-ouvrière et anti-révolutionnaire d'une bureaucratie soviétique solidement installée au pouvoir.

*Internationale d'abord*

Ce qui caractérisait avant tout l'opposition de gauche, c'était son caractère international. Elle était bâtie indépendamment des circonstances nationales particulières, armée d'un programme vigoureux de retour au marxisme révolutionnaire, la thèse internationaliste de la révolution permanente en constituait la pierre angulaire, opposée à la politique nationaliste du socialisme en un seul pays. Aussi, l'opposition de gauche ne constitua-t-elle à aucun moment un conglomérat d'organisations : dès le début elle forma une seule organisation internationale — avec un seul programme élaboré en commun et une discipline commune.

Certes, les groupes qui constituaient l'opposition de gauche étaient très faibles. Entre l'organisation chinoise, l'organisation américaine et les divers groupes européens, surtout avec l'opposition en URSS (la plus puissante) les liaisons étaient difficiles. A plus forte raison l'élaboration mondiale d'une tactique semblait dépasser les possibilités du mouvement. Le secrétaire international eut une vie difficile, siégeant tantôt à Berlin, tantôt à Paris, tantôt à Bruxelles, sans argent, sans moyens, souvent traqué par la police de la bourgeoisie démocratique et par le Guépéou — la police de Staline.

Les invertébrés des groupes intermédiaires entre le marxisme et le réformisme reprochaient à Trotsky de poser le toit international avant d'avoir bâti les murs nationaux de la maison. Mais précisément pour nous, l'Internationale ne signifie pas une sorte d'amicale d'organisations nationales qui se félicitent de leur « communauté d'idées » et s'adressent des congratulations lors de leurs congrès. Elle signifie un *parti mondial*, discutant et déterminant sa stratégie à l'échelle mondiale, uni sur la base d'un programme marxiste-léniniste. Ce programme n'est pas le « toit » qu'on pose à la fin des travaux de construction. Ce sont les fondations même de la maison, sur lesquelles on peut bâtir l'organisation — aussi bien à l'échelle internationale qu'à l'échelle nationale ou locale.

Les staliniens n'étaient liés ni par un programme ni par des principes communs. Ils avaient à brûler ce qu'ils adoraient la veille — à soutenir la politique et *les principes* qu'ils attaquaient la veille comme venant du diable de la contre-révolution. Ils devaient, du jour au lendemain, condamner les dirigeants de la veille. Seule restait permanente la formidable puissance de la bureaucratie russe, clef de voûte de l'appareil international. Face à la puissance de cet appareil, les oppositionnels de gauche bolcheviks-léninistes ne disposaient que de quelques poignées de militants, armés de quelques pauvres hebdomadaires, bi-mensuels ou mensuels. Leur seule force, c'était leur cohésion internationale et la solidité de leur plate-forme marxiste-révolutionnaire.

LA « TROISIEME PERIODE » ULTRA-GAUCHE  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Pour se reconnaître au milieu des événements, il fallait, en effet, une solide boussole marxiste. L'orientation de l'internationale communiste n'était pas tout bonnement opportuniste en face d'une opposition de gauche révolutionnaire. Très longtemps, elle fut caractérisée par des « tournants » du pire opportunisme au plus violent gauchisme. A partir de 1929, nous assistons à un tournant plus radical encore : l'opposition de gauche semble non plus « à gauche » mais à droite du stalinisme. Que s'est-il donc passé ? Pour le comprendre, comme à chaque fois qu'il s'agit des partis « communistes », il faut jeter un regard sur ce qui se passait en URSS.

*Planification bureaucratique*

Nous avons déjà vu comment, contre l'opposition de gauche et en s'aidant de la droite du Parti, la bureaucratie soviétique avait encouragé le paysan riche et le commerçant privé à s'enrichir. Mais comme Trotsky l'avait prévu, le développement de ces couches capitalistes devint vite un danger pour la propriété collective. Or le retour au capitalisme privé signifiait non seulement la fin de la révolution prolétarienne, mais aussi la ruine de la bureaucratie, qui serait balayée avec elle. Pour parer au danger, la fraction stalinienne, qui exprimait les intérêts de la bureaucratie, dut bientôt reprendre une partie du programme de l'opposition : industrialisation, planification, collectivisation progressive des terres.

Ce programme, la bureaucratie allait l'exécuter avec ses propres méthodes et dans son propre intérêt. L'opposition avait préconisé un *plan* d'industrialisation qui aurait maintenu un équilibre nécessaire entre l'industrie lourde et l'industrie légère — c'est-à-dire entre la production des machines et celle des moyens de consommation pour les masses. De cette façon le plan aurait élevé directement le niveau de vie des travailleurs et leur niveau de culture. Mais la bureaucratie se souciait avant tout d'étendre sa propre puissance par le développement accéléré de l'industrie lourde. Le premier plan quinquennal ne se préoccupait que de celle-ci. Le second devait du reste avoir le même caractère. Les produits manufacturés, déjà beaucoup trop peu nombreux, les produits agricoles, insuffisants pour la population, furent exportés massivement pour se procurer des machines à l'étranger. Aussi les denrées les plus nécessaires vinrent-elles à manquer. On dut instituer le régime des cartes d'alimentation et de vêtements, mais les coopératives manquaient de tout.

Dans ces conditions, à l'usine, la productivité du travail fut obtenue non par le relèvement du niveau culturel et professionnel des ouvriers, par le rétablissement de la démocratie, mais en augmentant encore la dictature des directeurs, en élargissant considérablement l'éventail des salaires (qui va en URSS de 1 à 35) et en rétablissant contre les ouvriers des mesures de contrôle et de répression héritées du tsarisme (livret de travail, interdiction de quitter l'emploi, passeport intérieur, etc.).

### *La Collectivisation forcée*

Le résultat fut plus grave encore à la campagne. Trotsky voulait pousser les paysans à renoncer à l'exploitation privée des terres en leur prouvant par l'expérience l'avantage des exploitations collectives (kolkozés et sovkoses). Mais la bureaucratie n'avait pas plus de confort à leur offrir qu'aux ouvriers. On les contraignit à la collectivisation. Les paysans résistèrent, cachèrent leurs récoltes, tuèrent leur bétail.

Les fonctionnaires staliniens répondirent par une violence démesurée, déportant 5 millions de paysans, fusillant en masse. La collectivisation forcée désorganisa l'agriculture pour longtemps.

D'autre part, en l'absence de toute démocratie ouvrière, les bureaucrates, pour se faire valoir et monter en grade, s'efforcèrent d'établir des rendements records, sans se soucier de la qualité ni de la cohésion du plan, désorganisant la production par de semblables outrances.

Malgré tous les côtés négatifs de cette politique et la barbarie des moyens employés, l'industrialisation s'est poursuivie en URSS à une cadence jamais connue dans aucun autre pays, prouvant de manière irréfutable la supériorité des méthodes de la production planifiée sur les méthodes capitalistes. Grâce aux plans quinquennaux, l'URSS est devenue en peu de temps une des plus grandes puissances industrielles du globe. C'est grâce à cela qu'elle a pu résister plus tard à l'attaque de l'impérialisme allemand.

### *La « troisième période » ultra-gauche dans l'Internationale*

Cette politique en URSS entraîna de nouveaux bouleversements dans les divers partis communistes. En URSS même, Staline attaqua l'aile droite dont il s'était servi contre l'opposition : Rykov, président du conseil des commissaires du peuple, Boukharine, secrétaire de l'Internationale, Tomsky, responsable des syndicats, furent exclus à leur tour ; pendant ce temps, un certain nombre d'oppositionalistes pensaient qu'il fallait aider Staline à appliquer sa politique « de gauche ». Pour reprendre leur place dans le parti, ils rompaient avec l'opposition, reconnaissaient leurs fautes, capitulaient. Bon nombre d'entre eux furent les initiateurs des plans quinquennaux,

comme Preobrajensky. En attendant... d'être exécutés comme saboteurs hitlériens dix ans plus tard.

Dans l'Internationale aussi, les « droitiers » étaient exclus comme Lovestone<sup>26</sup> aux Etats-Unis et Brandler<sup>27</sup> en Allemagne. Leurs amis comme Clara Zetkin<sup>28</sup> en Allemagne, Humbert-Droz<sup>29</sup> en Suisse, Doriot<sup>30</sup> en France, étaient contraints de se rétracter sous peine d'exclusion.

Tous les partis communistes exécutèrent un tournant de 180 degrés. Il s'agissait en effet de justifier les violences exercées par Staline en URSS et les sacrifices qu'il exigeait des travailleurs. Il fallait convaincre de leur nécessité les Russes d'abord, et aussi les ouvriers des autres pays (qui du reste étaient loin de connaître la réalité). Cette justification, les théoriciens staliniens la trouvèrent en inventant la « troisième période » : après la période de la guerre impérialiste et la période de stabilité relative qui l'a suivie, nous voici entrés, disaient-ils, dans une troisième période de l'impérialisme, au cours de laquelle va se déclencher la guerre contre l'URSS et triompher la révolution mondiale. Nous nous trouvons dans une véritable situation de guerre civile.

Puisque la guerre est proche, les ouvriers russes doivent accepter tous les sacrifices. Les ouvriers de tous les pays doivent être mobilisés en permanence. La presse communiste annonce chaque jour pour demain la guerre contre l'URSS. Le 1<sup>er</sup> août 1930, les ouvriers du monde entier sont invités à descendre dans la rue pour manifester contre la guerre. Ces manifestations sur calendrier, l'Internationale communiste les présente comme l'incarnation de l'internationalisme. Artificielles et squelettiques elles n'en sont qu'une grossière caricature démoralisante.

### *La « radicalisation des masses »*

Pourtant les théoriciens staliniens expliquent que les masses se « radicalisent » chaque jour davantage. Cela, alors que, dans la plupart des pays, les partis révolutionnaires sont en régression, alors que les effectifs des syndicats rouges reculent et que les manifestations ouvrières sont moins suivies que jamais. Leur principal argument est le développement des grèves. Trotsky montre que ces mouvements sont essentiellement corporatistes et qu'ils ont pour base l'essor relatif de la prospérité capitaliste. Il combat l'« optimisme révolutionnaire » qui est de commande dans toutes les sections de l'Internationale et qui, en réalité, désarme les révolutionnaires.

Effectivement, les partis communistes se trouvent plus faibles que jamais lorsque s'ouvre enfin la grande crise économique dont ils annonçaient depuis longtemps l'existence. En 1931, plus de 30 millions de sans-travail battent la semelle devant les soupes populaires et les bureaux de chômage. Comme l'avait prédit l'opposition, une telle situation ne signifie pas automatiquement la radicalisation des

masses. Elle rend de plus en plus difficiles les luttes économiques. Les ouvriers craignent à juste titre d'entrer en lutte quand les patrons ont des stocks et que les sans-travail font la queue à la porte des usines. Les mouvements peuvent se trouver placés plus facilement sur le plan, politique, du règlement de compte avec l'ensemble de la société bourgeoise. Mais à la condition que les ouvriers aient conscience de leur force de classe et qu'ils aient confiance dans leur direction révolutionnaire. Ce n'est justement pas le cas. L'aventurisme des partis communistes leur ont enlevé la confiance des travailleurs. Paradoxalement, ce sont les réformistes qui se renforcent.

Mais, pour les staliniens, la crise économique apparaît comme une confirmation éclatante de la « troisième période » qui doit être « finale ». Chaque grève partielle est montée en épingle, « politisée » artificiellement par les militants communistes. De là, des défaites plus profondes qui accentuent le recul au sein des masses travailleuses. Plus les dirigeants des partis communistes parlent de montée révolutionnaire et de radicalisation des masses, plus les masses sont découragées et plus le parti communiste essuie de défaites.

### *Le « social-fascisme »*

Un des résultats de la situation économique et de l'impuissance des révolutionnaires, c'est, dans tous les pays, la montée du fascisme et de la réaction — comme Trotsky en a lancé l'avertissement. Mais Staline a inventé une nouvelle théorie qui camoufle cette réalité : la théorie du social-fascisme. Il explique que, dans la « troisième période », il n'y a plus de démocratie possible : tous les partis bourgeois deviennent fascistes. Il y a les cléricaux-fascistes, les radicaux-fascistes et ainsi du reste. Les socialistes ne sont plus que des « social-fascistes » dont le seul but est d'organiser l'agression contre l'URSS et l'écrasement de la classe ouvrière.

Les plus dangereux de ces fascistes sont ceux qui se camouflent, surtout le parti social-fasciste — avant tout son aile gauche. Les social-fascistes constituent l'ennemi principal, car ce sont eux qui empêchent les masses radicalisées de passer au communisme.

Avec les social-fascistes, il n'y a pas de front unique possible. Comment du reste le front unique serait-il possible, disaient les staliniens, avec des gens qui collaborent au pouvoir avec la bourgeoisie, qui sabotent et brisent les grèves, qui, souvent, font assommer les ouvriers révolutionnaires par la police à leurs ordres.

Tout au plus le front unique est-il possible « à la base » sur le programme du Parti Communiste et « contre les chefs du social-fascistes ».

Nous allons voir où mènent ces théories et plus particulièrement en Allemagne.

## LA VERITE ET LA LIGUE COMMUNISTE

Jusqu'en 1929, les oppositionnels n'avaient constitué en France que des petites chapelles, groupant pour une bonne partie d'anciens dirigeants du PC, exclus pour leur lutte contre la direction ou pour leur soutien de l'opposition russe.

Dès 1925, Souvarine, ancien secrétaire du Parti, publiait dans le « *Bulletin Communiste* » les articles et déclarations de l'opposition russe, Rosmer<sup>31</sup> et Monatte, deux militants des luttes syndicales, lancèrent « *la Révolution prolétarienne* » sous l'étiquette « syndicaliste-communiste » — qui suffit à souligner leurs tendances « *syndicalistes révolutionnaires* ».

En 1926, l'opposition à la direction du Parti Communiste prit une extension considérable. C'était l'époque où la direction de l'Internationale, avec Zinoviev, entendait « bolcheviser » les partis. Il y avait en effet beaucoup à faire dans un Parti comme le parti français, pour lui faire perdre son caractère d'organisation social-démocrate dilettante, plus préoccupée d'élections que de lutte révolutionnaire. Mais cette bolchevisation s'inscrivait dans la politique fautive de la révolution proche et servait en même temps de machine de guerre contre les opposants. Il s'agissait de paralyser la discussion politique en la confinant dans des organismes restreints (les cellules). Il s'agissait d'opposer la « tendance prolétarienne » à la tendance « petite bourgeoise » de l'opposition. De là une « bolchevisation » artificielle, créant artificiellement des cellules, introduisant mécaniquement les procédés d'organisation du PC russe, noyant tout sous un déluge de formules radicales au nom du « léninisme intégral ».

Contre cette politique menée par Treint, secrétaire du Parti Communiste et par ses amis, la réaction fut assez forte parmi les communistes, surtout parmi les cadres. Une lettre ouverte signée de 280 noms de militants attaqua cette politique qui « *mène au désastre le parti français* » et la « *dictature intolérable* » de la direction.

Opposition au demeurant suspecte. Il s'agissait surtout de dirigeants, députés ou leaders syndicaux<sup>32</sup>. Ils prenaient seulement position contre les outrances verbales et l'aventurisme de la direction à laquelle ils reprochaient de « *ressusciter l'Herbéisme, la démagogie grossière, l'outrance verbale, le bluff* ».

Mais rien de tout cela ne constituait une politique. En fait, la plupart des signataires s'opposaient au cours gauchiste parce qu'ils voulaient retrouver la tranquillité dans leurs postes syndicaux, municipaux ou parlementaires.

Presque tous devaient sombrer dans le syndicalisme réformiste (Boville, Bour, Delsol, Engler, etc.), voire dans le municipalisme social-démocrate (Aufray, maire de Clichy, etc.). Cette opposition n'avait rien à voir avec l'opposition russe. Elle comptait en réalité

parmi les pires représentants de l'aile droite internationale, dénoncée par elle. Souvarine accueillait indifféremment toute opposition — de droite ou de gauche. Avant de prendre le Parti lui-même définitivement contre la gauche. Mais cette confusion ne devait pas durer longtemps.

Parmi les signataires de la « lettre ouverte », seuls quelques-uns marquèrent leurs sympathies pour l'opposition russe. Successivement, *tous se trouvèrent exclus*. Ils fondèrent la revue : « *Contre le courant* » qui servit de « boîte aux lettres » à l'opposition russe, comme, précédemment, le « *Bulletin* » de Souvarine.

### *Exclusion de Treint, secrétaire général du PC*

Mais bientôt ceux-là mêmes qui les avaient exclus se trouvèrent amenés à leur tour à rompre avec la bureaucratie de Moscou. Le secrétaire du Parti, Treint, jusqu'alors l'ennemi juré de l'opposition, assista en 1927 au « plenum » du comité exécutif de l'Internationale Communiste. C'était l'époque où Staline éliminait tous les opposants de gauche, aussi bien Zinoviev que Trotsky. Le problème brûlant de l'heure était celui de la révolution chinoise : les avertissements de Trotsky s'avéraient de plus en plus vérifiés par les faits. Treint apprit alors que Staline cachait à l'exécutif le rapport envoyé de Changhai par les délégués (staliniens) de l'Internationale. Il réussit à s'emparer de ce document. La « *Lettre de Changhai* » constatait le désastre où la politique stalinienne avait entraîné le prolétariat et le PC chinois. C'était la vérification éclatante de la politique des oppositionnels. Treint passa à son tour dans l'opposition. A son tour, l'appareil bureaucratique du Parti opéra contre lui ; il fut rapidement exclu avec une centaine de militants (dont un certain nombre de dirigeants comme H. Barré et Suzanne Girault) après un simulacre de procédure démocratique. Les exclus publièrent un nouvel organe : « *l'Unité léniniste* ». Mais leur groupe restait imbu du même esprit qu'à la direction du PC, se gargarisant de formules « radicales » (« les seuls marxistes léninistes authentiques »), remplaçant l'action politique par les manœuvres et le bluff. Aussi ne tarda-t-il pas à se désagréger.

### *La Vérité*

Comme on voit, en 1929, la situation de l'opposition de gauche française n'était guère brillante. Plus exactement, il existait non une opposition, mais une poussière de petits groupes : *la Révolution Proletarienne* de Monatte, le « *Cercle Marx-Léniniste* » de Souvarine, *l'Unité Léniniste* de Treint (devenu « *Redressement Communiste* »), *Contre le Courant* de Paz ; la revue « *la Lutte de Classe* » de P. Naville et Gérard Rosenthal ; des groupes autonomes de Lyon

et Limoges, un « groupe du vx<sup>e</sup> rayon », des groupes italiens. Ces groupes passaient leur temps en discussions intérieures, en polémiques et en pourparlers interminables, complètement coupés des travailleurs et du Parti Communiste — lui-même de plus en plus coupé des masses.

Comment en sortir ? Par des palabres nouvelles pour élaborer un programme commun ? Trotsky conseilla à l'opposition française de rompre avec cette stérilité. « *Marx a jadis observé qu'un seul pas en avant réel du mouvement est plus important qu'une douzaine de programmes* ».

Aller de l'avant, cela signifie agir. Et d'abord publier un organe régulier : « *Vous êtes obligés de commencer avec un hebdomadaire. C'est déjà un pas en avant ; à condition, bien entendu, que vous ne vous arrêtiez pas là, que vous continuiez obstinément votre effort vers un quotidien* »<sup>33</sup>. Rassembler autour de cet hebdomadaire « *tous les éléments sains, virils et vraiment révolutionnaires de l'opposition de gauche* » rejetant « *l'esprit de cercle, les intérêts et les ambitions médiocres* ».

C'est ainsi qu'autour de « *la Vérité* », hebdomadaire de l'opposition communiste, s'opéra le regroupement de tous les oppositionnels décidés à l'action<sup>34</sup>. Les autres groupes s'y rallièrent, ou bien s'effritèrent et disparurent. Paz s'efforça de lancer un hebdomadaire concurrent (« *le Libérateur* »), qui ne dura que quelques semaines. Seule « *la Révolution Proletarienne* » continua à paraître, mais s'orienta plus délibérément dans le sens du syndicalisme pur.

Le nom même de l'hebdomadaire de l'opposition « *la Vérité* » était tout un programme. Il s'agissait de rompre avec l'atmosphère de mensonge créée par réformistes et staliniens.

### *Constitution de la « Ligue Communiste » (opposition)*

Le journal n'avait de sens que comme arme d'une organisation. Or cette organisation n'existait pas. Le groupe qui s'était formé autour de « *la Vérité* » s'était quelque peu développé dans les premiers mois d'existence du journal. Le groupe de « *la Lutte de Classe* » avec P. Naville et G. Rosenthal, avait fusionné avec son noyau initial. Sa revue était devenue l'organe théorique de l'opposition. Des autres groupes gravitant autour de l'opposition, seuls quelques individus l'avaient ralliée. Dès lors, il fallait passer à l'organisation définitive. C'est ainsi que fut constituée, en avril 1930, la *Ligue Communiste (opposition de gauche)*. Les statuts en définissaient ainsi les principes :

Article premier : *la Ligue Communiste (opposition de gauche) groupe les communistes qui poursuivent l'organisation de l'action révolutionnaire, pour l'abolition du régime capitaliste, dans la voie tracée par les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, selon les principes du marxisme révolutionnaire.*

Dans son titre même, *la Ligue s'affirmait opposition* du parti. Son objectif était le redressement du Parti Communiste et de l'Internationale. A l'origine de l'opposition, nul n'en pouvait faire partie à moins d'appartenir ou d'avoir été exclu du PC. Toutefois, dès que la bureaucratie subodorait un trotskyste, il était immédiatement exclu. Aussi l'opposition était-elle composée dans son écrasante majorité de communistes *exclus*. Une petite minorité de camarades militaient au sein du Parti et des Jeunesses, servaient ces organisations avec le maximum de dévouement, mais ne pouvaient développer leurs idées, de peur d'être exclus. Eux exclus, d'autres « trotskystes » surgissaient du reste, troublant sans cesse le repos des bureaucrates staliniens.

L'année suivante, les statuts de la Ligue n'imposaient plus formellement à ses adhérents d'être membres du PC ou d'en avoir été exclus.

L'article 2 des statuts précisait seulement :

« Ils peuvent appartenir au Parti ou aux Jeunesses Communistes. Ils doivent appartenir au syndicat ouvrier de leur profession. »

Plusieurs autres articles organisaient la démocratie intérieure. L'article 9 précisait :

« Le régime de la Ligue est le régime de centralisme démocratique. »

Par là, la Ligue montrait sa volonté non seulement de faire respecter en son sein la démocratie intérieure, mais aussi de rompre avec le dilettantisme des cercles oppositionnels qui s'étaient contentés de discuter sans agir. Désormais, la Ligue entendait organiser sa propagande non seulement par la littérature, mais par les actes, par sa participation au mouvement ouvrier, particulièrement par sa participation aux luttes ouvrières et syndicales. Pour cela elle devait imposer à ses militants une discipline d'action conforme au centralisme démocratique.

### *Faiblesse de la Ligue Communiste*

Ce n'était pas facile. D'abord parce que l'organisation était très faible : une centaine de camarades au plus dans tout le pays lors de la conférence de formation. La Ligue possédait très peu d'attaches en province. Même en comptant ceux qui se constituèrent peu après, elle ne comptait des groupes qu'à Lyon, dans l'Est (à Chaligny avec les camarades Paget et Florence, ouvriers communistes connus pour leur dévouement), dans le Nord — à Lille, à Halluin (avec Cornette, ancien responsable des Jeunesses Communistes du Nord), plus tard, à Montigny-en-Gohelle — ensuite à Tours (avec Bernard, ancien secrétaire du PC), à Dijon, puis à Marseille. Généralement, il s'agissait de quelques ouvriers communistes ayant joui d'une forte autorité

mais désormais isolés. La plupart d'entre eux venaient à la Ligue après s'être heurtés avec les dirigeants régionaux sur des problèmes locaux ou syndicaux.

Les effectifs les plus importants étaient ceux de la région parisienne. C'est elle qui dirigeait en fait la Ligue. Or, précisément, c'est là que les faiblesses de la Ligue étaient les plus apparentes. La région parisienne comprenait une forte proportion d'intellectuels, d'anciens responsables communistes désormais coupés de leur base. Cette prédominance des intellectuels n'était pas étonnante : pour un ouvrier du rang, les discussions sur le comité anglo-russe ou le Kuo-mintang apparaissaient parfaitement abstraites. Leurs préoccupations allaient ailleurs.

De plus, presque tous les ouvriers de la région parisienne se trouvaient des militants immigrés. Non par hasard. Chassés de leur pays par la réaction, ils constituaient une avant-garde particulièrement combative ; ils ne bornaient pas leurs préoccupations à leurs problèmes nationaux. Ils étaient portés vers une vue plus large, plus internationaliste des problèmes ; ils avaient davantage tendance à approfondir les questions. Cette forte proportion d'étrangers comportait ses avantages : elle garantissait le caractère profondément internationaliste de la Ligue, la portée internationale de ses préoccupations. C'est ainsi que la Ligue fut toujours au premier rang dans la lutte anticolonialiste ; une de ses premières manifestations publiques fut la démonstration d'une centaine de manifestants indochinois et français devant l'Élysée, pour protester contre l'assassinat des révoltés de Yen-Bay. Parmi les manifestants indochinois, certains allaient être renvoyés dans leur pays et allaient y jouer un rôle de premier plan dans le réveil des masses populaires : au premier rang, Ta Thu-thau.

Mais cette forte proportion des étrangers dans la Ligue constituait aussi un lourd handicap. Non seulement ces camarades, sous la menace permanente d'une expulsion, étaient dans l'incapacité de participer à l'action politique (ventes, collages...) mais leurs préoccupations, leurs réactions, n'étaient pas celles des grandes masses.

Avec son noyau dirigeant formé surtout d'intellectuels et d'ouvriers étrangers, la Ligue était d'autant plus isolée des masses et de leurs préoccupations. Elle ressemblait à une organisation d'émigrés.

Cela se reflétait dans l'activité de l'organisation. Dans la petite boutique du boulevard de La Villette, on venait plus souvent bavarder que travailler. Les ventes à la criée attiraient moins que les discussions au café de la Mairie, place Saint-Sulpice. Discussions acharnées et d'un niveau théorique élevé — mais discussions souvent à vide où l'on coupait les cheveux en quatre.

Des intellectuels venaient soulever d'interminables discussions, sans rapport avec les problèmes réels qui se posaient devant les travailleurs, ou bien les abordaient dans l'abstrait. La Ligue se ressentait de la faiblesse de ses antennes dans la classe ouvrière et de son absence de responsabilité effective dans ses luttes.

*Les luttes fractionnelles*

Ce manque de responsabilité dans la classe ouvrière déterminait aussi le caractère des crises dans l'organisation. Des tendances s'y faisaient jour et s'y cristallisaient. C'est là un phénomène normal dans une organisation démocratique. Mais la discussion était envenimée pour plusieurs raisons : le terrain abstrait de nombre de disputes — l'impossibilité de les régler par l'expérience réelle — l'exiguïté de l'organisation qui mêlait sans cesse aux discussions politiques les antipathies et les sympathies personnelles.

De là, la violence des luttes fractionnelles, les coups d'état où la région parisienne remplaçait la direction nationale, où une fraction refusait de diffuser le journal ou même, allait le « saisir » à l'imprimerie.

Ces crises se traduisaient fréquemment par des scissions — les divers groupes scissionnistes disparaissant du reste après quelques mois ou tout au plus quelques années de vie végétative.

Aux philistins qui affectent pour ces luttes internes mépris ou dégoût, rappelons qu'elles ne sont pas le propre des trotskystes. Elles se sont retrouvées à l'origine de tous les groupements révolutionnaires. Il suffit de relire la correspondance de Marx et Engels sur la Ligue des Communistes, 80 ans plus tôt, ou de se rappeler l'histoire des bolcheviks russes.

Dans les organisations bourgeoises ou réformistes, les chefs locaux ou nationaux se disputent les places et les faveurs. Sur leurs intrigues et sur leurs hypocrites manœuvres, nos philistins ferment pudiquement les yeux. Dans les organisations révolutionnaires, les conflits ont une tout autre cause et un tout autre caractère. Les militants n'ont rien à gagner, mais tout à donner. Leur victoire sur leurs adversaires de l'organisation signifie en général, pour eux, de nouveaux sacrifices. L'âpreté dont ils font preuve dans les conflits tient surtout à leur passion révolutionnaire, au sérieux qu'ils attachent à leurs idées, à leur volonté de les faire triompher.

Au milieu des difficultés écrasantes que ces crises ne font qu'aggraver, les militants sont portés à voir dans leurs adversaires des agents de l'ennemi. C'est vrai parfois. Tel cet agent du guépéou démasqué dans les organisations bolcheviks-léninistes de Barcelone en 1937 et qui exacerbait les luttes fractionnelles. Mais les querelles personnelles elles-mêmes naissent presque toujours de l'exiguïté du mouvement et des difficultés qu'il traversait.

Qu'on n'aille pas voir là l'apologie ou même l'excuse de la manie des scissions ou des méthodes fractionnistes. Elles expriment l'infantilisme de l'organisation. Quand ses militants sont liés à la classe ouvrière et y prennent des responsabilités, ils sentent aussi leurs responsabilités dans le parti et ne se résolvent à une scission que dans des cas absolument exceptionnels. Le fractionnisme ne peut être finalement dépassé que lorsque l'organisation est liée à la lutte

des masses. A condition qu'y règne, bien entendu, une atmosphère de démocratie intérieure.

### *Les difficultés de la lutte oppositionnelle*

Dans la Ligue, ces crises intérieures absorbaient une part énorme de l'activité. Elles exerçaient sur les militants une influence démoralisante. L'atmosphère des réunions parisiennes était souvent irrespirable pour un ouvrier. Quant aux militants ouvriers de province, à peine arrivés aux réunions centrales, ils se voyaient accaparés par les fractions qui s'efforçaient de gagner leur vote. Le plus souvent ils se trouvaient dépaysés dans le conflit, navrés des querelles personnelles et cherchaient en vain la conciliation.

Ils trouvaient rarement à Paris une réponse aux difficultés réelles qu'ils avaient à résoudre dans leur localité. Ces difficultés étaient nombreuses. Les sympathisants mêmes hésitaient à quitter le Parti Communiste — « le Parti ». Etre exclu était un déchirement<sup>35</sup>.

Ceux qui voulaient continuer la lutte se trouvaient isolés de leurs camarades, en butte aux attaques les plus violentes, aux calomnies personnelles les plus incroyables.

La plupart du temps, il s'agissait d'individus, qui venaient à l'opposition un par un.

Parfois, il s'agissait d'un petit groupe. A Paris, c'étaient généralement des émigrés, qui rompaient avec leur groupe de langue stalinien. Ils se trouvaient seulement un peu plus isolés, comme émigrés au deuxième degré. Tel fut le cas du groupe juif (qui réussit du reste à éditer son propre organe en yiddish : *Clarté*), d'un petit groupe hongrois, puis d'un petit groupe polonais. Ce fut le cas enfin des militants de l'opposition italienne — membres du comité central et du BP du PC italien, qui passèrent à l'opposition : parmi eux Blasco<sup>36</sup> et sa compagne Lucienne (avec Fosco, qui fonda à la chute de Mussolini, la section italienne de la IV<sup>e</sup> Internationale).

Quand il s'agissait d'un groupe d'ouvriers de province, le Parti Communiste dépêchait un ou plusieurs de ses dirigeants centraux. A Montigny-en-Gohelle — où la municipalité communiste avait rompu avec le PC — Thorez vint rallier les hésitants et calomnier les irréductibles opposants. A Tours, Cachin, Midol et Thorez essayèrent d'écraser l'opposition dans un grand meeting où Doriot, dans un violent message stalinien, fustigea une fois de plus les trotskystes « contre-révolutionnaires ».

Mais le plus dur était l'isolement : les masses révolutionnaires suivaient aveuglément la direction du Parti Communiste. Les militants devaient lutter seuls, à contre-courant.

Il ne fallait guère compter sur une aide de la direction de la Ligue. Elle se débattait elle-même dans ses propres difficultés — crises politiques et financières. *La Vérité* avait paru d'abord

grâce à une avance de l'opposition russe. Les fonds de l'opposition russe disparus, la sortie de *la Vérité* devint un miracle hebdomadaire ou bimensuel. Parfois le miracle n'avait pas lieu. *La Vérité* ne paraissait pas. L'organisation devait sans cesse faire face à des tâches qui dépassaient ses forces — ce qui aggravait encore la tension intérieure.

### *La Ligue à l'action*

C'est au travers de ces difficultés innombrables que la Ligue devait se battre. Il fallait être tenace. Les trotskystes l'étaient.

Exclus, ils s'accrochaient au Parti Communiste dont ils continuaient à se considérer comme l'aile gauche. Ils n'étaient pas nombreux. Une poignée. Mais ils étaient présents partout : dans les manifestations du PC ; au 1<sup>er</sup> mai, au mur des fédérés et même dans les manifestations squelettiques du 6 mars ou du 1<sup>er</sup> août — où ils se faisaient casser la figure par les flics — aux premiers rangs ; aux assemblées intérieures du Parti (du reste de plus en plus désertées), à la porte desquelles ils vendaient *la Vérité* ou distribuaient des tracts ronéotés apportant le point de vue de l'opposition ; dans les réunions publiques où ils s'efforçaient de prendre la parole — non sans risque de bagarres, bien entendu.

Sur toutes les questions, ils défendaient le point de vue internationaliste. Ils affirmaient les droits de la main-d'œuvre immigrée et coloniale, protestaient contre la répression du guépéou qui frappait de vieux lutteurs bolcheviks passés à l'opposition, comme Rakovsky ou Mouralov et dont un grand nombre, comme Koté Zindzade, mouraient en déportation.

Dans tous les domaines, les militants de la Ligue menaient campagne contre l'abandon de la politique marxiste-léniniste, tirant la sonnette d'alarme devant le recul de l'influence révolutionnaire dans les syndicats et dans les masses. Nous verrons plus loin en quoi consistaient leur action — tant dans les syndicats et les luttes ouvrières que dans l'activité générale. Mais il ne faut jamais perdre de vue qu'en menant cette lutte, ils se considéraient comme une tendance — la tendance marxiste du Parti Communiste qu'ils s'efforçaient de redresser.

### *La lutte pour la démocratie au sein du Parti Communiste*

Les efforts de l'opposition pour redresser le Parti se heurtaient dès l'abord au manque de démocratie de celui-ci. Dès 1925-26, la démocratie n'était pas le fort du PC. Déjà en 1926, les textes de l'opposition étaient publiés dans les « Cahiers de bolchevisme », plus ou moins confidentiels, tandis que « *L'Humanité* » quotidienne tonait contre l'opposition qui ne pouvait pas s'y défendre. En 1927,

la thèse de l'opposition était bien publiée, mais accompagnée de commentaires calomnieux. Après cette date, même ce simulacre de démocratie disparut. Les oppositionnels de gauche étaient traqués. Toute voix opposante était baillonnée, tout opposant « isolé et balayé ».

Alors que, dans le parti bolchevik, Lénine avait eu sans cesse en face de lui des opposants, qui souvent l'avaient emporté contre lui<sup>37</sup>, les dirigeants fantoches du PC avaient derrière eux non une majorité, mais une « unanimité » automatique. Unanimité — ou presque — derrière Doriot qui exclut Treint. Unanimité derrière Barbé-Celor qui forcent Doriot à faire amende « honorable ». Unanimité derrière Thorez qui dénonce le groupe Billoux-Barbé-Celor comme une entreprise systématique de démolition du Parti. Ces chefs successifs, les Doriot, Barbé, Celor, Billoux, Thorez, les Gitton et autres Capron, tous gros mangeurs de trotskystes, étaient-ils donc tous tellement infaillibles que toute opposition à leur politique puisse être dénoncée comme criminelle ?

### *Les bouches s'ouvrent*

En 1930, la direction du Parti elle-même avoue que toute démocratie a été supprimée dans le Parti. Devant l'effondrement rapide du PC, des Jeunesses et de la CGTU, ruinés par la politique aventuriste de la « troisième période », une révolution de palais vient d'avoir lieu au comité central. L'équipe dirigeante est accusée d'avoir constitué une clique clandestine — un « groupe », d'avoir appliqué une politique sectaire (comme si cette politique n'était pas en réalité venue de Staline lui-même, qui l'appliquait en même temps à tous les pays) — et, pour imposer cette politique au Parti, d'avoir supprimé toute démocratie. Contre le « groupe », Thorez lance le mot d'ordre : « Ouvrez les bouches ! ». Il faut discuter dans les cellules la politique du Parti. Dans plusieurs numéros, sous une rubrique spéciale « les bouches s'ouvrent », « *l'Humanité* » publie les lettres de militants du Parti qui, en effet, se prononcent pour la démocratie dans le Parti et contre le sectarisme. Le groupe est écrasé. Thorez l'emporte. *L'Humanité* cesse sa rubrique. Les bouches se ferment. Elles ne se sont jamais plus ouvertes.

Au contraire, contre les opposants, singulièrement contre l'aile gauche, les méthodes deviennent de plus en plus antidémocratiques : d'abord, la déformation des points de vue, l'étouffement de la discussion, puis les exclusions et les calomnies, puis les attaques physiques, puis les infamies (« hitléro-trotskyistes ») qui ont pour but d'isoler les révolutionnaires comme des pestiférés. Bientôt sont utilisés l'assassinat<sup>38</sup>, les dénonciations à la police bourgeoise ou fasciste<sup>39</sup>. Ainsi, pour empêcher les progrès de l'aile révolutionnaire, les staliniens empoisonnent l'atmosphère non seulement dans leur parti, mais dans toute la classe ouvrière.

Le Parti Communiste se transforme peu à peu en ce qu'il est aujourd'hui : une machine chargée d'appliquer de haut en bas une politique définie par le sommet — non plus même par le comité central dont les réunions sont transformées en meetings — mais par le bureau politique, avec son secrétariat tout puissant et son chef infailible. Quant aux congrès, qui sont censés élire la direction, ils ne sont pas le moins du monde réunis après confrontation des points de vue et publication des textes des opposants. Une telle idée ne vient plus même à ses participants qui sont transformés en brigade d'acclamation.

Au terme de cette évolution, le Parti ne sera plus du tout un instrument — même imparfait — des masses ouvrières pour leur émancipation. Il sera devenu une machine bureaucratique dont le rôle social sera d'utiliser la force vive des masses travailleuses pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

La lutte pour la démocratie intérieure n'était donc nullement formelle. Il s'agissait de conserver au prolétariat son parti. D'où l'importance de cette lutte menée infatigablement par l'opposition de gauche.

## LES LUTTES OUVRIERES EN FRANCE ET L'ACTION SYNDICALE

### *Une étape vers la domestication des syndicats*

La bureaucratie stalinienne supprimait la démocratie non seulement dans le Parti, mais aussi dans les syndicats qu'elle contrôlait. Elle y était amenée par l'opposition croissante qu'elle rencontrait dans l'application de sa politique. Les syndicats révolutionnaires de plus en plus désertés, se trouvèrent bientôt assujettis étroitement à la bureaucratie du Parti Communiste. Le jour devait venir, bientôt, où ce parti allait cesser son opposition irréductible à la bourgeoisie et pactiser avec elle. Ce jour-là, le mouvement syndical, contrôlé par lui bureaucratiquement, allait le suivre dans son évolution et s'intégrer de plus en plus dans l'appareil de l'Etat bourgeois. On comprend par là toute l'importance de la lutte menée par une poignée de militants trotskystes et révolutionnaires pour la démocratie syndicale et la sauvegarde du syndicalisme révolutionnaire.

### *CGT et CGTU* <sup>40</sup>

Rappelons d'abord qu'en 1929, en plus de la CFTC chrétienne, assez forte dans certaines corporations, et de la CGT syndicaliste révolutionnaire (CGTSR) du reste absolument squelettique<sup>41</sup>, il y

avait deux centrales syndicales rivales, sans compter un certain nombre de syndicats restés autonomes<sup>42</sup> entre les deux.

En 1921 en effet, sur le point d'être mis en minorité par les révolutionnaires, Jouhaux et sa clique réformiste avaient bureaucratiquement exclu les syndicats révolutionnaires. Ils avaient ainsi contraint ces derniers à se regrouper dans une nouvelle centrale syndicale : la CGT Unitaire (CGTU). Le nom même de la CGTU montrait que les révolutionnaires étaient acculés à la scission syndicale à leur corps défendant. Ils savaient que le syndicat groupe les ouvriers de toutes tendances pour la défense de leurs revendications et la conquête de leurs droits. C'est pourquoi ils luttèrent dès le début pour reconstruire l'unité syndicale. En 1922, la CGTU groupait bien plus d'adhérents que la CGT réformiste. Elle rassemblait les divers courants révolutionnaires : anarchistes, syndicalistes purs, communistes et la grande masse des travailleurs prêts à lutter contre le patronat. Dans la CGTU pourtant, les tendances anarchisantes s'étaient réduites à très peu de choses. La plupart des syndicalistes « purs » s'étaient ralliés dès le début au communisme, comme Monatte et Rosmer. En 1929, les oppositionnels communistes avaient évidemment la carte rouge de la CGTU. C'est sur elle qu'ils comptaient avant tout pour défendre les travailleurs et ouvrir la voie révolutionnaire. Mais la CGTU, à la remorque des dirigeants staliniens, allait de défaite en défaite. Pour en comprendre les raisons, il faut analyser sommairement les conditions des luttes ouvrières.

### *La courbe des luttes ouvrières*

Quelle était la courbe des luttes après la première guerre mondiale ?

En 1919 et 1920, la classe ouvrière de France, comme dans toute l'Europe, avait frémé d'un immense sursaut révolutionnaire : 2 100 grèves avec 1 210 000 grévistes en 1919 ; l'année suivante, 1 900 grèves avec 1 500 000 grévistes.

Dès 1921, le reflux commence : 570 grèves avec 450 000 grévistes ; l'année suivante, 640 grèves mais seulement 300 000 grévistes. En 1923, les grèves que mène la CGTU contre l'occupation de la Ruhr par l'impérialisme français font remonter la courbe : 1 110 grèves avec 370 000 grévistes. Puis le reflux reprend : 275 000 grévistes en 1924, pour 1 080 grèves ; 250 000 en 1929 pour 930 grèves ; 350 000 en 1926, pour arriver au bas de la courbe en 1927, avec 120 000 grévistes et 440 grèves.

Mais en 1925, Poincaré stabilise le franc. L'économie française sort peu à peu du marasme. Les effets s'en font sentir à partir de 1928 et en 1929. Les capitalistes voient monter leurs dividendes, d'autant plus du reste, que la classe ouvrière est affaiblie et moins capable de s'opposer aux mesures de « rationalisation » qui inten-

sifient son exploitation. L'essor relatif et provisoire du capitalisme français crée lui-même les conditions d'une reprise des luttes revendicatives de la classe ouvrière. Le manque de main-d'œuvre et l'absence des stocks renforcent les positions ouvrières. En 1928, il y a 843 grèves avec 225 000 grévistes. En 1929, on estime le nombre des grèves à 1 200 pour 450 000 grévistes.

Ces grèves portent toutes sur des revendications corporatives : grèves des mineurs de fer du bassin de Briey, grève de Guise, grèves des taxis parisiens, du textile de Beauvais-Fontaine, du livre de Lyon, mouvement des usines Thomson et Alsthom, du textile de l'Est, des tramways de Bordeaux — toutes portent sur des augmentations de salaires. Les grandes grèves du textile du Nord en 1930 ont pour objectif 0,25 F d'augmentation de salaire.

### *La « radicalisation » des masses en France*

Mais ces mouvements (avec quelques gains électoraux) permettent aux dirigeants du Parti Communiste de justifier leur thèse de la « radicalisation » des masses. C'est bien la preuve selon eux, que le capitalisme est entré dans sa crise finale, crise générale et décisive du régime — troisième et dernière période de l'impérialisme, qui ne peut se terminer que par la révolution prolétarienne. Nous avons déjà vu le rôle *réel* de ce schéma et de cette politique : aider la bureaucratie soviétique à liquider les éléments de l'économie capitaliste en URSS, après avoir liquidé les organes du contrôle politique de la classe ouvrière ; permettre ainsi son contrôle illimité des richesses du pays — et sa domination politique totale sur la classe ouvrière.

Mais cette politique donnait aux dirigeants communistes d'alors, l'allure d'ultra-révolutionnaires. Leur première préoccupation était de condamner comme opportuniste et défaitiste toute estimation de la situation économique comme favorable aux capitalistes et de présenter au contraire celle-ci comme désespérée.

Trotsky attaquait les faux prophètes, qui vont sans cesse annonçant la fin du monde capitaliste comme imminente et la crise qu'il traverse comme ultime :

*« Au III<sup>e</sup> congrès de l'IC (1921), les ultra-gauches d'alors (Boukharine, Radek, Thaelmann, Pepper, Bela Kuhn et autres) considéraient que le capitalisme ne connaîtrait plus d'essor industriel, car il était entré dans sa dernière période, laquelle devait se dérouler sur le plan d'une crise permanente jusqu'à la révolution... Mon rapport fut en notable partie consacré à démontrer que, même pour l'époque de l'impérialisme, les lois qui déterminent l'alternance des cycles industriels restent en vigueur et que les oscillations de conjoncture seront inhérentes au capitalisme aussi longtemps que, d'une façon générale, il existera dans le monde : le pouls ne cesse de battre que chez les morts. »*

Et, tournant en ridicule la politique des œillères « révolutionnaires », Trotsky ajoutait :

*« L'école de Monmousseau, si l'on peut qualifier d'école un établissement où les jeunes gens se déshabituent de penser, de lire et d'écrire — a peur d'un essor économique. »*

*« Ces gens-là, écrivait-il, tirent les perspectives révolutionnaires, non du processus réel des contradictions, mais des schémas faux. Et de là découlent leurs fatales erreurs de tactique. »*

Vassart, secrétaire de la CGTU, essayait de « prouver » la radicalisation par l'aggravation constante de l'exploitation patronale.

*« Métaphysique enfantine, répondait Trotsky, l'argument de Vassart, on peut sans peine le retourner dans l'autre sens : comment les capitalistes pourraient-ils augmenter de jour en jour l'exploitation si la radicalisation était là ? C'est précisément le manque de combativité des masses qui permet d'aggraver l'exploitation. Certes un tel raisonnement, sans être accompagné de réserves serait lui-même aussi unilatéral, mais tout le même il sera plus près de la vie que l'échaffaudage de Vassart. »*

Vassart représentait la reprise comme « factice » et « momentanée ».

*« S'il en est ainsi, répondait Trotsky, c'est donc que le mouvement de grève qui constitue pour le moment l'unique manifestation de la radicalisation, n'a pas de base économique ou qu'il la perdra bientôt », et il ajoutait : « Nos héros terriblement révolutionnaires rendent encore d'autres services aux patrons : en ignorant l'essor commercial et industriel, en diminuant sa portée, c'est-à-dire en rabaisant les profits capitalistes et en minant le terrain de la lutte économique des ouvriers. »*

### « 30 années de paix sociale »

L'optimisme « révolutionnaire » des dirigeants du Parti Communiste et de la CGTU était également critiqué par les droitiers qui avaient rompu avec le Parti Communiste. L'un d'eux, Chambelland, affirmait, contre Vassart, que l'on allait vers « 30 à 40 années de paix sociale ». Perspective évidemment réformiste qui oubliait, volontairement, la situation où se débat le capitalisme, l'ère de l'impérialisme, sans cesse grosse de guerres et de révolutions — comme la suite des événements n'allait par tarder à le démontrer. Trotsky et l'opposition attaquaient véhémentement cette perspective de paix sociale. Ils montraient qu'elle servait seulement à fournir un prétexte à ses auteurs pour « justifier » leur propre abandon de la lutte de classes, leur propre ralliement à la collaboration avec la bourgeoisie.

Nous verrons en effet bientôt Chambelland et ses amis rompre avec la CGTU et rallier, non seulement la CGT réformiste, mais, dans la CGT, la tendance réformiste de Jouhaux.

Trotsky expliquait que la crise économique ne serait pas là avant « 2 ou 3 ans » dans un pays comme la France (ce qui ne signifiait pas du reste automatiquement qu'il y aurait radicalisation des masses). En attendant, il fallait se mettre à la tête des luttes revendicatives de la classe ouvrière, unir son front de classe contre la bourgeoisie, lui faire prendre conscience de sa puissance au cours des luttes.

Or, précisément, les dirigeants stalinien suivaient une orientation opposée. Leur politique « ultra-révolutionnaire » portait l'eau au moulin des réformistes et des opportunistes, jusqu'au moment où ils s'enrôlèrent à leur tour sous la bannière de la collaboration de classes.

### *La politisation des grèves — le lock-out de Belfort*

Quelles étaient les conséquences de la théorie de la radicalisation ?

D'abord, la CGTU voulait que les mouvements aient un caractère d'offensive politique et négligeait le plus souvent, du moins en son sommet, les revendications minimales pour lesquelles se battaient réellement les ouvriers. Au comité confédéral national de septembre 1929, par exemple, deux responsables unitaires, Claveri et Dorel, se plaignaient de ce que le congrès unitaire ait « éludé les revendications corporatives des masses ouvrières ». Ce qui est vraiment le comble pour une centrale syndicale !

Monmousseau, secrétaire de la CGTU précisait ainsi, au début de 1930, le caractère des luttes : « *Les événements actuels, les manifestations, les grèves, leur enchaînement, avec leur caractère de plus en plus politique et violent, se transforment en lutte pour le pouvoir (!).* »

Que se passait-il en fait ? L'exemple nous est donné par le mouvement des textiles de Belfort, qui se déroulait en février 1930, au moment où parlait Monmousseau. Les ouvriers réclamaient une augmentation de salaire (0,75 f de l'heure) et un congé annuel. A leurs côtés, ils trouvaient les militants communistes, les plus dévoués et les plus ardents, tandis que les réformistes se dérobaient et, comme d'habitude, essayaient d'éviter le conflit. Les patrons ayant lock-outé leurs ouvriers, un comité central de grève fut constitué où les unitaires étaient en forte majorité. Le maire socialiste de Belfort, Naegelen, les accusait d'avoir « envenimé » les choses.

Dès lors, les militants unitaires reçoivent comme directive de « politiser » la grève — *l'Humanité* proclame à son de trompe que la grève a « un objectif politique ». La grève est dirigée contre l'Etat bourgeois, contre les social-fascistes. Le comité de grève, en majorité communiste, est évidemment prêt à toutes les déclarations qu'on veut en faveur des soviets ou du Parti Communiste. Mais pendant ce temps, les ouvriers ne reconnaissent plus la lutte pour leur. Ils

sont de moins en moins nombreux aux assemblées et aux piquets de grève. Le patron accentue sa menace — Naegelen encourage ouvertement les ouvriers à rentrer à l'usine, en dépit des « gréviculteurs » communistes. Finalement, après 3 semaines de lutte, divisés, découragés, les ouvriers reprennent le travail sans conditions ; la grève est brisée. Les meilleurs combattants sont chassés des usines. La masse des travailleurs garde rancœur aux révolutionnaires qui les ont jetés dans l'impasse. Tels sont les fruits de la politique « révolutionnaire » des stalinien.

### *Les objectifs des grèves*

A chaque mouvement, les réformistes de la CGT s'efforcent d'éviter la lutte, de minimiser ses objectifs. A chaque mouvement, les dirigeants de la CGTU poussent à la grève et s'efforcent de lui donner des objectifs radicaux et politiques.

C'est ce qu'on voit par exemple lors des grèves des textiles du Nord en 1930. Le parlement vient de voter la loi des Assurances Sociales, qui prévoit une lourde charge pour les ouvriers. Les ouvriers protestent contre le prélèvement ouvrier qui diminue leur salaire. A Lille et dans la région, des grèves spontanées ont lieu contre ce prélèvement. Les organisations réformistes qui sont de loin les plus puissantes, indiquent qu'il ne s'agit pas de lutter contre la loi mais pour une légère augmentation compensatrice. La CGT, pour coiffer le mouvement, lance le mot d'ordre d'une augmentation de 0,25 f. Bientôt 100 000 ouvriers sont en grève.

Que fait la CGTU ? Elle entre en lutte « contre la loi fasciste (*sic*) des Assurances Sociales » (que le groupe parlementaire communiste avait votée d'abord, rectifiant ensuite son vote). Comme une telle lutte reste évidemment sans espoir, les unitaires doivent finalement passer eux aussi à la lutte pour une augmentation de salaire. Mais leur objectif ne peut pas être les 0,25 f des réformistes. Il faut demander au moins le double de ce que réclament les confédérés. La CGTU réclame 0,50 f ; c'est « plus révolutionnaire ». Du double !

Les ouvriers restent ainsi divisés. Ils sont ensemble en lutte, mais pas pour les mêmes objectifs. Bientôt les chefs réformistes abandonnent les 0,25 f et se contentent d'une prime de fidélité. Les travailleurs confédérés rentrent. La grève est brisée.

Les oppositionnels de gauche, au contraire, répétaient sans cesse : *revendications uniques pour tous les ouvriers* — même 0,25 f si les ouvriers suivent la CGT sur ce mot d'ordre — unité d'action avec les organisations syndicales confédérées.

*La Vérité* titrait : « *Le front unique, condition de la victoire* ». C'était aussi la tactique que préconisait par exemple le « trotskyste » Cornette, ancien responsable de l'union locale d'Halluin. Malheureusement, les oppositionnels de gauche étaient trop peu nombreux pour influencer les événements.

*La grève des mineurs et le front unique textile du Nord*

Ainsi fut perdue pour les ouvriers la période la plus favorable à leurs revendications. En effet, la crise économique qui avait secoué les Etats-Unis dès 1929 commençait, en 1931, à se faire sentir en France. Les faillites se succédaient. Les stocks s'élevaient. Le chômage jetait à la rue ouvriers et employés. La conséquence, comme Trotsky l'avait prévu, ne fut pas automatiquement une radicalisation ouvrière. Les travailleurs, affaiblis et divisés, durent au contraire faire face à une offensive patronale. Cette offensive débuta dans la région du Nord, où le patronat était le plus concentré, le plus puissamment organisé, avec la Compagnie des Houillères et le Consortium textile. Devant l'offensive générale du patronat, nous allons voir se répéter les mêmes trahisons réformistes, les mêmes divisions, les mêmes rodomontades et le même sectarisme des staliniens. Les travailleurs de la mine et du textile seront écrasés, tandis que les staliniens continueront plus que jamais à parler de la « montée révolutionnaire ».

L'attaque patronale commence dans les mines du Douaisais où la Compagnie dénonce à la date du 16 mars 1931 les contrats de travail, pour appliquer une diminution de 6%. La CGTU appelle à la grève générale des mineurs. Les mineurs — qui en octobre 1930 avaient déjà imposé une grève de 24 heures pour obtenir les congés payés — veulent s'opposer à tout prix à cette nouvelle attaque contre leurs salaires. La CGT est obligée, elle aussi, de décréter la grève. Mais elle le fait pour le 30 ! Cette fois, la CGTU, consciente de sa faiblesse dans les mines, accepte de se rallier à cette date — ce qui est juste.

La CE de la Ligue Communiste salue la lutte des mineurs :

*« Pour entraîner dans la bataille l'ensemble des mineurs, la CGTU doit maintenant encore faire aux autres organisations syndicales des propositions concrètes de front unique, tant sur les buts que sur les méthodes de lutte. »*

Mais il n'en est rien fait. Les unitaires se contentent d'appeler à l'unité « à la base » contre les « chefs social-démocrates ». Résultat pratique : les réformistes restent seuls maîtres de la manœuvre.

Au parlement, les socialistes font appel à « l'esprit de collaboration » du Comité des Houillères. « Il ne faut pas songer seulement à la collaboration des classes quand la situation est prospère et que d'importants bénéfices sont assurés. Il faut surtout vouloir la réaliser pendant la crise » (!) déclare Félix Gouin. Il est bien entendu d'accord pour « faire produire » les mineurs : « S'il est possible d'exiger davantage des mineurs français au fond de la mine, qu'on nous indique comment, et nous examinerons la question. »

Les patrons refusant de se laisser attendrir par leurs pathétiques objurgations, au nom de la collaboration de classes, les réformistes

limitent la grève à 24 heures et acceptent les diminutions. Il faut bien que « tout le monde » participe aux sacrifices. Cent mille mineurs passent outre et poursuivent la grève. Malheureusement, faute d'avoir réalisé le front unique, les unitaires se trouvent bientôt isolés. Les mineurs commencent à reprendre le travail, puits après puits. *La Vérité* propose alors au comité de grève de lancer le mot d'ordre de « *rentrée en bloc* », qui seul, peut permettre aux mineurs de garder intacte leur cohésion et de se regrouper pour les luttes futures. Les stalinien s stigmatisent l'attitude « défaitiste » des « trotskystes ». Ils se refusent avec indignation à donner un tel mot d'ordre. Résultat : les mineurs rentrent sans ordre, les uns après les autres, brisés pour toute une période.

### *La grève des textiles*

Dans le même temps, le consortium textile annonce 10 % de diminution des salaires. Les réformistes s'efforcent de décourager les ouvriers de faire grève. Ils leur rappellent qu'ils vont faire sauter leur prime de fin d'année — et que « *chacun doit supporter sa part des sacrifices* ». Ils entament d'interminables pourparlers. Mais les ouvriers du textile ne veulent pas entendre parler de diminution.

Le syndicat unitaire se prononce pour la grève. Et même, la leçon des mineurs est si cuisante qu'il met en avant le front unique. Malheureusement, c'est toujours une caricature de front unique : le front unique « *par en bas* », « *avec les ouvriers contre leurs chefs social-fascistes* ». Comme condition du front unique, il exige « *la direction de la lutte par les ouvriers* » et la formation de « *comités de lutte* ». Bien entendu, il aurait été excellent que les syndicats soient ainsi débordés par de tels organismes de combat. Malheureusement, il n'en était rien. En fait, les syndicats représentaient l'avant-garde la plus consciente des ouvriers. C'est avec eux qu'il fallait mener la lutte. Pour cela, il fallait s'efforcer de réaliser le *front unique sans condition* des organisations syndicales.

C'est pourquoi *la Vérité* lançait les mots d'ordre suivants : *comité central de grève commun*, élu à la proportionnelle — *assemblée commune* des grévistes — *campagne nationale* contre le patronat — élargissement du mouvement et soutien international (frontaliers belges, etc.). En l'absence d'une semblable politique des révolutionnaires, les chefs confédérés, là encore, purent garder la haute main sur le mouvement. Ils acceptèrent la diminution moyennant un délai. Les unitaires poursuivirent la lutte isolés. Au bout de dix semaines de luttes épuisantes, les ouvriers, battus, durent reprendre le travail. La grève de 120 000 ouvriers des textiles était brisée.

Mineurs et textile — double défaite qui devait peser lourdement sur la combativité des travailleurs : tel était le bénéfice de la politique sectaire et ultimatisée des « ultra-révolutionnaires » stalinien s.

Dans la CGTU, la direction stalinienne rencontrait une opposition

de plus en plus vive pour faire appliquer sa politique. Elle en vint dès lors à remplacer le travail de persuasion à l'intérieur de la CGTU, par une soumission bureaucratique des syndicats au parti. Si la situation était aussi « révolutionnaire » que l'affirmaient Monmousseau et Gitton, si toute lutte était « *inévitavelmente dirigée contre l'état bourgeois* » et « *essentiellement politique* », l'état-major devait donc être celui du Parti. Le seul moyen qui restait aux mains de la majorité stalinienne était de faire proclamer bureaucratiquement par cette majorité « *le rôle dirigeant du Parti Communiste* ». « *Il est notoirement indispensable*, écrivaient « les Cahiers du Bolchevisme » (janvier 1930, page 13), *que toutes les questions importantes qui doivent être débattues à la CE confédérale soient soumises au bureau politique.* »

Les fractions communistes passaient par-dessus la tête des fédérations minoritaires. On voyait dans l'Alimentation des syndicats correspondre avec le Parti Communiste et cesser tout rapport avec la fédération. Dans les Ports et Docks, en face de l'organe de la fédération (minoritaire), le bureau confédéral lançait un organe pour combattre la fédération de la CGTU. Le syndicat des TCRP<sup>43</sup> ayant à sa direction des opposants, le Parti Communiste convoquait directement des assemblées de syndiqués pour « *redresser le syndicat* ». Dans les Produits chimiques, où pourtant les dirigeants fédéraux appartenaient au Parti Communiste, le bureau confédéral plaçait auprès d'eux des délégués du Parti pour les contrôler. Dans l'Enseignement, la même menace avait été lancée. Enfin la VI<sup>e</sup> session du comité central de l'Internationale Syndicale Rouge dépossédait les syndicats du droit de diriger les grèves, et consacrait l'intervention directe du Parti Communiste. Effectivement à la veille du 1<sup>er</sup> mai 1931, on voit la fraction communiste qui dirige le syndicat du Bâtiment parisien — un des plus puissants de la région parisienne — lancer les ouvriers en grève sans les consulter le moins du monde, contre l'opposition même des nombreux gars du bâtiment, membres du Parti. La grève est engagée sans objectifs revendicatifs, seulement pour obtenir un 1<sup>er</sup> mai « radicalisé ». Elle se traduit par un échec cuisant qui coûte cher à la fédération unitaire.

Il est vrai que les mécontents n'ont que le droit de se taire. La VI<sup>e</sup> session du comité central de l'ISR inscrit carrément dans ses thèses que « *les éléments qui s'écartent de la ligne de l'ISR sont d'ores et déjà exclus* » consacrant ainsi les exclusions syndicales — donc la scission pour délit de tendance.

Dès 1929, la CGTU était entraînée dans l'arène des luttes électorales pour le soutien des candidats du Parti Communiste. Comment les ouvriers qui avaient rejoint la CGTU pour défendre leurs conditions de vie, et qui n'étaient pas communistes, pouvaient-ils admettre que leurs cotisations servent la propagande d'un parti qui n'était pas le leur ? Comment auraient-ils pu admettre que les décisions concernant leur lutte soient prises, non par les organismes nommés par eux, mais par la direction d'un parti dont ils n'étaient pas ?

Aussi la CGTU, de plus en plus bureaucratisée et domestiquée voyait dégringoler ses effectifs : 600 000 en 1921, 452 000 en 1926. En 1929, les fédérations avaient placé 412 000 cartes. En 1931, elles en avaient pris en compte 295 000, soit un grand maximum de 250 000 adhérents.

### *Le Comité pour l'indépendance du syndicalisme*

En face de la majorité confédérale unitaire, se dressait une minorité importante qui groupait un certain nombre de fédérations telles que celles des dockers, de l'alimentation et du livre. Elle animait « *le Cri du Peuple* » et devait former bientôt le « Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme ». Cette minorité rassemblait des dirigeants syndicaux soucieux avant tout de ne pas s'embarquer dans l'aventure ultra-gauchiste et, presque tous, de conserver, dans leur poste, le train-train de paisibles organisations syndicales réformistes. C'est ce qui apparaissait — on l'a vu — dans la perspective de « 30 ou 40 années de paix sociale » avancée par un de leurs principaux représentants : Chambelland.

Leur politique tenait essentiellement dans la théorie de l'indépendance du syndicalisme et le retour à la Charte d'Amiens de 1906. Comme si l'action syndicale se déroulait en dehors de la réalité politique avec son Etat, sa police, son gouvernement, son administration ! Comme si toute action des dirigeants syndicaux ne correspondait pas à une certaine appréciation des rapports politiques, à une opinion politique sur les méthodes et les moyens ! Comme si ce n'était le cas des dirigeants minoritaires eux-mêmes, passés *politiquement* au réformisme !

Bientôt en effet, les partisans de l'indépendance du syndicalisme, sous prétexte de hâter l'unité, allaient rallier la « vieille maison » confédérée. Dans la CGT, dès leur entrée, plus rien ne les distingue de l'équipe réformiste de Jouhaux, qui, s'il était jaloux de son indépendance à l'égard des révolutionnaires... et des syndiqués, n'était indépendant ni de la SDN, ni du gouvernement bourgeois. Une fois de plus, le mythe de l'indépendance syndicale couvrait chez ses protagonistes la volonté d'intégrer le syndicat à l'Etat bourgeois.

### *Le manifeste de la Fédération de l'Enseignement*

Les communistes oppositionnels n'étaient d'accord ni avec la majorité confédérale (stalinienne), ni avec le comité pour l'indépendance du syndicalisme. Ils furent bientôt renforcés par les militants de la Fédération unitaire de l'Enseignement. Cette fédération comptait à sa tête de vieux lutteurs révolutionnaires comme Bouet et Dommanget, avec des « jeunes » comme Aulas et Serret. Pendant la guerre de 1914, face à l'immense majorité chauvine de la CGT, ils avaient

maintenu, presque seuls, le drapeau de l'internationalisme et de la lutte de classe. Quoique nombre d'entre eux fussent membres du Parti Communiste, ils manifestaient leur opposition à la politique stalinienne dans les syndicats. Au congrès de Besançon en 1929, les staliniens les attaquèrent avec la dernière violence, soutenus par « l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement » (ITE), organisation fantomatique qui ne groupait pratiquement que les Français et les Russes. Ils essayèrent de les amener à signer une « reconnaissance de leurs erreurs ». En vain. Ils ne réussirent pas davantage à les mettre en minorité, malgré les attaques violentes de leur fraction, intitulée « Minorité Oppositionnelle Révolutionnaire » (MOR). La Fédération de l'Enseignement passa à son tour à l'offensive. *La Vérité* du 1<sup>er</sup> mai 1930 publiait son manifeste pour la création d'une « *Opposition unitaire* » rassemblant les partisans du « *Syndicalisme Unitaire de luttes des classes* ». La Fédération, écrit le manifeste, « *entend se placer à l'avant-garde encore dans la lutte, d'une part, contre les démolisseurs qui discréditent le communisme et précipitent la CGTU dans l'ornière du syndicalisme de secte prétendue bolchevique, d'autre part contre ceux qui, en réaction reculent sur des positions trop proches de la CGT* ».

Le manifeste prenait position contre les menaces de scission, les campagnes d'injures, la violation de la légalité syndicale, les exclusions. Il déclarait : « *Autant nous estimons que l'indépendance idéologique, l'autonomie spirituelle des syndicats, est un mythe, et que la poursuite de ce but équivaut à la recherche de la quadrature du cercle, autant nous nous élevons contre la domestication, la colonisation des syndicats par la violation de leur indépendance organique, de leur autonomie matérielle.* »

Le manifeste se prononçait aussi contre la soumission mécanique de la CGTU au Parti Communiste et la proclamation du « *rôle dirigeant* » du Parti Communiste, « *inutile au PC, absurde, dangereuse et néfaste pour la CGTU* ». Il se prononçait contre l'utilisation de la CGTU dans l'arène électorale. Il prenait position contre la thèse de la « radicalisation » des masses, contre la proclamation de la « politisation » des grèves.

Après avoir établi sur quels points il était d'accord avec l'Internationale Syndicale Rouge (sur le caractère de la démocratie bourgeoise, sur le caractère contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du pacifisme bëlant, pour la défense de l'URSS, etc.), le bureau fédéral appelait tous les militants révolutionnaires à s'unir à lui pour le redressement de la CGTU.

### *L'opposition unitaire*

Le manifeste de l'Enseignement détermina un certain courant dans la CGTU, notamment dans le Nord où il fut signé par A. Cornette, secrétaire de l'Union Locale Unitaire d'Halluin, par un certain nombre

de délégués mineurs et de secrétaires de syndicats (mineurs, bâtiment, enseignement, alimentation, marinières, etc.), et dans la région tourangelle où il fut signé par un ancien dirigeant régional, et par plusieurs responsables de syndicats (cheminots, fonctionnaires, etc.). L'opposition unitaire groupa les responsables de la bijouterie et un certain nombre de militants dans d'autres syndicats — notamment les produits chimiques et les postiers parisiens.

Telle quelle, l'Opposition Unitaire joua avec la Ligue Communiste un rôle non négligeable dans la lutte pour la démocratie syndicale et le front unique. Le dirigeants de l'ISR, Lozovsky, dut compter avec elle.

Malheureusement, elle restait très faible. L'Enseignement en était l'élément lourdement prédominant. Dans la région parisienne, elle ne parvint pas à s'enraciner dans la classe ouvrière. Ses succès relatifs dans le Nord furent éphémères, par suite de la pression du Parti Communiste et du découragement de l'avant-garde.

D'autre part et surtout, la situation rendait très difficile la constitution d'une aile révolutionnaire importante dans les syndicats. En effet, l'attitude ultra-gauche des staliniens donnait inévitablement à l'Opposition Unitaire figure de groupe *centriste*, intermédiaire entre la majorité confédérale et la minorité « syndicaliste ». Position difficile pour sélectionner une avant-garde.

Du reste, l'Opposition Unitaire constituait pour certains une étape vers l'indépendance du syndicalisme. A d'autres, que les outrances ultra-gauchistes des staliniens avaient rejetés vers l'opposition, les divers tournants modérateurs qui se succédaient à partir de 1930, apportèrent de quoi calmer en partie leurs appréhensions et ils retournèrent dans le giron stalinien : par exemple Signor, dans le Finistère. Seule une analyse marxiste rigoureuse permettait de s'y reconnaître. C'est pourquoi tous les textes, toutes les discussions de l'Opposition Unitaire tentèrent nécessairement une analyse politique générale. Or celle-ci ne pouvait être sérieusement discutée que sur la base de critères marxistes communs, à la lumière d'une expérience politique commune — c'est-à-dire au sein d'une opposition communiste.

Dans la mesure où les militants de l'Opposition Unitaire refusaient de se lier à l'opposition communiste et à son analyse, ils étaient réduits à une « ligne moyenne » entre le CIS (Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme) et la majorité confédérale. C'était dangereux, même dans l'Enseignement : certains de ses dirigeants comme Rollo quittèrent la majorité pour le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme et la CGT. Mais c'était bien plus dangereux encore pour le reste de l'Opposition Unitaire, qui n'était pas lié, comme la majorité de l'Enseignement, par une longue fraternité d'armes. Elle ne tarda pas à se désagréger. Sa première conférence, en décembre 1930 fut aussi pratiquement sa dernière manifestation d'existence.

*Opposition Unitaire et Ligue Communiste*

Cette désagrégation de l'opposition unitaire fut accélérée par l'attitude même de la Ligue Communiste, qui en constituait l'épine dorsale sur le plan idéologique et, dans une grande mesure, sur le plan de l'organisation.

Certains camarades de la Ligue (Franck, notamment) étaient opposés à l'existence dans la CGTU d'un courant autre que la fraction de la Ligue. A l'opposé, les dirigeants de l'opposition unitaire membres de la Ligue (Collinet, Gourget) avaient tendance à couvrir les équivoques de leurs alliés.

Trotsky intervint de tout son poids dans la discussion au nom de « la pleine indépendance inconditionnelle envers toutes les autres organisations ». Dans un document qui fut publié par la Vérité (n° 71 du 11 janvier 1931), « *Les erreurs des éléments droitiers de la Ligue et la question syndicale* », il écrivait : « A partir d'avril 1930, la Ligue a renoncé en effet à un travail indépendant dans les syndicats, au profit de l'Opposition Unitaire, qui elle-même, veut avoir sa plate-forme particulière, sa direction, sa politique... La force principale de l'OU est la Fédération de l'Enseignement. En France, les professeurs ont toujours joué un rôle important dans le socialisme et dans le communisme. Parmi les membres de l'Enseignement nous trouverons sans doute beaucoup d'amis. Toutefois, la Fédération tout entière n'est pas une fédération prolétarienne. Par sa composition sociale, la Fédération de l'Enseignement peut fournir de très bons agitateurs, des journalistes, des personnalités. Mais elle ne peut pas devenir la base d'un mouvement syndical. Tous ses documents témoignent d'une clarté insuffisante de la pensée politique. Le congrès de Marseille de la Fédération a démontré que les membres de l'Enseignement oscillent dans un triangle entre le cours officiel, l'opposition de gauche et l'opposition de droite. Nous aurions rendu les plus mauvais des services aux membres de l'Enseignement comme au mouvement prolétarien tout entier si nous avions couvert leurs fautes, leurs oscillations, leur imprécision. Malheureusement telle fut, jusqu'aux derniers jours, la politique de la rédaction de la Vérité : une politique de laisser-faire — et cela n'était pas par hasard. »

Trotsky considérait comme condition première « que devant les ouvriers dans les syndicats, nous agissions au nom de la Ligue Communiste sans admettre aucune compromission ».

Vis-à-vis de l'Opposition Unitaire, Trotsky proposait de gagner les plus proches, de démasquer les « *racoleurs pour le réformisme* » et de conclure avec les indécis des accords tactiques.

Il soulignait que l'OU n'était pas un syndicat (où toutes les opinions peuvent voisiner) mais une fraction, donc nécessairement politique. Les « *droitiers* » proposant de transformer l'OU en un bloc de tendances, il dénonçait cette proposition comme une tentative de ressusciter l'opération sous une autre forme.

La majorité de la Ligue se désolidarisa de l'Opposition Unitaire. Non pas du reste sans de violentes crises intérieures au cours desquelles un groupe de responsables — dont Collinet et Gourget — rompit avec la Ligue et lança le « *Bulletin de la Gauche Communiste* » tandis que Rosmer se retirait de l'action politique. Naville, qui avait joué un rôle de conciliateur, était également battu et la direction était prise en main par Franck et Molinier <sup>44</sup>.

Avec le recul que pouvons-nous conclure de cette première tentative pour constituer un courant syndical révolutionnaire ? Certes les appréhensions de Trotsky n'étaient pas dénuées de raisons valables. Bon nombre des membres de l'OU rallièrent le CIS et les réformistes. Gourget capitula devant les staliniens. Collinet passa plus tard au centrisme et au réformisme. Sans doute aussi l'Opposition Unitaire, privée de l'appui de la Ligue, se disloqua presque aussitôt. Par contre, l'influence de la Ligue Communiste s'effondra complètement dans les syndicats. En novembre, au congrès de la CGTU, elle ne comptait que deux délégués qui ne représentaient chacun qu'un syndicat extrêmement faible et qui, finalement, ne purent que bloquer leurs mandats avec ceux de la majorité confédérale, contre le CIS.

Dans la Fédération Unitaire de l'Enseignement elle-même, au congrès de Bordeaux, la Ligue ne disposait que d'un seul mandat et se trouvait coupée de la seule opposition révolutionnaire de la CGTU. Alors qu'en 1930, la Ligue s'était ancrée parmi les responsables ouvriers du Nord et de la région tourangelle, elle avait perdu en 1931 l'essentiel de ces positions.

En effet, les travailleurs entraient en conflit avec la bureaucratie des syndicats, non sur une orientation politique générale, mais *sur ses effets*, dans les grèves, dans le recrutement syndical, dans la défense de leurs revendications. Un courant révolutionnaire dans le syndicat ne peut reposer que sur l'analyse marxiste qui remonte des effets aux causes, et par conséquent sur l'organisation communiste révolutionnaire. Mais se borner à mobiliser ceux qui avaient admis l'orientation politique générale, y compris avec ses conséquences dans la lutte revendicative et syndicale, c'était stériliser l'action de la Ligue. Le rôle des oppositionnels devait être au contraire d'appuyer de toutes leurs forces le courant révolutionnaire, de l'orienter, de lui donner une ossature, de l'aider de leurs conseils et de leurs critiques, sans jamais pour cela renoncer à leur liberté de critique. Une telle voie ne garantissait contre aucune erreur opportuniste (ou sectaire) dans les syndicats. Mais c'était le seul moyen de s'y enraciner.

### *L'Unité Syndicale*

La voix de l'opposition de gauche était donc affaiblie dans les syndicats, au moment où se posa avec acuité le problème de l'unité

syndicale. La Ligue n'avait pas été la première à reprendre le mot d'ordre. Il avait été d'abord lancé par une déclaration de 22 responsables unitaires, du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme. Mais pour ces derniers, il s'agissait seulement d'opérer leur retour dans la CGT réformiste et de monnayer leur ralliement en places et fromages syndicaux.

Le mouvement avait commencé dès le début de la CIS. Il prit seulement, à partir de 1931, une importance plus considérable, la plus grande partie des fédérations minoritaires menaçant de « faire l'unité » pour leur propre compte dans le plus bref délai, tandis que, au congrès de la CGT, salle Japy, Jouhaux, le scissionniste de 1921, faisait écho en proposant la rentrée dans la CGT. Une telle attitude rendait suspecte l'idée même de l'unité aux yeux des révolutionnaires. D'un point de vue syndicaliste borné, elle était d'autant plus dangereuse que les rapports des forces entre la CGT et CGTU s'étaient modifiés en faveur des confédérés. C'est pourquoi au sein même de la conférence de l'Opposition Unitaire par exemple, la méfiance était générale contre « le mythe de l'unité ». La plupart des partisans de l'unité étaient aussi des « racoleurs pour le réformisme ». Dans la conférence, les arguments contre l'unité avec les réformistes ne se différencient guère de ceux de la majorité confédérale, sauf dans l'appréciation du « social-fascisme ». Par contre, du point de vue communiste, le problème se posait tout autrement. Les communistes sérieux ne craignent pas d'être mis en minorité dans une organisation de masse. Ils ont confiance dans la valeur et le dynamisme de leur politique pour déborder les réformistes. C'est pourquoi, après une période de tâtonnement, la majorité de la Ligue mit délibérément en avant le mot d'ordre de l'Unité Syndicale, avec, comme seule condition, le respect de la démocratie syndicale.

Voilà comment la résolution « trotskyste » résumait sa position au congrès de la CGTU en novembre 1931 :

*Considérant que :*

a) *Plus l'offensive capitaliste se fait implacable, plus le prolétariat voit dans la faiblesse, la division du mouvement syndical une cause de sa faiblesse ;*

b) *les syndicats sont les organisations de masses de la classe ouvrière où toutes les tendances ont le droit de s'organiser dans le cadre de la démocratie syndicale ;*

c) *la puissance numérique d'une centrale syndicale constitue une cause d'attraction, et l'unification des centrales entraînerait un afflux d'éléments nouveaux, rendrait la centrale unique plus dépendante des couches les plus exploitées, donnerait au ferment révolutionnaire la possibilité d'impulser aux luttes un caractère et un niveau plus révolutionnaires et d'arracher à l'influence réformiste de plus larges couches d'ouvriers ;*

d) *Pour l'action révolutionnaire, la réalisation en France de l'unité syndicale aurait une importance considérable et ne permettrait pas, dans les luttes qui vont s'amplifier, à la répression patronale et gouvernementale de frapper une avant-garde sans que se fassent immédiatement sentir ses répercussions dans toutes les masses ouvrières.*

*Le congrès de la CGTU affirme à nouveau que le courant révolutionnaire qu'il constitue est prêt, à chaque instant, à la reconstruction d'une Centrale Unifiée sans autre condition fondamentale que la démocratie syndicale et le droit de tendances à s'organiser, droit dont le piétinement par les chefs réformistes a permis la scission.*

En conséquence, la motion proposait un congrès de fusion entre CGT, CGTU et CGTSR. C'était la seule voie pour la défense de la classe ouvrière. C'est celle que durent emprunter les centrales en 1936. Encore l'unité n'était-elle pas une panacée. Tout dépendait du rôle qu'y pourrait jouer le courant révolutionnaire.

## COMMENT HITLER EST ARRIVÉ AU POUVOIR

### *Communisme ou fascisme ?*

Tandis que l'Internationale Communiste bavardait sur la radicalisation des masses, se préparait en Allemagne la plus terrible défaite de la classe ouvrière et de toute la civilisation.

L'Allemagne était une terre d'élection pour le fascisme. Le traité de Versailles, avec les réparations, les dettes de guerre, l'occupation et la perte d'importantes régions industrielles avait entraîné la désorganisation de l'économie et la faillite de la monnaie. Nul pays ne subit aussi profondément que l'Allemagne les contrecoups du krach de Wall Street et les convulsions de la crise économique de 1929.

Plus de trois millions de travailleurs furent jetés sur le pavé. Des centaines de milliers de jeunes — dont une immense armée d'étudiants — n'avaient jamais été intégrés dans la production et n'avaient aucun espoir de l'être jamais. Il faut comprendre l'exaspération des classes moyennes réduites à la misère par l'inflation et la fermeture des débouchés internationaux. Pour l'Allemagne, prise à la gorge par la misère, il n'y avait que deux issues possibles : la révolution prolétarienne entraînant la réorganisation de l'économie européenne, planifiée dans le cadre des États-Unis Socialistes de l'Europe, ou alors un coup de force fasciste écrasant les revendications de la classe ouvrière, redonnant du travail à tous par un réarmement gigantesque qui permettrait à son tour à l'Allemagne de prendre la part du lion dans le partage des marchés internationaux.

Communisme ou fascisme ? Socialisme ou barbarie ? Tel était le dilemme. Des deux voies, laquelle suivrait l'Allemagne ?

Les travailleurs allemands avaient lutté pour le socialisme. Leurs soulèvements héroïques, de 1918 à 1923, avaient été écrasés avec le soutien actif de la social-démocratie, alors que la bourgeoisie était incapable de les réprimer elle-même — du moins au début. La social-démocratie s'était pendue aux basques de la bourgeoisie. Elle avait fait tirer sur les grévistes et les manifestants ouvriers. Elle avait aidé le grand Etat-Major à retrouver tout son pouvoir et largement subventionné le budget de la guerre.

Maintenant que la crise de Wall Street avait définitivement tari la source des munificences municipales et des libéralités réformistes, il n'y avait plus de place pour la démocratie de Weimar, son libéralisme de pacotille et son champion social-démocrate.

A chaque élection, la social-démocratie s'effondrait davantage, en même temps que les formations libérales bourgeoises. Avec sa propagande révolutionnaire (au moins en apparence), le Parti Communiste voyait ses suffrages monter à chaque élection. Mais son influence montait bien moins vite que celle des nationaux-socialistes. Ceux-ci utilisaient à fond la situation. Ils avaient rallié les fanatiques nationalistes des corps francs — déclassés, prêts à tous les coups de main. Ils apparaissaient comme les brigades de choc de la lutte contre les « antinationaux », marxistes ou communistes. Pour mettre fin à la menace ouvrière, ils avaient obtenu des subventions massives, non seulement de la bourgeoisie allemande, mais aussi de la bourgeoisie de l'Angleterre et des Etats-Unis — sans compter celle des bourgeois chauvins de France, du type Schneider. Leur propagande excitait le chauvinisme exaspéré par la défaite, canalisait vers l'antisémitisme l'anticapitalisme du petit bourgeois borné, parfois même d'ouvriers arriérés ; promettait aux petits boutiquiers de les protéger contre les trusts juifs et, dans l'atmosphère mystique de ses meetings et de ses démonstrations paramilitaires, donnait à la poussière humaine des déclassés et des petits bourgeois, l'illusion qu'elle constituait une force sous la direction providentielle de son Führer.

Aux élections de 1930, le Parti Communiste allemand passe de 3 300 000 voix à 4 600 000. Mais les nazis passent de 600 000 à 6 400 000 voix.

### *Social-démocrates et staliniens ouvrent la porte à Hitler*

Les dirigeants des partis ouvriers, dans le monde entier, ne comprennent nullement les dangers. La social-démocratie compte sur sa puissance, sur ses manœuvres, sur les bourgeois démocrates, sur le centre catholique, sur le « Casque d'Acier » nationaliste, sur les Von Papen et Cie. Elles les soutient successivement au pouvoir, au nom du principe du moindre mal. En novembre 1932 encore, parce que les nazis ont perdu 2 millions de voix dans les élections présidentielles (mais ils en ont encore 11 500 000), Léon Blum exulte dans le Populaire : « Hitler est désormais exclu du pouvoir. Il est

même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir. » Il ajoute, avec la perspicacité qui le caractérise : « Entre Hitler et le pouvoir, une barrière infranchissable est dressée. Et cet échec définitif (sic) du racisme est, par excellence, la victoire de la social-démocratie. » Ainsi, a réussi la tactique « des actes et inactions (!) qui ont le plus surpris et le plus ému l'opinion française ».

Trois mois plus tard, le vieux maréchal Hindenburg, le Pétain allemand, que les socialistes ont fait élire contre Hitler à la présidence de la République — toujours au nom de la tactique du moindre mal — appelle Hitler au pouvoir.

Il est vrai que Blum n'est pas seul à répandre des illusions. *L'Humanité* écrit le même jour, sous la plume de Berlioz : « Le mouvement hitlérien, stationnaire en juillet, est sur le déclin. La mystique est brisée » (8 novembre 1930).

Comment les communistes staliniens comprendraient-ils le danger fasciste ? Ils sont alors aveuglés par la théorie de la troisième période. Pour eux, il n'y a aucune différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme. C'est ainsi que le dirigeant stalinien de l'Internationale Communiste déclare, en avril 1931, dans son rapport au XI<sup>e</sup> plénum : « D'où la première conclusion politique que, seul, un bourgeois libéral peut construire ou plutôt admettre, une opposition entre la démocratie bourgeoise et le régime fasciste, qu'il s'agit là de deux formes politiques principiellement différentes » (*Internationale Communiste*, 16 avril 1931, page 703).

L'arrivée au pouvoir d'Hitler ? Les communistes staliniens s'en moquent bien : « Le chancelier Brüning a fait tant de choses, qu'il restera à peine quelque chose pour un gouvernement Hitler » (Correspondance 16.12.31).

Et ils plastronnent : « Ces messieurs les fascistes ne nous effrayent pas. Ils se liquideront plus rapidement que n'importe quel autre gouvernement » (Rommelé au Reichstag, le 14 octobre 1931). « Très juste » sur les bancs communistes.

Rommelé ajoute : « D'abord les fascistes, ensuite nous ! » Le 6 août 1932, la « Rote Fahne », organe du Parti Communiste Allemand, déclare : « Les mesures de dictature fasciste favorisent le mouvement révolutionnaire. »

### *L'opposition de gauche jette l'alarme*

Au contraire, l'opposition de gauche jette l'alarme depuis 1930. Le 12 décembre 1931, *la Vérité* est tout entière consacrée à une étincelante polémique de Trotsky.

### *La clef de la situation est en Allemagne*

Trotsky écrit :

« Sur le fond de la politique mondiale, qui est loin d'être pacifique, la situation en Allemagne se détache nettement.

Les leaders du prolétariat mondial ont un bœuf sur la langue. Ils croient se mettre hors d'affaire en se taisant... A la politique de Lénine, ils substituent celle de l'autruche... Après la troisième période d'aventure et de vantardise, la quatrième période est arrivée, celle de la panique et des capitulations...

Si l'on traduit le silence des dirigeants actuels du Parti Communiste Russe en langage clair, ce langage signifie : fichez-nous la paix. »

Trotsky continue, prophétique :

« Le devoir de l'opposition de gauche est de donner l'alarme. La direction de l'Internationale Communiste conduit le prolétariat allemand à une catastrophe qui consistera en une capitulation, causée par la panique, devant le fascisme. »

Il prévient :

« Eviter la bataille serait livrer le prolétariat à son ennemi. L'arrivée au pouvoir des « nationaux-socialistes » aurait pour effet avant tout, l'extermination de l'élite du prolétariat allemand, la destruction de ses organisations ; elle lui ôterait toute foi en lui-même et en son avenir ; l'œuvre infernale du fascisme italien semblerait probablement insignifiante en comparaison de ce que pourrait être le national-socialisme allemand... »

« Bien entendu, le fascisme qui triomphe pour le moment, tombera quelque jour victime des contradictions objectives et de sa propre inconsistance. Mais d'une façon plus immédiate, dans un avenir que l'on peut pronostiquer au cours des 10 ou 20 années qui vont suivre, la victoire du fascisme en Allemagne signifierait une rupture dans le développement de la tradition révolutionnaire, l'effondrement de l'Internationale Communiste, le triomphe de l'impérialisme mondial sous ses aspects les plus odieux et les plus sanguinaires. LA VICTOIRE FASCISTE EN ALLEMAGNE DÉTERMINERAIT INÉVITABLEMENT UNE GUERRE CONTRE L'URSS... Hitler, en cas de victoire, deviendrait un super-Wrangel de la bourgeoisie mondiale. Quiconque prêche une "retraite stratégique", c'est-à-dire une capitulation est un traître... Les propagandistes d'une retraite devant les fascistes, doivent être considérés comme des agents inconscients de l'ennemi dans les rangs du prolétariat. Le devoir du Parti Communiste Allemand est de dire : le fascisme ne peut arriver au pouvoir qu'au moyen d'une guerre civile implacable et exterminatrice, sans merci. »

*L'ennemi principal pour les staliniens : les socialistes*

Mais, comment la classe ouvrière pourrait-elle se défendre et contre-attaquer, quand ses chefs la dressent en deux blocs violemment hostiles ?

En effet, pour défendre l'ordre capitaliste, les sociaux-démocrates n'hésitent pas à faire tirer sur les ouvriers communistes, comme le

1<sup>er</sup> mai 1929 le préfet de police « socialiste » Zoergiebel. Quant aux staliniens, pour eux, socialistes et fascistes sont des frères jumeaux. C'est ce qu'explique encore Staline en 1932 :

« Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est l'aile modérée du fascisme. Il n'y a aucune raison d'admettre que l'organisation de combat de la bourgeoisie puisse obtenir, sans soutien actif de la social-démocratie, des succès décisifs dans les luttes ou dans le gouvernement du pays... Il y a aussi peu de raisons d'admettre que la social-démocratie puisse obtenir des succès décisifs dans les luttes ou dans le gouvernement du pays... sans le soutien actif de l'organisation de combat de la bourgeoisie. Ces organisations ne s'excluent pas réciproquement, mais au contraire se complètent l'une l'autre. Ce ne sont pas des antipodes mais des jumeaux. Le fascisme est un bloc uniforme de ces deux organisations... Sans ce bloc, la bourgeoisie ne peut rester au gouvernement » (Staline, cité d'après « *Die Internationale* », février 32, page 68).

L'ennemi principal c'est donc le parti socialiste. Thaelmann, chef du Parti Communiste Allemand, déclare :

« Et cependant, il y a de telles tendances qui, devant les arbres nationaux-socialistes ne veulent pas voir la forêt social-démocrate. Parce que les nationaux-socialistes... ont pu remporter un important succès électoral, ces camarades *sous-estiment* l'importance de notre lutte contre le social-fascisme... En cela s'exprime indubitablement des indices d'une déviation de notre ligne politique qui nous fait un devoir de *diriger le coup principal contre le parti socialiste allemand*.

Face à ces fausses idées, nous devons établir en toute fermeté : les fascistes peuvent être battus, seulement si l'on démasque devant les masses ouvrières le Parti Socialiste Allemand, son alliance avec le fascisme et si on détache celles-ci des chefs socialistes » (Thaelmann, « Quelques fautes », *Die Internationale*, nov.-déc. 31, page 490).

Appliquant la ligne du parti, l'organe des syndicats rouges déclare :  
« *Chassez les petits Zoergiebel (les ouvriers socialistes !) de l'entreprise et du syndicat.* »

La « Jeune Garde » des Jeunesses Communistes reprend : :

« *Chassez les social-fascistes des entreprises, des bureaux de placement, des écoles d'apprentissage.* »

Jusqu'aux gosses de socialistes, qu'il faut frapper et chasser ! Faisant écho à ses grands frères « *le Tambour* » des jeunes pionniers communistes s'écrie :

« *Frappez les petits Zoergiebel dans les écoles et les cours de récréation !* »

Les rapports, comme on voit, sont rien moins que cordiaux ! L'unité d'action se porte bien ! Les chefs communistes ont tout simplement peur du front unique. Münzenberg écrit dans le « *Rote Aufbau* » du 1<sup>er</sup> décembre 1931 :

« *Le Parti Socialiste Allemand menace de faire le front unique avec le Parti Communiste.* »

Le front unique, les chefs staliniens le veulent bien, mais (*Rote Aufbau*, 1.12.31) « *SANS et CONTRE la direction social-démocrate* ».

Comme si les ouvriers socialistes pouvaient jamais accepter de faire le front unique... sans et contre leur propre direction ! Des propositions de front unique ayant néanmoins été adressées à la CGT allemande (l'AGDB), Thaelmann attaque violemment cette « *dévi-ation* » :

« Le fait que, par exemple, dans notre travail syndical révolutionnaire des propositions de front unique au sommet aient pu être faites à des directions générales de la CGT réformiste ou à quelque instance de la bureaucratie syndicale montre en même temps que notre lutte principale contre la social-démocratie n'a pas été menée assez résolument pour rendre de telles fautes possibles » (Thaelmann, « *Die Internationale* », novembre-décembre 1931).

Tout au contraire, les staliniens n'hésitent pas à l'occasion à mêler leurs votes à ceux des nazis contre les social-démocrates. C'est ce qui se passe en août 1931 en Prusse : Les nazis, de plus en plus en montée, utilisent une loi de l'Etat Prussien pour déclencher un plébiscite contre le gouvernement socialiste de l'Etat. Contre la social-démocratie ? Le Parti Communiste marche d'emblée, sous prétexte de transformer (?) le plébiscite en « plébiscite rouge ». Le gouvernement prussien passe à la réaction.

Cette politique du Parti Communiste Allemand s'accompagne d'une surenchère nationaliste pour essayer de concurrencer la propagande chauvine des nazis. Il reprend les mots d'ordre de « Révolution populaire » et de « Libération nationale », mobilisant les masses contre le traité de Versailles <sup>45</sup>, se plaçant sur le même terrain que les nazis et faisant assaut de patriotisme avec eux. Or, le poison chauvin mène inévitablement au fascisme. Telle est alors la politique du Parti Communiste Allemand de Staline. Elle constitue le digne pendant à la politique de capitulation et de moindre mal que pratique la social-démocratie. Toutes deux ouvrent, toute grande, la porte à Hitler.

*L'opposition de gauche appelle au Front Unique*

A cette politique de suicide, Trotsky et l'opposition de gauche opposaient la voie de la lutte de classes et de l'unité d'action. Voilà, écrivait Trotsky, le langage que doivent tenir les communistes :

« Si les fascistes essayent de faire une insurrection, nous, communistes, nous allons lutter contre eux jusqu'à la dernière goutte de sang, non pas pour défendre le gouvernement Braun-Brüning, mais pour préserver contre l'étranglement et la destruction l'élite du prolétariat, les organisations ouvrières, la presse ouvrière, non seulement la nôtre, mais aussi les vôtres social-démocrates. Nous sommes prêts à défendre avec vous n'importe quelle maison ouvrière, n'importe quelle imprimerie d'un journal ouvrier, contre les attaques des fascistes. Et nous vous demandons de vous engager à nous venir en aide, au cas où nos organisations seraient menacées. Nous vous proposons le front unique de la classe ouvrière contre les fascistes » (25 août 1931).

Tel avait été également le discours qu'avait tenu au Landtag de Prusse, le 8 juillet, le député communiste Seipold, oppositionnel de gauche, qui avait violemment attaqué le plébiscite fasciste et préconisé la république des conseils ouvriers.

En énorme titre, nos camarades allemands écrivent dans leur journal « *Permanente Révolution* » du 1<sup>er</sup> décembre 1931 : « *Le front unique avec les organisations du Parti Socialiste Allemand et de l'ADGB est le commandement de l'heure.* »

L'appel de Trotsky devient de plus en plus angoissé.

« Thaelmann écrit : "Abandonnez vos chefs et rejoignez notre front unique sans parti". Cela signifie ajouter encore une phrase creuse à mille autres.

« Ouvriers Communistes, vous centaines de milliers et millions, vous ne pourrez partir pour nulle part ; pour vous, il n'y aura pas assez de passeports pour l'étranger. Dans le cas où le fascisme viendra au pouvoir, il passera sur vos crânes et vos épines dorsales. Le salut n'est que dans la lutte implacable. Et la victoire ne peut être donnée que par un rapprochement dans le combat avec les ouvriers social-démocrates. Hâtez-vous, ouvriers communistes, car peu de temps vous reste » (Lettre à l'ouvrier communiste allemand, 8.12.31).

Trotsky précise dans « *Et maintenant* » ce que la situation exige des communistes :

« 1) Renonciation complète au national-communiste, liquidation ouverte et définitive des mots d'ordre : "révolution populaire" et "libération nationale". Pas de "A bas le traité de Versailles" mais "Vivent les Etats-Unis de l'Europe".

« 2) Renonciation à la théorie du social-fascisme qui aide la social-démocratie et le fascisme.

« 3) "Classe contre classe !" cela veut dire : toutes les organisations du prolétariat doivent prendre leur place dans le front unique contre la bourgeoisie.

« Le programme du front unique est déterminé entre organisations, par des accords établis sous les yeux des masses. Chaque organisation reste sous son drapeau et sous sa direction. Chaque organisation observe, dans l'action, la discipline du front unique.

« Classe contre classe ! Il faut mener inlassablement une agitation pour que les organisations social-démocrates et les syndicats réformistes rompent avec leurs alliés perfides du "front de fer" <sup>46</sup> et pour qu'elles se mettent dans le rang commun des organisations communistes et de toutes les autres organisations du prolétariat. »

### *Les staliniens contre le front unique*

A ces appels au front unique, qui seul pourrait barrer la route à Hitler, les chefs staliniens répondent par un redoublement d'injures et de calomnies.

« *Les trotskystes, écrit Thaelmann, voient l'arbre nazi afin de nous masquer la forêt social-démocrate* » (*Die Internationale*, mai 1932).

Et il ajoute :

« *Trotsky veut, tout sérieusement, une action commune des communistes avec les assassins de Liebknecht et Rosa, de plus avec Zoergiebel et ces préfets de police que le régime de von Papen laisse en fonction, pour opprimer le prolétariat. Trotsky cherche à plusieurs reprises dans ses écrits, à détourner la classe ouvrière en exigeant des négociations de sommet entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste Allemand* » (*l'Internationale Communiste*, page 1329).

Un autre chef du Parti Communiste Allemand, Willy Münzenberg écrit dans « *Rote Aufbau* » du 15 février 1931 :

« Dans la brochure sur la question "Comment le national-socialisme sera-t-il battu ?", Trotsky ne donne toujours qu'une réponse unique, le Parti Communiste Allemand doit faire bloc avec le Parti Socialiste Allemand... Dans cette constitution de bloc, Trotsky voit le seul moyen de salut complet pour la classe ouvrière allemande contre le fascisme. Ou bien le Parti Communiste avec la social-démocratie, ou bien la classe ouvrière allemande est perdue pour 10 ou 20 années. C'est la théorie d'un fasciste (!)... complètement perdu et contre-révolutionnaire. Cette théorie est la pire

théorie, la plus dangereuse et la plus criminelle que Trotsky ait édiflée, dans les dernières années de sa propagande contre-révolutionnaire. »

Ainsi Trotsky, de 1930 à 1933, était un fasciste... *parce qu'il préconisait le front unique des partis Socialiste et Communiste.*

Après la défaite, le théoricien du Parti Communiste Allemand répétera ces accusations et, pour la première fois, lancera l'accusation « d'Hitléro-Trotskyisme ».

C'est pour dénoncer la « plate-forme hitléro-trotskyiste » du « front unique » imaginée pour justifier la social-démocratie. Et il précise :

« Voilà de quelle façon cruelle les faits ont mis à nu le sens contre-révolutionnaire et la "plate-forme" du social-hitlérien Trotsky, qui s'est efforcé de démontrer que la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des jumeaux, mais des antipodes »<sup>47</sup>.

Voilà comment les Communistes Internationalistes ont, tout d'abord, été dénoncés comme « hitléro-trotskyistes »... pour avoir préconisé l'union des communistes et des socialistes contre Hitler.

Malheureusement, la voix de l'opposition allemande était trop faible. Le front unique se réalisa seulement dans les derniers mois et seulement de manière partielle. Ce n'est que dans les dernières semaines que les chefs du Parti Communiste Allemand se décidèrent à proposer le front unique : cette politique « fasciste » de Trotsky. Mais il ne s'agissait en réalité que d'un alibi.

### *Réformistes et staliniens capitulent devant Hitler*

Ainsi, la politique du moindre mal des social-démocrates et la politique stalinienne du « social-fascisme » conduisait tout droit la classe ouvrière à la défaite. *Il n'y eut pas même de combat.*

Les partis qui se réclamaient de la classe ouvrière restaient pourtant puissants. Ils comptaient encore 12 millions d'électeurs, un million et demi d'adhérents, de puissantes centrales syndicales, des organisations militaires bien organisées, tant le « Front de Fer » social-démocrate, que le « Front Rouge » des communistes. Manquaient-ils donc de courage, les militants ouvriers socialistes et communistes ? Allons donc. Messieurs les insulteurs à gage de la classe ouvrière allemande oublient que, depuis 1918, les ouvriers allemands avaient donné à l'Europe l'exemple de l'héroïsme. Ils oublient les centaines et les milliers de martyrs ouvriers tombés sous les balles hitlériennes lors des batailles de rue qui faisaient rage depuis des années. Ou plutôt ils ne l'oublient pas ; mais ils cherchent à faire oublier la responsabilité de leurs Etats-Majors capitulards.

Les chefs sociaux-démocrates ? Leur politique n'était qu'une longue suite de capitulations. Il s'agissait pour eux, de se montrer les gérants loyaux de la bourgeoisie, pour qu'elle n'ait pas besoin de chercher

des domestiques plus fidèles. Ils mettaient leur confiance, non dans l'action commune avec les communistes — ils étaient les ennemis de l'unité d'action autant que les chefs communistes — mais dans le soutien de Brüning (le chef du parti catholique allemand), des nationalistes de Bavière de von Papen ou Schleicher. « *Soyez calmes, soyez dignes* » prêchaient-ils aux travailleurs attaqués par les nazis. Et après la prise du pouvoir par les nazis, on voyait Leipart, le Jouhaux allemand, lécher les bottes d'Hitler pour essayer de sauver la précieuse caisse de la CGT réformiste. Ce n'est pas de ces gens-là qu'on pouvait attendre le signal du combat.

Mais le Parti Communiste ? Plus l'échéance approche et plus on voit, par-delà ses rodomontades, s'amorcer sa capitulation sans combat. En janvier 1933, il participe, *avec les nazis*, à la grève des tramways de Berlin. Les nazis se font de plus en plus insolents. Le 22 janvier, sous prétexte de saluer la mémoire d'un de leurs « martyrs », le souteneur Horst Wessel, ils organisent une concentration sur la Bulow Platz, en face de la Maison du Parti Communiste aménagée en blockhaus : la Maison Karl Liebknecht. Il s'agit de mesurer la force de résistance de la classe ouvrière. Or le Parti Communiste ne réagit pas. En vain l'opposition de gauche appelle à déclencher l'action. En vain elle appelle à l'organisation et au déclenchement d'une immense grève générale — à l'union des partis ouvriers pour une résistance effective.

Les chefs communistes reprennent les leitmotivs des chefs sociaux-démocrates : « *Restez calmes et disciplinés. Ne répondez pas à la provocation* ». Toute la journée, les chemises brunes paradent devant la maison Karl Liebknecht. Et Thaelmann écrit : « *Egalement le 22 janvier (le jour de la manifestation nazie devant la maison Karl Liebknecht) eut lieu sous le signe du renversement des rapports de classes EN FAVEUR DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE (Unsere Zeit)* ».

Huit jours après, CERTAIN qu'il n'y aura pas de résistance ouvrière, Hindenburg appelle Hitler au pouvoir.

Pendant ce temps, les chefs réformistes continuent à bêler : « *Pas d'action individuelle ! Restez calmes !* » Quant à la « *Rote Fahne* » communiste, elle proclame : « *Les fascistes prennent le pouvoir, descendez dans la rue ! Grève générale !* » Descendre dans la rue pour quoi faire ? *Aucune action n'est organisée.* La grève générale ? Cela ne se décrète pas dans une manchette de journal. Les communistes songent si peu à la déclencher, que pas une seule usine ne débraye. *C'est simplement un alibi de plus.*

Hitler prenait le pouvoir sans combat ; la classe ouvrière n'était pas seulement battue, mais complètement démoralisée. C'est que la bureaucratie soviétique qui dictait ses ordres au Parti Communiste, ne voulait pas laisser le champ libre à l'action des masses et risquer ainsi l'irruption d'une révolution prolétarienne.

Elle préférait s'entendre avec Hitler. La *Pravda*, journal officiel soviétique, se borna à un bref compte rendu, en troisième page,

de la prise du pouvoir par Hitler. Elle précisa que cela ne signifiait nullement le moindre refroidissement des rapports entre Berlin et Moscou.

En mars, tandis que la terreur faisait rage contre les ouvriers communistes, Litvinov se rendait à Berlin. *Le prolétariat allemand avait été trahi et livré.*

## LA LIGUE COMMUNISTE LUTTE POUR LE FRONT UNIQUE

### *Pour le front unique en Allemagne*

A partir de 1931, la lutte pour le front unique passe au premier plan dans la propagande de l'opposition communiste de gauche. Elle essaye de sonner l'alarme sur la tragique situation en Allemagne où se joue le sort de la civilisation pour une longue période. En France, les militants de la Ligue soutiennent l'effort de la faible opposition allemande. Ils abandonnent une journée de salaire par mois pour son fonds de propagande. Ils essayent d'attirer l'attention des ouvriers avancés sur le danger hitlérien, d'expliquer qu'hitlériens et sociaux-démocrates ne sont pas des frères jumeaux et qu'il faut à tout prix réaliser le front unique avec les sociaux-démocrates contre les nazis. Ils s'efforcent d'obtenir que le Parti Communiste alerte la classe ouvrière sur la question. Les staliniens répondent par l'injure et la violence. Encore en juin 1932, six mois avant la prise du pouvoir par Hitler, on voit Semard, un des dirigeants du Parti Communiste ironiser à une assemblée d'information de la région parisienne sur le « plat du jour, la question à la mode, la situation en Allemagne, lancée par les trotskystes ». « *L'impérialisme français est-il abattu, ajoute Séward, pour que nous nous occupions de l'impérialisme allemand ?* » Et il explique que la direction du Parti Communiste n'a organisé une assemblée d'information sur l'Allemagne que pour « *tendre un piège aux trotskystes* ». Effectivement, plusieurs militants trotskystes interviennent pour répéter que la « clef de la situation est en Allemagne » et qu'il faut réaliser le front unique. Ils sont arrachés de la tribune.

Le Parti Communiste organise enfin un meeting salle Bullier — la salle des grands meetings. Mais tout est organisé pour empêcher de parler « les trotskystes » dénoncés comme « avant-garde du social-fascisme » parce qu'ils réclament l'unité d'action contre Hitler : ils demandent la parole. Ils se font sauvagement matraquer. Vingt camarades blessés, sont jetés à la porte. La presse bourgeoise et réformiste se réjouit<sup>48</sup>. De son côté, la Ligue multiplie ses propres réunions publiques où tous les courants ouvriers peuvent librement s'exprimer.

### *La campagne contre la guerre*

En 1932, le Parti Communiste organise une « mobilisation » contre la guerre. Il s'agit en réalité d'une mascarade — un congrès « ouvrier » et « paysan » où ne sont pratiquement délégués que les seuls membres du Parti Communiste et leurs sympathisants, mais sous divers masques et convoqués par deux « personnalités », Romain Rolland et Barbusse.

A côté d'eux sont représentés quelques socialistes stalinisants et un certain nombre de personnalités équivoques de la bourgeoisie. Au congrès « national » qui se tient au Cirque d'Hiver, en juillet 32, la principale vedette est le radical Bergery<sup>49</sup> auquel on fait les honneurs des acclamations. Doriot qui représente la direction du Parti Communiste explique qu'on « surmontera les divergences » avec lui<sup>50</sup>. Pendant le même temps, il fait assommer les délégués oppositionnels qui demandent la parole au nom d'une vingtaine d'organisations diverses (syndicats, sections du Secours Rouge, groupes de la Ligue, etc.).

Que disaient ces délégués ? Ils expliquaient que pour lutter contre la guerre, il était stérile de faire des phrases pacifistes creuses, qu'il fallait mobiliser et renforcer la classe ouvrière contre le capitalisme et notamment empêcher Hitler d'écraser le prolétariat allemand.

*« La situation en Allemagne domine aujourd'hui la question de la guerre. De la victoire ou de la défaite du fascisme en Allemagne dépend la victoire ou la défaite de la révolution dans le monde pour toute une série d'années. Ecraser le fascisme en Allemagne signifierait lutter contre la guerre mille fois plus efficacement qu'en convoquant dix congrès "contre la guerre"... et surtout briser, dans les mains de l'impérialisme mondial un instrument redoutable dirigé contre le prolétariat, et plus directement contre l'URSS. Mais la partie est loin d'être perdue en Allemagne. Le Parti Communiste peut encore devenir le moteur puissant et le guide de millions de prolétaires allemands dans leur lutte contre le fascisme. Comment ? En modifiant radicalement sa tactique de front unique »<sup>51</sup>.*

Le 20 juillet 1932, von Papen chasse le gouvernement social-démocrate de Prusse. Un appel de la Ligue Communiste, le 20 mai 1932 déclare :

*« En Allemagne s'ouvrent les heures décisives... Il est encore temps d'empêcher l'arrivée de Hitler au pouvoir et de battre le fascisme. Mais à condition d'abandonner le terrain parlementaire. Pour cela, il faut réaliser le front unique de la classe ouvrière pour la lutte armée contre les bandes fascistes. Ne pas prendre cette voie, c'est aboutir à la capitulation honteuse, criminelle, traîtresse devant le fascisme. Le Parti Communiste Allemand et l'Internationale Communiste tout entière ne doivent pas commettre une telle infamie. »*

Le congrès mondial contre la guerre s'ouvre en août 1932 à Amsterdam. Il vote un manifeste vague et général « dans un enthousiasme délirant » à l'unanimité : bergerystes, bourgeois et réformistes compris. Seuls six représentants « trotskystes » votent contre, refusant de s'associer à cette mascarade.

### *Le front unique en France*

A cette caricature de front unique que constituent les congrès « contre la guerre et le fascisme » les trotskystes opposent leur politique permanente de front unique ouvrier.

Déjà en 1930, ils avaient profité du « tournant » bureaucratique amorcé par la direction pour appeler à réaliser ce front unique réellement pour les revendications ouvrières et le soutien des luttes revendicatives. Mais le « tournant » n'était qu'un leurre. Tout au plus le Parti Communiste abandonna-t-il les plus criardes de ses formules. Il resta fidèle à la théorie stalinienne du « social-fascisme ». Il n'entendait toujours pratiquer que le front unique à la base contre les chefs, et avec d'irréalisables conditions qui, toutes, postulaient l'abandon par les socialistes, de leur organisation, de leur politique.

En janvier 1932, *l'Humanité* écrivait : « L'ennemi principal est le parti socialiste ». Si l'ennemi principal était le Parti Socialiste il n'était évidemment pas question de s'allier à lui contre la bourgeoisie ou la réaction fasciste. Au comité central de mars 1933, Maurice Thorez déclarait encore : « Notre tactique veut dire enfin : jamais d'entente au sommet. » C'était pourtant après l'arrivée au pouvoir d'Hitler qui avait montré aux plus aveugles les conséquences tragiques d'une telle politique.

### *La tactique électorale*

La tactique électorale stalinienne correspondait à la même politique. Elle avait été inaugurée en 1928 et tendait à opposer aux deux blocs bourgeois — le bloc national réactionnaire et le bloc des gauches, radical et socialiste — un troisième bloc : le Bloc Ouvrier et Paysan. Sous cette terminologie, vague du reste, les Sellier, Garchery et Cie camouflèrent leur étiquette communiste et réalisèrent une entreprise du plus pur électoralisme. A tel point que, lorsqu'ils rompirent avec le communisme, ils gardèrent cette raison sociale équivoque pour leur parti « ouvrier et paysan » (POP)<sup>52</sup>. En même temps, cette tactique correspondait à la politique du « social-fascisme ». Elle confondait dans un même bloc réactionnaire tous les partis autres que le Parti Communiste. Elle mettait le signe égal entre Blum, le leader socialiste et Billiet, des « Intérêts Economiques », c'est-à-dire du grand patronat. Il s'ensuivait que les candidats communistes devaient se maintenir contre tous, sans se soucier de savoir s'ils favorisaient ainsi la droite.

Pour les oppositionnels certes, la question électorale ne passait pas au premier plan. Ils combattaient les illusions parlementaires et électoralistes, y compris celles de Sellier et de Garchery. Toutefois ils attaquaient cette tactique électorale dite « classe contre classe » parce qu'elle approfondissait le fossé entre l'ouvrier communiste et le travailleur socialiste. Celui-ci ne comprenait pas pourquoi le candidat communiste se maintenait et faisait ainsi passer le réactionnaire contre le socialiste. Il accusait le communiste de « faire le jeu de la réaction ». Non sans raison sur le plan électoral. Son reproche était d'autant plus vif que ses illusions parlementaires étaient vivaces. Il envenimait les rapports entre socialistes et communistes et portait gravement préjudice aux efforts pour le front unique dans la rue et dans l'usine. C'est pourquoi la Ligue Communiste proposait une tactique électorale qui manifestât cette volonté d'action commune. La loi électorale d'alors, qui prévoyait un scrutin de ballottage, imposait la tactique électorale : présenter des candidats au premier tour — se retirer et faire voter pour le socialiste au scrutin de ballottage partout où celui-ci arrivait avant lui. « Classe contre classe » disaient les oppositionnels, d'accord, mais cela signifie : s'efforcer de dresser l'ensemble de la classe ouvrière contre les partis bourgeois.

Pour les élections législatives de 1932, le Parti Communiste reprit sa tactique « classe contre classe ». Toutefois il faisait une apparente concession aux partisans du front unique. Les candidats communistes se désisteraient pour ceux des candidats socialistes « honnêtes » qui accepteraient un programme de revendications communes. L'opposition de gauche critiqua vertement cette attitude. D'abord parce qu'elle constituait un bluff : quel socialiste accepterait d'abandonner le programme de son parti pour un autre, entre les deux tours de scrutin ? Ensuite parce qu'elle constituait une concession à l'électoralisme : quel était en effet ce programme moyen qu'on demandait au socialiste d'accepter ? Quelle valeur aurait l'acceptation éventuelle d'un nouveau programme par un candidat en mal d'élection ?

La Commission Exécutive résumait ainsi la politique de la Ligue :

*« Le premier tour ayant visé à obtenir la manifestation la plus puissante pour le communisme, la tactique du second tour doit aider à l'évolution ultérieure vers la partie des masses encore illusionnée par le réformisme. La tactique ne dépend pas d'un engagement d'un candidat, mais du rapport des forces entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste. Le maintien systématique consisterait à répéter les erreurs lassaliennes sur la "masse unique réactionnaire" dénoncée par Marx et Engels et aboutirait, lorsque ce sont des candidats démocrates ou réactionnaires qui en bénéficient, à dresser contre le Parti Communiste, les ouvriers encore bourrés d'illusions parlementaires et à renforcer ces illusions parmi eux.*

*Le Parti doit maintenir son candidat a) quand il arrive avant le candidat socialiste ; b) quand l'élan de la campagne permet de*

*penser que, bien que n'étant pas en tête, la candidature du Parti n'a pas fait son plein au premier tour ; c) contre certains chefs socialistes dont l'activité a déjà rencontré une résistance assez forte parmi les ouvriers socialistes (par exemple Fiancette pour son soutien à la police).*

*En dehors de ces cas, lorsque le candidat du Parti Communiste arrive derrière le candidat socialiste et que son maintien ferait passer un démocrate ou un réactionnaire, le Parti Communiste doit retirer son candidat, faire voter pour le candidat socialiste, sans poser aucune condition, en renforçant la lutte principale contre le réformisme » (8 avril 1932).*

Plus tard, à l'occasion d'élections partielles dans l'Oise, la Vérité écrivait encore (26-1-33) :

*« L'expérience de 1932 n'a pas servi ; les centristes<sup>53</sup> sont incorrigibles. Ils recommencent leur tactique de mai 1932. Ils se déclarent simplement prêts à voter pour un "socialiste honnête" si celui-ci acceptait le programme de revendications communes.*

*Cette tactique absurde a déjà été condamnée par nous pour les raisons suivantes : dans la lutte électorale, les partis opposent leurs programmes politiques. Abandonner son programme pour un programme moyen sur lequel "on se met d'accord" cela jette la confusion dans l'esprit des travailleurs. »*

Menées sous le signe de la tactique « classe contre classe », les élections de 1932 furent, pour le Parti Communiste, une cuisante défaite. Tandis que socialistes et radicaux emportaient la victoire au premier tour, le Parti Communiste perdait 300 000 voix sur 1928. Il était en recul dans tous les départements, sauf 5. Entre le premier et le second tour du scrutin, ses pertes atteignaient en moyenne 50 %, parfois, comme dans la Haute-Vienne, le Cher, le Pas-de-Calais, environ 70 %, voire jusqu'à 85 %. C'était assez dire ce que les travailleurs avaient pensé de la tactique « classe contre classe ». Quant aux députés communistes, ils étaient tous élus avec l'appoint des voix « social-fascistes ».

L'opposition de gauche, qui avait mené campagne pour le Parti Communiste, écrivait :

*« Le Parti Communiste paie la note de sa politique : un tournant vers nos solutions s'impose : Front unique ! Unité syndicale ! »*

## L'ACTION DES JEUNES

Les jeunes jouèrent aussi leur rôle dans l'action pour le front unique ouvrier. En fait, les jeunes n'étaient pas très attirés par la lutte de l'opposition qui laissait relativement peu de place à l'action et restait confinée dans des débats théoriques : on y trouvait surtout

les jeunes de la génération politique précédente, attirés par le rayonnement de la révolution russe.

Pourtant la Ligue avait toujours espéré trouver un appui dans la génération montante. Presque dès le début un groupe de jeunes avait été constitué. Mais il ne comptait que quelques militants, se bornait à coordonner l'opposition dans la Jeunesse Communiste et à organiser des conférences de formation politique.

### *L'éducation*

C'était là déjà un point de divergence avec la ligne officielle.

Les Jeunesses Communistes étaient alors en pleine période gauchiste, ouvriériste, activiste. Les Jeunesses Communistes se considéraient comme l'avant-garde du Parti, rivalisant avec lui (victorieusement du reste) en phrases révolutionnaires, invectivant violemment les « gueules de vaches » galonnées, « la flicaille », les « chiens social-fascistes ». Leur organisation était de plus en plus squelettique. L'éducation marxiste y était remplacée par les vociférations. Les Jeunesses Communistes affectaient du reste de mépriser l'éducation et la discussion politique. A ces manies d'intellectuels, ils opposaient l'action et la revendication. Comme si éducation et action n'étaient pas rigoureusement complémentaires !

Les oppositionnels de gauche luttèrent contre cette dépolitisation des Jeunesses. Ils rappelaient que la tâche essentielle des Jeunesses est de former des cadres éduqués pour le Parti. Ils rappelaient les paroles de Lénine aux jeunes : « *Nous devons apprendre, apprendre sans relâche et beaucoup apprendre.* » Et cette formule de Trotsky : « *Rongez avec vos dents le granit de la science.* »

Plus tard, la Ligue ayant installé son local dans une petite villa de la rue des Envierges, dans le XX<sup>e</sup>, elle aménagea une salle en « foyer des jeunes ». Ce foyer se donnait pour tâche d'entreprendre l'éducation révolutionnaire, à laquelle les Jeunesses Communistes se refusaient alors systématiquement. De temps en temps, le groupe de jeunes éditait une page spéciale de *la Vérité* : « la Vérité des Jeunes ». Au foyer, on s'efforçait d'attirer non seulement des jeunes communistes, mais aussi des jeunes ouvriers inorganisés.

Cela ne l'empêchait pas de continuer son action en direction des Jeunesses Communistes. Ainsi, pour le Congrès National des Jeunesses Communistes à Montigny-en-Gohelle, il avait édité en tract la déclaration politique des exclus des Jeunesses Communistes qui réclamaient leur intégration. Malgré la surveillance du service d'ordre, deux camarades récemment exclus parvinrent à entrer dans la salle des séances et à glisser la déclaration dans le dossier de chaque délégué.

*Le Boxing Hall : un premier meeting d'unité d'action*

Pourtant le groupe des jeunes végétait.

Mais en 1933, il réussit un coup d'éclat. Les Jeunesses Communistes cherchaient la voie du dialogue avec les Jeunesses Socialistes. Or les jeunes socialistes avaient sur le cœur leurs attaques violentes (comme d'appeler systématiquement Ducon leur secrétaire national Dumont). La direction des Jeunesses Communistes cherchait un intermédiaire. Aussi, lorsqu'un jour les jeunes de la Ligue se rendirent au siège des Jeunesses Communistes, 120, rue Lafayette, pour proposer une controverse sur l'unité d'action, à leur surprise, ils ne furent pas sortis par la fenêtre. Au contraire, la direction des Jeunesses Communistes se mit d'accord avec eux pour négocier un meeting commun. Les Jeunesses Socialistes se déroberent derrière leur parti, mais les étudiants socialistes acceptèrent, ainsi que les jeunes pupistes<sup>54</sup>. L'accord se réalisa sur les questions techniques : des cartes furent éditées et partagées équitablement (les jeunes de la Ligue recédant une partie des leurs aux Jeunesses Communistes) ; l'ordre des orateurs fut tiré au sort.

C'est ainsi que le 12 janvier 1933, pour la première fois, jeunes communistes et jeunes socialistes sont réunis salle de Boxing Hall, dans le XI<sup>e</sup>, avec les pupistes et les trotskystes. Dans la salle se pressent 1 500 jeunes travailleurs, ce qui est absolument inouï pour l'époque. Les jeunes de la Ligue ayant eu l'initiative, c'est leur responsable, Y. Craipeau, qui préside. La tâche n'est pas facile. Les mœurs de la troisième période ne sont pas disparues. Les orateurs pupistes et surtout socialistes sont hués copieusement par les jeunes communistes, en grosse majorité dans la salle. Charrière intervient pour les Jeunesses Communistes. Du sectarisme de la troisième période, passant de l'autre côté du cheval, il propose l'unité organique. Pourtant il ne tire aucune leçon des événements d'Allemagne. Les Jeunesses Communistes le saluent par la Jeune Garde. Ensuite Rimbert<sup>6</sup> vient à la tribune au nom de l'opposition de gauche. Il rappelle la tragédie allemande, souligne la nécessité du front unique, propose de fusionner les organisations artistiques, culturelles, sportives. Par contre, il rappelle que « *Faire l'unité organique de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, fusionner le Parti Socialiste et le Parti Communiste, entraîner les ouvriers révolutionnaires dans le même parti que ceux qui ont été et qui sont les ministres de la bourgeoisie, cela équivaut à trahir la révolution* ». Il explique la nécessité de l'unité syndicale : « *Si l'existence d'un parti du prolétariat, parti politiquement et organiquement indépendant est indispensable pour le salut de la révolution, par contre l'unité la plus complète est nécessaire dans le mouvement syndical.* »

Son exposé enthousiasme l'auditoire. Il est salué par une Internationale spontanée. Ainsi est partiellement rompue la consigne du silence contre les partisans de Trotsky. La direction de l'Internationale

tionale Communiste des jeunes en blâma violemment la direction française et la changea. Charrière fut renvoyé « à la base ».

A partir de ce moment, la Ligue peut commencer à s'implanter dans une petite avant-garde de la Jeunesse. Elle commence à influencer une partie des étudiants et des jeunes, en particulier dans les organisations socialistes parisiennes.

### *Pour une politique d'unité d'action*

La campagne des jeunes rejoignait donc celle que menaient les militants de la Ligue à l'occasion des élections comme des luttes ouvrières et au sein des syndicats, dans l'action contre le fascisme et la guerre. La Ligue ne considérait pas ses solutions comme des panacées. L'unité syndicale n'est bénéfique que dans la mesure où une avant-garde révolutionnaire ouvre la voie de l'action directe aux masses rassemblées dans les syndicats. La stratégie électorale n'a de sens que si le parti qui la pratique dépasse l'horizon électoral.

Le front unique ne peut mener à la victoire que s'il existe un parti prolétarien marxiste capable de mobiliser les travailleurs pour la révolution socialiste. Pour les oppositionnels de gauche, un tel parti doit se construire par le redressement du Parti Communiste. Mais ils vont bientôt être amenés à mettre en question cette donnée fondamentale de leur politique.

## II

# Vers des partis indépendants de l'Internationale Communiste

### LA RUPTURE AVEC LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

#### *L'opposition de gauche définit son programme*

Au début du mois de février 1933, l'opposition de gauche réunit une préconférence pour préparer sa conférence mondiale. Étaient présents des délégués russes, allemands, français, belges, grecs, bulgares, anglais, italiens, suisses, espagnols et américains (ni la Chine ni les groupes d'Amérique du Sud n'avaient pu être représentés).

Elle consacra d'abord la rupture déjà effective depuis longtemps avec les « bordiguistes » italiens qui restaient opposés au front unique. Précisément dans cette époque de la montée du fascisme, le problème du front unique prenait une importance décisive.

Ensuite la préconférence se préoccupa de déterminer la charte fondamentale de l'opposition de gauche internationale. Elle élabora une déclaration de principes, qu'on peut résumer ainsi :

- Nécessité de l'indépendance du parti prolétarien ;
- Reconnaissance de la thèse de la révolution permanente ;
- Défense inconditionnée de l'URSS, Etat ouvrier dégénéré ;
- Travail dans les organisations prolétariennes de masses (syndicats réformistes, etc.) ;
- Opposition à l'opportunisme et à l'aventurisme économique en URSS ;

- Dictature du prolétariat (en opposition à la « dictature démocratique » du prolétariat et de la paysannerie)<sup>1</sup> ;
- Reconnaissance des mots d'ordre transitoires et démocratiques ;
- Nécessité du front unique de haut en bas, sans ultimatum et sans opportunisme... ;
- Lutte du courant marxiste pour le redressement du mouvement communiste où il faut distinguer trois courants : marxiste, centriste (stalinien) et droitier ;
- Démocratie intérieure dans le parti.

Comme on voit, la préconférence, tenue immédiatement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, confirmait le rôle d'opposition des bolcheviks-léninistes. Mais bientôt, un tournant radical allait avoir lieu sur cette question.

L'arrivée au pouvoir d'Hitler, sans résistance armée du prolétariat, signifiait en effet la faillite totale des partis communistes et de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce n'était pas une défaite entraînée par de simples erreurs de tactique. Le mouvement ouvrier apprend de ses défaites. Pour les révolutionnaires russes, par exemple, la défaite de 1906 avait été l'école où ils avaient formé leurs armes et leurs cadres. Mais, en Allemagne, il y avait eu défaite sans combat. Cet admirable prolétariat allemand qui, de 1919 à 1923 notamment, avait donné tant de preuves de son héroïsme et de sa puissance, avait été baillonné, écrasé, décimé sans tenter aucune résistance d'ensemble. On avait vu la presse soviétique commenter l'arrivée au pouvoir d'Hitler, comme un simple changement de ministère, sans lui accorder d'autre importance. Elle avait précisé noir sur blanc que cet « incident » ne changerait rien aux rapports entre les deux pays. La diplomatie soviétique et les délégués militaires soviétiques essayaient de nouer avec le gouvernement de Hitler et avec la Wehrmacht les relations qui devaient mener six ans plus tard au Pacte Germano-Soviétique de 1939. Cela signifiait que la III<sup>e</sup> Internationale avait cessé d'être l'état-major de la révolution prolétarienne — même paralysée par une fausse politique. On comprenait qu'elle s'était transformée en simple agence internationale de la bureaucratie soviétique. Non seulement cette bureaucratie était bornée nationalement (incapable de comprendre malgré l'avertissement de Trotsky, le caractère inéluctable de la lutte contre Hitler), mais, elle-même, craignait tout autant la révolution prolétarienne que la bourgeoisie mondiale. *La bureaucratie russe n'avait pas voulu risquer le déclenchement de la révolution en Allemagne. Elle avait préféré capituler.*

Dès 1931, Trotsky avait écrit avec raison : « Capituler serait trahir ». Le Parti Communiste avait capitulé, c'est-à-dire trahi.

L'opposition de gauche ne pouvait pas ne pas en tirer les conséquences. Bientôt Trotsky préconisait aux camarades allemands de rompre avec leur Parti Communiste capitulaire et de construire un

véritable Parti Communiste. Les Allemands et presque toute l'opposition soutenaient ce point de vue, qui fut admis au plénum d'avril. Mais il y avait visiblement contradiction à rompre avec le PC allemand sans rompre avec toute la III<sup>e</sup> Internationale. D'autant plus que, dans toute la III<sup>e</sup> Internationale, il ne s'était pas élevé la moindre voix pour tirer la leçon de cette défaite sans combat. Au contraire, les bureaucrates de tous les pays encensaient la politique de Thaelmann, de Muenzenberg, de Heckert et de Pieck. Ils expliquaient partout que jamais le PCA n'avait été plus fort et plus vivant ! Dans ces conditions, continuer à parler de réforme de la III<sup>e</sup> Internationale était absurde. Tous les militants de l'opposition de gauche internationale sentaient plus ou moins confusément la nécessité de rompre politiquement avec la III<sup>e</sup> Internationale devenue contre-révolutionnaire, de construire une nouvelle internationale fidèle au communisme et de nouveaux partis révolutionnaires. Quand Trotsky proposa de s'orienter vers une telle perspective, il ne trouva pas la moindre opposition. Au contraire, pour plus d'un militant, ce fut une sorte de soulagement.

### *La Ligue Communiste Internationale*

Le plénum de l'Opposition Internationale se réunit du 19 au 21 août 1933 avec les représentants des six principales sections (russe, allemande, française, grecque, belge, américaine).

Il décida de rompre avec la III<sup>e</sup> Internationale et de cesser son rôle d'opposition. En conséquence, l'organisation internationale prit le nom de *Ligue Communiste Internationaliste* (bolchevik-léniniste). Elle confirma la déclaration de principes en onze points, mais modifia ainsi le dixième :

« *Lutte pour le regroupement des forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sous les drapeaux du communisme internationaliste. Reconnaissance de la nécessité de la création d'une véritable Internationale Communiste capable d'appliquer les principes ci-dessus énumérés.* »

### *Que doit être la nouvelle internationale ?*

Restait à savoir ce que devait être cette internationale nouvelle et avec qui elle devait être constituée.

Bien entendu, pour l'opposition communiste de gauche, la nouvelle internationale — la IV<sup>e</sup> Internationale — ne devait pas seulement être *en dehors* des deux autres. Face aux deux Internationales de trahison, elle devait dresser un Parti Mondial dont la doctrine restaurerait la fidélité au marxisme, au communisme révolutionnaire, à l'internationalisme. Elle devait être l'héritière de ses devancières dans ce qu'elles avaient apporté d'utile au prolétariat. La II<sup>e</sup> Inter-

nationale avait trahi le marxisme ; la IV<sup>e</sup> devait lui redonner sa trempe révolutionnaire selon l'école de Lénine. La III<sup>e</sup> Internationale avait trahi Lénine ; la IV<sup>e</sup> devait marquer sa fidélité aux quatre premiers congrès de l'Internationale dont l'orientation avait été abandonnée après la mort de Lénine au profit du « socialisme en un seul pays », c'est-à-dire du socialisme dans aucun pays.

La IV<sup>e</sup> ne devait *nier* ses devancières qu'en les *dépassant* en approfondissant le marxisme-léninisme ; en l'appliquant à l'étape présente. En aucun cas il ne pouvait être question de rétrograder en deçà de la III<sup>e</sup> Internationale, en abandonnant ce qu'elle avait apporté de progressif en matière de théorie ou d'organisation.

### *Les organisations « indépendantes »*

La question se posait concrètement. Il existait en effet un certain nombre d'organisations socialistes ou communistes, indépendantes des deux internationales existantes. Certaines de ces organisations provenaient de ce qu'on avait appelé l'Internationale 2 1/2. Celle-ci avait regroupé pendant plusieurs années après la guerre, les partis socialistes qui avaient honte du chauvinisme de la II<sup>e</sup> Internationale, mais qui ne pouvaient se résoudre à rejoindre la III<sup>e</sup>, avec son programme intransigeant. La plupart de ces partis avaient par la suite rallié la II<sup>e</sup> Internationale, comme le parti socialiste SFIO, ou s'étaient scindés en social-démocrates et communistes, comme les Indépendants allemands. Quelques-uns d'entre eux — comme l'âne de Buridan — n'avaient jamais pu se résoudre à choisir. Tels étaient le *Parti Travailleuse Indépendant*<sup>2</sup> d'Angleterre (I.L.P.) ou le *Parti Socialiste Maximaliste* d'Italie<sup>2</sup> — le *Parti Socialiste Révolutionnaire Russe*<sup>2</sup>. L'I.L.P. avait joué jadis un rôle de premier plan dans le mouvement ouvrier anglais. Très anémié, il comptait encore quelques députés au Parlement. Il oscillait entre le réformisme, le stalinisme et le marxisme. Les deux autres organisations étaient des fantômes poussièreux.

D'autres organisations s'étaient séparées de la III<sup>e</sup> Internationale sur son aile droite. Tel était le *Parti Ouvrier Norvégien* de Norvège (N.A.P.)<sup>3</sup>, puissant parti réformiste et municipaliste, borné aux horizons norvégiens, égaré pendant peu de temps dans la III<sup>e</sup> Internationale, mais qui n'avait pas encore avoué son désir de rentrer dans le giron de la II<sup>e</sup> Internationale des sociaux-chauvins<sup>3</sup>. Tel était encore le *Parti d'Unité Proletarienne*<sup>3</sup> de France qui avait rassemblé un petit groupe de « socialistes-communistes », dont Paul Louis, incapables de choisir entre les deux partis et une bande d'affairistes municipaux et parlementaires, du type Louis Sellier ou Gélis, qui avaient rompu avec le PC sur un seul programme : leur maintien à la mairie. Tels étaient enfin divers partis qui avaient quitté la III<sup>e</sup> Internationale sur la base de l'opposition de droite ; *Parti Communiste Indépendant Suédois* (réformistes bornés à l'horizon scandi-

nave), *Fédération Communiste Ibérique* (fortement teintée de nationalisme catalan).

D'autres organisations avaient rompu avec les partis social-démocrates de leur pays, au cours de leur évolution vers la gauche, tels le *Parti Socialiste Indépendant* de Hollande (O.S.P.)<sup>2</sup>, le *Parti Socialiste Ouvrier* d'Allemagne (S.A.P.), le *Parti Socialiste Indépendant* de Pologne<sup>3</sup> et le *Parti Socialiste Indépendant* de Roumanie<sup>3</sup> dont la rupture était ancienne et qui gardait d'assez fortes positions.

D'autres organisations enfin, avaient rompu avec l'Internationale Communiste à gauche. Tel était le *Leninbund* de Urbahns, en Allemagne, passé sur des positions ultra-gauchistes et réduit à rien. Tel était encore le *Parti Socialiste Révolutionnaire* de Hollande (R.S.P.). Ce dernier menait une action indépendante depuis une dizaine d'années et s'était toujours situé à la gauche de l'Internationale Communiste. Son chef était Sneevliet, vieux leader communiste qui avait jadis dirigé remarquablement la lutte pour l'indépendance de l'Indonésie<sup>4</sup>. Il ne se distinguait de l'opposition communiste de gauche que par son refus de travailler dans les syndicats de masses et son souci de conserver son organisation syndicale rouge, le N.A.S.

Entre ces diverses organisations, rien de commun, sinon leur situation à l'extérieur des deux Internationales. Leur « indépendance » ne leur fournissait ni un programme commun, ni un objectif commun. Leur seule base d'accord était leur commune volonté qu'on laisse chacune d'entre elles se conduire dans son pays comme elle l'entendait et continuer sa politique propre sans qu'aucun organisme international ne vienne lui demander des comptes. C'est pourquoi elles se réunissaient de temps en temps entre elles pour se congratuler, signer en commun une vague proclamation et organiser un non moins vague « bureau » de contact.

### *La Déclaration des quatre*

Les 27 et 28 août 1933, ces diverses organisations furent convoquées à Paris, par l'ILP anglais, en vue de coordonner leur action. La Ligue Communiste Internationaliste était également invitée. Elle ne se faisait pas d'illusion sur une conférence aussi disparate. Mais elle saisit cette occasion de mener campagne pour la formation d'une IV<sup>e</sup> Internationale. Elle participa donc à la conférence. La plupart des organisations participantes ne trouvèrent pas d'autres solutions pour empêcher les trahisons de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale que de réclamer leur unification. La Ligue Communiste Internationaliste opposa à cette solution, la lutte pour créer une internationale révolutionnaire.

Trois partis participants se déclarèrent d'accord : le SAP allemand, le RSP et l'OSP de Hollande. Avec la Ligue Communiste Internationaliste, ils signèrent la *Déclaration des quatre* qui reprenait à son compte le programme essentiel de l'opposition communiste. Sur cette

base, ils décidaient de constituer une commission chargée d'élaborer un manifeste — programme de la nouvelle Internationale, ainsi que des thèses sur la stratégie, et d'organiser le travail préparatoire à la formation de la nouvelle Internationale.

### *Les sectaires lèvent les boucliers*

Si dans l'opposition de gauche internationale, l'orientation vers la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait pratiquement pas rencontré d'opposition, il n'en fut pas de même pour la déclaration des quatre. Pour un bon nombre de militants « trotskystes », construire la IV<sup>e</sup> Internationale, c'était tout simplement changer le nom de l'organisation oppositionnelle. Pour eux, il s'agissait de poursuivre l'activité de petits groupes de propagande, de continuer le travail de « délimitation » avec les autres tendances et de veiller à sa virginité politique comme à la prunelle de ses yeux. Ils ne comprenaient pas qu'un parti n'est pas une fraction. Une fraction se construit en affirmant ses divergences, en accusant ses désaccords. Un parti rassemble tous les militants d'accord sur le programme de la révolution socialiste, même s'il subsiste entre eux des désaccords sur la stratégie et la tactique.

Ils ne comprenaient pas que la vie d'une organisation révolutionnaire — comme de tout organisme vivant — est un processus permanent d'assimilation et de désassimilation. Sous le poids des mêmes événements, des couches entières de militants ouvriers font ensemble leur expérience — soit que ces militants abandonnent les partis qui les ont trahis et s'orientent vers le programme révolutionnaire, soit qu'inversement ils renoncent à l'action révolutionnaire et tombent dans le réformisme. Cette expérience n'est pas complète d'emblée. La plupart des militants déçus conservent, en effet, pendant une période des fragments de leur formation antérieure, des illusions ou des préventions tenaces. Ils se maintiennent un certain temps sur des positions politiques intermédiaires — centristes. Certains de ces courants ou de ces partis centristes y restent et élaborent une doctrine hybride pour justifier leur existence. Les autres finissent par rallier l'organisation révolutionnaire ou l'organisation réformiste, ou bien par revenir à leur point de départ.

Le « centrisme » est donc multiforme. Il revêt les aspects les plus divers, jamais identiques, différents suivant les circonstances et les pays. Le « centrisme » stalinien est d'une tout autre nature. Les partis communistes sont entièrement domestiqués par la bureaucratie russe. Après la défaite définitive de l'opposition en URSS, ils apparaissent entièrement sclérosés et incapables d'évolution.

De manière générale, les organisations centristes représentent pour le parti révolutionnaire des facteurs très différents selon qu'elles sont sclérosées, figées sur leurs positions ou en pleine évolution. Du premier type, la gauche socialiste autrichienne (l'austro-marxisme),

le parti socialiste indépendant roumain ou l'ILP anglais. Du second type l'OSP hollandais et, pendant un temps, le SAP allemand. Certaines organisations centristes évoluent de la gauche vers la droite : comme le NAP norvégien, le parti communiste indépendant suédois, le PUP français. D'autres évoluent au contraire de la droite vers la gauche : comme le SAP ou l'OSP. Il en est de même des courants qui prennent naissance dans les partis ouvriers de masse. Une organisation révolutionnaire ne peut pas se contenter de proclamer son dédain pour toutes les formations intermédiaires, et de les condamner dogmatiquement en bloc. Cela ne peut être l'attitude que de prétentieux impuissants. Le devoir des marxistes est au contraire d'aider les courants progressifs à s'orienter vers le programme révolutionnaire.

Mais les sectaires ont, sur la construction du Parti et de l'Internationale comme sur tous les problèmes, une conception statique et scolastique. En 1933, ils voyaient avec indignation Trotsky s'efforcer d'opérer un regroupement avec des formations « centristes » dont certaines — horreur ! — venaient même de la social-démocratie. Le sang de ces « puristes » ne fit qu'un tour. En dehors de la ligne droite et des abstractions virginales, ils ne connaissaient que la trahison. De Trotsky, ils avaient appris l'ABC marxiste. Trotsky maintenant utilisait l'ABC pour construire des mots et des phrases. Nos puristes, pleins de dégoût pour une telle trahison se retirèrent sur l'Avantin. Ils fondèrent une chapelle — vouée au culte de l'ABC et dont la tâche essentielle fut de maudire la « trahison trotskyste »<sup>5</sup>.

Il est du reste savoureux de constater que cette opposition sectaire dans la *Ligue Communiste Internationaliste* était animée par l'organisation archéo-marxiste grecque<sup>6</sup>. Celle-ci avait rallié l'opposition en 1930 et constituait une organisation forte d'environ 2 000 membres. Mais elle tenait avant tout à ce que le secrétariat international n'intervienne pas dans sa politique *intérieure*, notamment dans sa politique nationaliste à l'égard de la Macédoine. Les archéo-marxistes qui rompirent leurs premières lances avec le secrétariat international, au nom de la pureté bolchevique, contre les compromissions avec les centristes, finirent, quelques années après, par adhérer eux-mêmes au bureau centriste de Londres. Il n'y a pas tellement loin du sectarisme à l'opportunisme.

### *Echec relatif de la Déclaration des quatre*

La Ligue Communiste Internationaliste avait eu parfaitement raison d'aborder la construction de la IV<sup>e</sup> non comme le changement d'enseigne d'une chapelle, mais sous l'angle d'un regroupement des forces révolutionnaires évoluant vers le marxisme.

A la conférence de Paris, les « quatre » restèrent isolés, les autres organisations ne désirant ni préciser leur programme, ni s'engager

dans la voie révolutionnaire en rompant les ponts avec les réformistes et staliniens, ni surtout s'imposer un contrôle international. La plupart d'entre elles rallièrent bientôt la II<sup>e</sup> Internationale, comme le NAP norvégien, le PUP français plus tard, les maximalistes italiens (et la plupart des chefs de l'ILP), renforçant presque toujours non la gauche, mais la droite des partis sociaux-démocrates.

Les partis allemands et hollandais restèrent dans les bureaux de liaison créés entre les organisations centristes, « *pour y continuer la propagande pour la IV<sup>e</sup>* ». En fait ils échouèrent. La propagande pour la IV<sup>e</sup> ne toucha qu'une avant-garde limitée dans quelques-uns de ces partis (l'ILP par exemple).

Mais ces partis signataires de la déclaration eux-mêmes ne restèrent pas fermement sur leurs positions. Les Allemands avaient compris les premiers la nécessité d'une nouvelle internationale. Ils avaient payé chèrement la leçon. Au sein du PCA, la crise avait été violente. Maria Reese, députée communiste, avait rallié la IV<sup>e</sup>. Münzenberg lui-même avait quitté le PC et cherché un autre patron. On comprend l'évolution des militants du SAP vers la IV<sup>e</sup>. Malheureusement ils se trouvaient dans l'émigration. Fort de 30 000 membres, lors de sa fondation, leur parti en avait encore gardé plusieurs milliers en 1933, mais il avait été écrasé par la terreur nazie comme toutes les autres organisations allemandes. Bientôt il ne conserva plus en Allemagne que quelques groupes épars et isolés. Le parti ne fut plus représenté que par son émigration. Cette émigration ne ressemblait guère à celle des partis ouvriers russes d'avant 1917, liée à une organisation vivante en Russie même. L'émigration allemande — comme toute émigration des pays totalitaires — se trouvait absolument coupée de tout mouvement réel dans son pays. Par là, elle devenait incapable d'apprendre politiquement. Inévitablement ses perspectives se trouvèrent bientôt bornées aux intrigues de couloirs, aux querelles de cliques et aux combinaisons avec les partis social-démocrates des pays d'accueil. Bientôt, au lieu d'avancer vers une plus grande clarté politique, le SAP devint un adversaire hypocrite, puis un ennemi déclaré de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En Hollande, par contre, l'idée de la IV<sup>e</sup> avait remporté un succès incontestable. Les deux partis signataires s'unifièrent sous le nom de RSAP (Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire). Le RSAP devint un des éléments essentiels du comité pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Pourtant, par certains traits, il se ressentait de ses origines et de son isolement national prolongé. C'était avant tout un parti anti-stalinien, réservant l'essentiel de ses coups non à la bourgeoisie hollandaise et à ses laquais sociaux-démocrates, mais au Parti Communiste. Son « gauchisme » se manifestait encore par son refus de travailler au sein des organisations syndicales réformistes, qui représentaient les masses, par son isolement sectaire avec sa propre centrale syndicale « rouge » — le NAS — dont Sneevliet et les principaux chefs du Parti étaient fonctionnaires. De là, du reste, une déviation syndicaliste qui liait les mains au Parti dans la lutte contre la bourgeoisie :

ne fallait-il pas compter avec les allocations de l'Etat et collaborer avec lui sous peine de ne pouvoir pas supporter la concurrence avec les autres centrales ? Cette politique, à la fois opportuniste et sectaire, entraîna un échec sérieux aux élections de 1938. Sneevliet ne fut pas réélu comme député. Le secrétariat international intervint pour demander au parti d'engager une discussion sur sa ligne politique. La direction du RSAP se déroba et exclut les partisans du secrétariat : comme les centristes, les chefs du RSAP n'avaient pas envie de discuter leur politique internationalement.

Après quoi, la rupture avec la IV<sup>e</sup> étant consommée, le RSAP se joignit à son tour aux « bureaux » éphémères des centristes<sup>7</sup>. Ceux-là au moins, ne se mêlèrent pas de ses affaires pour faire triompher leur politique : ils n'en avaient pas.

L'expérience démontrait que pour construire la nouvelle internationale, on ne pouvait pas compter sur un ralliement de partis déjà constitués dans les divers pays. Il appartenait donc aux bolcheviks-léninistes de bâtir eux-mêmes des partis révolutionnaires.

### *La conférence internationale des Jeunes*

L'évolution des mouvements de jeunesse suivit à peu près celle des partis. Les Jeunesses de l'OSP et du RSP avaient convoqué en Hollande une conférence internationale des Jeunesses « indépendantes ». Elle se réunit du 24 au 26 février 1934. Elle comprenait d'une part les délégués des jeunes « trotskystes » de plusieurs pays (Jeunesses Spartakistes des Etats-Unis, Jeunesse Léniniste de France<sup>8</sup>, jeunes de Belgique, d'Allemagne, du Canada, de Suisse et des Jeunesses du RSP — fermement attachées à la IV<sup>e</sup>). Elle comprenait ensuite des adversaires déclarés de la IV<sup>e</sup>, comme un délégué complètement chauve qui représentait les « Jeunes » du NAP et du groupe norvégien MOT-DAG et (moins hostile), celui des Jeunesses Communistes Indépendants de Suède. Elle comprenait enfin, au centre, les partisans peu sûrs de la IV<sup>e</sup> : OSP et SAP.

La veille de la conférence, une réunion préparatoire rassembla les partisans résolus de la IV<sup>e</sup> qui décidèrent de poser dès le début la question de la transformation de la conférence en conférence pour l'Internationale Révolutionnaire des Jeunes.

Le lendemain les délégués partirent en autocars à Laren, près d'Amsterdam. C'est là que devait se dérouler la conférence, dans une Auberge de Jeunesse de l'OSP. Les délégués y furent reçus par la Jeune Garde hollandaise. Des représentants des deux partis hollandais souhaitèrent la bienvenue aux délégués. Après quoi, le représentant des jeunes spartakistes américains se leva et déclara : « *Je demande la parole pour un changement à l'ordre du jour.* »

A peine eut-il prononcé ces mots, qu'il y eut effectivement un changement à l'ordre du jour. Un Jeune Garde apparut, blême, à la porte et cria : « *Polizei Kontrol* ». Sur ses talons arrivèrent

les policiers hollandais. Ils étaient venus d'Amsterdam en plusieurs cars, avaient cerné la paisible auberge, revolver au poing, et avaient opéré une savante progression militaire dans le petit parc. Bientôt tous les délégués étaient fouillés et les étrangers apprenaient à connaître les prisons modèles de la démocratie hollandaise, gouvernée par le réactionnaire Collijn <sup>9</sup>. Quelques jours après, ils étaient renvoyés à la frontière tandis que quatre jeunes Allemands du SAP et de l'IKD (trotskystes) étaient livrés à Hitler <sup>10</sup>.

A peine sortis des prisons de Collijn, les délégués se réunirent à Bruxelles. Le camarade Vereeken <sup>11</sup> les fit monter dans des taxis conduits par des chauffeurs sympathisants, qui les conduisirent à travers un dédale de rues pour « dépister la police ». La conférence reprit dans de somptueux locaux officiels de la municipalité, que leurs gardiens trotskystes mettaient clandestinement à la disposition des délégués.

Sous le coup de l'émotion causée par la répression commune, l'atmosphère s'était quelque peu détendue. Seul le délégué du NAP se prononça contre la nouvelle Internationale des Jeunes. Les autres constatèrent sa nécessité, définirent ses principes comme devant être ceux de Liebknecht et de Lénine, acceptèrent de constituer un bureau chargé de préparer son congrès constitutif et d'organiser la discussion sur le programme de toutes les organisations. La conférence repoussa une proposition du SJV (jeunes du SAP) qui demandait de constituer, à côté, un bureau de liaison centriste des jeunes, semblable au bureau de Londres des adultes. Par contre, la gauche fit aussi des concessions. Elle accepta un bureau où le SAP et les Suédois seraient en majorité contre le délégué communiste internationaliste — et qui siègerait à Stockholm. Elle espérait influencer directement la Jeunesse suédoise. En réalité, c'est le contraire qui se produisit. Le bureau de Stockholm fut paralysé par l'inertie des Suédois et aussi des SAPistes de plus en plus orientés à droite. Les décisions politiques furent vite oubliées. L'Internationale des Jeunes ne tracerait pas la voie à la IV<sup>e</sup> Internationale.

## LE 6 FEVRIER 1934 EN FRANCE

### *Vers un parti indépendant*

Nous avons vu que, dans la Ligue Communiste, l'orientation vers la construction d'un nouveau parti révolutionnaire n'avait rencontré aucune opposition. Mais un parti, ce n'est pas seulement un programme, des mots d'ordre, une politique. C'est un organisme vivant capable d'agir effectivement dans la lutte des classes, de marquer de son empreinte le cours de l'histoire : le Parti révolutionnaire n'aspire rien moins qu'à prendre le pouvoir ou plutôt à guider

les masses prolétariennes vers la prise révolutionnaire du pouvoir dans la présente période de l'histoire. Pour cela, il lui faut la confiance de la classe ouvrière. La Ligue en était totalement ignorée. Il faut des cadres capables de se lier aux masses : ceux de la Ligue en étaient coupés depuis trop longtemps et leur force était essentiellement théorique. Il faut une base suffisante d'effectifs pour pouvoir faire passer sa politique dans les faits. La Ligue comptait 150 membres.

Pour certains, cela était secondaire. Ce qui leur importait, c'était d'adopter une position théorique qui mît leur conscience en repos, rompre avec la III<sup>e</sup> Internationale réglait la question.

### *Un groupe sectaire*

Tel fut le cas de l'opposition sectaire qui, à l'initiative des archéo-marxistes grecs se dessina, dans la Ligue Communiste. Elle comptait comme du gros de la classe ouvrière<sup>12</sup>. Hostiles à la direction de la ouvrière, aptes à la critique, mais répugnant à l'action, préoccupés de résoudre moins la crise de l'humanité que leur crise personnelle. Elle regroupait aussi un certain nombre de militants guidés avant tout par des inimitiés personnelles, puis des militants ouvriers du groupe juif, isolés dans leur milieu et séparés de l'organisation comme du gros de la classe ouvrière<sup>12</sup>. Hostiles à la direction de la Ligue et à sa politique internationale, ils entendaient agir de manière autonome et refuser d'obéir à la direction. C'était la négation du centralisme démocratique.

L'absence de discipline n'est pas grave pour un groupe de pure propagande. Elle est intolérable pour un parti qui veut agir. La Ligue avait déjà repoussé une proposition faite par Treint de se transformer en fédération de fractions, dotée d'un journal où chacune de ces fractions aurait sa tribune. Treint était parti faire ailleurs l'expérience de ses conceptions d'organisation. En 1933, devant la perspective de construire un nouveau parti, la Ligue se refusa d'autant plus à dissoudre sa discipline. Ceux qui violèrent la discipline furent exclus.

Les opposants démissionnèrent en bloc. Eux aussi montrèrent où menaient leurs conceptions d'organisation. Ils entraînaient la moitié des militants de la région parisienne, c'est-à-dire la moitié des forces vives de la Ligue. Appuyés par l'organisation archéo-marxiste, ils avaient fondé *l'Union Communiste* et lancé un journal « *l'Internationale* ». Mais leur activité se borna à critiquer dans leur journal et leurs publications intérieures l'action de la Ligue et du secrétariat international. Au travers de multiples scissions, unifications et réunifications, ils s'acheminèrent vers leur complète disparition<sup>13</sup>.

Ce scissionisme chronique est une caractéristique des organisations infantiles, qui ne sont pas encore parvenues à prendre conscience de

leurs responsabilités à l'égard de la classe ouvrière, et qui en sont restées au stade des équipes journalistiques changeantes.

Qu'on ne s'imagine pas que nous ayons parlé longuement de l'Union Communiste en fonction de son importance « historique ». De tels groupements ne jouent pas le moindre rôle dans les événements. Mais l'Union Communiste est le type même des excroissances sectaires qui prolifèrent, éphémères, autour du parti révolutionnaire, dont elles représentent la caricature. Intéressés uniquement à transformer en dogme l'action révolutionnaire du passé, confinés dans une critique négative, incapables de passer à l'action, ces regroupements sectaires jouent un rôle de parasites dans le mouvement ouvrier. Quand ils sévissent à l'intérieur même des organisations vivantes, ils constituent pour elles un véritable agent d'asphyxie.

Les militants de la Ligue Communiste entendaient suivre une voie opposée. Construire un parti révolutionnaire signifiait pour eux participer aux luttes de la classe ouvrière, vivre son expérience, aider l'évolution de l'avant-garde vers les solutions révolutionnaires. Et d'abord engager le combat aux côtés de *l'ensemble* de la classe ouvrière pour faire barrage à la vague fasciste. C'était sans doute moins facile que de jouer au gardien de la flamme. Au travers de l'action, les faux pas étaient inévitables. Mais c'était le seul moyen de forger, peut-être, un jour, un vrai parti communiste.

### *Les ouvriers de Vienne se défendent*

A travers le monde, la classe ouvrière continuait à se battre sur la défensive. Elle venait de connaître en Autriche une nouvelle défaite. Une dure leçon, mais riche d'enseignements.

Le prolétariat autrichien était pratiquement unifié derrière la social-démocratie. Le Parti Communiste était presque inexistant (quelques centaines de membres) et politiquement paralysé par sa théorie du social-fascisme — que la catastrophe allemande ne lui avait pas fait abandonner.

Le Parti Socialiste comptait 650 000 adhérents, et représentait aux élections 43 % de la population. Il détenait la majorité dans les grands centres et, avec 600 000 syndiqués, des positions clés dans l'industrie. Il avait organisé une formation militaire remarquablement armée et disciplinée : le Schutzbund. A Vienne, il occupait depuis de longues années la municipalité. Il l'avait dotée d'une législation sociale modèle, de quartiers d'habitation qui faisaient l'orgueil de la social-démocratie du monde entier.

De plus, le Parti Socialiste Autrichien était le plus à gauche de la II<sup>e</sup> Internationale. Sa doctrine propre « l'austro-marxisme », combinaison d'idéalisme et de psychanalyse avec le matérialisme marxiste, était la plus conséquente des révisions opportunistes du marxisme. Très radicale en parole, mais réformiste dans les actes, il avait laissé debout le capitalisme alors qu'il avait amplement la force de le jeter

bas, se contentant d'obtenir de lui les réformes les plus audacieuses. Il prétendait pénétrer pacifiquement l'Etat bourgeois, en occuper les points stratégiques, réduire ainsi la révolution à une opération sans douleur qui se réaliserait lorsque les élections leur donnerait 51 % des voix<sup>14</sup>.

La réalité se chargea une fois de plus de balayer ces utopies. En effet, les conquêtes réformistes des ouvriers autrichiens s'accompagnaient d'une crise économique de plus en plus violente en Autriche. Le régime capitaliste y voyait éclater ses contradictions plus encore que dans les pays voisins. Le traité de Versailles avait fait de l'Autriche un monstre, avec six millions et demi d'habitants, et une capitale de plus de deux millions. Tarissant les crédits étrangers, fermant les frontières douanières, la crise économique mondiale y déclencha une catastrophe économique plus violente que partout ailleurs. Le problème du régime se trouvait posé dans toute son acuité : socialisme ou fascisme.

Mais le Parti Socialiste essayait d'éviter l'affrontement. Il renonçait à toute action propre du prolétariat. Au contraire, stimulée par la victoire de Hitler, la réaction passait à l'offensive. Le chancelier Dollfuss prit le pouvoir. Systématiquement il enleva aux ouvriers leurs conquêtes. Les socialistes de gauche se bornaient à des parades et à des menaces : « cette fois-ci nous nous laissons faire : mais la prochaine fois... » Dollfuss méprisait ces rododromes : il savait que les chefs socialistes ne voulaient pas avoir recours à l'action ouvrière et capituler.

Aussi avançait-il audacieusement dans la voie de la dictature. Le 7 mars 1933, il avait fait dissoudre le Parlement : le Parti Socialiste n'avait pas bougé. Le 30 janvier 1934, il fit occuper par ses troupes (les Heimwehr), les points stratégiques d'Innsbruck, et il prononça la dissolution du Parti Socialiste : le Parti Socialiste ne bougea pas. Chacun sentait que la phase finale approchait et que le chancelier allait s'attaquer à Vienne. Le Parti Socialiste allait-il bouger ? Pas davantage.

Toutefois, le 11 février, quelques chefs du Schutzbund décident de passer outre à l'inaction et de riposter à la prochaine attaque.

Le 12 février, Dollfuss fait attaquer les locaux socialistes de Linz. A cette nouvelle, les ouvriers de la centrale électrique de Vienne se mettent en grève. Ils entraînent les ouvriers des autres corporations. La grève est spontanée. Les ouvriers ne disposent d'aucune directive pour une contre-offensive. Ils se contentent de résister chez eux, dans leurs maisons ouvrières-modèles. Ils s'y battent avec l'énergie du désespoir. Pendant plusieurs jours, ils se défendent héroïquement sous la direction d'une fraction des chefs du Schutzbund. Dollfuss doit faire donner l'artillerie contre le Karl Marx-Hof (un des bâtiments ouvriers). Mais une telle résistance est sans perspective et sans issue. Dollfuss finit par triompher. La répression cléricale est féroce. Une fois de plus les ouvriers sont écrasés. Mais cette fois, ils ne se sont pas laissés écraser sans combat, comme en

Allemagne. Les combattants du Karl Marx-Hof ont laissé en Autriche une tradition de lutte. Jamais le prolétariat n'y sera démoralisé comme en Allemagne, même lorsqu'Hitler aura occupé le pays. Ils ont en même temps adressé au prolétariat des autres pays un message de combat et d'espoir : il est possible de résister à la vague de la réaction et du fascisme.

### *La réaction en France*

Au moment même où le prolétariat autrichien se battait contre la Heimwehr et la police de Dollfuss, le prolétariat français avait à se défendre contre une attaque avancée de la réaction.

La crise économique avait atteint la France vers 1932. Les contradictions sociales prirent bientôt une acuité nouvelle. Le patronat, soucieux de défendre ses dividendes, passa à l'offensive contre les salaires : il s'efforça d'introduire des méthodes de rationalisation plus poussées. De là, les grèves défensives de l'année 1933, les lock-out patronaux, des luttes dures contre un patronat décidé et cohérent.

Aux soupes populaires, aux bureaux de chômage, on voyait s'allonger les foules grises des sans-travail, concurrence menaçant tous les travailleurs en grève.

Par ailleurs, la misère frappait des couches nouvelles : travailleurs en faux-col, petits commerçants en faillite. Dans le silence des organisations ouvrières, ces derniers, loin de comprendre la cause réelle de leur malheur, prêtaient une oreille complaisante à la propagande fasciste qui en faisait retomber la responsabilité sur les étrangers, les juifs et la démocratie.

Cette propagande fasciste avait d'autant plus l'occasion de se donner libre cours que, sous le contre-coup de la crise, les scandales financiers se succédaient. Les fascistes savaient garder un silence discret sur le scandale de la banque Oustric qui avait largement éclaboussé le réactionnaire Tardieu. Ils feignaient de ne voir que les scandales qui couvraient de boue le clan « démocratique », particulièrement le scandale du banquier Stavisky, entremetteur des radicaux Bonnet, Dalimier et Cie, et bailleur de fonds du parti radical.

Au nom de l'honnêteté et de la « propreté », les bandes réactionnaires et fascistes s'agitaient. Il s'agissait encore de groupements hétérogènes et indécis : réactionnaires des « Jeunesses Patriotes », muscadins de la royaliste « Action française », formations fascistes encore squelettiques telles que la « Solidarité française » et les « Francistes » ; enfin les « Croix-de-Feu » du colonel de La Rocque, masse confuse groupant les ratapoils chauvins et des jeunes fascistes chauffés à blanc. Ces groupements manifestaient tous les jours, tenant le pavé, même dans les quartiers prolétariens de Paris comme Ménilmontant.

*La Vérité* expliquait que les scandales mettaient à nu toute la pourriture du capitalisme. Elle appelait à la riposte ouvrière, au front unique et à l'organisation de la défense populaire :

« Ça ne doit pas se passer comme en Allemagne !

« Dans les derniers jours du ministère Chautemps, beaucoup d'agitation à Paris. Avec plus d'aplomb et d'assurance que jamais, la réaction dresse la tête et manifeste.

« Les bandes réactionnaires se font la main ; elles en imposent à la masse petite-bourgeoise indignée du flot de scandales. Demain elles seront encore plus audacieuses et tenteront de donner des leçons aux ouvriers.

« Que font les partis ouvriers ? Que font les syndicats , Où sont-ils ? Leur silence oriente les hésitants vers l'autre camp. Leur inaction prépare le déroulement au ralenti du film allemand. Chaque travailleur le ressent instinctivement.

« Cela ne doit pas continuer sur cette voie. Cela ne doit pas se passer comme en Allemagne !

« Il faut que toutes les organisations de la classe ouvrière, intéressées à la lutte contre le danger fasciste, s'entendent pour alerter en commun le prolétariat dans de vastes démonstrations antifascistes, pour impulser l'organisation de la défense ouvrière.

« Travailleur communiste, dans ta cellule et ton rayon, travailleur socialiste dans ta section, syndiqué ou confédéré dans ton syndicat, pousse ton organisation à agir dans cette voie.

« Ou l'on s'entendra pour la défense, sinon cela sera comme en Allemagne, la défaite sans combat.

« Le besoin de groupes de défense, chacun l'éprouve, "*l'Humanité*" appelle à la défense de ses locaux. Dans "*le Populaire*", le problème est aussi agité. Il faut que la question passe dans le domaine des réalisations, il faut que les diverses milices s'entendent pour concerter leur action contre la réaction montante.

« Non, cela ne doit pas se passer comme en Allemagne ! »

(2 février 1934).

### *Le 6 février et les partis ouvriers*

Au début de février, tandis que les manifestations continuent et s'amplifient, on sent monter l'orage. La grande presse dite « d'information » entretient de plus en plus un climat de coup d'Etat. Le préfet de police fasciste de Paris, Chiappe, encourage ouvertement l'émeute. Le gouvernement Daladier qui a succédé à Chautemps limoge Chiappe. Mais ce limogeage même fait redoubler l'agitation. Le 5 février, l'Union Nationale des Combattants (réactionnaire) fait annoncer une manifestation sur les Champs-Élysées avec comme mot d'ordre « *A bas les voleurs !* ». Les organisations de combat, réactionnaires et fascistes, en profitent pour essayer de canaliser cette masse vers des objectifs insurrectionnels. Elles passent à l'attaque, renversent et incendient les autobus, exigeant à grand cris la démission du gouvernement, assaillant la police sur la place de la Concorde.

Les policiers protègent le Parlement. Un moment ils se trouvent débordés. Un groupe d'une centaine de « Jeunes Patriotes » parvient même jusqu'aux grilles du Palais Bourbon. La police se décide alors à tirer et couche un certain nombre de manifestants sur le pavé. Les bagarres durent une bonne partie de la nuit.

Quelle est la réaction des organisations ouvrières devant le coup de force fasciste ? Le Parti Communiste ne voit dans les démocrates (y compris les socialistes) et dans les fascistes que deux formes du même fascisme. Comment aurait-il pu comprendre la guerre civile qui s'ébauchait entre eux ? Il pense seulement à utiliser la situation trouble pour faire le maximum d'agitation. Le 6 février « *l'Humanité* » publie elle aussi en gros : « MANIFESTEZ » comme les journaux fascistes. Elle ajoute seulement, en petits caractères : « *dans les usines, sur les chantiers, dans les gares* ». Elle précise qu'il faut manifester « *en déposant un cahier de revendications* » (!)... et « *contre la social-démocratie* ».

L'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), filiale du Parti Communiste, donne la consigne de manifester au même endroit que l'Union Nationale des Combattants et avec des mots d'ordre analogues. Aussi voit-on les communistes mêlés aux fascistes. Certains groupes chantent l'Internationale face à la Marseillaise des fascistes et opposent courageusement aux mots d'ordre réactionnaires, leurs cris « *les soviets partout* » (du reste singulièrement déplacés !). Mais d'autres ne se différencient guère des autres manifestants.

Au lendemain de la velléité de résistance des « démocrates » aux fascistes, le 7 février, *l'Humanité* stigmatise « *le gouvernement des fusillards* », reprochant à Daladier d'avoir fait tirer sur les manifestants (c'est-à-dire sur les fascistes) et prenant la défense de ces derniers. Cette attitude devait par la suite être condamnée par la direction du Parti Communiste.

Dans l'« *Internationale Communiste* » (n° 5) du 5 mai 1934, page 301, G. Monmousseau en fait justice :

« *Dans les mots d'ordre et dans les commentaires qui ont accompagné les fusillades du 6 février on a assimilé le gouvernement Daladier à un gouvernement d'assassins parce que les gardes républicains avaient fusillé des fascistes... Il est clair qu'en l'occurrence, la position de notre parti n'était pas juste et qu'il fallait attaquer le gouvernement Daladier parce qu'il n'avait pas suffisamment fait donner sa police contre les fascistes.* »

On appréciera du reste la délicatesse de Monmousseau : la défense des fascistes n'était pas une « position juste ». Au moment décisif, les dirigeants staliniens, désorientés par la théorie du social-fascisme, se rangent du côté des pires ennemis de la classe ouvrière. C'est assez juger leur désarroi.

De leur côté, les socialistes sont atterrés. Hâtivement ils organisent la défense de leurs locaux.

Pour le reste, ils soutiennent au Parlement le ministre Daladier en donnant à leur vote « *un sens de combat* ». Ils se réfugient derrière le rempart des démocrates radicaux pour faire obstacle au fascisme. Le lendemain le « rempart » s'écroule et Daladier donne sa démission ainsi que le réclamaient la veille les manifestants et, à leur suite, le Parlement effrayé. Son énergie antifasciste avait duré douze heures.

### *La Ligue Communiste Internationaliste à l'action*

Quant à la Ligue Communiste, elle trouve au contraire dans les événements une vérification éclatante de ses prévisions. Depuis plusieurs semaines ses militants et son organisation de jeunes, la « *Jeunesse Léniniste* », appellent les travailleurs à riposter aux mobilisations fascistes. Le 6 février, tous sont mobilisés pour distribuer un tract :

« Travailleurs ! La réaction descend aujourd'hui dans la rue. Elle veut devenir maîtresse de Paris. Elle se prépare au coup d'Etat pour abolir toutes les conquêtes arrachées par la lutte ouvrière. Elle veut nous réduire au sort des ouvriers allemands.

« Pour écraser la vermine réactionnaire, pour barrer la route au fascisme, il faut que se constitue sans délai l'ALLIANCE OUVRIÈRE de toutes les organisations ouvrières (partis, syndicats, etc.), qui, pour entraîner tous les travailleurs, sans distinction de nationalité contre le danger commun, S'ENTENDRONT pour défendre leurs assemblées, leurs locaux, leurs journaux, leurs militants, les exploités étrangers, contre les bandes xénophobes, pour créer des milices OUVRIÈRES et coordonner leur action.

« A bas la réaction et le fascisme !

« Vive l'alliance ouvrière !

« Vivent les Milices Ouvrières.

La Commission Exécutive de la Ligue Communiste. »

Pendant ces journées tragiques, les « trotskystes » se démènent en diable. Ils sont une poignée, mais mobilisés en permanence et qui se multiplient. Ils sortent « *la Vérité* » en édition spéciale, tirée à 10 000 exemplaires. Elle s'intitule pompeusement quotidienne, mais elle ne parvient à paraître que trois fois, les 8, 10, 11 février — la parution normale reprenant le 16. C'est une pauvre feuille hâtive, pleine de coquilles, de « mastics » et d'errata ; écrite en un français approximatif par des rédacteurs harrassés parce qu'en même temps ils vendent le journal et se battent contre les fascistes.

L'édition spéciale du 8 février publie une déclaration de la Commission exécutive de la Ligue :

« AUX TRAVAILLEURS !

« Camarades,

« Hier 6 février la réaction a déferlé sur Paris ; ses troupes de choc (Action Française, Croix de Feu, Jeunesses Patriotes, etc.) « s'étaient même organisées pour opérer un coup d'Etat. Son but : « détruire les libertés conquises par les travailleurs, imposer un « régime dictatorial au peuple.

« La vague d'hier n'a pas atteint son objectif. Mais le danger a « grandi car la journée ne constitue qu'une étape. Déjà, exploitant « le sang versé, la réaction se prépare pour des assauts de plus grande « envergure et plus résolus.

« Le gouvernement n'a réussi hier qu'à grand-peine à contenir la « vague réactionnaire. **MALHEUR AUX TRAVAILLEURS QUI LUI « FERAIENT CONFIANCE POUR LA DEFENSE DE LEURS « DROITS ET DE LEUR VIE.** Dans les rouages essentiels de l'Etat « (armée, police, magistrature) foisonnent les éléments réactionnaires « qui n'attendent le moment propice que pour servir ouvertement les « initiateurs d'un coup d'Etat. Chiappe, Weygand ne font que les « personifier, les symboliser.

« Pour arrêter la montée réactionnaire, pour briser les reins au « bonapartisme et au fascisme menaçants, il n'y a qu'une force réelle : « **L'ACTION DE LA CLASSE OUVRIERE ET DU PEUPLE TOUT « ENTIER.**

« Travailleurs,

« La réaction n'a pu tenter son opération que parce que les organi- « sations ouvrières (partis, syndicats) ne se sont pas entendues pour « agir en commun et ne vous ont pratiquement donné aucune direc- « tive pour dresser le bloc compact des masses laborieuses contre le « danger mortel qui vous menace. **CONTINUER DANS CETTE « VOIE, C'EST ALLER A LA DEFAITE, A L'ECRASEMENT, « COMME EN ALLEMAGNE.**

« Il n'est pas un communiste, pas un socialiste, pas un travailleur, « organisé ou non, qui se résignera à cela. Il faut briser impitoyable- « ment tous les obstacles à l'action commune des organisations ou- « vrières et de tous les travailleurs.

« Aux forces organisées de la réaction, il faut opposer l'**ALLIANCE « OUVRIERE.**

« A leurs troupes, il faut opposer les **MILICES OUVRIERES.**

« **POUR IMPOSER LA DISSOLUTION DES ORGANISATIONS « REACTIONNAIRES, POUR IMPOSER L'EPURATION DE L'AR- « MEE, DE LA POLICE, DE LA MAGISTRATURE, DE TOUS « LES AGENTS DE LA REACTION.**

« **POUR ASSURER LA DEFENSE DES CONQUETES DES « TRAVAILLEURS ET LES LIBERTES DU PEUPLE, DES « EXPLOITES ETRANGERS CONTRE LES BANDES XENOPHO- « BES ET ANTISEMITES,** nous proposons aux directions de toutes « les organisations ouvrières et antifascistes de se réunir immédia-

« tement pour réaliser l'ALLIANCE OUVRIERE et mettre en œuvre  
« tous les moyens d'écraser les fascistes.

« Travailleurs communistes, socialistes, syndiqués de toutes ten-  
« dances, il n'y a pas une minute à perdre. Dans chacune de vos  
« assemblées, exigez une réponse à notre proposition, imposez  
« l'ALLIANCE OUVRIERE à vos organisations. Ne pas le faire,  
« ce serait trahir votre classe et le peuple tout entier.

« *Alliance ouvrière ! préparation de la grève générale* » réclame la manchette. Tandis que *la Vérité* mène campagne pour l'unité d'action et la contre-offensive ouvrière, la Ligue Communiste multiplie les démarches auprès du Parti Socialiste, du Parti Communiste et de la CGTU. Leurs délégués réclament l'unité d'action ouvrière, proposent de déclencher la grève générale, suggérant une contre-manifestation populaire de masse. Au Parti Socialiste, où règne le désordre et l'angoisse, ils sont accueillis favorablement. Chez les Autonomes, ils rencontrent un plein accord. Au siège du Parti Communiste et de la CGTU, ils sont éconduits. Quant à la CGT, elle discute interminablement, tiraillée entre son aile droite (Jouhaux et Cie) qui ne veut pas « d'aventure » et son aile gauche (Mathé et d'autres) qui demandent l'action.

En même temps, les « trotskystes » multiplient les démarches à la base pour mettre en œuvre l'unité d'action. Le 9 février, un meeting se tient dans le XV<sup>e</sup>, organisé par la section socialiste et la Ligue : les deux cents travailleurs présents adoptent, à l'unanimité, la résolution suivante :

« Les travailleurs, réunis à l'appel de la Ligue Communiste et du  
« Parti Socialiste, après avoir entendu les camarades Frank et Gérard,  
« de la Ligue Communiste, Marceau Pivert, du Parti Socialiste et  
« le camarade Craipeau, des Jeunesses Léninistes,

« Considèrent que l'instauration d'un gouvernement réactionnaire  
« et la menace fasciste exigent que les organisations ouvrières se  
« concentrent et constituent une vaste ALLIANCE OUVRIERE,  
« pour organiser la résistance au fascisme.

« Chaque organisation conservant ses propres points de vue doit  
« collaborer à l'action commune, faire le maximum pour rendre la  
« grève générale effective.

« L'assemblée désigne un Comité d'initiative du XV<sup>e</sup> arrondis-  
« sement comprenant les délégués de toutes les organisations ouvriè-  
« res y adhérant chargé de lier l'action des organisations ouvrières  
« du XV<sup>e</sup>. »

L'exemple du XV<sup>e</sup> est aussitôt suivi dans le XIX<sup>e</sup> et dans le XX<sup>e</sup>. Dans le IV<sup>e</sup>, toutes les organisations sont représentées. Partout sont votées des résolutions en faveur de l'unité d'action et de la grève générale.

Partout où il existe un noyau de la Ligue, voire un militant isolé, on voit surgir des comités d'alliance ouvrière, comme à Sures-

nes, Boulogne, Corbœil, qui groupent des *organisations* décidées à la lutte. En province, les trotskystes sont au premier rang des manifestations de rue. La puissance de leurs mots d'ordre est telle qu'ils sont acclamés au meeting du Parti Socialiste à Wagram et que leur orateur peut parler pour la première fois — pendant dix minutes — le 19 février, au grand meeting communiste de Bullier.

Il serait bien entendu puéril d'exagérer le rôle de la Ligue dans les événements. Elle n'était connue que d'une étroite avant-garde. Ses mots d'ordre ne pouvaient toucher que quelques milliers de militants. S'ils se trouvaient passer dans la vie, c'était évidemment dû, avant tout, à la pression grandiose des événements, à la volonté confuse des masses qui s'exerçait sur les directions des grandes organisations ouvrières. Pourtant, le rôle des trotskystes était loin d'être nul. Ils agissaient en tant que catalyseurs. Ils avaient grandement contribué à rendre les masses conscientes de leur angoisse et de leurs aspirations confuses. Ils avaient tracé la route du salut. C'est par eux que les milliers de militants communistes et socialistes avaient été politiquement armés — souvent par une voie détournée.

### *Le front unique se réalisera-t-il ?*

Qu'on n'aille pas croire que l'idée de l'entente entre les partis ouvriers ou les centrales syndicales était déjà admise. La tactique du Parti Communiste reste encore celle que Maurice Thorez définissait ainsi au comité central de février 1933 :

« Notre tactique de front unique suppose : 1) l'action ; 2) la démocratie prolétarienne dans la lutte ; 3) la direction du Parti Communiste ; 4) l'attaque contre la social-démocratie (etc.). Cela veut dire : « pas de partage dans la direction entre nous et le Parti Socialiste. « Notre tactique veut dire enfin : jamais d'entente au sommet » (*l'Humanité* du 18 février 33).

En janvier 1934, la résolution du comité central répète :

« Le Comité Central repousse résolument toute conception tendant « à faire, à l'heure actuelle, des propositions de front unique à la « direction du Parti SFIO. »

L'attaque fasciste n'y change rien les premiers jours. Le 7 février, *l'Humanité* écrit :

« Fascistes, gouvernants de la "démocratie" en voie de fascisation rapide, manœuvres... du Parti Socialiste à son service, vont « se multiplier.

« Les ouvriers... n'entendent pas subir la dictature de la trique « et de la mitrailleuse (de Daladier... contre les fascistes...).

« Contre le fascisme, contre la fascisation de l'état démocratique,

« contre les manœuvres traîtresses du Parti Socialiste et de la CGT, « il faut passer à l'action ! »

Le lendemain, *l'Humanité* continue à appeler à l'action... contre les socialistes et la CGT aussi bien que contre les fascistes.

Toutefois, dans le Parti Communiste, une forte tendance se dessine en faveur du front unique. On sait confusément que Doriot, Renaud Jean et d'autres encore se sont prononcés pour le front unique avec les socialistes. Faisant allusion à leurs positions, Maurice Thorez dénonce la « *déviations trotskyste* » de certains dirigeants du Parti. Dans le Nord, il n'obtient qu'une faible majorité pour le front unique « *à la base* », c'est-à-dire *contre* le front unique.

Chez les socialistes, seule, désormais, l'extrême-droite (les néo-socialistes) se prononce délibérément contre le front unique. Il s'agit de l'aile réactionnaire qui s'oriente vers la rupture avec la SFIO parce qu'elle la trouve trop à gauche. Ils ont pour chef des gens comme Déat, Ramadier, Marquet et Renaudel dont un bon nombre se retrouveront plus tard aux côtés de Hitler et Pétain.

Les autres n'osent plus s'opposer au courant pour l'unité d'action.

Effrayé de sa propre audace, Daladier a capitulé. Les radicaux viennent d'associer leurs votes à ceux de la réaction pour constituer un « *gouvernement de trêve* ». Et le chef de ce gouvernement est un vieillard réactionnaire, Doumergue, qui s'appuie sur toute la droite avec ses Pétain et ses de La Rocque. Ainsi les socialistes voient s'effondrer leur espoir dans leur allié « *démocrate* » et le recours parlementaire. Ils doivent se résigner à l'action des masses. D'autre part, les chefs sont poussés par la base. Plusieurs sections de la Seine, nous l'avons vu, mènent campagne avec les trotskystes pour le front unique. La Seine-et-Oise envoie à la direction du Parti une résolution vigoureuse. Dans ces conditions, on assiste à ce paradoxe : c'est la direction du Parti Socialiste qui fait aux communistes des propositions d'unité d'action et déclare : « Le Parti Socialiste est prêt à s'entendre pour une action commune avec toutes les organisations prolétariennes résolues à barrer la route, par tous les moyens, au coup de force que veulent tenter les partis de droite. »

Le Parti Communiste refuse : on ne fait pas l'unité d'action avec les chefs social-fascistes. Il offre aux socialistes... *d'adhérer* à leurs comités contre le fascisme et la guerre. « *Un comité contre le fascisme et la guerre est constitué en France depuis 1933... Il est urgent d'y adhérer en masse...* »

### *Les journées des 9 et 12 février*

Les socialistes proposent une manifestation commune le 10. Les communistes en organisent une, seuls, pour le 9, place de la République. Ils en informent les socialistes qui refusent de s'associer à

cette démonstration, organisée sans eux. Malgré l'interdiction du gouvernement Doumergue, plusieurs milliers d'ouvriers répondent à l'appel du Parti Communiste. La police occupe la place de la République. Elle matraque et mitraille les manifestants. De violentes bagarres ont lieu à la gare de l'Est et à la République, dans les petites rues du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> où se dressent des barricades. Ironie du sort : à la tête des manifestants antifascistes de 1934, qui entrent en conflit avec la police près de la gare de l'Est, se trouve celui qui sera, deux ans plus tard, à la tête des bandes fascistes : Jacques Doriot. C'est lui qui mène les gars de Saint-Denis. Les bagarres se prolongent pendant quatre heures. Elles témoignent de la combativité de l'avant-garde. Mais, place de la République, il n'y a qu'une avant-garde, et il ne suffit pas d'une avant-garde pour faire reculer le fascisme.

Les trotskystes se battaient aussi place de la République, mais ils appelaient les travailleurs à une action coordonnée et massive. La CGT venait de décréter une grève générale de protestation et une manifestation pour le lundi 12 sur le cours de Vincennes (heureusement le rythme des événements laissait du répit !). Le Parti Socialiste et les autonomes avaient donné leur accord. La CGTU s'y était finalement ralliée. Le Parti Communiste aussi. Cette fois la pression des masses était telle que le gouvernement n'osa pas interdire la manifestation. Les nuées sombres de ses policiers se contentaient de se tenir partout aux alentours, prêts à intervenir. C'est que la grève était générale. Devant l'immense force ouvrière, la réaction pouvait mesurer la faiblesse de ses bandes et de ses prétoriens. Elle n'osait plus s'opposer de front à la classe ouvrière.

Sur le cours de Vincennes, 150 000 travailleurs étaient réunis. Deux cortèges d'abord, qui bientôt se fondent en un seul, animé d'un immense espoir.

Paris n'est pas seul à bouger. A Marseille, 100 000 manifestants : pendant plusieurs heures, la foule se bat et dresse des barricades contre la police. Dans toute la France, la classe ouvrière fait grève et manifeste sa puissance. Cette fois, les fascistes ont trouvé à qui parler. Certes, le front de la classe ouvrière est encore bien faible. Aucun mot d'ordre d'action n'est lancé par les directions ouvrières, à la manifestation du 12 février.

Manifestations et même grève générale ne peuvent suffire par elles-mêmes à briser les reins du fascisme. *La Vérité* explique que la grève générale n'est pas « la panacée qui débarrassera la classe ouvrière du danger réactionnaire », qu'elle ne peut être « qu'une étape dans le développement de la lutte ouvrière ». Elle pose le problème du pouvoir.

Il ne suffit pas de crier « les soviets partout ! ». Il faut ouvrir la voie aux soviets, pratiquement. C'est la seule manière d'en finir définitivement avec la réaction.

Tel est le sens du tract que les « trotskystes » distribuent à 50 000 exemplaires, lors de la manifestation du cours de Vincennes.

« Travailleurs,

« Après la grève générale, la lutte antifasciste doit s'amplifier, s'organiser.

« A l'exemple du XV<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup>, XX<sup>e</sup> nous proposons :

« Constituer dans chaque arrondissement, dans chaque commune, des comités de l'alliance ouvrière, rassemblant toutes les organisations ouvrières, élargissant la défense ouvrière par les milices ouvrières, préparant la convocation d'un vaste congrès ouvrier, de toute la classe ouvrière pour :

« Face au Conseil Municipal, créer la Commune Ouvrière !

« Face au Parlement Bourgeois, créer le Parlement Ouvrier !

« Démocratie ouvrière ! Rassemblement ! Action ! »

Heureusement, si les masses travailleuses n'ont à leur tête aucune direction décidée, les fascistes, eux-mêmes, indécis et divisés, n'osent pas pousser plus loin leur attaque de front. Ils vont se contenter d'une réaction parlementaire. Doumergue va s'efforcer de maintenir l'équilibre entre les deux camps, en attendant que, comme en Allemagne ou en Autriche, la classe ouvrière soit démoralisée par des reculs successifs et que les bandes fascistes puissent faire irruption. Ces dernières vont s'efforcer de se renforcer pour une nouvelle étape.

Mais la classe ouvrière est forte de sa première victoire et de son unité de front retrouvée. Les fascistes ne passeront pas en France comme en Allemagne ou en Autriche.

## LE FRONT UNIQUE SE REALISE

En février 1934, le fascisme avait été stoppé. Pour l'écraser, il fallait poursuivre, jusqu'à sa destruction, l'unité d'action des organisations ouvrières. Pour que sa destruction soit définitive, il fallait abattre le régime capitaliste qui engendre la dictature comme la guerre. Cela exigeait un parti prolétarien conséquent, qui sache rompre avec l'ensemble de la bourgeoisie et ouvrir la voie à la révolution socialiste.

### *Le film du développement fasciste*

En l'absence d'un tel parti, nous verrons le fascisme, battu sur le simple plan parlementaire en 1936, prendre quelques années plus tard une sanglante revanche.

Il est intéressant de voir dès maintenant, comment se déroulera le film tragique des événements, en l'absence d'un parti révolutionnaire conséquent.

1. De février à juillet : le maintien du front unique est sans cesse remis en question.

2. En juillet 1934, le Parti Communiste opère un tournant radical : non seulement vers le front unique, mais aussi vers l'abandon de ce qui le différencie du réformisme.

3. Cette évolution s'accélère en 1935, après le pacte Laval-Staline : le Parti Communiste devient ouvertement social-patriote et lance l'idée du « *Front Populaire* » avec les radicaux.

4. En juin 1936, le front populaire est au pouvoir : socialistes et communistes stoppent les gigantesques grèves ouvrières, sauvent la bourgeoisie de la révolution et réalisent l'union sacrée sous prétexte de lutte contre le fascisme... allemand, tandis que contre le fascisme français, ils se contentent de mesures dérisoires. La politique de non-intervention en Espagne du gouvernement Blum laisse libre cours à l'intervention active des fascistes allemands et italiens.

5. Cette politique mène à la défaite ouvrière de novembre 1938, à la dictature de Daladier, à la victoire de Franco et à la guerre de 39.

6. Les communistes devenant défaitistes, à la suite du Pacte Germano-Russe, les socialistes aident la bourgeoisie à traquer communistes et révolutionnaires.

7. En 1940, socialistes et communistes recueillent les résultats de leur politique : avec l'aide de Hitler, Pétain et les fascistes sont les maîtres. C'est la chambre de Front Populaire qui investit Pétain comme « Chef d'Etat ».

8. En 1942, après l'attaque de l'URSS par Hitler, le Parti Communiste se rallie à l'union sacrée et au chauvinisme.

9. En 1944 avec la « libération », socialistes et communistes reprennent la même politique d'union sacrée... et le film commence à se répéter.

Nous allons en suivre d'abord les deux premiers épisodes.

### *Les résistances au front unique*

Après le 12 février, le front unique ne l'emporte pas encore facilement. Les dirigeants socialistes, Paul Faure et Léon Blum, reprochent à la « gauche » — Zyromski et Marceau Pivert — de faire passer le front unique « *au-dessus des intérêts du Parti* ».

Quant à la direction du Parti Communiste, elle essaye de reprendre sa politique d'avant le 12 février. Dans *l'Humanité* du 9 avril 1934, Maurice Thorez écrit encore :

« On estime possible de s'entendre avec l'organisation socialiste « dans tout le pays. C'est une erreur grossière. C'est la rupture avec

« l'appréciation léniniste que le parti socialiste est le principal soutien moral de la bourgeoisie. »

La direction du Parti Communiste met à nouveau en avant les comités Amsterdam-Pleyel. Ces derniers, qui regroupent des personnalités et une masse « d'inorganisés » en une sorte de super-parti, ne rassemblent que les sympathisants communistes, réunis sur un programme hybride — non pour des actes, mais pour des phrases et des discours. Ce n'est là qu'une caricature grossière de Front Unique. Au moment des événements de février, le comité national « contre la guerre et le fascisme », n'a même pas songé à bouger. C'était assez bien signer sa nullité politique.

En face du comité d'Amsterdam-Pleyel se constituèrent d'autres organismes qui, eux, groupaient non des individus, mais des organisations, sur un programme d'actions communes. Tel était par exemple le *Comité de Liaison*, qui groupait le Parti Socialistes, le PUP, la Ligue Communiste, Front Commun et un certain nombre d'autres organisations.

Au congrès d'Amsterdam-Pleyel, la Ligue intervint pour proposer la fusion de cet organisme (qui regroupait le Parti Communiste, la CGTU et leurs filiales) avec le Comité de Liaison. Mais ses délégués purent seulement obtenir qu'on lise à la tribune leur déclaration. La situation restait très confuse. Fréquemment de violentes bagarres éclataient entre socialistes et communistes. Par exemple, le 1<sup>er</sup> mai, à Lille, une colonne de manifestants communistes venue de Fives et d'Hellemmes est accueillie avec des coups par la garde socialiste. Celle-ci arrache les pancartes, déchire les drapeaux et frappe les militants. En juin, c'est à Rouen, un meeting de 2 000 personnes organisé par le Comité de Liaison et que les communistes viennent saboter, déclenchant une bagarre à coups de chaises, tandis que la police fait évacuer la salle.

Pourtant le Parti Communiste commence à se résoudre au front unique d'organisations. Au sein de l'organisation, Doriot, Renaud Jean, plus timidement Ferrat (qui se méfie de Doriot) mènent campagne pour l'unité d'action. *Le Populaire* se fait l'écho de ces dissensions et les fait ainsi connaître aux communistes. Le 31 mai, le comité central du PC amorce un tournant. Il publie un appel aux ouvriers socialistes, aux sections et à la CAP et propose une action commune contre la terreur en Allemagne.

Mais c'est avant tout contre les fascistes français qu'il faut réaliser l'unité d'action. La tâche est urgente. Chaque jour, ces derniers organisent des manifestations de force. Ils viennent provoquer les travailleurs dans leurs quartiers. Les assassinats d'ouvriers se multiplient. Le 9 mai, l'ouvrier Scorticati est tué à Livry-Gargan par les Croix de Feu.

Les travailleurs ripostent spontanément et, spontanément, réalisent l'unité d'action. Mais leurs partis sauront-ils l'organiser ?

*L'accord Parti Socialiste - Parti Communiste*

La pression des masses, encore accrue en juin, finit par l'emporter. Des pourparlers ont lieu entre Blum et Zyromski pour le Parti Socialiste, Thorez et Gitton pour le Parti Communiste. Fin juin, les deux partis concluent un accord contre le fascisme. C'est un pas en avant. Mais il apparaît bientôt que cet accord a pour but essentiel d'empêcher les militants révolutionnaires de déborder leurs dirigeants. *Le Populaire* ne parle plus de Doriot, *l'Humanité* ne souffle plus un mot de l'opposition socialiste.

Le plus grave, c'est que le Parti Communiste, en acceptant le front unique avec les réformistes adopte aussi... la politique du réformisme. Il abandonne toute critique de la politique socialiste. Il propose *l'unité organique* à la SFIO. Et Thorez fait ses premières déclarations patriotiques.

La première de ces déclarations est encore timide. *L'Humanité* lui ayant fait dire, lors de la conférence d'Ivry : « *Nous aimons notre patrie* », Thorez proteste que c'est une erreur typographique et qu'il a dit : « *nous aimons notre pays* ». En réalité c'est l'amorce du « tournant » qui doit le conduire bientôt au chauvinisme.

La raison de ce tournant, Léon Blum l'expose dans *le Populaire* : c'est le changement d'orientation de la diplomatie soviétique. *Trouvant les nazis hostiles à toutes ses avances, la bureaucratie russe se tourne vers les « démocraties » occidentales.*

*Doriot choisit*

Cette évolution du Parti Communiste va conditionner celle de Doriot. Doriot est alors un des principaux chefs du Parti Communiste, un des plus aimés par les ouvriers parisiens. Déjà, en 1928, il avait eu maille à partir avec la majorité de la direction, mais il avait capitulé. Dès le début de 1934 nous l'avons vu poser avec quelques dirigeants du Parti Communiste la question du front unique avec le Parti Socialiste contre le fascisme. Il est violemment attaqué par Thorez et la majorité. Mais il maintient son point de vue. Nous le retrouvons à la tête des ouvriers de Saint-Denis dans les bagarres du 9 février. Il pèse de tout son poids pour faire participer le Parti Communiste aux manifestations du 12 février.

Bientôt la bataille politique au sein des organismes dirigeants du Parti Communiste devient publique. Doriot est attaqué par allusions dans *l'Humanité*. Le 7 avril 1934, il prend publiquement position à Saint-Denis en faveur du front unique ; la salle l'ovationne. Son ordre du jour est approuvé à la quasi unanimité. *L'Emancipation*, l'organe du Parti Communiste de Saint-Denis commence à prendre ouvertement parti contre le comité central.

Tout à coup, l'Internationale Communiste invite par télégramme

les deux partis à cesser la lutte fractionnelle et convoque Doriot à Moscou. Doriot refuse de s'y rendre, craignant que son absence ne soit utilisée pour reprendre en main sa base de Saint-Denis. Tandis que dans les manifestations les staliniens scandent « *Doriot à Moscou* », il commence à prendre position politiquement. Un instant, on peut penser qu'il va entraîner un vaste courant parmi les militants communistes et jeter les bases d'un véritable parti communiste.

Mais Doriot est profondément arriviste. Il craint d'avoir à lutter contre le courant et n'a pas la moindre envie de mener une lutte militante. Symptomatique, son attitude à l'égard des trotskystes. Ils sont écartés et brutalisés par ses hommes de main qui prétendent leur interdire l'accès de Saint-Denis.

De son côté, Doriot ne pose pas le problème du parti révolutionnaire. Il se contente de s'aménager une plate-forme commode en utilisant le mot d'ordre de front unique. Dès cette époque *la Vérité* explique que Doriot devra rapidement choisir entre le marxisme et le réformisme.

Or, l'évolution des rapports entre socialistes et communistes va l'emporter vers des horizons plus lointains encore. Quand le front unique entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste se réalise, Doriot voit s'effondrer sa raison d'être. En juillet il fait donc un pas en avant à droite et propose l'unité organique entre les deux partis. Il s'engage dans la voie du Parti d'Unité Proletarienne.

Mais précisément le PUP n'a plus aucune perspective. Il n'y a plus de voie pour une telle organisation hors des deux partis du front unique. Le Parti Socialiste, lui-même, sacrifie Doriot à la bonne entente avec le Parti Communiste. Dès lors, Doriot va chercher une autre voie pour ses ambitions personnelles. Ayant échoué dans sa tentative pour être le chef du mouvement ouvrier rassemblé contre le fascisme, il va s'efforcer de devenir le chef du mouvement fasciste contre la classe ouvrière.

## LA LIGUE COMMUNISTE POURRA-T-ELLE DEVENIR LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

### *Le programme d'action*

Cette lamentable fin du leader communiste montrait une fois de plus qu'il ne sert à rien de mettre en avant une stratégie comme le front unique, si cette stratégie n'est pas utilisée par un parti marxiste, sachant ce qu'il veut et où il va. Une stratégie ne remplace pas le programme.

Pour la Ligue Communiste, au contraire, la stratégie de front unique s'insérait dans un programme de révolution socialiste. Mais ce programme général devait être adapté aux conditions françaises

de l'époque — de manière à ouvrir la transition vers la révolution socialiste. C'est pourquoi la Ligue travaillait activement à élaborer le *programme* d'action qui permettrait son intervention politique dans l'ensemble des luttes. C'était une œuvre collective. Trotsky en rédigea la version définitive.

Face aux plans de réaction bourgeoise, le programme dressait un plan d'action ouvrière :

1. Abolition du secret commercial.
2. Contrôle ouvrier et paysan sur les banques, l'industrie et le commerce.
3. Relèvement du niveau de vie des ouvriers (40 heures, augmentation des salaires, assurances sociales véritables, à travail égal salaire égal, suppression des législations particulières pour les travailleurs étrangers et coloniaux).
4. Nationalisation des banques, des industries-clés, des assurances, des moyens de transport.
5. Monopole du commerce extérieur.
6. Entente des ouvriers avec les paysans-travailleurs (extension du droit ouvrier aux travailleurs agricoles, abolition des formes esclavagistes du métayage, expropriation des grandes propriétés, révision des hypothèques, etc.).
7. Licenciement de la police, droits politiques aux soldats.
8. Services sociaux pour la collectivité.
9. Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes y compris jusqu'à la séparation.
10. Etats-Unis Socialistes d'Europe et défense de l'Union Soviétique.
11. Pouvoir ouvrier-paysan et commune ouvrière et paysanne.
12. Pour réaliser ce programme, barrer la route aux fascistes et briser la bourgeoisie : unité d'action des organisations ouvrières, armement du prolétariat, milice antifasciste du peuple, unité syndicale <sup>15</sup>.

### *Les Jeunesses Léninistes*

Mais pour réaliser ce programme ambitieux, les moyens de la Ligue sont dérisoires. La scission de « l'Union Communiste » l'a encore affaiblie au moment où elle doit s'engager dans une action de masse.

C'est surtout parmi les jeunes que la scission a exercé ses ravages. Alors que la réunion du Boxing Hall a connu un retentissement incontestable — qui portera ses fruits plus tard — la crise de la Ligue anéantit le groupe des jeunes. Celui-ci ne compte plus à Paris que

quatre militants. Ceux-ci pourtant prennent une décision audacieuse : lancer un journal et constituer une organisation autonome de jeunesse. Il ne s'agit pas pour eux seulement de constituer un groupement de jeunes. Il s'agit d'en finir, dans le secteur de la jeunesse, avec l'esprit d'opposition dont la Ligue ne parvient pas à se débarrasser. Le journal des jeunes contraste avec *la Vérité*. C'est un tout petit journal mensuel, où l'on s'efforce de faire rentrer le plus de plomb possible. Mais il s'efforce de parler un langage simple et populaire, aborde les problèmes de la vie quotidienne, s'adresse à tous les jeunes travailleurs, avant tout aux inorganisés. L'évolution du titre même est significative. Les jeunes l'ont appelé d'abord « *Octobre Rouge* », par fidélité à la révolution russe. Mais ils s'aperçoivent vite qu'aucun lecteur ne comprend ce titre mystérieux. Après quatre numéros, *Octobre Rouge* devient *le Combat des Jeunes*, agrandit son format et augmente son tirage.

En même temps s'est constituée la *Jeunesse Léniniste*. Cette organisation diffère profondément de la Ligue par son recrutement et son style de propagande. Elle n'hésite pas à capter des « bandes » de quartiers : des jeunes travailleurs incultes politiquement mais décidés à se battre contre les fascistes. Les Jeunes Léninistes qui progressent rapidement en nombre ont revêtu un uniforme : la chemise grise et la cravate rouge. Ils donnent dans la rue l'exemple de la lutte contre les fascistes. Par exemple, ils interviennent au Quartier Latin, alors entièrement dominé par les fascistes qui interdisent toute propagande « de gauche » et matraquent impunément quiconque leur semble hostile à la droite. Les étudiants léninistes font appel à l'unité d'action et, renforcés par les jeunes travailleurs des Jeunesses Léninistes, ils infligent à l'Action Française une sévère correction.

Les Jeunes Léninistes ne se contentent pas, en effet, de vendre leur journal dans la rue et de préconiser l'unité d'action. Ils s'entraînent militairement et entendent préparer les cadres d'une future Jeune Garde rouge. En 1934, à la manifestation du Mur des Fédérés, ils imposent leur présence, défilant en rangs avec leur chemise grise et leur cravate rouge et scandant leurs mots d'ordre.

Jusqu'en juin ou juillet 1934, ils recrutent sérieusement, à un rythme incomparablement plus rapide que celui de la Ligue, gagnant certains groupes pupistes, influençant un bon nombre de sections des Jeunesses Socialistes et s'efforçant d'instruire politiquement les jeunes travailleurs et étudiants gagnés par le dynamisme de leur intervention. Ils constituent une formation très unie, animée par un fort patriotisme d'organisation — mais essentiellement parisienne.

### *Le front unique des jeunes*

Nous avons déjà vu comment la Jeunesse Léniniste avait participé au Congrès International des Jeunesses Indépendantes en Hollande, fin février 1934, et comment son délégué avait été arrêté par la police hollandaise avec 18 autres délégués étrangers.

A cette occasion, un meeting de protestation réunit les orateurs de la Ligue et des Jeunesses Léninistes avec ceux des Jeunesses socialistes, pupistes, anarchistes et des étudiants socialistes. Six cent cinquante jeunes votent l'ordre du jour présenté par les Jeunesses Léninistes.

### *L'alliance antifasciste des jeunes*

Les Jeunesses Léninistes prennent l'initiative d'appeler les organisations des jeunes ouvrières à constituer un comité d'alliance ouvrière. Ils y parviennent dans la région parisienne. Les premiers, les Jeunesses Anarchistes ont manifesté leur accord au cours même des événements de février. La fédération de la Seine des Jeunesses Socialistes a donné aussi son assentiment. De même la Jeunesse d'Unité Proletarienne. Quant aux Jeunesses Communistes, elles s'y sont finalement ralliées, après avoir essayé d'entraîner dans son orbite la Jeunesse Socialiste en éliminant la Jeunesse Léniniste.

C'est ainsi qu'est constituée *l'Alliance Antifasciste des Jeunes (AAJ)*.

Pour les Jeunesses Léninistes, il s'agit seulement d'une arme pour la lutte. Ils demandent que l'AAJ par exemple organise une Jeune Garde antifasciste. Les Jeunesses Communistes s'y opposent.

Les réunions des délégués consistent en de sévères discussions entre les délégués des Jeunesses Léninistes et ceux des Jeunesses Communistes (Raymond Guyot notamment). Elles ont lieu en général au siège des Jeunesses Socialistes, rue Feydeau. La délégation des Jeunesses Socialistes s'étend souvent à toute la direction fédérale de la Seine. Tous suivent passionnément la discussion. Et la Jeunesse Léniniste emporte régulièrement la décision. Mais le veto des Jeunesses Communistes empêche d'avancer et la discussion reprend inlassablement.

Les Jeunesses Socialistes de la Seine apparaissent de plus en plus perméables à l'influence léniniste. Depuis plusieurs mois la direction orthodoxe de Mireille Osmin était battue. La majorité de la Fédération « constatant la faillite de l'Internationale des Jeunesses Socialistes » s'était même prononcée — confusément — pour une nouvelle internationale, et avait entraîné 1/7 des mandats au Congrès national de Nîmes. Dans l'AAJ, elle soutient de plus en plus délibérément les propositions des Jeunesses Léninistes.

Les progrès des Jeunesses Léninistes continuent. Mais cet état de choses est condamné à ne pas durer. L'AAJ de la Seine est menacée de disparition par le retrait des Jeunesses Communistes. L'influence léniniste dans les Jeunesses Socialistes se borne à la Seine et y reste superficielle.

### *La Ligue Communiste dans l'impasse*

Ainsi les « Jeunes Léninistes » constatent une limitation dans leur progression, compensée par leur crédit grandissant au sein des Jeunesses Socialistes. Mais la Ligue Communiste se sent déjà dans une impasse. Paradoxalement, l'avenir lui est progressivement fermé à mesure que ses mots d'ordre d'action passent dans la réalité.

Jusqu'en juin ou juillet 34, ses idées ont gagné du terrain. Ses militants sentent leur influence grandir auprès des organisations de masse. La conspiration du silence a fait long feu. La Ligue participe à de nombreuses manifestations de front unique avec le Parti Socialiste, le PUP, la CGT et même avec le Parti Communiste : à Paris, à Lille, à Montpellier, dans d'autres villes encore. Les jeunes Léninistes ont suscité, comme nous l'avons vu, l'alliance antifasciste des jeunes, avec les Jeunesses socialistes, pupistes, anarchistes et les Jeunesses communistes. Le 29 juillet encore, quand le Parti Communiste et le Parti Socialiste organisent au Panthéon une manifestation commune contre la guerre, à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Jaurès, la Ligue Communiste peut s'exprimer à la tribune.

Mais déjà la situation a tourné. Le plus urgent des mots d'ordre de la Ligue — le front unique — est réalisé. Comme les trotskystes l'avaient prévu, cela entraîne un renouveau de confiance en elles-mêmes des masses ouvrières. Pourtant, cette situation, loin d'ouvrir aux trotskystes le chemin des masses, le leur ferme au contraire complètement. En effet, les masses se tournent avec entière confiance vers les deux partis ouvriers qui ont réalisé l'unité d'action. L'attention des militants de l'avant-garde est entièrement tournée vers le front unique ; les trotskystes leur apparaissent comme des donneurs de conseils, étrangers à la lutte réelle des masses.

Les résultats s'en font aussitôt sentir, même sur le plan financier. Le journal vit de plus en plus difficilement. Le 10 août 1934, pour la première fois depuis sa fondation, il porte en manchette sur toute la page : « *Allez-vous faire disparaître la Vérité ?* »

### *Comment se constituera le Parti Révolutionnaire ?*

Chez les militants, après l'effort intense et l'excitation qui dure depuis février, apparaît une sérieuse fatigue. C'est un fait que, malgré la justesse de ses mots d'ordre, soulignée par la volte-face du Parti Communiste, malgré la publicité beaucoup plus grande que naguère donnée à ses idées, la Ligue Communiste ne s'est guère développée. Seules les Jeunesses Léninistes ont vu croître leurs effectifs en quelques mois. La réalisation du front unique barre la route à un développement indépendant. Un instant, la crise dans le Parti Communiste avait fait naître dans la Ligue de grands espoirs. Ceux-ci sont désormais anéantis. Depuis juillet, Doriot a choisi la

voie de l'opportunisme et de l'affairisme municipal avant de s'engager dans celle de la bourgeoisie et du fascisme. Le tournant du Parti Communiste vers le front unique lui a rendu la confiance de sa base. Personne ne pense non plus que le Parti Communiste révolutionnaire puisse naître de pourparlers avec le Parti d'Unité Prolétarienne, squelettique et composé pour les 9/10 d'affairistes municipaux avec leur clientèle : le comité central de la Ligue n'a accepté de nouer des pourparlers avec sa direction que pour éclairer les quelques véritables militants ouvriers qu'il compte dans ses rangs.

Comment donc se construira le parti ?

Il ne s'agit pas d'une spéculation sur les perspectives. Il s'agit d'un problème concret. Les communistes internationalistes ne se contentent pas en effet d'affirmer la nécessité d'un nouveau parti. Ils veulent le construire — et le construire avant la victoire du fascisme et le déclenchement de la guerre qu'ils prévoient.

Telle est surtout la préoccupation du plus clairvoyant d'entre eux : Trotsky, dont la pensée ne se trouve jamais limitée par les œillères du préjugé. Trotsky résume ainsi la question dans un texte qui sera ensuite signé par le comité central de la Ligue <sup>16</sup> et comme tel adopté par le Congrès :

« La IV<sup>e</sup> Internationale peut naître (théoriquement ce n'est pas « exclu) de l'unification de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale au moyen « d'un regroupement des éléments révolutionnaires, de l'épuration et « de la trempe de leurs rangs dans le feu de la lutte. Elle peut aussi « se former à travers la radicalisation du noyau prolétarien du parti « socialiste et de la décomposition de l'organisation stalinienne. Elle « peut se constituer dans le processus de la lutte contre le fascisme « et de la victoire remportée sur lui. Mais elle peut se former aussi « considérablement plus tard, dans une série d'années, au milieu des « ruines et des amoncellements de débris consécutifs à la victoire « du fascisme et de la guerre. Pour des bordiguistes quelconques, « toutes ces variantes n'ont aucune importance. Les sectaires vivent « en dehors du temps et de l'espace. Ils ignorent le processus histo- « rique vivant qui leur rend la monnaie de leur pièce. Voilà pourquoi « leur " bilan " <sup>17</sup> est toujours le même : zéro. »

Trotsky s'appuyait sur une réévaluation des partis qui se réclamaient de la classe ouvrière. Déjà, en juillet 1933, il avait souligné l'évolution à gauche des partis socialistes. Il avait rappelé <sup>18</sup> que la III<sup>e</sup> Internationale s'était constituée « pour les 9/10 d'éléments centristes évoluant vers la gauche », y compris avec leurs dirigeants.

« La renaissance du mouvement ouvrier révolutionnaire se produira principalement aux dépens du centrisme. » Or ce centrisme est de deux types très différents.

« Le centrisme de provenance social-démocrate se caractérise par un mouvement de droite à gauche, dans une situation politique qui

*rend extraordinairement difficile toute équivoque... »* Trotsky estimait que de tels centristes étaient « *beaucoup plus sensibles aux idées du bolchevisme authentique que les membres de la fraction staliniste* ». Dans la « déclaration » il revient sur cette idée : « *Le centisme des staliniens est le produit de la décomposition du bolchevisme, tandis que le centrisme du parti socialiste est né de la décomposition du réformisme.* »

Leur origine et les conditions de leur développement rendent le premier « *très stable* » et le second « *transitoire* ».

Trotsky, considérant l'évolution de la SFIO, estimait qu'elle avait cessé d'être un parti social-démocrate traditionnel, stable et homogène — pour devenir un conglomerat de type centriste, hétérogène, instable, composé d'éléments contradictoires : des bonzes réformistes ossifiés et des militants qui s'efforçaient de trouver la voie de la révolution.

Ces contradictions intérieures du Parti Socialiste constituaient des « *points d'appui pour un levier marxiste* ». Trotsky en tirait cette conclusion : la place des communistes internationalistes est au milieu des travailleurs socialistes pour les aider à trouver la voie révolutionnaire contre la social-démocratie.

C'est — ajoutait-il en s'adressant à ses partisans français — le seul moyen pour entraîner autour de vous non seulement les révolutionnaires du Parti Socialiste, mais aussi ceux qui restent à l'écart et qui n'entreront jamais dans la Ligue Communiste :

« La Ligue peut et doit montrer l'exemple à ces milliers et à ces « dizaines de milliers de militants révolutionnaires, d'instituteurs, etc., qui risquent de rester, dans les conditions actuelles, en dehors du courant de la lutte. En rentrant dans le Parti Socialiste, ils renforceront extraordinairement l'aile gauche, féconderont toute l'évolution du Parti, constitueront un centre d'attraction puissant pour les éléments révolutionnaires du Parti " Communiste " et faciliteront ainsi incommensurablement le débouché du prolétariat sur la voie « de la révolution. »

Trotsky pensait que les internationalistes pourraient utiliser le libéralisme interne de la social-démocratie — encore qu'il ne soit pas destiné à favoriser les révolutionnaires, mais à permettre les combines électoralistes. Il pensait que les révolutionnaires pourraient, par l'intermédiaire de la SFIO, trouver le contact de larges masses que l'exiguïté de leur organisation indépendante ne leur permettait pas de toucher. Il pensait enfin qu'ils pourraient se tremper par ce contact avec les masses, par cette lutte contre la social-démocratie et le centrisme.

Tel était donc le tournant radical qu'il proposait aux militants de la Ligue pour empêcher leur isolement.

### *L'opposition dans la Ligue*

Quand le bureau politique de la Ligue prit connaissance du texte de « Gourov » (Trotsky), presque tous furent atterrés et d'abord P. Frank. La majorité s'y rallia pourtant vite devant la pression des faits. Mais de nombreux militants restaient violemment hostiles.

Certains pensaient qu'il s'agissait d'un abandon de la politique léniniste. Ils croyaient à l'existence d'un principe métaphysique (semblable aux autres principes métaphysiques dont est peuplée la mythologie sectaire) — qui interdit aux communistes de se trouver avec des socialistes dans le même parti. Ils brandissaient avec indignation la charte fondamentale des communistes internationalistes qui proclamaient la nécessité de maintenir *l'indépendance du Parti Révolutionnaire*. Comme si la Ligue pouvait prétendre à être le Parti Révolutionnaire ! Comme si, avant même de veiller à son indépendance, la tâche du moment n'était pas précisément de construire un tel parti !

Les plus intransigeants dénonçaient les « entristes » comme des capitulars. De même que les groupes sectaires, « bordiguistes » ou « Union Communiste », ils vitupéraient « Trotsky-Kautsky ». Leur chef de file était Lhuillier qui devait, l'année suivante, adhérer au Parti Socialiste... et y rester après les majoritaires.

D'autres, comme P. Naville, sans considérer les « entristes » comme des traîtres, estimaient qu'il n'y avait rien à tirer du Parti Socialiste, que c'était un parti social-démocrate et nullement centriste, et que la Ligue pourrait seulement s'y corrompre et s'y dissoudre.

Une forte opposition se manifestait particulièrement dans la jeunesse. Les jeunes étaient fiers de leurs progrès, de leur enracinement dans l'Alliance Antifasciste des Jeunes, du développement de leur influence dans la Jeunesse Socialiste. La voie ne leur apparaissait nullement fermée vers un développement de leur organisation autonome. Ils ne comprenaient pas que le rapprochement du Parti Communiste et du Parti Socialiste entraînerait sous peu dans la jeunesse, une situation semblable à celle où se trouvaient les adultes.

### *La majorité décide d'entrer à la SFIO*

Pourtant une majorité se déterminait peu à peu pour l'entrée, aussi bien dans les Jeunesses que dans la Ligue — mais avec des orientations différentes.

Cette majorité fut renforcée par l'intervention de Trotsky, du secrétariat international, puis, à la suite d'une vive discussion dans les diverses sections nationales — du plenum de la Ligue Communiste Internationaliste.

Au congrès de la Ligue, 66 mandats contre 41 se prononcèrent pour l'entrée ; tandis que la conférence régionale des Jeunesses Lénin-

nistes qui tint lieu de congrès se prononçait dans le même sens<sup>19</sup>.

Les adversaires « de principe » devaient bientôt fusionner avec « l'Union Communiste » puis bientôt la quitter et rejoindre le Parti Socialiste.

Quant au groupe Naville, après avoir fait passer dans la presse un communiqué déclarant que la Ligue Communiste continuait son existence indépendante, lui aussi adhéra au Parti Socialiste... et en même temps que la majorité de la Ligue. Mais pendant plusieurs mois, il forma un petit groupe séparé.

La majorité de la Ligue s'organisait pour la nouvelle étape. Elle annonçait sa décision d'adhérer à la SFIO — dans un numéro spécial de *la Vérité* en septembre 1934. La *déclaration* précisait :

« Dans les conditions présentes, continuer comme un petit groupe indépendant ne permettrait pas de jouer notre rôle avec l'efficacité que réclame la gravité de la situation. C'est pourquoi nous avons décidé d'entrer, tels que nous sommes, avec notre programme et nos idées, dans le Parti Socialiste. Dans les rangs des sections du Parti Socialiste, côte à côte avec ses travailleurs révolutionnaires, avec la classe ouvrière de France, nous voulons, dans le combat commun contre la bourgeoisie, élaborer avec eux les meilleurs moyens, la meilleure méthode pour se libérer des chaînes du capitalisme...

« Sans renoncer à notre passé et à nos idées, mais aussi sans arrière-pensée quelconque de cercle, en disant ce qui est, il faut entrer dans le Parti Socialiste : nullement pour des exhibitions, nullement pour des expériences, mais pour un sérieux travail révolutionnaire sous le drapeau du marxisme »<sup>19</sup>.

## TROTSKY EN FRANCE

### *Les attentats contre Trotsky*

Il nous faut revenir en arrière dans le temps pour parler du séjour que fit Trotsky en France, de 1933 à 1935.

Depuis de longs mois, la situation de Trotsky était un sujet d'inquiétude pour ses amis et ses camarades. Non seulement Trotsky était isolé de toutes les luttes ouvrières d'Occident, mais il se trouvait dans un pays où il n'avait aucun ami politique ; la Turquie kemaliste avait été reconnaissante à l'URSS d'avoir renoncé aux visées impérialistes de la Russie tsariste et « démocratique » sur Constantinople, d'avoir au contraire appuyé le jeune Etat turc moderne dans ses efforts pour maintenir son indépendance ; aussi les portraits de Lénine et de Trotsky avaient-ils les honneurs de la salle de séance au Parlement. Mais le gouvernement turc avait en même temps écrasé toute tentative des travailleurs pour s'organiser ; il n'existait

en Turquie aucun parti communiste légal et pratiquement aucun parti communiste illégal. C'est un des rares pays où la IV<sup>e</sup> Internationale n'a jusqu'à maintenant jamais eu le moindre groupe organisé.

Cette situation était très dangereuse pour Trotsky. Pour organiser sa sécurité, il ne pouvait compter que sur quelques camarades étrangers du pays et de sa langue.

Or il ne manquait pas d'ennemis. En 1932, sa maison fut incendiée. L'organe du Parti Communiste Allemand, la *Rote Fahne* révéla un projet des gardes blancs pour l'assassiner, avec, à leur tête, le chef réactionnaire Turkul. La haine des gardes blancs était en effet farouche. Ils n'oubliaient pas que Trotsky avait été leur principal ennemi, qu'ils avaient été écrasés par l'Armée Rouge créée par lui.

Sans aucun doute, la *Rote Fahne* utilisait des renseignements du guépéou et sur l'ordre du guépéou. Quel était le sens de cette mise en garde ? Probablement un alibi, pour que, si Trotsky était assassiné par les gardes blancs, on ne puisse pas soupçonner le guépéou. A moins encore qu'il ne se soit agi de camoufler une tentative d'assassinat par le guépéou même.

L'Opposition Internationale mena campagne pour la défense de Trotsky. En France, les militants de la Ligue s'efforcèrent d'obtenir l'appui du Secours Rouge. Signalons à ce propos la réponse de Barbusse, écrivain stalinien de stricte obédience. Barbusse se dérobe, mais cela ne donne que plus de poids à ce qu'il est obligé d'avouer : « Sans doute on est mal venu à prétendre d'une façon absolue que Trotsky, grand animateur de la Révolution d'Octobre et créateur de l'Armée Rouge est un contre-révolutionnaire. Mais on fait facilement du contre-révolutionnarisme en servant trop étroitement sa cause et en ne plaçant pas celle-ci à la place qu'il convient dans l'ensemble de la lutte internationale contemporaine » (4 mai 1932).

Si Trotsky « faisait du contre-révolutionnarisme », c'était donc seulement parce qu'il défendait avec trop de foi sa cause. En 1932, cette cause était surtout celle du front unique ouvrier pour la lutte à mort contre Hitler.

Mais les écrivains qui font partie du personnel domestique ne peuvent pas se payer un grand luxe d'idées.

Ainsi les intellectuels « révolutionnaires » se dérobaient par lâcheté. Trotsky ne pouvait être défendu que par ses camarades de combat.

La tentative d'assassinat montrait que le danger était pressant. Mais aucun Etat d'Occident ne voulait accepter sur son sol le dangereux chef révolutionnaire. Trotsky raconte dans son autobiographie comment la terre était pour lui « la planète sans visa ». Les sociaux-démocrates allemands, par exemple, avaient prétendu donner au bolchevik Trotsky une leçon de démocratie. En Allemagne au moins, n'importe qui pouvait trouver asile. Trotsky fit les démarches nécessaires pour bénéficier de cette généreuse hospitalité. Mais il s'avéra qu'on ne laisserait entrer le vieux leader que s'il pouvait prouver que sa santé exigeait impérieusement des soins médicaux et que

c'était pour lui une question de vie ou de mort : la démocratie de Weimar ne lui offrait en définitive qu'un coin de cimetière.

En 1932, Trotsky avait pu sortir un instant de sa prison. Les étudiants socialistes de Copenhague lui avaient demandé de venir leur exposer les causes de la Révolution Russe. Trotsky avait obtenu les visas de transit. Un groupe de militants avaient reçu la mission de lui servir de gardes du corps pendant la traversée de la France, de Marseille à Dunkerque. Ils garderont le souvenir de la fulgurante apparition, de la haute silhouette, de l'éclair du regard surtout. Toute la nuit, Trotsky les interrogea sur la vie des organisations, sur les jeunes, sur les luttes ouvrières.

A Copenhague, il défendit avec flamme la Révolution Russe et la fit mieux comprendre. Dans ces conditions s'évanouissait tout espoir de voir le gouvernement socialiste danois accepter de transformer en autorisation de séjour le visa de passage. Trotsky dut regagner sa résidence forcée de Prinkipo.

### *Trotsky à Royan*

Un an plus tard, sur l'intervention d'Anatole de Monzie, ami personnel de Rakowski <sup>20</sup>, le gouvernement radical d'Herriot lui accorda enfin l'autorisation de séjour en France. C'était un gouvernement démocratique ; il ne se fit pas faute de claironner à tous les échos combien la France était libérale pour accorder ainsi le droit d'asile à un tel chef révolutionnaire. Nous verrons bientôt les limites de ce libéralisme.

Trotsky n'était pas autorisé à résider dans la région parisienne. Ses camarades louèrent pour lui une villa à Saint-Palais, près de Royan. Pendant ce temps, les journalistes étaient aiguillés sur Royan : sa résidence devait rester secrète. Il fallait craindre les gardes blancs qui écumaient de rage et aussi le guépéou. Un camarade fut envoyé en éclaireur auprès des gardes blancs de la région. Un autre (J. Bausier) prit contact avec les militants communistes de Royan et de Saint-Palais ; il trouva dans le Parti Communiste des dispositions telles que, quelque temps après, il amena auprès de Trotsky le propre secrétaire de la cellule communiste de Saint-Palais et que celui-ci adhéra à la Ligue.

Trotsky vivait dans la villa avec Nathalia, sa compagne et quelques camarades. Plusieurs jeunes lui servaient de secrétaires et de gardes du corps, parmi lesquels Van Heijenoort, son secrétaire à Prinkipo, Clément, jeune bolchevik-léniniste allemand, et Y. Craipeau. Chaque nuit, les militants montaient la garde et effectuaient des rondes ; ils accompagnaient « le vieux » chaque fois qu'il sortait. Trotsky n'acceptait pas sans protester cette vigilance qui le transformait en prisonnier perpétuel. Il était porté à une confiance exagérée. C'est sur cette confiance que devait jouer en 1940, l'assassin du guépéou à Mexico, pour réussir là où tous les assauts avaient échoué.

Trotsky organisait sa vie systématiquement, afin que pas une

minute n'en fût perdue. Tout était réglé en vue du rendement maximum. Était réglementé jusqu'au court répit qu'il s'accordait pour aller donner la pâtée aux chiens ou pour se promener dans le jardin, en bavardant avec un des secrétaires. Trotsky détestait avant tout le désordre, le laisser-aller et la bohème. Cela se voyait déjà par son vêtement toujours très simple, mais impeccablement net. Il mangeait sobrement, frugalement, buvait du thé, se reposait un moment et reprenait le travail.

Il travaillait du matin au soir, intensément et méthodiquement, fatiguant plusieurs sténos-dactylos et secrétaires. Le soir, tous se réunissaient. Parfois se tenait une « réunion de cellule », fonctionnant comme un groupe de la Ligue. Le plus souvent venaient des visiteurs. Un soir, c'était Malraux, avec qui Trotsky discutait de la stratégie de la bataille du Yang-Tsé-Kiang. Un autre soir, c'étaient les dirigeants de l'Independent Labour Party anglais, vivement intéressés par le cours de marxisme élémentaire que leur donnait Trotsky. Celui-ci expliquait patiemment. D'autres fois, c'étaient les dirigeants du Parti Socialiste Ouvrier allemand (SAP), des partis ouvriers indépendants de Hollande, ou des sections de la Ligue Communiste Internationaliste. Trotsky connaissait la situation du mouvement ouvrier de chaque pays et brusquement, les événements particuliers apparaissaient, à la lueur de l'analyse marxiste, comme éclairés par les autres événements du monde.

Bien entendu, la situation en France et la vie de l'organisation française faisaient très fréquemment l'objet des discussions. Aux réunions du soir, se trouvaient presque tous les jours quelques camarades français, venus discuter avec « le vieux » comme on appelait familièrement Trotsky.

### *Le prétendu « ultimatum » de Trotsky*

A ce propos, il faut ajouter un mot contre la légende malveillante de la « dictature » de Trotsky. Incontestablement, il était entier dans ses convictions, passionné dans la discussion. Mais rien là de la morgue des « chefs infaillibles ». Avec les jeunes, il discutait sérieusement, avec cordialité et compréhension. Y. Craipeau éprouvait, dès 1933, des doutes sérieux sur le caractère ouvrier de l'Etat soviétique. Trotsky pesait avec soin les arguments, discutait honnêtement et sans polémique, n'hésitait pas à passer au crible de la critique sinon sa thèse générale — sur laquelle il ne varia guère jusqu'à sa mort — du moins certains aspects de sa thèse, comme la question de thermidor et la nécessité d'une révolution politique en URSS. Pour faire le point de ce débat, il écrivit « *Thermidor et l'Etat ouvrier russe* ». C'est lui qui devait convaincre son jeune interlocuteur de rédiger son analyse opposée à la sienne propre.

Trotsky emportait la décision par la vigueur de sa pensée. Encore s'inclinait-il parfois. Dans la rédaction du programme d'action par

exemple, il proposait le front unique des milices des partis ouvriers. La C.E. de la Ligue Communiste lui préféra la formulation proposée par Craipeau de « milices du peuple ». C'est cette formulation qui passa dans le programme et Trotsky l'adopta. L'exemple est mineur, mais il montre que les jeunes « trotskystes » gardaient leur esprit critique devant « le vieux ».

Toutes ces remarques n'ont bien entendu d'autre valeur que de faire justice de l'« ultimatum » prétendu de Trotsky.

Il est vrai que Trotsky n'était pas diplomate. Il ignorait les politesses hypocrites. En 1935, Andrade, ancien leader de la Gauche Communiste d'Espagne devenu l'un des chefs du POUM et qui avait abandonné dans l'action les principes bolcheviks-léninistes lui avait envoyé un de ses livres, avec la dédicace : « *A mon maître, Léon Trotsky* ». Trotsky lui renvoya le livre sans l'ouvrir avec l'annotation « *Je n'ai jamais enseigné la trahison* ». Les mi-chair mi-poisson de la politique ne peuvent pas lui pardonner un tel manque de courtoisie. Mais ils veulent oublier les années d'amicales tentatives faites par Trotsky pour empêcher Andrade de quitter le terrain du bolchevisme *avant* qu'il n'ait effectivement perdu toute boussole marxiste, au grand dommage de l'avant-garde ouvrière espagnole.

### *Trotsky participe à la lutte*

Fin 1933, Trotsky avait obtenu l'autorisation de résider dans la région parisienne. Il vint habiter dans une villa de Barbizon. C'est là qu'il se trouvait lors des événements de février 1934. Ces événements, il les avait depuis longtemps prévus. Il avait annoncé leur dramatique importance. Aussi lui était-il impossible de rester en place. Il vint à Paris clandestinement. Il avait rasé sa barbe pour ne pas être reconnu. Il tint plusieurs réunions avec la commission exécutive de la Ligue pour mettre au point les mots d'ordre à lancer sur le front unique, la milice ouvrière, l'armement du peuple. C'est ainsi que commença à être mis sur pied le « programme d'action » des bolcheviks-léninistes qui devait ensuite, étoffé et élargi, devenir en 1938, le programme transitoire de la IV<sup>e</sup> Internationale.

### *Les fascistes hurlent à la mort*

Un des premiers actes du gouvernement bonapartiste de Doumergue fut dirigé contre Trotsky. Le 14 avril, une descente de police est opérée dans la villa de Trotsky à Barbizon. Il est remarquable de signaler que cette attaque correspondait à une violente offensive contre Trotsky dans les journaux de Hitler. Le 14 avril même la *Deutsche Wochenschrift* écrivait en énorme manchette : « *Trotsky derrière les troubles en France.* » Avec un sous-titre : « *Le vieil incendiaire organise le bouleversement de l'Europe occidentale. Une*

*centrale secrète à Paris — la légende de la retraite de Trotsky. Les consignes de Trotsky pour la guerre civile aux communistes allemands. »*

Le journal hitlérien se plaignait amèrement du droit d'asile donné en France à « l'ennemi le plus farouche de l'Allemagne nazie ». La *Deutsche Wochenschrift* attaque violemment la Ligue Communiste Internationaliste ; elle précise l'inquiétude naissante des dirigeants réactionnaires français devant les mots d'ordre de Trotsky et conclut « Il faut expulser l'incendiaire ». L'« Angriff » de Hitler reprend le même thème.

Aussitôt, comme sur un signal, toute la presse réactionnaire et fasciste se met à son tour à aboyer contre « l'incendiaire Trotsky », le « criminel de Brest-Litovsk », sa vie « fastueuse », ses prétendus « domestiques », les mots d'ordre trotskystes d'alliance ouvrière et de milice ouvrière. *L'Action Française* royaliste a ouvert le feu. « Trotsky à la porte » hurle l'*Ami du Peuple* du milliardaire réactionnaire Coty, « Chassons-le comme un chien » glapit la *Liberté*, de l'immonde Camille Aymard, qui devait plus tard devenir le journal de Doriot.

Voici comment le *Journal* du fasciste Léon Bailby justifie sa haine :

*« Trotsky, extrémiste de gauche, adversaire des concessions aux koulaks et des négociations avec l'étranger ne s'est jamais écarté de la doctrine bolcheviste à l'état pur et c'est son intransigeance qui amena Staline à le prier d'aller propager à l'étranger sa doctrine de subversion permanente et totale. »*

*« Pour nous, Français, la preuve est faite que la IV<sup>e</sup> Internationale n'est qu'une forme plus violente de la III<sup>e</sup>, un succédané plus redoutable. »*

Le *Journal* déverse des colonnes entières de calomnies et conclut :  
*« Que ce fauteur permanent d'agitation révolutionnaire et d'intrigues suspectes aille exercer ailleurs que dans notre pays sa dangereuse activité. »*

*L'Humanité* et le *Secours Rouge* stalinien ajoutent leur note dans ce concert et, comme la presse fasciste, ils exigent l'expulsion de Trotsky.

Le *Matin* claironne en manchette : « Satisfaction est donnée au pays, Trotsky est chassé. »

### *Les protestations*

D'un peu partout, les comités d'alliance ouvrière élèvent leurs protestations. Le Parti Socialiste organise, avec la Ligue, un meeting de protestation dans la Seine. Ecrivains et intellectuels rendent publique leur indignation. Signalons par exemple un manifeste qui dit : « Nous saluons à cette nouvelle étape de son chemin difficile,

*le vieux compagnon de Lénine, le signataire de la paix de Brest-Litovsk... l'organisateur de l'Armée Rouge qui a permis au prolétariat de conserver le pouvoir malgré le monde capitaliste coalisé contre lui.* »

Le manifeste est signé par André Breton, René Char, René Crevel, Paul Eluard, Fernand Marc, Benjamin Peret, Yves Tanguy. D'autres intellectuels ajouteront ensuite leur signature, comme René Le Febvre, Romain Rolland, J.R. Bloch, Léon Werth, André Gide, J. Cassou, Bernard Lecache, Jean Giono, Eugène Dabit, Alain, A. Wurmser.

Un autre manifeste paraît, avec la signature de Malraux et d'une dizaine d'écrivains. Un troisième manifeste est signé d'une dizaine d'artistes de l'A.E.A.R., filiale communiste, parmi lesquels, notamment, Sylvain Itkine.

Le professeur Langevin accepte la présidence d'honneur du meeting de protestation. Au meeting, qui groupe 800 personnes, on vient lire une déclaration de Romain Rolland : « *Ce sera l'opprobre éternelle de la démocratie française qu'elle ait refusé à Léon Trotsky l'asile qu'il était venu lui demander. C'est la honte de l'Europe que la Turquie lui ait donné une leçon de dignité.* »

D'autres manifestations de solidarité ont lieu en province, par exemple à Lille ou à Montpellier avec le Parti Socialiste, la CGT, les JS, la Fédération Unitaire de l'Enseignement et la Ligue, dans un meeting où parle Vallière. La Fédération Unitaire de l'Enseignement exprime son indignation véhémentement. Même le journal de la fraction stalinisante dans la SFIO, *l'Action Socialiste*, doit faire entendre sa protestation.

### *Trotsky en résidence surveillée*

Mais où chasser Trotsky ? Aucun pays ne l'accepte. Dès lors, le gouvernement Doumergue doit se contenter de le mettre en résidence surveillée. Trotsky est relégué dans un village des Alpes, près de Grenoble (Domène) où il est surveillé sans cesse par plusieurs policiers qui ont mission de ne laisser personne pénétrer auprès de lui. Bien entendu, à de rares intervalles, les militants réussissent pourtant à forcer le blocus <sup>21</sup>.

Les provocations fascistes continuent. C'est ainsi par exemple, que le 29 décembre 1934, au moment de l'assassinat de Kirov *le Matin* publie la manchette suivante : « *Staline annonce-t-on de Moscou, a demandé l'expulsion de France de Trotsky... Souhaitons que la nouvelle soit exacte ; nous serions d'accord pour une fois avec le chef du communisme.* »

*L'Ami du Peuple* précise : « *A la porte Trotsky. Son maintien parmi nous constitue un outrage à nos morts... Qu'attend-on pour l'extrader et l'envoyer à Moscou ? Tant pis si le voyage se termine mal pour lui.* »

En même temps, dans *l'Humanité*, Duclos mène une campagne

parallèle et monte une provocation où Trotsky est dénoncé comme l'instigateur du meurtre de Kirov <sup>22</sup>.

En même temps que le guépéou entre ainsi en action, les gardes blancs continuent à s'agiter. Or, devant ces dangers accrus, Trotsky étant en résidence surveillée, ses amis sont impuissants à le protéger effectivement. Aussi essaye-t-il d'obtenir un visa pour l'Angleterre (avec l'intervention de l'ILP) et pour d'autres pays. A chaque fois, un refus lui est opposé sous la pression du Kremlin.

C'est la Norvège qui, en 1935, lui accorde enfin l'autorisation de séjour — la Norvège où gouverne le parti socialiste « de gauche », le N.A.P. Les fions-fions démocratiques en Norvège même ne dureront pas longtemps. Sous la pression conjuguée des fascistes de Quisling et du gouvernement de Moscou, les « socialistes de gauche » ne tarderont pas à chasser encore une fois Trotsky, sans cesse traqué pour son attachement irréductible au socialisme révolutionnaire.

### III

## Les bolcheviks-léninistes dans le Parti Socialiste

#### LE GROUPE BOLCHEVIK-LENINISTE DANS LA SFIO

##### *Les perspectives*

Comme nous l'avons déjà signalé, les communistes internationalistes n'avaient pas tous la même perspective. La majorité des Jeunesses (Craipeau, Rigal, Rousset) estimait que la présence des trotskystes dans le Parti Socialiste serait très courte, que leur tâche était de convaincre l'aile révolutionnaire et de construire avec elle le parti marxiste nécessaire pour aborder la crise révolutionnaire. Ils en tiraient la nécessité d'entrer « drapeau déployé », en utilisant d'emblée toutes les possibilités offertes par le libéralisme de la social-démocratie avant qu'elle se soit prémunie contre les révolutionnaires.

Les « entristes » adultes, au contraire (Molinier, Frank) pensaient qu'il fallait entrer dans le Parti Socialiste sans éclat, au besoin individuellement, chacun dans sa section de base. Leur perspective était longue. Ils considéraient du reste comme probable l'unité organique des deux partis ouvriers, désormais aussi réformistes l'un que l'autre, et envisageaient la construction du parti à travers une semblable expérience.

Toutefois ces perspectives n'ont nullement éclairé l'action des communistes internationalistes.

Les militants bolcheviks-léninistes réagissaient plutôt selon leur tempérament et la situation différente de la jeunesse et du parti,

sans s'efforcer de préciser leur perspective et d'y adapter leur tactique. Par exemple les partisans de « l'entrée individuelle » n'expliquaient ni ne justifiaient leur perspective longue. S'il s'agissait de rester plusieurs années dans la SFIO, il fallait s'adapter davantage au milieu, renoncer à apparaître comme une sorte d'armée indépendante bivouaquant sur les terrains de chasse socialistes, renoncer à ce nom même peut-être de « bolcheviks-léninistes », compliqué et plus qu'étrange aux oreilles des militants socialistes (en fait les « trotskystes » furent désignés dans le Parti par leurs initiales mystérieuses : les B.L.). Au contraire, les mêmes camarades qui se perdaient en pourparlers de sommets avec les groupes de la gauche, se conduisaient par ailleurs dans la SFIO comme des pachydermes dans une galerie de porcelaine.

Quant aux jeunes, leur perspective courte ne les empêcha pas de se trouver pris au dépourvu par l'offensive réformiste en juillet 1935.

### *L'accueil*

Les socialistes n'étaient pas fâchés de marquer le coup en accueillant des « transfuges » du parti communiste. L'expérience n'avait pas montré que de semblables transfuges avaient toujours, jusqu'à présent, fait d'excellents sociaux-démocrates, comme Laurat ou les « trotskystes » Paz, Collinet et Labin, quand bien même ils ne dépassaient pas les limites de la social-démocratie, comme L.O. Frossard ? Si la droite du Parti Socialiste se félicitait du bon tour joué au P.C., la gauche attendait, malgré une certaine inquiétude et quelques préventions, ces nouveaux alliés.

Aussi, le Parti Socialiste accueillit-il avec une certaine chaleur les trotskystes, saluant dans *le Populaire* leur adhésion et leur reconnaissant leurs droits d'ancienneté. La perspective la plus favorable semblait donc avoir prévalu : quoique affaibli par quelques ruptures, le groupe B.L. avait adhéré en bloc ; il avait maintenu sa cohésion ; il éditait son propre journal qui arborait la faucille et le marteau.

Dans les sections, les trotskystes furent reçus avec curiosité, comme la famille Durand déballe le puma empaillé envoyé par l'oncle d'Amérique.

Quant aux militants de la Ligue Communiste, dans la région parisienne par exemple, ils avaient bien l'impression de tomber dans un autre monde. Ils se trouvaient dans des réunions de section qui groupaient 40 ou 50 camarades sur 400 ou 500 inscrits au Parti. Ils assistaient, stupéfaits, aux effets oratoires de ces petits bourgeois en chapeaux, qui plaçaient leurs discours sur n'importe quoi sans se soucier d'autre chose que d'obtenir un succès personnel — presque tous préoccupés d'élections municipales et de scandales locaux — et à qui la révolution socialiste était à peu près complètement étrangère.

Après avoir fini leur speech, vidé une querelle personnelle, congratulé les élus locaux et provoqué une inondation verbale de liberté, égalité, fraternité et république, les « citoyens » présents se levaient, se recongratulaient et se séparaient, sans se soucier même d'organiser la vente de leur journal. Et c'en était fini, le plus souvent, jusqu'au mois suivant.

La section ne se réveillait vraiment qu'à l'approche des élections. Là, s'ouvraient des luttes épiques. Bien souvent, c'était alors seulement que l'on comprenait la géographie politique de la section. Le ralliement aux diverses tendances dépendait parfois de la lutte intérieure au sein de la section, pour le partage des sièges municipaux. « Gauche » ou « droite » étaient du reste aussi friands de combines avec les radicaux ou tous autres « républicains », qui pouvaient favoriser leur élection.

Certaines sections étaient particulièrement bien « organisées ». Tels étaient les fiefs des principaux topazes, comme Barthelemy à Puteaux et Sellier à Suresnes. Comme un certain nombre de « citoyens » trotskystes entendaient poser en réunion de section des questions embarrassantes, Barthelemy n'hésita pas, par exemple à en faire exclure une dizaine de sa propre autorité. Ce furent les premières exclusions <sup>1</sup>.

De telles sections, colonisées par des gangsters réformistes, étaient néanmoins l'exception. En général, les sections comprenaient un noyau d'employés et d'ouvriers désireux d'action révolutionnaire. Parmi eux se recrutaient les rares activistes, vendeurs du *Populaire* et colleurs d'affiches. C'était vers eux que les B.L. entendaient diriger leur propagande.

### *Les pourparlers avec la gauche*

Le premier effort des B.L. fut d'essayer d'unifier et d'impulser la gauche. Depuis que les « néos », avec Marquet, Déat, Ramadier avaient rompu avec la SFIO et s'étaient engagés dans le chemin qui devait conduire la plupart d'entre eux au fascisme, la droite du Parti était représentée par Léon Blum et Paul Faure.

On pouvait ranger aussi dans la droite l'équivoque « *Combat Marxiste* » (sans doute appelé ainsi par antiphrase) de Laurat et Lefeuvre <sup>2</sup>. Cet organe était spécialisé dans la lutte contre le communisme, le front unique, le léninisme et voué au culte du planisme de de Man. Le tout sous le couvert de Rosa Luxemburg. Cette pauvre Rosa Luxemburg n'a pas eu de chance : après l'avoir attaquée et villipendée sa vie durant, après avoir finalement été complice de son assassinat, les réformistes se cachent derrière sa grande ombre révolutionnaire pour attaquer les révolutionnaires.

Quant à la gauche, elle était singulièrement hétérogène <sup>3</sup>. A l'extrême gauche un brûlot : le *Comité d'Action Socialiste Révolutionnaire* (CSAR) dont les militants (qui avaient successivement

publié *l'Action Socialiste, Choc, l'Étincelle*) s'entredéchiraient à tout propos, sans raison clairement définie pour le profane. Tantôt elle jouait le rôle d'agence stalinienne — à l'occasion du congrès d'Amsterdam ; puis désabusée par Amsterdam, elle parlait parfois de IV<sup>e</sup> Internationale mais dans un autre sens que les B.L. Sa tarte à la crème devient bientôt un congrès d'unité entre PS et PC, entre II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationale. A cette réunification éventuelle se limitaient ses perspectives et son programme.

La principale tendance de gauche était celle de la « *Bataille Socialiste* ». Mais elle était loin même d'être homogène. Ses deux leaders, Zyromski <sup>4</sup> et Marceau Pivert <sup>5</sup> ne se rencontraient guère que sur la nécessité de l'unité d'action.

Zyromski était attiré vers le stalinisme et les pourparlers du Front Populaire. Marceau Pivert voulait l'action directe, et se prononçait pour les solutions révolutionnaires.

Le G.B.L. proposa à ces deux tendances l'unité d'action dans le parti sur quelques points précis :

- 1) création d'une milice du peuple dans chaque quartier ;
- 2) mise à l'ordre du jour de chaque section de la préparation de la grève générale ;
- 3) organisation de réunions entre sections socialistes et rayons communistes pour préparer l'unité organique.

### *L'unité organique*

Ce dernier point exige une explication. Les B.L. ne partageaient, pas plus qu'avant, les illusions des socialistes de gauche sur les vertus de l'unité. Pour ces derniers, le parti unifié représentait le type même du parti ouvrier idéal, avec l'arc-en-ciel de toutes les « tendances » du mouvement ouvrier, comme au temps béni d'avant 1921. Le parti devait être *l'image* même de la classe ouvrière. Que ce genre de parti ait mené, dans tous les pays, à l'union sacrée en 1914, cela ne les préoccupait pas. Les B.L. étaient, au contraire, fidèles à la notion léniniste du parti prolétarien. Pour eux, contrairement au syndicat qui groupe les ouvriers dans leur ensemble et qu'elle ne soit leur idéologie, le parti représente une avant-garde politiquement consciente et sélectionnée pour son dévouement. C'est la *conscience* de la classe ouvrière. Un tel parti ne peut pas rassembler à la fois les partisans de la lutte révolutionnaire et les anti-révolutionnaires.

Concrètement, en 1934-35, cela signifiait qu'il ne pouvait se bâtir ni avec les social-traîtres réformistes ni avec les néo-chauvins staliens.

Toutefois il n'existait pas encore de parti révolutionnaire. Les B.L. qui voulaient le construire avaient dû entrer dans la social-démocratie afin d'en retrouver l'avant-garde. Or ils savaient qu'une autre avant-garde, autrement prolétarienne et importante, se trouvait dans les rangs du PC.

De là cette idée, déjà exprimée par Trotsky, que la construction du parti révolutionnaire pourrait éventuellement s'opérer par un regroupement des éléments révolutionnaires de l'un et l'autre parti. L'unité ne pouvait que favoriser cette maturation. C'est pourquoi les B.L. lui étaient favorables. Cette unité ils la souhaitaient, non dans le sommet, dans l'alliance des deux bureaucraties qui ne pouvait se faire que sur le plan du réformisme, mais à la base. C'est pourquoi les B.L. préconisaient les contacts directs entre sections et rayons.

### *La milice du peuple : les T.P.P.S.*

Pour renforcer leurs liens avec la gauche, les B.L. ouvrirent une tribune libre dans *la Vérité*. Ils s'efforcèrent d'obtenir des « gauches » qu'ils mettent leurs actes en conformité avec leurs paroles. Mais c'était vraiment trop leur demander. En novembre, une motion fut votée à la fédération de la Seine dans l'esprit du programme d'action. Mais sans lendemain. Elle fut enterrée aussitôt que votée. En fait les « gauches » se dérobaient à l'unité d'action parce qu'ils ne tenaient pas à passer aux actes.

Sur un point pourtant, le G.B.L. força le barrage : *la milice du peuple*. C'était là le point essentiel de sa propagande.

En février 35, les fascistes apparaissaient plus virulents que jamais. Ils célébraient par une manifestation sur les Champs-Élysées l'anniversaire du 6 février 34. Les organisations de gros paysans réactionnaires, avec à leur tête l'agitateur agrarien Dorgère, menaçaient d'entourer la « ceinture rouge » de Paris, d'une « ceinture verte » réactionnaire. Les fascistes de la « Solidarité Française » procédaient à une expédition punitive à Morsang-sur-Orge (en Seine-et-Oise) contre un instituteur qu'ils avaient déjà fait déplacer de la Seine-Inférieure : Le Corre <sup>6</sup>.

Enfin, les Croix de Feu s'attaquèrent au Parti Socialiste et mirent à sac la permanence de la Seine, rue Feydeau.

Cette fois, l'émotion fut profonde dans le PS Marceau Pivert accepta le front unique proposé par les B.L. pour organiser la milice. Avant de penser à encadrer les masses, il fallait donner un minimum d'instruction militaire aux militants. Pour cela, Marceau Pivert et les B.L. finirent par obtenir de la fédération de la Seine l'autorisation de former des cadres spécialisés. Un état-major fut constitué avec Marceau Pivert, un de ses amis, Balay <sup>7</sup> et un B.L., Marc Laurent <sup>8</sup>.

Dans les sections, les militants les plus dévoués rejoignirent l'organisation militaire à laquelle fut donné le nom bizarre de TPPS (Toujours Prêts Pour Servir). Il ne s'agissait pas seulement d'une organisation militaire, mais d'un regroupement des activistes du Parti, prêts à tout moment pour n'importe quelle besogne. Organisés en dizaines, trentaines et centaines, avec leurs responsables élus par

la base, les TPPS partaient la nuit coller des affiches, peindre des inscriptions au minium, jeter des tracts dans une usine.

Les TPPS étaient également mobilisés pour le service d'ordre des réunions, envoyés au besoin en renfort là où l'on s'attendait à de la bagarre. Ils allaient défendre les vendeurs ouvriers et parfois empêcher les fascistes de vendre leurs journaux. Inutile d'ajouter qu'ils étaient très mal armés (un revolver par sizaïne le plus souvent, les autres armés de matraques ou d'armes improvisées). Parfois ils étaient mis en déroute. Par exemple, lors d'un exercice de « protection » place des Ternes, les TPPS présents furent assommés par plusieurs centaines de Camelots du Roy et de fascistes, entraînés par Bucard. Le plus souvent les fascistes étaient corrigés. Ils étaient partout chassés des quartiers ouvriers.

En effet le vent tournait. Les ouvriers se sentaient maintenant les plus forts. Surtout quand ils avaient près d'eux des militants disciplinés et encadrés.

Lors de la manifestation du Mur des Fédérés, on vit plusieurs centaines des TPPS défiler en rangs, au pas, en scandant des mots d'ordre révolutionnaires tandis que, dans le groupe des jeunes, marchaient 500 Jeunes Gardes Socialistes en chemise bleue et cravate rouge. Les travailleurs applaudissaient. Ils sentaient que c'était la voie de la riposte, la seule manière d'encadrer les masses en cas de bataille contre les fascistes.

### *Le progrès des idées B.L. : le congrès de Mulhouse*

Les mots d'ordre que lançaient les TPPS et les JGS étaient l'indice de la progression des mots d'ordre B.L. dans une fédération comme celle de la Seine.

Cette progression se manifestait lors des votes politiques dans le Parti : par exemple dans la Seine, à la première session (mai) les B.L. obtenaient 805 mandats sur 5 400. A la deuxième session (juin) le nombre de leurs mandats s'élevait à 1 037 contre 2 370 à la Bataille (Pivert-Zyromski) et 1 570 à Paul Faure. Dans le Rhône ils comptaient 15 % des voix. Leur motion recueillait des mandats dans des fédérations paysannes où le « trotskysme » n'était jamais apparu. Elle emportait l'ensemble des mandats au Maroc.

Ainsi au congrès de Mulhouse (juin 1935), les B.L. apparaissaient déjà avec un certain poids, poussant le congrès à se prononcer nettement. Leur petite minorité forçait l'attention de tous. Ils apportaient un programme cohérent de lutte de classes, d'action directe, de front unique révolutionnaire. Ils étaient seuls à dénoncer l'alliance avec les radicaux comme la trahison de la classe ouvrière et de la révolution socialiste. Pendant que tous les autres se prononçaient pour des variantes du « Front Populaire » et que la tendance de la Bataille réclamait de cette alliance amorphe avec les radicaux qu'elle prenne un caractère « de combat », les bolcheviks-léninistes appe-

laient à la préparation de la grève générale, à l'armement du peuple, au front unique des partis ouvriers pour arracher le pouvoir à la réaction et à la bourgeoisie, à la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan, appuyé sur des assemblées démocratiques, pour exécuter les volontés des masses populaires.

Au lendemain du congrès de Mulhouse, Duclos écrivait dans *l'Humanité* « *Les trotskystes sortent isolés du congrès* ». C'était au contraire la première fois qu'ils apparaissaient en pleine progression. Toute la presse bourgeoise signale, non sans une certaine inquiétude, ces interventions d'un type inusité dans les congrès socialistes. Par exemple, *le Temps* écrit : « Les bolcheviks-léninistes s'expriment avec plus de violence, par la voix de M. Naville qui apporte, à l'adresse des divers ministres des insultes telles que "canaille". (Il) en vient, aux protestations de tous ou presque, à prétendre que M. Léon Blum aurait dit que les communistes, les socialistes et tous les Français s'uniraient derrière le drapeau tricolore s'il le fallait, contre les hitlériens. En somme il s'en prend à tous les éléments du parti. » Il conclut : « Les bolcheviks-léninistes ne sortent pas écrasés au congrès. »

*L'Humanité* écrit : « Les conceptions putchistes des trotskystes sont repoussés par le congrès qui leur oppose la propagande pour arracher les masses à la démagogie fasciste. »

### *Le pacte Laval-Staline*

Duclos avait pourtant raison en un sens. Pour le comprendre, il faut se rappeler qu'en mai 1935, le président du Gouvernement, Pierre Laval, avait fait le voyage de Moscou et vu Staline. A l'issue de cette entrevue, Staline et Laval avaient publié un communiqué commun disant : « *...Mr Staline comprend et approuve pleinement la politique faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité...* »

Ainsi le pléthorique budget de la guerre que condamnaient jusqu'alors, socialistes et communistes, Staline « *l'approuvait pleinement* ». Les deux ans contre lesquels luttèrent jeunes socialistes et communistes, Staline « les approuvait pleinement ». *Staline engageait les travailleurs français à suivre Laval !*

La stupeur fut grande dans le camp ouvrier. Mais les conséquences ne se firent pas attendre du côté de la bureaucratie. *L'Humanité* approuva chaudement. Elle se mit à la page. Pour défendre la démocratie, il fallait compter sur l'armée... de Laval, avec son état-major : Pétain, Gamelin et C°. Thorez et Gitton étaient mûrs pour le social-chauvinisme.

C'est pourquoi la bureaucratie réformiste se sentait tout à fait proche d'eux. Ils lui apparaissaient comme d'une nature semblable à la sienne — prêts à accepter la « défense de la patrie ».

Du même coup, elle se posait *sérieusement* le problème de l'unité

organique ; elle ne se souciait plus du tout de rassembler des éléments anti-staliniens pour faire pièce au Parti Communiste. Bureaucrates réformistes et staliniens apparaissaient au contraire soudés dans la même haine, les uns et les autres, pour les idées révolutionnaires et internationalistes. Aussi entendait-on Léon Blum déclarer à la tribune du congrès de Mulhouse : « *Si l'unité devait se faire sans votre petit groupe, j'en prendrais aisément mon parti* »<sup>9</sup>.

Il ne s'agissait pas d'une boutade. Les B.L. se trouvaient devant la haine conjugée des deux bureaucraties. En ce sens, ils étaient plus « isolés » que jamais. Leur situation dans le PS devenait singulièrement précaire. Mais ils ne s'en apercevaient pas. Ils étaient trop occupés au travail quotidien pour bâtir la milice, les JS, les noyaux d'ouvriers actifs dans le Parti.

## L'ACTION DANS LES JEUNESSES SOCIALISTES

Le terrain le plus favorable aux idées bolcheviks-léninistes était certainement celui de la Jeunesse Socialiste, particulièrement dans la Fédération de la Seine. Pourtant, précisément à cause de cela, c'est dans les Jeunesses que l'entrée des bolcheviks-léninistes causa le plus d'appréhension. Lorsque le secrétaire des Jeunesses Léninistes vint annoncer à la commission fédérale des JS de la Seine l'adhésion de son organisation, les dirigeants des JS se regardèrent, stupéfaits et sérieusement effrayés. La direction nationale des JS (le C.N.M.) contesta aux jeunes léninistes les droits politiques que la C.A.P. du Parti avait accordés aux bolcheviks-léninistes. Il est vrai que, dans la Seine, ces droits leur furent presque aussitôt reconnus.

Que représentaient alors les Jeunesses Socialistes ? Officiellement fortes de 11 000 membres, elles comptaient seulement une petite minorité d'ouvriers, sauf dans certaines régions traditionnellement socialistes comme le Nord et le Pas-de-Calais, où se trouvaient de loin les plus fortes fédérations, mais aussi les plus réformistes. Les Jeunesses Socialistes étaient tenues en tutelle par le Parti. A chaque échelon la direction était mixte : mi-partie adulte et jeune. Les Jeunesses Socialistes ne devaient pas s'occuper de politique. Elles s'étaient longtemps contentées d'organiser des fêtes et d'aider les adultes à coller leurs affiches électorales.

Toutefois, cet état de choses avait tendance à se modifier avec l'évolution à gauche du Parti. Les jeunes avaient bagarré contre les néos<sup>10</sup>. Les fédérations de gauche, comme la Seine, leur laissaient plus de liberté. Ils étaient les plus sensibles aux menaces fascistes, les plus prêts à répondre par l'action directe. Leurs éléments d'avant-garde étaient perméables, plus que dans le Parti, aux idées révolutionnaires.

De là, le phénomène classique dans la social-démocratie : l'opposition croissante entre le Parti et une partie de ses Jeunesses. On sait que déjà en 1911, c'est, pour une part, en tant que machine de guerre contre la bureaucratie adulte que Karl Liebknecht avait fondé l'Internationale Socialiste des Jeunes. Evoluant à gauche, la jeunesse tendait à secouer le joug réformiste des adultes.

### *La lutte pour l'autonomie*

Au congrès de Nîmes, les JS de la Seine avaient réclamé « la révision des statuts pour accorder aux jeunes la liberté de discussion politique et d'action ». Ils avaient obtenu 782 mandats contre 5 090 à la majorité qui proclamait son « attachement indéfectible au Parti Socialiste ». Mais depuis, au sein même du CNM, le secrétaire jeune (il y avait aussi un secrétaire adulte représentant le Parti) avait à son tour soulevé le problème de la révision des statuts pour donner aux jeunes davantage d'autonomie.

Un congrès extraordinaire était convoqué sur cette question en octobre 34, au lendemain de l'adhésion des Jeunesses Léninistes.

Dans la Seine, la grande majorité avait pris parti pour la révision des statuts. Mais elle était dispersée sur plusieurs motions : Fred Zeller, représentant le centre — Braudo et Boutbien représentant la gauche — à l'extrême-gauche : Rousset et les léninistes.

Ces derniers couraient sur leur lancée. Hors des Jeunesses Socialistes, ils avaient influencé une fraction des Jeunesses Socialistes dans le sens de l'autonomie complète à l'égard du Parti. C'était évidemment une étape vers la rupture totale avec le Parti Socialiste et vers l'adhésion à la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais les Jeunesses Léninistes eux-mêmes, avaient adhéré aux Jeunesses Socialistes, et ils retrouvaient l'autonomie comme la pierre de touche de la tendance léniniste au sein des Jeunesses Socialistes. Bien entendu, ils mettaient désormais en avant les rapports *normaux* d'une organisation de jeunes à l'égard d'une organisation adulte. L'autonomie qu'ils réclamaient était accordée aux Jeunesses Léninistes par la Ligue Communiste ; elle est de règle entre organisations communistes adulte et jeune. Mais comme les jeunes léninistes luttaient en même temps pour une politique opposée à celle du Parti, leur propagande pour l'autonomie équivalait à une lutte pour l'indépendance. Elle était ressentie comme une propagande scissionniste.

Cette propagande pour l'autonomie devait nécessairement exacerber toutes les luttes de tendances au sein de la Jeunesse Socialiste.

### *Construire la jeunesse socialiste*

Pourtant, si cette politique correspondait à l'orientation offensive des Jeunesses Léninistes — celle du « drapeau déployé », elle ne

correspondait nullement à un objectif scissionniste. Au contraire. Elle s'accompagnait du mot d'ordre de *l'unité de la Jeunesse Ouvrière*. Les Jeunesses Léninistes s'orientaient vers une jeunesse ouvrière unifiée, convaincus que, si cette unité se réalisait avec des garanties de démocratie, leurs idées l'emporteraient aussi bien dans l'avant-garde prolétarienne des Jeunesses Communistes que dans les Jeunesses Socialistes. Dans ce sens, les Jeunesses Léninistes firent des efforts systématiques. Ils proposèrent un programme minimum comme base de la Jeunesse Unique, programme qui insistait essentiellement sur les garanties de démocratie intérieure et ne s'efforçait pas de faire admettre à l'avance le programme B.L. Ces propositions furent critiquées par Trotsky qui voulait que le programme B.L. dans son ensemble fût soumis à la discussion comme base de l'organisation unifiée. Mais les dirigeants des jeunes léninistes comptaient sur le dynamisme de leur action pour le faire discuter ensuite dans l'organisation unifiée. Ils voyaient un test de leur succès dans le fait que les dirigeants des Jeunesses Communistes, Victor Michaut en tête, reprenaient leurs propositions comme conditions de l'unité. Ils ne voyaient pas que, même en admettant que l'unification se réalisât, cela supposait une longue gestation pour l'avant-garde, alors que le temps leur serait sans doute mesuré et que leurs propres perspectives d'entrée supposaient une action rapide.

Mais les jeunes léninistes n'envisageaient plus leur action comme celle d'un commando décidé à entraîner rapidement vers la IV<sup>e</sup> Internationale une fraction des Jeunesses Socialistes. Leur mot d'ordre était devenu au contraire : *Construire la Jeunesse Socialiste*. Ils l'appliquaient avec un incontestable succès. De septembre à novembre l'entente de la Seine était passée de moins de 1 000 membres à 1 450, de 55 groupes à 70. Par une campagne orientée vers les entreprises et sa participation aux grandes luttes ouvrières (Salmson, Citroën...) elle avait rendu son recrutement beaucoup plus prolétarien. « 9/10 des nouveaux adhérents sont des ouvriers » déclare la motion léniniste en février.

Ils essayaient de réagir contre le bavardage et l'anarchie des sections pour les orienter vers l'action systématiquement organisée.

### « Révolution »

Devant le caractère réformiste de l'organe national des Jeunesses Socialistes *le Cri des Jeunes* publié à Lille, l'Entente de la Seine avait décidé d'éditer son propre journal mensuel *Révolution*. Cette décision avait été prise avant l'adhésion des jeunes léninistes, mais déjà sous leur influence et c'est un des membres de leur tendance, D. Rousset, qui avait été désigné comme directeur. Le journal parut à partir de décembre 34. Bien entendu, il refléta toujours la confusion politique de l'entente : le premier numéro commençait par une interview de Spaak, alors leader de la « gauche » belge et qui la

trahit bientôt pour se faire le fidèle ministre de Sa Majesté le Roi. Pourtant c'était un journal de combat, vivant, ouvrier. Trotsky avait salué ses efforts et conseillé de faire plus encore un journal « *d'informations commentées* », spécialisant les jeunes intellectuels dans l'enquête ouvrière, sérieusement renseigné par un réseau de correspondants ouvriers, un journal non pas écrit *pour* des ouvriers, mais le plus possible *par* des ouvriers. *Révolution* s'y efforçait. Son succès était réel. Il vendait 12 000 numéros à la criée, parfois plus (par exemple un seul groupe, le XIV<sup>e</sup> vent 1 415 exemplaires du n<sup>o</sup> 2, d'autres groupes, 900, etc.).

C'était la meilleure arme pour le recrutement et la propagande dans la Seine.

Mais le C.N.M., inquiet du développement des idées révolutionnaires dans la Seine était prêt à s'y opposer par tous les moyens : il décida de supprimer l'organe fédéral de la Seine et d'exclure ses collaborateurs s'ils passaient outre.

La quasi-unanimité de la Seine se dressa pour la sauvegarde de son journal. La direction de la Seine s'en tira par un subterfuge : la commission exécutive de la Seine suspendit la parution de *Révolution*, organe de l'entente de la Seine... mais les camarades Zeller, Brun, Rousset (sa rédaction), déclarèrent reprendre le journal à leur compte personnel conformément aux règles normales du Parti Socialiste. Le numéro 3 de *Révolution* parut comme « *organe de lutte et de combat de la jeunesse ouvrière* ». Comme tel, non seulement l'entente de la Seine continua à le vendre, mais le journal commença à se répandre en province. En août 1935 *la Vérité* affirme que *Révolution* tire à 80 000 exemplaires, contre 30 000 seulement au *Cri des Jeunes* des JS nationales.

### *L'offensive anti-trotskyste*

Les progrès mêmes des idées révolutionnaires entraînaient des réactions violentes. Au C.N.M. il avait été décidé de « liquider les trotskystes avant Pâques ». L'attaque ne venait pas seulement des réformistes. René Dumont, le secrétaire jeune, qui avait été sur le point d'adhérer aux Jeunesses Communistes et restait influencé par le PC, se déclarait l'ennemi irréductible des trotskystes.

Dans la Seine même, le développement de l'influence trotskyste entraînait à l'autre pôle la formation d'un net courant anti-trotskyste. Ce dernier était renforcé par l'attitude combattive et l'excès d'assurance des néophytes du léninisme, fiers de leurs positions révolutionnaires et de leur marxisme.

Ils apparaissaient bientôt comme un corps étranger au sein de l'organisation social-démocrate. Par-dessus le marché, ils menaçaient la tranquillité de ses membres réformistes en exigeant de l'action, en combattant le bavardage. Excitée par les bonzes réformistes et par les staliniens, la réaction fut des plus violentes. Une section

publia un journal anti-trotskyte. Une autre édita un insigne « *je ne suis pas trotskyste* ».

Des anciens dirigeants de l'Entente, les uns firent front unique avec les léninistes (Braudo, Makarovsky, Boutbien), les autres se désolidarisèrent violemment d'eux. Le temps tournait à l'orage. Au congrès fédéral de Montrouge, on assista par exemple à la scène suivante : le dirigeant de l'entente, Fred Zeller, alors « socialiste révolutionnaire » et leader anti-trotskyte arrive à la tribune salué, au chant de la « Jeune Garde », par les 2/3 du congrès ; les léninistes qui constituent un tiers du congrès chantent avec les autres ; mais quand les autres se rassoient, eux continuent :

« Nous sommes les enfants de Lénine  
Par la faucille et le marteau  
Oui nous construirons sur vos ruines  
Le Communisme ordre nouveau... »

Pendant ce temps, le reste du congrès proteste, siffle, hurle, et les bombarde avec ce qui lui tombe sous la main...

Inutile de dire qu'une telle atmosphère paralyse gravement la vie de l'Entente.

#### *Entrevue avec Kossarev et Tchomodanov*

Des adversaires des léninistes, la plupart étaient de jeunes révolutionnaires. (Zeller lui-même était inculpé pour un discours antimilitariste.) Mais ils pensaient que les « trotskystes » n'étaient séparés des staliniens que par des questions de personnes, et que ces questions de personnes constituaient un obstacle à l'unité ouvrière.

La logique voulait que, cherchant une idéologie contre les « trotskystes », ils se rapprochassent des staliniens ; ce qu'ils firent. Ils constituèrent une tendance avec les principaux dirigeants de l'Entente, et ils entrèrent en rapport avec la Jeunesse Communiste. C'est ainsi qu'ils eurent plusieurs entrevues, non seulement avec le bureau politique des Jeunes Communistes, mais avec les deux chefs russes de l'Internationale Communiste, Kossarev et Tchomodanov.

Mais ils furent stupéfaits de ce que leur apprirent ces discussions. C'est ainsi que Tchomodanov leur déclara, lors d'une séance qui eut lieu le 29 avril 1935 :

« *La guerre ? Si elle se fait contre l'URSS et que vous faites votre révolution, vous êtes des traîtres.* »

Il ne s'agissait pas d'une boutade mais d'une politique. Les staliniens liaient la défense de l'URSS non à la révolution prolétarienne mais, au soutien des impérialistes, et, en fonction de cette politique, ils dénonçaient et attaquaient les révolutionnaires. Aussi quand Tchomodanov leur proposa d'être considérés comme « organisation

sympathisante » de l'ICJ, les jeunes socialistes « anti-trotskyistes » accueillirent-ils sa proposition sans enthousiasme.

Les léninistes avaient des antennes un peu partout. La propre secrétaire de Fred Zeller leur remit le procès-verbal sténographique de la réunion. Ils le publièrent in-extenso dans *la Vérité* : les bolcheviks n'aiment pas la diplomatie secrète. Ce fut une véritable bombe dans la jeunesse socialiste.

La majorité de l'Entente comprenait désormais les raisons de la haine acharnée des staliniens contre les « trotskyistes » : c'est que les « trotskyistes » sont des révolutionnaires conséquents et que la bureaucratie contre-révolutionnaire de l'URSS est l'ennemie jurée de la révolution prolétarienne mondiale.

### *Préparation du congrès national des Jeunesses Socialistes*

Dès lors, l'offensive anti-trotskyiste était brisée dans la Seine. Les congrès fédéraux qui préparaient le congrès national de juillet eurent lieu dans une atmosphère bien différente des précédents. Toute la gauche y fit bloc sur le programme bolchevik-léniniste, y compris Zeller, Corvin et leurs amis. En face d'eux s'étaient comptées, d'une part, la droite traditionnelle fidèle à la SFIO, d'autre part, une petite minorité « centriste » groupée autour de la revue *Masses*, qui ne se distinguait pas beaucoup en parole de la gauche, mais qui, bien décidée à ne pas mettre ses actes en accord avec ses paroles, avait voulu garder son indépendance.

La gauche obtint plus des 3/4 des voix. C'était un succès. Il ne fit qu'inquiéter davantage encore les réformistes. Or, la Seine restait à peu près isolée. Seules quelques fédérations avaient été touchées par la propagande léniniste.

En Seine-et-Oise, la majorité passait aux léninistes, mais cela ne correspondait à aucun travail en profondeur. Ailleurs, les appuis de la gauche étaient rares et précaires : les faibles fédérations de la Drôme et du Rhône, l'Isère qui ne groupaient que quelques dizaines d'adhérents, quelques sympathisants de Zeller dans l'Aisne, quelques sections isolées comme celle d'Orléans.

Les bagarres intérieures dans la Seine, avaient absorbé l'activité des révolutionnaires. Par ailleurs, ils avaient élaboré leur stratégie sans tenir compte du retard de l'évolution politique en province. Or en province, la Seine elle-même, traditionnellement, était suspecte ; c'est presque toujours à Paris que les idées révolutionnaires font leur première apparition. La gauche allait bientôt éprouver les conséquences de cet isolement.

## L'EXCLUSION DE LA JEUNESSE SOCIALISTE DE LA SEINE

*Le congrès de Lille (juillet 1935)*

Les bolcheviks-léninistes avaient été informés des projets d'exclusion qu'avaient formés contre eux les dirigeants réformistes des Jeunesses Socialistes lors de la crise de *Révolution*. Mais c'était alors l'époque des violents affrontements dans la Seine.

Entre temps, le calme était revenu dans la région parisienne. Le bloc des gauches s'y était soudé. Exclure les trotskystes devait signifier exclure la gauche, donc les 3/4 de l'Entente de la Seine. Les bolcheviks-léninistes pensèrent que le Comité National Mixte ne l'oserait pas. Ils ne comprenaient pas que les réformistes étaient prêts à tout pour se débarrasser des révolutionnaires — même à détruire leurs propres organisations.

Aussi l'Entente de la Seine ne pensait-elle nullement à l'éventualité d'une exclusion. Confiants et enthousiastes, ses militants se rendirent par camions à Lille où se tenait le congrès.

Or ce congrès était un guet-apens.

La gauche y représentait un quart des mandats. Mais les délégués élus sur la motion de gauche ne se trouvaient pas prêts à mener le combat jus qu'au bout.

Au contraire, rassemblée autour de Lagorgette (représentant du Parti), Bernard Chauchoy et Florimond Lecomte, la droite avait décidé l'exclusion. Dès le début — sur le premier incident — (des Jeunes Gardes socialistes de la Seine avaient mis à mal quelques réactionnaires lillois et leurs drapeaux tricolores) l'atmosphère fut chauffée à blanc. Sans même se donner la peine de chercher un motif statutaire, la droite proposa l'exclusion des 13 dirigeants de Seine et de Seine-et-Oise, non seulement les dirigeants léninistes comme Rousset, Rigal, Hic, Bresler, Braudo ou Craipeau, mais aussi les dirigeants de l'Entente, hier encore anti-trotskystes, comme Fred Zeller ou Mathias Corvin. Dans la charrette des exclus « trotskystes » figurait même un anti-trotskyste impénitent : Lissansky. A peine si la gauche put s'exprimer. Les nervis de Florimond Lecomte allèrent jusqu'à assommer des délégués, comme Bresler, membre du Comité National Mixte, qu'on dut transporter évanoui hors de la salle du congrès.

Quand l'exclusion fut votée à une majorité des 2/3 (3 667 mandats contre 1 534 et 331 abstentions), la minorité — près du tiers du congrès — quitta la salle.

### Que va faire la gauche ?

Les délégués de la gauche se réunirent dans une arrière-salle de café, obtenue à grand-peine. A cette réunion étaient présents les délégués de la Seine (56 mandats sur 70), de la Seine-et-Oise (majorité), de l'Yonne, de la Haute-Vienne, et de fédérations quantitativement peu importantes telles que le Rhône, le Morbihan, les Alpes, les Alpes-Maritimes, la Drôme, le Loiret, le Cher, le Lot-et-Garonne et le Finistère ; tous fort indignés mais réalisant fort mal ce qui se passait. Dans la plupart des fédérations, la discussion politique avait été nulle. Leur adhésion au texte de la gauche ne dépassait pas le cadre d'un vote de motion dans une organisation social-démocrate. Même les militants de la Seine ne comprenaient pas les raisons profondes de l'exclusion. Ils y voyaient une manœuvre de congrès. Deux délégués bolcheviks-léninistes seulement (Rousset et Craipeau) exprimèrent l'avis que la rupture était définitive. Ils expliquaient qu'elle correspondait au nouveau cours de l'URSS vers les puissances occidentales qu'était venu sceller l'accord Laval-Staline. Les stalinien français allaient seconder résolument la bourgeoisie française. Dans ces conditions, les sociaux-démocrates feraient tous leurs efforts pour tenter un rapprochement avec eux, sans même exclure l'unité organique. Une telle politique exigeait qu'ils se débarrassent de leur aile extrême-gauchiste remuante, qui dénonçait tout compromis avec la bourgeoisie, avant tout des jeunes révolutionnaires qui menaçaient d'enlever la direction des Jeunesses Socialistes. Du même coup, l'exclusion des « trotskystes » était un gage pour les stalinien, et qui ne coûtait rien aux réformistes.

De cette analyse ces camarades tiraient une conclusion nette : il faut que l'Entente de la Seine continue, et ne reconnaisse comme direction que celle des exclus. Il faut aussi que la gauche, nationalement, refuse de reconnaître le Comité National Mixte, scissionniste puis constitue un organisme national dont *Révolution* deviendra l'organe. Il faut poursuivre la clarification politique en province par des tournées de propagande, et jeter les bases d'une jeunesse socialiste révolutionnaire.

Dans leur immense majorité les délégués — y compris les B.L. — refusèrent de s'engager sur cette voie. Ils s'efforcèrent de mettre sur pied une campagne pour la réintégration. Les fédérations de gauche rentrèrent au congrès pour plaider la cause des exclus et... sanctionnèrent pratiquement les décisions du CNM réformiste, en reconnaissant son autorité.

Voilà par exemple ce qu'écrivait dans *la Vérité* un des leaders B.L. de la Seine, le camarade Rigal <sup>11</sup>, au lendemain même des exclusions :

« Nous mettons en garde contre tout mouvement irréfléchi : plusieurs d'entre eux (des Jeunes Socialistes), des fédérations entières

parlent de démission, de formations autonomes. Non camarades ! Plus que jamais nous crions : vive l'unité révolutionnaire de la jeunesse socialiste ! Plus que jamais nous disons : contre toute scission criminelle du mouvement ouvrier ! La scission, ce n'est pas nous qui la voulons. Nous exigeons la réintégration des treize camarades exclus. »

Telle était l'orientation officielle des B.L. Elle se comprenait à la rigueur dans la Seine où l'unité se faisait autour de la direction révolutionnaire. Mais à travers tout le pays, c'était semer les illusions les plus désastreuses. En fait, la province, abandonnée à elle-même, se borna en effet à des souhaits de réintégration.

### *L'Entente continue*

Dans la Seine au contraire, l'organisation resta soudée autour de sa direction révolutionnaire. Dès leur retour de Lille, les exclus firent acclamer leur politique devant 350 jeunes socialistes. La grande majorité des groupes continua à reconnaître la commission exécutive dissoute. La minorité ayant organisé une « fête fédérale » à Boulogne dans le fief de la Gorgette, secrétaire adulte du Comité National Mixte, les Jeunesses Socialistes, en tenue, allèrent y manifester leur fidélité à leur comité exécutif.

Les dirigeants de la fédération adulte essayèrent en vain d'utiliser la violence. Ils déménagèrent les fichiers de *Révolution* avant même le retour des délégués de Lille. Les jeunes avaient leurs locaux dans la même maison que la Fédération de la Seine, rue Feydeau. Un jour, ils trouvèrent la porte de leur foyer fermée et clouée avec des planches sur ordre du Parti. La colère cette fois gagna les Jeunes Socialistes. Non seulement les scellés furent arrachés et le foyer libéré, mais lorsque les dirigeants réformistes du Parti, le soir, quittèrent leurs locaux, ils se trouvèrent bloqués pendant une demi-heure par une centaine de Jeunes Socialistes qui scandaient : « A bas les sociaux-patriotes » et qui ne les laissèrent aller que sur intervention de la direction JS.

Devant cette solidarité des Jeunesses Socialistes de la Seine avec leur direction, et les répercussions de la crise dans le Parti, les dirigeants du Parti Socialiste tentèrent une manœuvre. Léon Blum, Blumel, Paul Faure, Severac et Zyromski montèrent au cinquième étage où se trouvait le siège de la direction fédérale des Jeunesses Socialistes. Ils mirent le marché en mains aux exclus : « Renoncez à exprimer votre politique contre la défense nationale ; nous annulerons l'exclusion et nous vous réintégrerons officiellement dans vos postes. » Les exclus leur répondirent : « Précisément ce sont nos postes que nous pouvons abandonner — mais non nos idées. »

Tel était le sentiment de la grande majorité des jeunes socialistes de la Seine. Ils continuèrent à mener leur lutte révolutionnaire malgré les oukases de Blum et Cie.

### *Brest et Toulon*

La crise sociale devenait de plus en plus violente. En juillet, le gouvernement Laval-Herriot entreprit de faire payer aux travailleurs les frais de la crise et de récupérer 9 milliards par décrets-lois sur les traitements des fonctionnaires et travailleurs de l'Etat. Des manifestations eurent lieu en juillet. Les 3 et 4 août, les ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon réagissaient à leur tour. A Brest, ils sont repoussés de l'arsenal, baïonnette au canon, mais ils manifestent violemment : un ouvrier est assommé ; un jeune travailleur est fusillé au moment où il arrache le drapeau tricolore de la préfecture. A Cherbourg et Toulon éclatent des manifestations de solidarité. Le bilan gouvernemental s'établit ainsi : 5 morts, 300 blessés, 175 travailleurs arrêtés<sup>12</sup>.

Les jeunes socialistes appellent à la préparation de la grève générale, à l'organisation de la milice ouvrière, à la constitution d'un gouvernement ouvrier.

Ils rencontrent bien entendu la haine des fascistes. Le colonel de La Rocque mène la campagne. Son organe *le Flambeau* publie le 9 novembre une lettre au Président du Conseil, où il demande des poursuites contre eux et leur journal. La bourgeoisie inculpe en effet *Révolution* pour son édition spéciale sur les événements de Brest et Toulon. L'ouvrier Levacque, gérant de *Révolution*, est arrêté.

Dans les quartiers, les Jeunesses Socialistes mènent également campagne contre la guerre d'Ethiopie. Ils s'efforcent en même temps de refondre leur organisation en construisant des cellules de quartiers et en entraînant leurs militants au travail d'usines. Réorganisation artificielle, semble-t-il, qui aboutit seulement à diviser les groupes déjà trop maigres et à supprimer toute vie politique.

### *La confusion continue aussi*

Mais le plus grave restait la confusion qui continuait. Confusion politique d'abord. C'est ainsi que le rapport de Zeller pour le congrès de novembre 1935 soutenait toujours le mot d'ordre de « *Front Populaire de Combat* »<sup>13</sup>. Comme si les révolutionnaires pouvaient réclamer au Front Populaire (avec Herriot et Daladier !) de passer « à l'action ». Le même rapport enregistrait comme une victoire la formation par Marceau Pivert de la « gauche révolutionnaire », dont le rôle essentiel était précisément de retenir au Parti Socialiste, les ouvriers socialistes. Confusion d'autant plus dangereuse que le rapport avait été établi en accord avec les dirigeants du GBL Molinier et Rous.

Ce rapport semait encore des illusions sur les possibilités de réintégration. En fait, au congrès tenu salle Du Petit-Thouars, en novembre, la direction du GBL voulut encore imposer aux Jeu-

nesses Socialistes de capituler sur la question de la défense nationale, dans l'espoir fallacieux d'une réintégration par le conseil national SFIO qui se tenait en même temps. Le débat devint tellement houleux que toute une fraction des délégués<sup>14</sup> refusèrent de se plier à la discipline des dirigeants B.L. adultes et, en plein congrès, déchirèrent leurs cartes du GBL. Démission de courte durée du reste : les chefs SFIO mirent tout le monde d'accord en excluant aussi bien ceux qui acceptaient de se plier que ceux qui s'y refusaient. Les offres de capitulation n'avaient servi qu'à semer la confusion dans les rangs révolutionnaires.

### *Constitution des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires*

Cette politique équivoque eut des conséquences catastrophiques, surtout en province. Alors que les exclusions avaient eu lieu fin juillet 1935, en janvier 1936 les groupes de Paris en étaient encore à rompre avec la SFIO. En Seine-et-Oise, la majorité des groupes avaient manifesté leur sympathie aux exclus, mais ils étaient restés dans la social-démocratie, à l'exclusion de quelques-uns. En janvier 1936 les Jeunesses Socialistes de la région parisienne rompant officiellement avec la SFIO constituèrent les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. En province, l'équivoque se prolongea indéfiniment. C'est seulement en janvier-février que s'organisèrent des tournées dans les départements, pour transformer la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire en organisation nationale. Plusieurs groupes se constituèrent en Meurthe-et-Moselle. D'autres épars, dans le Nord, le Centre et le Midi. Les militants de l'Yonne restaient éparpillés. Le Rhône ne rejoignit la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire que plusieurs mois plus tard. Marseille resta dans la SFIO jusqu'à l'année suivante. La Drôme définitivement. De même la Bretagne.

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire demeurait donc une organisation essentiellement parisienne<sup>15</sup>. D'autant plus que l'échec dans le Parti obligeait un peu partout la Jeunesse à jouer le rôle de parti et que les querelles intérieures au GBL allaient décourager rapidement les jeunes — surtout en province où la formation politique était moins forte.

En fait la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire ne reprit son visage de jeunesse qu'après la constitution du Parti Révolutionnaire en mai 1936. Devenu en décembre « hebdomadaire du rassemblement révolutionnaire », *Révolution* redevint, en juin 36, organe mensuel des Jeunesses.

Les rapports de l'organisation de jeunesse avec le nouveau parti furent alors définis selon les principes communistes d'autonomie administrative. Ces principes furent du reste exagérés, par rapport aux thèses de l'Internationale Communiste et transformèrent le statut de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire en véritable indépendance politique ; c'était une manifestation d'avant-gardisme d'abord — les

jeunes ayant conscience d'avoir joué le rôle décisif dans la construction du Parti. C'était ensuite une réaction de méfiance à l'égard de la fusion avec les militants du groupe « La Commune ».

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire était d'ailleurs affaiblie. La plus grande partie de ses cadres avaient été perdus ou étaient passés au Parti. La scission du mouvement trotskyste dont nous parlons plus loin l'affaiblit encore. Le groupe de la Commune (P.C.I.) effectua en effet la scission également dans la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire et fonda la « Jeunesse Communiste Internationaliste » qui publia quelques numéros d'un journal dissident : *le Jeune Bolchevik*. Cette « JCI » resta un groupe minuscule. Elle ne se développa guère malgré l'appoint de quelques militants venus des « Faucons Rouges ». En novembre 1936, les pionniers des Amis de l'Enfance Ouvrière s'étaient en effet insurgés en majorité, dans la Seine, contre l'emprise SFIO. Exclus ou démissionnaires ils avaient constitué les « Pionniers Rouges ». Mais l'expérience ne dura guère, condamnée par l'état de scission où se trouvait la jeunesse révolutionnaire.

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire, exsangue, s'efforçait de remplacer ses forces par le bluff : « 1 500 dans la Région Parisienne au prochain congrès ! » proclamait *Révolution*. Coupée de l'action de masses, sa direction tendait à devenir d'autant plus bureaucratique.

La Jeunesse Socialiste Révolutionnaire développa pourtant une activité fructueuse en direction des « Auberges de Jeunesses ». C'était une organisation de loisirs constituée en 1936 sur le modèle des organisations allemandes, pour orienter les jeunes vers la voie de garage du camping et de l'amour de la nature. Les organisations « laïques » bourgeoises et réformistes qui l'avaient parrainée, avaient bien pris soin de ne laisser aucune initiative aux jeunes. Mais les questions de loisirs posaient, elles aussi, des problèmes de classes : qu'il s'agisse du caractère imprimé à la culture « ajiste » — de la morale qui doit régner dans les Auberges — de la valeur de son « internationalisme » et de son « pacifisme », de l'orientation donnée au recrutement, qu'il s'agisse enfin des revendications liées à la conquête des loisirs et avant tout de la défense des 40 heures menacées par la contre-offensive bourgeoise.

Les JSR proposèrent au mouvement « Ajiste » de se constituer en organisation ouvrière et révolutionnaire de loisirs, de vivre en communauté socialiste, de rompre avec la morale bourgeoise (hypocrisie sexuelle, nationalisme, conformisme, culte de l'argent et de la situation, etc.), de développer les relations internationalistes, de mener la lutte pour la conquête des loisirs et contre leur commercialisation, d'orienter son recrutement par priorité dans les entreprises.

Tels furent les thèmes de la campagne menée par les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires dans le Centre Laïque des Auberges de la Jeunesse (CLAJ). Ils réclamaient avec insistance que le mouvement ne soit plus géré par les « vieilles barbes » de la Franc-Maçonnerie

et les vieilles dames réformistes, mais par les usagers eux-mêmes. Ces idées faisaient rapidement des progrès dans le mouvement. En 1940 elles allaient changer radicalement la direction et le caractère même de l'Ajisme.

### *Jeunesses socialistes et communistes*

De leur côté, les organisations socialistes et communistes de la jeunesse s'éloignaient de plus en plus de la lutte de classes. Après le congrès de Lille, la Jeunesse Socialiste passa plus étroitement que jamais sous le contrôle du Parti réformiste. Pourtant elle devait sans cesse exclure son aile gauche : au congrès de Creil, elle prononçait pour la deuxième fois la dissolution de la Fédération de la Seine qui passa à l'autonomie (sous le nom de « Jeunesse Socialiste Autonome ») avec à sa tête Lucien Weitz. L'année suivante lorsque Marceau Pivert fut exclu du Parti Socialiste, la Jeunesse Socialiste de la Seine fut dissoute encore, avec à sa tête Chapelain. Mais ces ruptures étaient de plus en plus médiocres. La Jeunesse Socialiste n'avait plus la moindre vitalité.

Les Jeunesses Communistes au contraire, se développaient en nombre. Mais elles abandonnaient tout programme révolutionnaire. Déjà en 1935 après le pacte Laval-Staline, Raymond Guyot proclamait : « *La joie et la fierté d'être conscrit.* » A la fin de l'année, les Jeunesses Communistes faisaient paraître en affiche un appel à « *l'Union de la Jeunesse Française* », où ils tendaient la main non seulement aux curés, mais aussi aux fascistes :

« Les Jeunesses Communistes déclarent ne nourrir aucune haine envers les étudiants des Jeunesses Patriotes qui ne pourront pas utiliser leurs diplômes, ou envers les employés, membres Volontaires Nationaux, travaillant souvent à des traitements inférieurs aux salaires des jeunes ouvriers » (*Avant-Garde* du 14-12-1935).

Par contre les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires et *Révolution* restaient fidèles à la lutte de classe et à l'internationalisme. Ils menaient la lutte inconciliable contre le patronat, l'armée, les curés et les fascistes. Cette lutte lui coûtait cher. Plusieurs de ses militants étaient arrêtés. Hommage rendu par la bourgeoisie à la seule organisation révolutionnaire de la Jeunesse.

## LA RUPTURE AVEC LE PARTI SOCIALISTE

Les conséquences de la déclaration de Staline avaient été clairement analysées par Trotsky avant même le congrès de Mulhouse. Dans une lettre qu'il écrivait de Norvège au secrétariat international

le 6 juin, mais qui ne fut connue dans l'organisation française qu'après le congrès de Lille des Jeunesses, il déclarait :

I. La justesse de la rentrée dans la SFIO est maintenant démontrée par des faits matériels. Notre section, grâce à l'entrée, est devenue d'un groupe de propagande un facteur révolutionnaire de premier ordre. Personne n'osera dire que le groupe, par l'adaptation au milieu, est devenu plus mou, plus modéré, plus opportuniste. Tout au contraire. On peut affirmer avec raison que le groupe B.L. en France dépasse maintenant toutes les autres sections par la précision révolutionnaire de ses mots d'ordre et par le caractère offensif de toute sa politique.

II. La trahison définitive de Staline et de son équipe de l'IC ouvre devant nous de grandes possibilités non seulement à l'intérieur de l'IC, mais aussi dans toutes les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats...

III. Les mêmes circonstances expliquent la nécessité de la lutte implacable que nous avons commencée contre le SAP... Plus souple, plus multiple et surtout plus audacieuse est notre politique de pénétration dans les organisations de masse, plus intransigeante doit être notre politique générale, plus agressive elle doit être envers toutes les idéologies centristes fermées et cristallisées. Le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale doit être irréductiblement opposé à tous les autres drapeaux.

IV. La préparation du congrès de Mulhouse (qui a commencé aujourd'hui, au moment où ces lignes sont écrites) a été non seulement pour notre section française, mais encore pour notre organisation internationale une école remarquable.

Trois motions étaient en lutte : la droite, la centriste et la nôtre. Dans tous les départements, où nos camarades, si faibles numériquement qu'ils soient, ont opposé irréductiblement notre texte aux autres, ils ont gagné des voix et des sympathies et en même temps ont forcé les centristes à se détacher un peu plus de la droite pour ne pas perdre toute influence. Et au contraire, dans quelques cas, où nos camarades ont commis la grave faute d'entrer en combinaison avec les centristes, ils n'ont rien gagné pour notre tendance et en même temps ont poussé les centristes vers la droite.

Ces expériences nous donnent la clé de toute notre politique dans cette période : s'engager dans des combinaisons avec les chefs du SAP, de l'IAG, etc., signifierait perdre notre propre physionomie, compromettre le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale et arrêter le développement de multiples courants centristes dans la voie de la révolution. Pour notre section française elle-même, le congrès de Mulhouse signifie ou doit signifier le commencement d'une nouvelle étape. La SFIO non seulement n'est pas un parti révolutionnaire,

mais n'est même pas un parti prolétarien. Elle est petite bourgeoise, non seulement par sa politique, mais aussi par sa composition sociale. Ce parti nous a ouvert certaines possibilités et c'était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais ces possibilités sont limitées. Le congrès de Mulhouse, avec les répercussions qui le suivront, doit plus ou moins délimiter matériellement ces possibilités. Le prestige acquis par le groupe B.L. doit se transformer en rayonnement sur les ouvriers. Mais les ouvriers se trouvent être en dehors du PS : dans le PC, dans les organisations syndicales et parmi les non-organisées. Le groupe B.L. *doit savoir faire un nouveau tournant*, comme étant le développement logique de l'étape précédente. Sans faire naturellement les moindres concessions, il faut concentrer les neuf dixièmes des efforts sur la dénonciation de la trahison stalinienne.

V. La lutte des différentes tendances contre nous coïncide maintenant presque entièrement avec la préparation idéologique... de la nouvelle guerre impérialiste. L'opposition à la guerre doit de plus en plus coïncider avec la sympathie pour la IV<sup>e</sup> Internationale. La condition du succès, c'est la lutte implacable contre la moindre concession à la théorie de la défense nationale. Le regroupement inévitable dans les différentes organisations ouvrières (Parti Communiste, syndicats, etc.) doit ouvrir pour nous un débouché vers les masses ouvrières. Il faut s'orienter dans cette direction avec toute l'indépendance nécessaire. Ce regroupement peut aboutir dans un délai assez rapproché à *la création d'un parti révolutionnaire*.

VI. Il est absolument nécessaire d'accélérer le travail préparatoire pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Les éléments révolutionnaires qui vont se détacher lors du regroupement général dans la classe ouvrière doivent avoir la possibilité d'adhérer directement à une organisation internationale se basant sur toute l'expérience des luttes révolutionnaires.

En fait Trotsky sous-estimait les capacités de l'appareil stalinien à faire admettre sa nouvelle politique. Les deux partis ouvriers contrôlaient solidement les masses ouvrières qui leur faisaient d'autant plus confiance que leur union entraînait une transformation des rapports de forces en leur faveur. Les remous étaient plus négligeables encore dans les syndicats. Trotsky sous-estimait également les capacités répressives de l'appareil réformiste. Mais il voyait lucidement que la rupture, en tout état de cause était inéluctable dans un avenir proche. La plupart de ses partisans français faisaient preuve de moins de lucidité. Nous l'avons vu dans la crise de la Jeunesse Socialiste. C'était plus évident encore au sein du Parti. Là encore l'initiative appartenait aux réformistes.

### *Les municipalités engagent les hostilités*

Les premières escarmouches avaient eu lieu sur les questions électorales. Par exemple à Conflans-Sainte-Honorine, la majorité de la section ayant décidé de refuser tout compromis avec les radicaux pour les élections municipales, la minorité fut proclamée section légale par la Fédération de la Seine-et-Oise.

L'accrochage le plus sérieux eut lieu au sujet des mairies de Puteaux et de Suresnes. Barthelemy et Sellier y régnaient par la corruption la plus éhontée. Ils y pratiquaient une politique violemment anti-ouvrière, et fermaient la bouche à quiconque essayait de protester. *La Vérité* ayant dénoncé le scandale, le citoyen Barthelemy<sup>16</sup>, député-maire de Puteaux se plaignit auprès de la commission de contrôle. Laquelle bien entendu sanctionna non Barthelemy mais... le responsable de *la Vérité*.

### *L'exclusion des B.L.*

Les bolcheviks-léninistes ne trouvaient pas seulement en face d'eux les appétits municipaux des fromagistes socialistes. Nous avons vu les menaces formulées contre eux au congrès de Mulhouse. Les petits bonzes réformistes des Jeunesses avaient ouvert la voie. Les bonzes du Parti devaient nécessairement continuer l'offensive.

Dans la social-démocratie, les questions de forme et de statuts ont toujours le pas sur les questions politiques. Aussi les militants furent-ils mis en cause sous deux chefs « d'inculpation » devant la commission des conflits. D'abord des « *attaques injurieuses dirigées contre des militants investis de la confiance du parti* » : il s'agissait d'un entrefilet de *la Vérité* qui, à la suite d'un article nécrologique ému qu'il avait publié sur la mort du réactionnaire L. Barthelemy, présentait à Léon Blum ses condoléances ironiques. Était incriminée aussi « *la propagande menée par cet organe en faveur de la constitution d'une IV<sup>e</sup> Internationale* ». Sur ce prétexte une quinzaine de militants arbitrairement choisis étaient déférés devant la commission nationale des conflits aux fins d'exclusion. Sous divers prétextes d'autres exclusions étaient en cours dans plusieurs fédérations de province.

Les B.L. pouvaient-ils faire face à cette offensive ?

Leurs points d'appui étaient bien moins solides parmi les adultes que parmi les jeunes. Le succès relatif qu'ils avaient remporté au congrès était seulement « parlementaire ». Leurs efforts pour recruter des ouvriers dans les sections s'étaient avérés peu rentables. Leur seule réalisation sérieuse était, dans la Seine, l'organisation des TPPS, en commun avec Marceau Pivert. En même temps que les plus actifs, c'étaient les militants les plus ouvriers et les plus révolutionnaires. Une bonne partie des cadres étaient B.L. La plupart des

autres avaient de fortes sympathies pour les idées des B.L., du moins pour leur programme immédiat d'action directe. Les B.L. sauraient-ils souder à eux cette sélection des cadres socialistes ?

### *La gauche révolutionnaire*

C'est alors, en pleine crise des Jeunesses, et quand les B.L. étaient menacés d'exclusion, que Marceau Pivert organisa une nouvelle tendance : la Gauche Révolutionnaire. Cela représentait un certain progrès politique. Marceau Pivert rompait avec Zyromski, de plus en plus ouvertement social-patriote. Il reprenait le programme d'action du GBL les mots d'ordre que les B.L. avaient popularisés dans le Parti Socialiste.

Mais le programme de sa tendance restait confus sur la question du Front Populaire et de l'unité, muet sur la question de l'Internationale, et il ne soufflait mot des exclusions en cours dans la SFIO. Sans doute la Gauche Révolutionnaire se prononçait-elle en paroles contre les exclusions — en novembre encore, Marceau Pivert vint au congrès des Jeunesses Socialistes de la Seine proclamer sa « solidarité » avec les exclus. Mais la gauche révolutionnaire condamnait « *tout ce qui peut nuire à la réintégration* » c'est-à-dire toute activité indépendante de la bureaucratie réformiste. Quand la rupture des Jeunesses Socialistes fut consommée dans la Seine, ses amis (groupe Spartacus) rallièrent l'organisation réformiste. Sur le plan du parti, la gauche révolutionnaire proposait la fusion aux B.L. — mais refusait toute motion commune avec eux pour le congrès fédéral de la Seine tandis qu'elle préparait une motion commune avec Zyromski sur le plan national.

Marceau Pivert disait en somme aux travailleurs socialistes : « Vous pouvez tenir le même langage que les trotskystes, tout en restant dans le giron socialiste. Et c'est tellement plus douillet. » Son langage gauchiste servait ainsi de couverture aux réformistes. Plus tard, Léon Blum le récompensera par un strapontin dans le gouvernement de Front Populaire.

### *Les zigzags du GBL*

La situation des B.L. était difficile. Elle nécessitait une offensive politique vigoureuse. Au contraire, la direction du GBL, n'avait pas cessé de tergiverser depuis le congrès de Lille. Au lendemain de Lille, Trotsky avait télégraphié de Norvège son avis : « Scission définitive fonction de l'accord Laval-Staline : préparer le nouveau parti. » Théoriquement, tous étaient tombés d'accord. Toutefois les responsables B.L. sentaient que cette rupture venait prématurément. Ils auraient voulu l'éviter. Si malgré tout c'était possible ?...

Aussi engagèrent-ils l'organisation, non dans la voie de la rupture

et de la construction du Parti, mais dans l'impasse d'une campagne dans le Parti pour la réintégration. Nous avons vu comment cette politique avait été catastrophique dans les Jeunesses. Elle ne le fut pas moins dans le Parti. Encore en novembre, *la Vérité* est axée sur la préparation des motions pour le congrès fédéral SFIO de la Seine. La semaine suivante le conseil national exclut les B.L. Mais fin décembre les B.L. élus à la C.E. fédérale continuent à y siéger paisiblement. Certains y sont encore en janvier.

Même confusion à l'égard de la « Gauche Révolutionnaire ». A l'origine, des B.L. comme R. Molinier ont encouragé sa formation, tandis que *Révolution* la saluait chaleureusement en première page. Ensuite, le GBL repoussa la fusion proposée par la Gauche Révolutionnaire. Mais il justifia son refus par les insuffisances du programme, sans dénoncer la fonction essentielle de ce groupe : récupérer la base B.L. dans la SFIO pendant que la direction B.L. était exclue, c'est-à-dire empêcher la formation du parti révolutionnaire.

### *Le journal de masses*

Plus le temps passait, plus l'indignation contre les réformistes scissionnistes se calmait, plus la « Gauche Révolutionnaire » transformait en phrases la volonté d'action des militants, plus était difficile la rupture avec le Parti Socialiste dans les sections. Alors, certains dirigeants B.L. essayèrent de tourner la difficulté par un subterfuge, en remplaçant par un journal « de masses » le parti qu'il devenait de plus en plus difficile de construire. En décembre, tandis que la majorité du comité central GBL et de la C.E. des Jeunesses Socialistes avaient décidé de transformer *Révolution* en organe commun du GBL et de l'Entente de la Seine, une forte minorité du comité central apportait le projet de lancer un « organe de masses » nouveau. Cet organe serait édité non pas au nom d'une ou plusieurs organisations, mais au nom d'un comité de rédaction autonome et restreint — en commun avec la minorité révolutionnaire de « Front Social »<sup>17</sup> et si possible avec Marceau Pivert. Il aurait pour base un accord sur quelques points minima.

Ce journal s'appuierait sur des organismes nouveaux — les Groupes d'Action Révolutionnaire (G.A.R.) — qui se constitueraient sur le même programme minimum et qui ne feraient pas obligation pour leurs membres de quitter leur parti.

### *La crise de « la Commune »*

La crise fut d'autant plus profonde dans le GBL que les camarades qui faisaient ces propositions n'avaient aucune intention de faire des concessions. Au comité central qui en discuta pour la

première fois, R. Molinier et P. Frank apportèrent non seulement un projet achevé de leur journal, *la Commune*, mais jusqu'aux affiches déjà imprimées en deux couleurs.

La majorité du comité central refusa de s'incliner. Toutefois on chercha la voie du compromis pour éviter la scission. De laborieuses formules furent élaborées ; elles maintenaient tant bien que mal la politique de GBL, sa perspective de parti révolutionnaire, ses principes de responsabilité du journal devant les organisations. Par contre, elles faisaient une large place dans la rédaction et dans la formule aux partisans de *la Commune*. Mais, en dépit du compromis conclu, ces derniers continuaient leur campagne publique pour leur nouvel organe et, malgré l'ordre formel de la direction du GBL, ils le publièrent.

Dès lors les derniers ponts étaient rompus. Déjà Trotsky s'était violemment prononcé contre « *l'entreprise centriste de la Commune* ». Il avait protesté contre les attermolements et réclamé l'exclusion de R. Molinier. Celle-ci fut décidée d'abord par le secrétariat international.

Le comité central, réuni, la ratifia et décida d'exclure de même tous ceux qui rompraient la discipline du GBL en même temps que lui. En fait, il s'agissait d'une scission profonde. Le groupe de La Commune entraînait la moitié des B.L. et avec eux, les militants adultes les plus influents, notamment les principaux responsables TPPS. Pratiquement, eux seuls avaient la possibilité de faire passer les ouvriers socialistes dans la voie du nouveau parti. Par contre, derrière la majorité du comité central et Trotsky se trouvaient les Jeunesses, qui constituaient une force déterminante.

Ainsi au moment le plus critique de la rupture avec les réformistes, pendant que les révolutionnaires de la phrase jouaient les sirènes pour empêcher les ouvriers de rompre avec la SFIO, les B.L. se trouvaient divisés en deux tronçons hostiles qui gaspillaient leurs forces à éditer deux hebdomadaires concurrents, et usaient leur crédit par des polémiques de la dernière violence les uns contre les autres.

Les ouvriers ne comprenaient plus rien à ces querelles. Finalement ils restaient au Parti Socialiste ou rentraient chez eux. Les jeunes mêmes se décourageaient et un bon nombre abandonnait la lutte.

Le déchet le plus considérable se trouva bien entendu dans les G.A.R. Les militants B.L. y avaient regroupé près de trois cents ouvriers de la région parisienne grâce à leur ascendant personnel. Mais la base confuse de leur regroupement (mi-comités de lutte, mi-parti) les rendait bien plus incapables encore de résister aux pressions multiples qui s'exerçaient sur eux. Devant cette situation, les dirigeants du groupe de La Commune firent une rapide volte-face et proclamèrent ex abrupto un nouveau parti, le Parti Communiste Internationaliste<sup>18</sup>.

Pendant ce temps, le GBL et les JSR avaient publié une « Lettre ouverte pour la construction du parti révolutionnaire » et poursui-

vaient leur campagne pour sa construction et l'élaboration d'un programme.

Désormais les principales divergences politiques antérieures semblaient disparaître : sur la nécessité de construire le parti — sur l'utilité de groupes hybrides du type G.A.R., etc. Mais il subsistait deux organisations rivales et deux journaux concurrents. Faute de base politique sérieuse, la polémique revêtit encore plus de violence et s'exacerba sur le plan personnel.

## LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE AUX U.S.A.

### *Le mouvement ouvrier américain*

Il n'est pas sans intérêt de comparer la construction du parti révolutionnaire aux Etats-Unis et en Europe.

Il faut pour cela ne pas perdre de vue les traits spécifiques du mouvement ouvrier américain — sensibles au moment même de la formation des partis communistes.

#### 1. *Faiblesse numérique du mouvement politique ouvrier :*

Aux U.S.A. les circonstances sociales et politiques n'ont jamais permis l'enracinement de partis ouvriers de masse. En 1919, au moment de la scission communiste, le Parti Socialiste représentait une très faible fraction de la classe ouvrière, à plus forte raison de la population.

#### 2. *Prédominance dans ce mouvement des travailleurs étrangers non assimilés :*

Le bastion essentiel des communistes se trouve dans les groupes de langues des ouvriers immigrés (russes, lituaniens, polonais, lettons, etc.), isolés des masses proprement américaines par la langue et la tradition. Les Américains d'origine se trouvent très minorisés dans le mouvement communiste : cette situation et la volonté de prédominance des groupes étrangers déterminèrent la formation de deux partis communistes rivaux jusqu'en 1922.

#### 3. *Le développement des tendances ultra-gauches :*

C'est là une conséquence naturelle de l'isolement et, en retour un facteur supplémentaire d'isolement. Ces tendances ultra-gauches se manifestaient par exemple dans la résistance à l'apparition comme parti légal (les partis communistes ne s'orientèrent qu'en fin 1921

vers une existence légale)<sup>19</sup> dans l'opposition au travail dans les syndicats de masse — dans l'opposition au front unique — dans le goût des proclamations à propos de tout et de rien (les sectaires s'efforçant de remplacer par ces appels sonores, les conversations quotidiennes avec les ouvriers que leur politique rend impossible).

#### 4. *Réserves potentielles énormes de la classe ouvrière américaine :*

Si les conditions économiques et politiques donnent aux ouvriers un niveau de vie très supérieur à celui de l'Europe et les poussent à chercher une solution personnelle, par contre la puissance même de l'industrie et de la classe ouvrière américaines, les contradictions de plus en plus gigantesques de l'économie des U.S.A., entraînent des batailles sociales de plus en plus violentes et grandioses. Freiné par la prospérité sans précédent jusqu'en 1928, puis paralysé par la crise économique de 1929, ce mouvement se développe fougueusement depuis 1934.

Le mouvement ouvrier américain, beaucoup plus fruste qu'en Europe, beaucoup moins empoisonné par le réformisme et le stalinisme, présente alors des réserves extraordinaires de jeunesse et de puissance. Ce sont celles qui portèrent avant la première guerre mondiale le développement des syndicats révolutionnaires (IWW) puis, après 1936, le développement des syndicats d'industrie (CIO).

#### *La Ligue Communiste*

Le Parti Communiste Américain était marqué par une lutte de fractions très violente sur des questions proprement américaines. En 1928 les dirigeants de l'une de ces fractions, Cannon et Schachtman, découvrirent la lutte de l'opposition russe et refusèrent de sanctionner son exclusion. Vingt-sept d'entre eux furent exclus en octobre 1928. Ils éditèrent un organe *le Militant (The Militant)*, publièrent les principaux documents de Trotsky et menèrent une rude bataille pour leurs idées, malgré les injures, les coups et les attaques du Parti Communiste, qui disposait alors de plusieurs quotidiens, d'une foule d'organes divers et d'un appareil considérable, puissamment financé.

En mai 1929 une centaine des militants constituèrent la Ligue Communiste d'Amérique (opposition de gauche du PC).

Dans la situation de marasme qui caractérisait le mouvement ouvrier américain, et avec sa faiblesse, l'organisation devait d'abord entreprendre un patient travail de propagande individuelle. Elle s'orienta dans cette voie malgré un petit noyau activiste qui lui reprochait son opportunisme, exigeait le passage à une « action de masse » et rompit sur cette base avec la Ligue... pour tourner ensuite contre elle l'essentiel de son activité et végéter en parasite à côté de l'organisation trotskyste.

Le mouvement américain revêt les mêmes traits qu'en France : importance des immigrés et des intellectuels — prédominance des intellectuels à New York comme à Paris. Pourtant l'organisation américaine dispose de dirigeants ouvriers, comme à Minneapolis, et elle marque plus d'efficacité : par exemple elle réussit à monter sa propre imprimerie, ce qui resta toujours en France un projet en l'air.

En 1933 la Ligue Communiste rompt avec la III<sup>e</sup> Internationale comme les autres sections de l'opposition de gauche et s'oriente vers le travail des masses. Elle participe au travail syndical, aux comités de chômeurs, à la conférence Tom Mooney, prend des contacts avec la gauche socialiste, les Jeunesses Socialistes.

### *Deux expériences de direction gréviste — New York et Minneapolis*

Les premiers pas des « trotskystes » américains dans le travail de masse méritent d'être observés de plus près. Le mouvement gréviste reprend. Les « trotskystes » y interviennent. Riches d'enseignement restent leurs interventions dans deux grèves significatives.

Dans le premier conflit, cette intervention est quelque peu accidentelle : un militant de la Ligue, Field, se trouve porté à la tête de la grève des hôtels qui englobe 10 000 travailleurs new-yorkais. Le Parti et sa direction se mobilisent pour l'aider. Une douzaine de camarades sont désignés pour l'appuyer. *Le Militant* paraît trihebdomadairement grâce aux sacrifices de toute l'organisation. « Rien à moitié » est la devise des trotskystes américains, « Tout ce qui mérite d'être fait mérite d'être bien fait ».

Malheureusement Field, gonflé de vanité par son rôle, monopolise la direction, refuse de « perdre son temps » avec la direction du Parti : pratiquement il veut en faire à sa tête. Par-dessus le marché, il tombe dans le panneau des négociations de sommets, interminables. La direction de la Ligue sent qu'il va entraîner la grève à une défaite dont elle portera la responsabilité. Dans une organisation révolutionnaire, la direction trace la loi pour tous, y compris les dirigeants syndicaux : Field est exclu en pleine grève. Peu de temps après, la grève aboutit à une défaite totale.

L'autre expérience est au contraire celle d'une victoire. Ou plutôt il s'agit d'une série de luttes de 1934-36-37, au travers desquelles Minneapolis devint le bastion ouvrier du mouvement trotskyste. La région de Minneapolis était depuis longtemps dominée par une association de patrons de combat. Les salaires y étaient bas, longue la journée de travail. La victoire d'une grève du charbonnage dirigée par les trotskystes, stimula la volonté d'action des travailleurs des transports dont les syndicats étaient travaillés par les trotskystes. Les « trotskystes » sont gênés par les dispositions anti-communistes dans les syndicats (AFL). Ils ne peuvent pas détenir la direction

officielle du syndicat. Ils le dirigeront néanmoins effectivement au travers d'un « comité d'organisation ».

Après avoir gagné la solidarité des autres syndicats de Minneapolis, les travailleurs des transports déclenchent la grève à l'improviste et prennent le patronat par surprise.

Dans les grèves modernes où l'Etat intervient sans cesse, la nécessité d'une direction politique est plus impérieuse que jamais. La direction trotskyste se caractérise par les traits suivants :

### 1. *Organisation minutieuse préalable :*

Avant le déclenchement de la grève tout est préparé : un hôpital d'urgence avec médecin et infirmières (les grèves américaines sont toujours violentes), un corps féminin pour appuyer les grévistes de ses manifestations, une armée de voitures et de camions pour transporter les piquets de grève, etc.

### 2. *Confiance dans les masses et leur action militante :*

Mettre sans cesse les masses au courant de ce qui se passe, les consulter, les organiser, donner à chacun sa tâche. Pas de grève indolente et passive. Au contraire action de masse dynamique.

### 3. *Aucune confiance dans les négociations avec les bourgeois :*

Les intermédiaires du Bureau du Travail, ou même les fonctionnaires « bien intentionnés » sont des ennemis. Les user. Ne rien leur céder. Discuter sans cesse sous la pression des travailleurs.

Au cours d'une première phase, les patrons et la police sont incapables de briser la grève ; les jaunes sont battus par les piquets de grève ; tous les travailleurs se frottent les mains en s'apercevant que, pour la première fois, les victimes ne sont pas toujours du côté ouvrier. Au bout de six jours, les grévistes obtiennent la reconnaissance de leur syndicat et organisent la bataille décisive.

Les trotskystes l'organisent méticuleusement. Ceux de Minneapolis sont renforcés par deux dirigeants du Parti et deux journalistes de talent. Le comité de chômeurs est utilisé à fond pour l'aide au mouvement. Quand il éclate, les grévistes lancent un quotidien (*l'Organisateur Quotidien*) pour la propagande. Ce quotidien, réfute les mensonges de la presse bourgeoise et tire les leçons politiques. Il est très bien accueilli. Les ouvriers de toutes les corporations viennent le chercher et le diffusent. Journal gratuit mais qui rapporte de fortes sommes à la grève, chaque ouvrier donnant sa souscription. Arme décisive pour la victoire.

Les négociateurs du gouvernement sont écœurés par la résistance ouvrière. Finalement, malgré l'arrestation des leaders trotskystes et des dirigeants de la grève, malgré deux tués et des centaines de

blessés, les ouvriers remportent une substantielle victoire. Les « trotskystes » ont montré qu'ils n'étaient pas des bavards mais des dirigeants effectifs des luttes ouvrières. Et la grève de Minneapolis est un exemple vivant pour les ouvriers américains.

### *Fusion avec le parti ouvrier américain*

Durant tous ces mouvements les « trotskystes » n'ont pas perdu de vue leurs objectifs politiques. Un pas en avant est leur rapprochement avec l'American Workers Party (AWP — parti ouvrier américain). C'était là une organisation d'origine syndicale pour une part, pour une part d'origine petite-bourgeoise et religieuse. Organisation fort hétérogène, depuis peu transformée en parti, sans horizon international et travaillée par le stalinisme.

La fusion s'effectua au cours d'une discussion politique publique, sur la base des principes de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le Parti Ouvrier (Workers Party) fut constitué.

Un certain nombre de sectaires en furent fort indignés. On n'avait pas vidé toutes les divergences avec les centristes de l'AWP ; il aurait fallu mettre fin à leurs déviations par une discussion des thèses et « bolcheviser » l'organisation, coûte que coûte. Telle était la position des sectaires, comme Ehler, qui ne comprenaient pas qu'il fallait gagner définitivement au communisme les anciens militants de l'AWP par une collaboration fraternelle dans le travail du parti. Les sectaires menèrent dans le Parti une lutte fractionnelle sans merci qui décourageait les bonnes volontés des militants de l'AWP : « Ce qu'on nous avait dit des trotskystes est donc vrai : ce sont des coupeurs de cheveux en quatre et de stériles pondeurs de thèses. »

Ce travail fractionnel violent ravagea le Parti et facilita le travail des staliniens qui n'avaient suivi la majorité de l'AWP à la IV<sup>e</sup> que pour poursuivre leur travail. Certains essayèrent de désagréger le Parti, comme Budenz<sup>20</sup>, mais restèrent tout à fait isolés.

Par ailleurs le programme d'action du Parti, tracé au moment de l'unification, apparaissait trop ambitieux. L'AWP avait été jusque-là subventionné par des bourgeois idéalistes. Mais ces bailleurs de fonds refusaient d'appuyer un parti aussi nettement révolutionnaire que le parti unifié. Il fallait battre en retraite vers une extériorisation plus modeste. L'unité avec l'AWP apparaissait seulement comme une étape dans la voie de la construction du parti révolutionnaire.

### *L'entrée dans le parti socialiste*

La situation dans le Parti Socialiste retenait de plus en plus l'attention des militants du WP. La lutte entre la gauche (dont l'aile la plus décidée s'appelait l'aile « militante ») et la droite réformiste marquait le Parti Socialiste Américain comme le PS français. De

même qu'en France avait eu lieu la scission avec les « néos » ; de même aux Etats-Unis, mis en minorité, les droitiers de New York avaient rompu avec le Parti.

Le problème se posait ainsi devant les militants IV<sup>e</sup> Internationalistes : laisseraient-ils, sans intervenir, la gauche se désagréger, les staliniens la noyauter et l'absorber comme en Espagne ? Il fallait intervenir rapidement pendant la période de flux, avant qu'une nouvelle bureaucratie ait eu le temps de se cristalliser. Il fallait, comme en France, entrer dans le Parti Socialiste.

Les oppositions furent multiples. De la part des sectaires d'abord bien entendu, mais ils furent exclus fin 1935, pour débarrasser le Parti de leur lutte fractionnelle et de leur sabotage. De la part des militants AWP aussi, scandalisés qu'on remette en cause « l'indépendance » du Parti. Le PS n'était-il pas un parti étranger et hostile ? Liquider le Parti, n'était-ce pas un sacrilège ? Cannon répond : « *La loyauté et le patriotisme d'organisation sont des qualités indispensables dans le mouvement révolutionnaire, mais le fétichisme d'organisation, surtout pour les petites organisations qui ont encore à faire la justification de leur droit à la direction de la classe ouvrière, peut devenir une tendance de désorientation* »<sup>21</sup>.

En juin 1936, à une forte majorité, le congrès du Parti décidait l'entrée dans le Parti Socialiste : ce que les Américains appelaient « le tournant français ».

### *La lutte des B.L. américains dans le PS*

Pourtant les conditions imposées par les bureaucraties socialistes, y compris « de gauche », étaient draconiennes. Elles obligeaient le WP à abandonner sa presse : son hebdomadaire et son mensuel. Elles l'humiliaient en refusant d'accepter son adhésion en bloc et en forçant ses militants à demander leur adhésion individuellement, à la base, sans droit d'ancienneté.

Mais les trotskystes avaient pour eux l'extension du mouvement des grèves qui exacerbait les oppositions de classe. Une nouvelle vague de grèves balayait les USA à la suite des grèves d'occupation de juin 36 en France. La masse des adhérents de l'AFL s'insurgeait en même temps contre le syndicalisme borné, corporatif et de collaboration de Green et des autres chefs syndicalistes. Avec Lewis se formaient les syndicats CIO, formés sur la base de l'entreprise, décidés à la lutte.

C'était le temps de la guerre d'Espagne et des procès de Moscou. Les trotskystes profitèrent de leur présence au sein du Parti Socialiste pour atteindre un auditoire beaucoup plus large, pour constituer le comité Dewey sur les procès de Moscou et organiser le contre-procès de Trotsky. Ils l'utilisèrent enfin pour conquérir des nouvelles positions syndicales comme dans l'automobile et dans le syndicat des marins de la côte du Pacifique.

Les réformistes pourtant leur refusaient le droit à la parole. Un groupe de militants leur offrit l'hospitalité d'un journal ronéoté de Chicago qui avait dans le PS une existence reconnue : *l'Appel Socialiste (Socialist Appeal)*. Les trotskystes en firent une revue imprimée. Par ailleurs l'hebdomadaire socialiste de la Californie, *l'Action Ouvrière (Labor Action)* passa sous leur contrôle. Au début de 1937 les amis de *l'Appel Socialiste* tinrent une conférence pour faire le point et constatèrent le bilan très positif de l'entrée.

Mais les agents rooseveltiens et staliniens dans le Parti Socialiste étaient très inquiets et décidèrent de procéder à l'exclusion des B.L. Ils commencèrent par les désarmer en supprimant *l'Appel Socialiste*. Les B.L. exprimèrent leur avis par lettres circulaires. Submergés de résolutions, les bureaucrates interdirent les résolutions dans les sections : ils ne réussirent qu'à en accroître le volume et la violence. Dès lors, ils exclurent.

A New York d'abord. Les exclus publièrent aussitôt le *Socialist Appeal*, hebdomadaire sur huit pages. Des sections entières furent exclues. Elles constituèrent un comité national des sections exclues. Finalement se tint le congrès des sections exclues qui adopta sans opposition le programme de la IV<sup>e</sup> et constitua le Parti Socialiste Ouvrier (Socialist Workers Party). Ce SWP ralliait bon nombre de militants de gauche du PS et de l'organisation nationale des JS (YPSEL).

De leur côté les sectaires pouvaient rapidement faire le bilan de leur activité dans la même période : bilan zéro.



## IV

Juin 1936

# et le Parti Ouvrier Internationaliste (POI)

### L'UNITE BOLCHEVIK-LENINISTE ET LA FORMATION DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE

*La lettre ouverte du Groupe Bolchevik-Léniniste  
et des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires*

L'approche d'une crise sociale d'envergure mettait à l'ordre du jour la formation du parti révolutionnaire. L'exclusion des révolutionnaires par les bonzes socialistes rendait cette formation plus urgente que jamais. La conférence des Bolcheviks-Léninistes, en novembre, l'avait constaté. Elle avait décidé de mener campagne pour sa construction et d'y associer, dans la mesure du possible, les révolutionnaires qui luttèrent dans les divers milieux : militants socialistes et jeunes socialistes, militants communistes en opposition, militants en rupture avec Doriot depuis qu'il avait jeté le masque, ou avec le « front social » de Bergery — militants épars dans les petits groupes « oppositionnels » et qui ne seraient pas encore sclérosés... La conférence avait décidé de s'adresser à eux par une lettre ouverte qui proposerait un projet de programme pour le Parti.

La crise de *la Commune* retarda l'application de cette politique. La lettre ouverte parut seulement en février, signée par le groupe bolchevik-léniniste et par les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.

Les deux organisations jugeaient nécessaire une discussion sérieuse, y compris dans leurs propres rangs. Aussi, la date du congrès constitutif fut-elle fixée au 12 avril.

*Parti Communiste Internationaliste*

Comme nous l'avons vu les militants qui avaient lancé la *Commune*, avaient de leur côté opéré un tournant. En février, les « groupes d'action révolutionnaire » qu'ils influençaient, avaient décidé de mener campagne pour « la reconstruction d'un parti révolutionnaire ». A la fin du mois, une conférence était convoquée pour les 7 et 8 mars en vue de construire le parti. Invités à se faire représenter à cette conférence, Groupe Bolchevik-Léniniste et Jeunesses Socialistes Révolutionnaires protestent contre le manque de sérieux que manifeste une telle précipitation et appellent les délégués à donner leur adhésion au congrès constitutif du parti préparé sur la base de la lettre ouverte.

Le secrétariat international fait distribuer à cette conférence une déclaration qui dit notamment :

*« Le Secrétariat International de la Ligue Communiste Internationaliste a été informé tout à fait en dernière heure que le groupe Molinier organisait en huit jours ce qu'il appelait le Congrès pour le nouveau Parti en France. »*

« Nous ne pouvons prendre pour les Bolcheviks-Léninistes et leur organisation nationale et internationale aucune responsabilité pour les entreprises du groupe Molinier, qui, hier, soutenait la nécessité de " rester tendance de la SFIO " et aujourd'hui proclame le " Nouveau Parti " en huit jours. Molinier a rompu à un moment décisif avec notre organisation nationale et internationale pour constituer un groupe et un journal dont la caractéristique était que, de sa plate-forme, variable toutes les semaines, l'essentiel de la plate-forme des Bolcheviks-Léninistes, c'est-à-dire la IV<sup>e</sup> Internationale, était absente.

« Par la suite, Molinier et ses amis ont redécouvert la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous nous adressons aux camarades qui veulent sincèrement bâtir la section de la IV<sup>e</sup> Internationale en France et nous leur disons :

« Sous l'autorité du camarade Trotsky, le chef de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec notre appui et l'appui des sections de la Ligue Communiste Internationaliste, notre section française (le Groupe Bolchevik-Léniniste) et l'organisation des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, préparent sur la base de la LETTRE OUVERTE la conférence préparatoire pour le Nouveau Parti à la date du 12 avril.

« Nous demandons à tous les militants honnêtes de condamner l'entreprise de division et de confusion du groupe Molinier qui se poursuit : soit qu'il se réclame de l'anonymat (premier appel de LA COMMUNE) ou de quatre ou cinq points variables, soit qu'il se réclame de la IV<sup>e</sup> Internationale... Molinier désagrège et divise l'avant-garde révolutionnaire.

« Nous demandons aux partisans du Nouveau Parti et de la IV<sup>e</sup> Internationale d'adhérer à la Lettre Ouverte du GBL et de JSR et à la conférence préparatoire du Nouveau Parti, le 12 avril. »

Mais le groupe Molinier passe outre, son congrès constitue le Parti Communiste Internationaliste et désigne sa direction. *La Commune* devient l'organe du nouveau Parti.

### *Luttes intestines entre Bolcheviks-Léninistes*

Une commission de jeunes prépare la constitution d'une organisation de jeunes, rivales des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires.

Ainsi, alors que les divergences perdent leur raison d'être, la scission s'aggrave. Jusqu'ici les jeunes partisans de *la Commune* ont tant bien que mal collaboré avec les autres Bolcheviks-Léninistes au sein des JSR. L'indépendance des JSR et le caractère flou des G.A.R. le leur permettait.

La constitution du Parti Communiste Internationaliste et l'orientation vers la constitution d'une Jeunesse de ce Parti, entraîne la rupture de leurs partisans avec la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire.

Chacun des deux groupes Bolcheviks-Léninistes ayant le sentiment d'être réduit par l'autre à l'impuissance, leurs militants se trouvent littéralement exaspérés par la simple existence de l'autre organisation.

Cette situation est d'autant plus intolérable que tous sentent l'approche d'un grand orage révolutionnaire. « *De grands mouvements de masses vont déferler sur le pays* » écrit *Révolution* le 15 mai 1936. L'avant-garde devra-t-elle les aborder divisée et paralysée par ses luttes intestines ?

### *Pourparlers d'unité*

C'est pourquoi, en présence d'une demande d'affiliation formulée par le Parti Communiste Internationaliste, le secrétariat international ne se contenta pas de rappeler que « *la seule section est celle représentée par Révolution et la Vérité* » et de repousser comme inacceptable l'exigence de la « parité » entre les diverses tendances mises en avant par le groupe Molinier. Constatant l'accord fondamental sur la question du Parti, il entreprend de laborieux pourparlers pour l'unification des forces bolchevik-léninistes.

Au début de mai, un accord est enfin signé. Le Groupe Bolchevik-Léniniste, les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires et le Parti Communiste Internationaliste,

« Considérant que la situation politique nécessite une lutte déculpée pour la IV<sup>e</sup> Internationale, proclamée nécessaire par la Ligue Communiste Internationaliste en septembre 1933, puis défendue

en France par la Ligue Communiste et par le Groupe Bolchevik-Léniniste dans la SFIO et hors de la SFIO.

« Considérant que les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, après leur séparation d'avec la SFIO, se sont ralliés aux principes de la IV<sup>e</sup> Internationale et ont donné leur adhésion au Bureau pour la IV<sup>e</sup> et que le Parti Communiste Internationaliste a déclaré à son tour lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale à laquelle il a demandé son affiliation...

« Décident de tenir en commun une conférence nationale le 30 mai, pleinement souveraine pour trancher toutes questions politiques, organisationnelles ou personnelles. »

En fait, les pourparlers traînent en longueur entre les trois organisations. Elles ne parviennent pas à organiser la conférence en commun. Le secrétariat international en effet n'entend pas revenir sur la condamnation portée contre R. Molinier. Au-delà des rancœurs et des divergences passées, est posé en effet un problème de moralité révolutionnaire. De fait, R. Molinier utilise les moyens financiers dont il dispose pour faire sa loi dans le mouvement et imposer ses initiatives aventuristes. Cela, une organisation révolutionnaire ne peut pas l'admettre. Trotsky et le secrétariat entendent que la conférence ratifie son exclusion. Le Groupe Bolchevik-Léniniste et les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires sont du même avis. Ils y renoncent pourtant par souci d'unité. Mais ils se trouvent alors placés devant un nouvel ultimatum. Le PCI à son tour pose comme condition d'unité : que le nouveau parti reprenne le nom de PCI, ses statuts, et le titre de *la Commune* pour son organe. Le Groupe Bolchevik-Léniniste et les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires se refusent à accepter ces conditions. Les pourparlers sont rompus.

Tandis que le PCI convoque une conférence nationale pour la même date, le Groupe Bolchevik-Léniniste et la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire préparent seuls leur propre conférence nationale pour le 30 mai — salle de l'Homme Armé à Paris.

### *La conférence sera-t-elle élargie ?*

Deux organisations avaient demandé à participer à cette conférence sur la base de la Lettre Ouverte et à titre délibératif : *l'Union Communiste* et le groupe *Que faire ?*

Mais dans son journal *l'Internationale*, *l'Union Communiste* ne cessait d'attaquer l'idée même d'un nouveau parti. Quant au groupe *Que faire ?* il se composait d'anciens militants communistes groupés autour de Ferrat, ancien membre du bureau politique du Parti Communiste avec lequel il avait rompu. La plupart de ces camarades avaient depuis adhéré au Parti Socialiste. Ils y avaient rejoint des militants comme Fourier (lui-même ancien communiste). Toutefois, ils n'avaient pas rompu toute attache idéologique avec le stalinisme. Leur attitude à l'égard de la révolution espagnole allait bientôt le

démontrer. D'autre part, ils professaient que les révolutionnaires ne pouvaient lutter ailleurs que dans les deux partis de masse. Dans ces conditions, leur participation à la conférence du nouveau parti révolutionnaire n'a aucun sens. Or le Groupe Bolchevik-Léniniste et les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires entendent former effectivement le parti, non prolonger interminablement des discussions stériles. Ils s'opposent donc à la présence de ces deux organisations hostiles au nouveau parti. La conférence n'ayant pu être organisée avec le PCI, leurs délégués se retrouvent seuls.

### *Faut-il constituer le Parti Révolutionnaire tout de suite ?*

Pourtant, au sein même des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires une opposition se dessine, faible il est vrai, contre la proclamation immédiate du parti.

Les résultats des élections législatives ont été en effet très décevants. Le Groupe Bolchevik-Léniniste a tenu quelque 80 réunions, mais il n'a recueilli que quelques centaines de voix, 20 à 50 voix dans chaque circonscription ; seul Fred Zeller a obtenu 170 voix à Saint-Denis. Les résultats électoraux du PCI sont du même ordre, malgré un matériel plus riche : 70 à 80 voix. Au deuxième tour seulement il a obtenu un relatif succès à Puteaux (600 voix) et dans le XVIII<sup>e</sup> (180 voix) en se maintenant comme seul candidat ouvrier contre Barthelemy et Sellier, en faveur de qui le Parti Communiste s'est désisté.

Ces échecs renforcent les préventions de certains camarades, comme Corvin, contre la proclamation du parti. Un parti ce n'est pas seulement une étiquette. Cela exige de l'organisation qu'elle puisse prendre une part effective aux luttes ouvrières. Les Bolcheviks-Léninistes n'en sont pas capables, restant trop peu nombreux et trop peu liés à la classe ouvrière. Dans ces conditions, la proclamation du parti ne restera-t-elle pas stérile ? Ne sera-t-elle pas seulement génératrice d'illusions et de découragement ? Ne vaudrait-il pas mieux se contenter de jouer le rôle d'un groupe propagandiste ?

Raisonnement scolastique spécieux, répond la majorité. Faire la propagande pour la formation du parti révolutionnaire, cela signifie participer comme tel, aujourd'hui, aux luttes ouvrières, aux combats antifascistes, aux batailles politiques. S'atteler aujourd'hui aux tâches de parti, c'est le seul moyen de *devenir* demain un parti véritable.

Ce point de vue est celui de l'écrasante majorité du congrès.

### *La manifestation du Mur des Fédérés et l'unité bolchevik-léniniste*

Mais y aura-t-il deux partis internationalistes concurrents ? Certains camarades s'y résignent volontiers, accusant le groupe de la Commune de rendre impossible la cohabitation. Les préven-

tions restent très fortes des deux côtés. D'autant plus que les militants des organisations rivales n'ont guère réussi à se trouver dans le coude à coude d'une action commune. L'unité d'action est presque impossible entre organisations faibles, qui se rencontrent rarement sur un objectif commun de travail. Pourtant ils ont eu l'occasion de se trouver et de se battre ensemble lors de la Manifestation du Mur des Fédérés. En cette année 1936, le Parti Communiste organisait la manifestation avec les socialistes et les radicaux, sous le signe du Front Populaire. Thorez figurait à la tribune entre Blum et Daladier. Faisant à Daladier les honneurs de la manifestation, Thorez était décidé du même coup, à s'opposer au défilé des « trotskystes ». Quelle horreur, si ces fanatiques venaient lancer leurs mots d'ordre devant la tribune officielle et effrayer le chef radical ! Les militants du PCI s'étaient retrouvés avec ceux du Groupe Bolchevik-Léniniste et des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires devant le cimetière du Père Lachaise : un millier de militants avec leurs banderoles et leurs grands drapeaux rouges. Le service d'ordre stalinien reçut l'ordre de lui barrer l'entrée du cimetière. Plusieurs milliers de staliniens, dont certains croyaient qu'ils avaient devant eux un groupe doriotiste, attaquèrent le cortège. Leur barrage fut forcé deux fois, sur le boulevard et à l'entrée du cimetière. Finalement, dans l'allée centrale, les staliniens eurent le dessus et dispersèrent les deux ou trois cents internationalistes qui avaient réussi à passer. Ils ne purent du reste pas empêcher les drapeaux trotskystes de passer devant les officiels. Deux militantes avaient réussi à garder sur elles l'étamine rouge d'un drapeau des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires et d'un drapeau PCI. Elles les déployèrent face à la tribune officielle, flottant au vent, tandis qu'elles lançaient les mots d'ordre révolutionnaires devant le service d'ordre stupéfait.

Le coude à coude de la bataille avait rapproché les militants des deux tendances. D'autre part, l'incident soulignait assez l'âpreté de la lutte ; alors même que les travailleurs applaudissaient les grévistes de chez Bloch engagés pour la première fois dans une grève avec occupation d'usine, alors même que le mot d'ordre de grève générale entraînait dans la conscience des masses, les trotskystes, qui préconisaient seuls l'occupation des usines et la grève générale, se faisaient assommer dans le même cortège. Ils restaient à peu près ignorés des masses ouvrières que la logique de la lutte des classes poussait dans leur sens.

Or cette lutte ne pouvait vaincre que si l'avant-garde réussissait à en prendre la tête. Pour cela, il fallait en, tout cas, mettre fin à une concurrence stérile.

Les pourparlers reprirent entre les deux conférences, moins par amour que par nécessité, *sous l'impérieuse pression des événements.*

*Constitution du Parti Ouvrier Internationaliste*

La conférence des Bolcheviks-Léninistes et des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires avait décidé jusqu'au nom du Parti qu'elle constituerait au cas où l'unité Bolchevik-Léniniste ne se ferait pas. Elle avait choisi le nom de Parti Ouvrier Révolutionnaire. Mais elle avait décidé d'envoyer à la conférence du PCI une délégation, avec des propositions unitaires.

Au sein du PCI, les partisans de l'unité (dont R. Molinier) avaient de leur côté réussi à convaincre leurs camarades de sa nécessité. Le congrès du PCI adopta une résolution qui attaquait violemment le Groupe Bolchevik-Léniniste et sa « *manifestation d'un esprit bureaucratique exploitant la faiblesse de l'organisation des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires* » mais il concluait néanmoins à l'unification :

« 7) Les militants du PCI ne veulent pas permettre que les manœuvres de la direction du Groupe Bolchevik-Léniniste puisse aboutir à l'existence et à la lutte de deux partis. Le congrès décide en conséquence :

« a) l'acceptation d'un titre nouveau de Parti et de Journal ;

« b) l'acceptation d'une direction tri-partite préparant un congrès sur les tâches actuelles du Parti unifié pour le 15 août et assurant l'activité du Parti pendant cette période sur la base des statuts communs ;

« c) une déclaration politique commune ;

« d) l'examen des questions en divergence : Groupes d'Action Révolutionnaire, Comités de Front Populaire, etc., et l'établissement d'une solution commune sur ces points jusqu'au congrès du 15 août. »

Un compromis fut établi. Le nom de l'organisation ne serait ni PCI, ni POR, mais *Parti Ouvrier Internationaliste*. Son organe ne serait ni *la Vérité*, ni *la Commune*, mais *la Lutte Ouvrière*. Dans les statuts seraient sauvegardés les articles des statuts du PCI qui donnaient des garanties en cas d'exclusion. Le premier congrès du parti, fixé au 15 août résoudrait les divergences.

En attendant, le comité central était constitué de 7 camarades du PCI, 7 camarades du GBL et 3 des JSR. Le bureau politique comprenait 3 membres du PCI, 3 membres du GBL et 1 des JSR. La majorité des organismes dirigeants était ainsi réservée aux JSR et au GBL (qui du reste représentaient environ les 2/3 de l'organisation commune).

Le Parti Ouvrier Internationaliste (POI) était ainsi constitué sans discussion politique préalable, sans contacts suivis à la base, sans qu'aient été résolues les divergences politiques, encore moins les questions personnelles. C'était un lourd handicap.

Jeunesses comprises, l'organisation comprenait un peu moins d'un millier d'adhérents, groupés en forte majorité dans la région parisienne. Tel était l'aboutissement des luttes d'une année pour la constitution d'un parti ouvrier. C'était encore un instrument bien faible. Il allait, à peine constitué, affronter le feu de luttes ouvrières sans précédent en France et d'une répression dirigée par les partis ouvriers eux-mêmes.

## L'UNITE SYNDICALE

Nous avons étudié dans un chapitre précédent<sup>1</sup> la lutte des « trotskystes » au sein du Parti Communiste et de la CGTU pour l'unité d'action et l'unité syndicale. Nous allons voir cette unité se réaliser en 1935-36, et décupler la puissance de la classe ouvrière. Mais nous allons voir aussi comment elle a constitué une étape vers l'intégration croissante des syndicats ouvriers dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Ce phénomène n'est pas spécifiquement français. Il a lieu dans tous les pays. Il faut voir comment il se produit pour le saisir dans sa réalité complexe et contradictoire.

### *Développement de la CGT. Le poids des fonctionnaires dans la CGT*

Depuis la scission de 1921, la CGT n'a pas cessé de progresser en fonction même de la stabilisation économique. En 1921, elle compte 300 000 membres environ. Elle en compte 374 000<sup>2</sup> en 1922, 600 000 en 1927, 737 000 en 1930, 884 000 en 1931, 900 000 en 1934. Mais sa base a singulièrement changé. Avant 1914, elle ne comptait pratiquement que des ouvriers d'industrie. En 1922, la Fédération des Fonctionnaires entre dans la CGT. Fin 1935, les fonctionnaires constituent plus du quart des effectifs ; enseignement (90 000), postiers (60 000), services publics (50 000), ministères, etc. Les fédérations industrielles sont en général moins puissantes : mineurs (82 000), métaux (50 000), textiles (45 000), transports (35 000).

Le poids des fonctionnaires est devenu prépondérant dans la CGT. Ils y ont apporté l'esprit petit-bourgeois de leurs mutuelles, avant tout préoccupées de la sécurité d'emploi, de la retraite et de prudents aménagements — avant tout soucieuses de s'entendre avec l'Etat et comptant sur lui comme sur la manne céleste. Ainsi se trouve accentué dans la CGT, le recul de l'esprit de classe, de la volonté d'action directe. L'esprit fonctionnaire prédominant y renforce les tendances à la collaboration des classes.

*La « politique constructive » de la CGT réformiste de 1921 à 1936*

La CGT avait bien changé de 1914 à 1918. Antimilitariste, elle avait participé à l'union sacrée sous la houlette de Jouhaux<sup>3</sup>. Fêrue d'indépendance du syndicalisme selon les principes de la Charte d'Amiens, elle s'était transformée en organe auxiliaire de l'Etat bourgeois, veillant à intensifier la production et à éliminer les conflits sociaux.

Au lendemain de la guerre, les dirigeants confédéraux entendent poursuivre cette politique de collaboration des classes qui leur assure de gras fromages dans les organismes d'Etat, nationaux et internationaux, officiels et officieux. C'est contre cette politique que les révolutionnaires de l'époque engagent la bataille. C'est ainsi qu'au congrès des cheminots de 1920, par 196 000 voix contre 123 000, Monmousseau fait triompher une motion qui « *condamne les commissions paritaires, la participation aux organismes permanents d'étude en commun avec la bourgeoisie* ».

Débarassés de l'opposition révolutionnaire après la scission syndicale, Jouhaux et ses amis réformistes mettent en avant un programme de collaboration de classes. C'est la *politique constructive* de la CGT, opposée à la politique revendicative et révolutionnaire de la CGTU.

Sans doute la CGT inscrit dans son programme la défense des avantages acquis (salaires, loi des 8 heures, législation du travail). Mais elle cherche à faire oublier que ces avantages ont été *acquis* par une âpre lutte. Les nouvelles réalisations qu'elle met en avant ont cela de commun, qu'elles ne menacent jamais la stabilité du régime capitaliste, qu'elles constituent au contraire, des aménagements au sein de ce régime. Ce sont d'abord les Assurances Sociales : la CGT crée ses propres caisses, reconnues d'utilité publique : Le Travail. Ce sont les vacances ouvrières, dont elle lance le mot d'ordre depuis 1925. Il est vrai que la CGT demande aussi, depuis 1918, le « contrôle ouvrier ». Mais le mot d'ordre n'a pas du tout la même signification que pour les révolutionnaires. Les révolutionnaires exigent le contrôle ouvrier sur la production et les bénéfices, ce qui signifie l'ouverture des sacro-saints livres de comptes, la surveillance des bénéfices, leur limitation, le patronat dépossédé de son monopole de droit divin sur la production. La CGT *demande le contrôle ouvrier sur l'application des lois sociales* et des conventions ouvriers-patronat (salaire, horaire, discipline, sanctions...) accessoirement sur l'embauche et le débauchage<sup>3</sup> : les « droits » du patronat restent intacts.

La CGT réclame de même la réglementation de la main-d'œuvre, par un conseil national avec participation cégétiste.

Elle met à son programme la défense des monopoles d'Etat, et de la « stabilisation financière ». Le patronat appliquant des mesures de rationalisation pour assurer l'exploitation la plus poussée de la

main-d'œuvre, la CGT le suit sur ce terrain et propose « l'étude de la rationalisation » en commun avec les patrons.

Même politique de collaboration à l'échelle internationale : la Fédération Syndicale Internationale (réformiste) collabore à « l'organisation économique du monde » (!), fait appel à la Société des Nations capitalistes pour qu'elle réalise le désarmement (!) et collabore à ses commissions techniques (Bureau International du Travail, Conférence Internationale du Travail, etc.).

En même temps, elle se prononce contre la faculté laissée aux ouvriers étrangers en France de s'organiser en groupe de langues dans les syndicats.

En 1924, la CGT entre — indirectement — dans la bagarre électorale — au service du cartel des gauches (socialistes, radicaux et assimilés). Voilà où leur logique conduit les farouches partisans de l'indépendance syndicale. Le cartel des gauches prend le pouvoir. Les radicaux constituent le gouvernement. La CGT en profite pour renforcer les organismes de collaboration avec l'Etat.

Au CCN d'avril 1926, Jouhaux explique : « *Le syndicalisme n'a pas le droit d'être au-dessus de la mêlée. Dire que la Confédération doit se limiter au terrain professionnel, ce serait annihiler toutes les possibilités d'action.* » Il s'affirme contre la lutte des classes : « *La collaboration, ce mot ne m'a jamais effrayé.* » En conséquence, il prévoit l'ultime conséquence de cette collaboration : « *Ce qui me préoccupe, c'est de savoir que la CGT pourrait être invitée, en raison des circonstances graves, aux responsabilités du pouvoir.* »

Il s'agit de partager ces responsabilités avec les radicaux. Mais en 1926, Jouhaux n'est pas invité à participer au pouvoir. Les radicaux, dociles aux injonctions de la Bourse, abandonnent toute velléité de réforme. Ils cèdent bientôt la place à Poincaré et à la réaction de combat. C'est avec ces derniers, non avec la CGT, qu'ils « partagent les responsabilités du pouvoir ».

### *Le plan de la CGT*

Ainsi s'effondrent les espoirs que travailleurs et petites gens avaient mis dans le cartel des gauches en 1924 ; les radicaux se conduisent comme des réactionnaires. Mais les masses apprennent lentement dans les périodes de stagnation : en 1932, elles font à nouveau confiance à un « Bloc des Gauches » qui ressuscite le cartel sous des oripeaux plus délavés encore. Une fois de plus les « gauches » au pouvoir donnent leur mesure : impuissants à apporter le moindre palliatif à la crise économique et à la misère, exaspérant les masses par l'étalage de leur nullité et de leur corruption. Nous avons vu comment les fascistes en profitent pour passer à l'assaut du régime parlementaire. Nous avons vu comment les radicaux ont immédiatement capitulé, collaborant au gouvernement avec l'homme des émeutiers, Doumergue, flanqué du maréchal Pétain.

Cette fois, les bonzes de la CGT prennent sérieusement peur pour leur situation : le fascisme écrase indifféremment syndicats révolutionnaires et réformistes. C'est pourquoi ils prennent l'initiative de la manifestation et de la « grève générale » du 12 février<sup>4</sup>.

Ils sentent le danger de continuer le train-train quotidien qui a constitué jusqu'ici la vie sans histoire de la CGT, de ministère en ministère. « *Pour lutter contre le fascisme il faut assainir l'économie en résorbant la crise.* » Pour résorber la crise, la CGT réunit les « Etats Généraux du Travail » avec des économistes et des techniciens qui étudient un plan de « réforme de structure » reposant sur « *la nationalisation du crédit et des industries clés dans une alliance qui unira dans une besogne constructive classes ouvrières et classes moyennes.* »

Le plan de la CGT est en réalité repris des théoriciens réformistes anti-marxistes, dont de Man est le plus brillant<sup>5</sup>. De Man va du reste bientôt tenter en Belgique, sur une grande échelle, une expérience « planiste » qui s'effondrera lamentablement. Suivant son enseignement, la CGT s'efforce de réchauffer les masses avec « la mystique du plan ».

Du moins le plan de la CGT a-t-il le mérite de poser une question essentielle : la nécessité des réformes de structure.

### *La CGT unitaire domestiquée par le Parti Communiste*

Contrairement aux réformistes, les unitaires restent fidèles aux doctrines de lutte de classes. Ils n'hésitent pas à engager la lutte contre le patronat, ce qui les fait traiter de gréviculteurs. Ils combattent les préjugés nationalistes, donnent plein droit syndical aux ouvriers immigrés et les autorisent à former des groupes de langues intersyndicaux. Ils lient les luttes des ouvriers et des chômeurs. Ils combattent les préjugés corporatistes : suppriment des fédérations de métier dont ils ramènent le nombre de 37 à 23<sup>6</sup> et s'orientent vers la constitution de sections locales d'entreprises, groupant tous les travailleurs exploités par le même patron, sans considération de leur corporation.

Les « trotskystes » appuient vigoureusement cette orientation qui caractérise depuis l'origine la tendance révolutionnaire des syndicats.

Par contre, nous les avons vu lutter contre la subordination de la CGTU au Parti Communiste qui, loin de servir le communisme, vidait le syndicat de sa substance. Cette subordination avait été annoncée au nom de ce que *l'Humanité* de 1925, déjà déformée par le zinoviévisme appelait « le léninisme syndical » (1). Refusant cette subordination, peu à peu de nombreux syndicats étaient passés à l'autonomie (comme, dans le Bâtiment, le U.S.B. de Lyon) ou à la CGT. En 1926, les anarchistes avaient formé la CGTSR (CGT Syndicaliste Révolutionnaire). En 1929, les syndicalistes purs de la « Ligue Syndicaliste » étaient entrés en conflit avec la direction

confédérale ; ils avaient quitté la CGTU ou en avaient été exclus. En 1935, la majorité (« trotskysante ») de l'Enseignement restait pratiquement la seule opposition.

En 1929, la CGTU avait officiellement reconnu « le rôle dirigeant du PC ». De fait, son orientation suit fidèlement celle du PC. Pendant la « troisième période » ultra-gauche notamment, la CGTU applique toutes les directives : mots d'ordre abstraits « contre la guerre impérialiste » ou « contre la rationalisation », participation aux manifestations sur calendrier, refus du front unique avec les « chefs social-fascistes », surenchère aux revendications de la CGT, démagogie, politisation des grèves, etc. Résultat : la CGTU est tombée de plus de 500 000 membres à 280 000<sup>7</sup>. Un historien stalinien caractérise ainsi, en 1935, l'orientation de la CGTU, sans la distinguer de celle du PC, tant les deux sont liées :

*« Si les deux grandes organisations prolétariennes ont une ligne politique conforme aux intérêts ouvriers, elles l'appliquent mal. Trop peu liées aux masses, elles lancent des mots d'ordre trop abstraits pour pouvoir les mobiliser. Rien de plus instructif à cet égard que les comptes rendus des assises des Fédérations d'Industrie, trop souvent encombrées de discussions personnelles ou de querelles subalternes ou de controverses abstraites, académiques, peu liées au mouvement ouvrier »<sup>8</sup>.*

### *Les réformistes prennent l'initiative dans la question de l'unité syndicale*

L'unité était un des mots d'ordre essentiels des révolutionnaires dans les syndicats. La scission syndicale s'était faite malgré eux. Dès 1923, la CGTU s'adressait solennellement à la CGT pour demander la réalisation de l'unité. « A la base » répondait la CGT.

En 1927 (quand la direction du PC était aux mains de ceux qui seront plus tard stigmatisés comme « droitiers »), la CGTU prit la CGT au mot et proposa la « rentrée en bloc des syndiqués unitaires au sein des organisations confédérées ». Elle mettait comme seules conditions la liberté d'opinion et de critique pour les syndiqués et la tenue d'assemblées générales et de congrès départementaux et fédéraux après cette rentrée des unitaires.

La CGT refusa sous prétexte que « la rentrée dans l'unité ne peut être conditionnée par d'autres règles que celles qui sont fixées par les décisions de congrès, les statuts de la CGT, des fédérations ou des syndicats confédérés ».

Mais pendant la « troisième période », la situation change. Du côté communiste, il ne peut être question d'unité avec les « social-fascistes » de la CGT. Sans mettre en avant officiellement la théorie des syndicats rouges — condamnés par le troisième congrès de l'Internationale Communiste — c'est cette théorie que le PC met en pra-

tique. Qui parle d'unité syndicale est un social-fasciste. Le PC y oppose l'unité d'action *à la base* et contre les chefs social-fascistes. Seuls les opposants restent fidèles à l'unité syndicale : les trotskystes et la majorité de l'Enseignement au nom de la nécessité de la lutte révolutionnaire au sein des organisations de masses ; les « syndicalistes » par hostilité aux communistes. A partir de 1929, ces derniers (les « 22 ») mènent campagne dans *le Cri du Peuple* pour un congrès de fusion.

En 1931, à la salle Japy, le congrès de la CGT repousse leur proposition de congrès de fusion (par 4 678 voix contre 195). Toutefois, Jouhaux sent tout le parti qu'il peut tirer du mot d'ordre de l'unité syndicale, abandonné par les communistes. Il l'oppose à celui de l'unité d'action et le reprend à son compte. Mais « *au sein de la CGT et de ses fédérations* ».

« *Le congrès insiste auprès des syndicats, des unions départementales et des fédérations nationales d'industrie pour que tous et toutes s'attachent avec plus de volonté encore à créer une atmosphère d'apaisement et de réconciliation.*

*Les Fédérations, chacune en ce qui les concerne, auront à juger le moment opportun pour prendre les initiatives afin de favoriser cette unité. Le congrès leur demande de ne poser aucune condition ayant un caractère de sanction, au retour au sein de la CGT, en dehors de laquelle il ne saurait concevoir la reconstitution de l'unité syndicale.* »

### 1934 : Lutttes ouvrières et pourparlers laborieux

Le rapprochement entre les organisations ouvrières, déterminé par la menace fasciste, aura nécessairement ses répercussions dans le domaine syndical.

D'autant plus que le pouvoir poursuit systématiquement une politique de déflation. Soutenus par l'Etat, les patrons s'efforcent, dans toutes les corporations, de réduire les salaires et d'obtenir un rendement plus intense. Les patrons du textile de Roanne veulent imposer à leurs ouvriers 12 % de diminution, ceux de l'habillement lillois 10 %, ceux de Louvroil (Nord) 6,5 %. Ceux du textile de Fourmies exigent une intensification du travail correspondant à 20 % de diminution. Les ouvriers engagent la lutte. Elle est toujours dure, comme celle des aciéries de Trith Saint-Léger, celle des gantiers de Millau, celle des textiles de Roanne (qui dure deux mois). Les victoires sont rares. Les compromis sont médiocres : les travailleurs obtiennent seulement, par exemple, que les diminutions se fassent par paliers.

Ils sentent plus que jamais la nécessité de ne pas livrer bataille en ordre dispersé. En juillet, les pourparlers pour l'unité d'action ont abouti entre les partis socialistes et communistes. En septembre 1934, les négociations s'engagent entre les deux centrales syndicales et entre les fédérations.

Négociations laborieuses. Des deux côtés, les bureaucrates entendent conserver leurs places. Les communistes ont peur d'une majorité réformiste qui doit jouer contre eux dans la proportion de 2 ou 3 contre 1. L'atmosphère de ces pourparlers sera mieux rendue si nous prenons l'exemple de quelques corporations.

*Dans le Bâtiment de Lyon.* La bagarre est très âpre en 1934 au sein des syndicats autonomes du bâtiment qui représentent les anciens syndicats et qui sont restés de loin les plus forts face aux syndicats unitaires, confédérés et CGTSR, quoique leurs effectifs soient tombés de 10 000 membres à 2 600. Les confédérés leur proposent d'adhérer à la C.G.T. moyennant quoi, eux « reprendront leurs places dans les anciens syndicats ». A l'assemblée générale des maçons autonomes, communistes et anticommunistes se battent à coups de revolver. Les communistes convoquent une assemblée générale « par-dessus la tête des traîtres » pour faire décider l'adhésion à la CGTU.

*Chez les Mineurs.* Les réformistes qui sont en forte majorité refusent l'unité d'action au nom de l'unité syndicale. En juillet 1934 : entrevue CGT-CGTU : les unitaires « proposent un long document pour être soumis aux sections ». Vigne, dirigeant confédéré commente : « *Ce n'était là ni plus ni moins qu'un moyen qui conduisait à l'unité d'action* »<sup>9</sup>.

Ce qui suffit à condamner la proposition.

Les confédérés proposent l'unification en partant de la base : rentrée des unitaires dans les sections — fusion des syndicats — fusion des fédérations, le tout couronné par un congrès confédéral. Les unitaires se dérobent.

*Chez les Cheminots.* La position des unitaires est beaucoup plus forte malgré le départ des syndicalistes purs. Ils proposent la formation de syndicats *uniques* comprenant les adhérents des deux centrales et des adhérents affiliés directement, hors des centrales. Certains syndicats ont ainsi fusionné dès 1934. Les dirigeants confédérés manifestent une violente opposition à une semblable procédure : « *ces unités retardent la fusion* ».

Pourtant la pression de la base devient de plus en plus forte. La résolution du cartel confédéré des *Services Publics*, dès novembre 1934 reprend à son compte l'idée du congrès de fusion.

### *L'unité syndicale se réalise (1935-1936)*

Les pourparlers changent de caractère en juillet 1935. Après les déclarations de Staline à Laval, le Parti Communiste abat les barrières qui le séparent des « démocrates ». Il se lance à corps perdu dans la politique du Front Populaire avec Daladier, Blum et Jouhaux. Il propose l'unité organique au Parti Socialiste. Il renonce aux attermoissements dans la réalisation de l'unité syndicale.

En septembre 1935, les congrès des deux confédérations concluent

un accord de principe. Les fusions commencent à la base, seulement freinées par les considérations de « fromages » syndicaux. En janvier 1936, les deux directions nationales (CCN) constatent que les fusions sont réalisées à la base, désignent pour diriger la CGT un organisme en grosse majorité réformiste, fixent la date et l'ordre du jour du congrès de fusion. Ce congrès a lieu en mars 1935. L'unité y est votée à l'unanimité.

Unanimité aussi pour voter les principes de base de l'unité :

1) *indépendance du syndicalisme*

« à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques ou autres groupements extérieurs ».

Les communistes ont fait ajouter l'indépendance « à l'égard du patronat et du gouvernement ».

2) *démocratie syndicale :*

« La démocratie syndicale assure à chaque syndiqué la garantie qu'il peut, à l'intérieur du syndicat, défendre librement son point de vue sur toutes les questions intéressant la vie et le développement de l'organisation. »

« Les syndicats groupent les salariés de toutes opinions. Aucun de leurs adhérents ne saurait être inquiété pour la manifestation des idées qu'il professe en dehors de son organisation syndicale. »

Ce sont les communistes qui ont fait ajouter le dernier paragraphe. Mais quand ils auront la majorité ils excluront à leur tour des syndiqués pour délit d'opinion.

Sur les points de désaccord, les réformistes l'emportent à plus de 2/3 des voix : par 5 700 voix contre 2 609, le congrès adopte la *structure fédérative qu'ils proposent* (celle de la vieille CGT), selon laquelle la direction est désignée non par le congrès confédéral, mais à plusieurs degrés : un Comité Confédéral National (CCN) auquel chaque fédération et union départementale est représentée par un délégué, nomme une commission administrative qui désigne le bureau. Ce système renforce considérablement le caractère bureaucratique de la CGT et met pratiquement sa direction hors d'atteinte de la base — séparée d'elle par une série de cloisons étanches.

Par 5 463 mandats contre 2 513, le congrès décide *l'adhésion à la Fédération Syndicale Internationale* (réformiste) contre les unitaires qui proposent que, jusqu'à la fusion des deux Internationales syndicales, la CGT reste indépendante des deux.

Par 5 508 mandats contre 2 569, le congrès se prononce pour les « *incompatibilités* » entre les mandats syndicaux confédéraux et les mandats politiques. Les confédérés ne s'en étaient pas souciés jusque-là : deux fédérations de la CGT étaient dirigées par des députés socialistes et c'était une pratique constante dans la FSI. Mais par cette clause, ils espèrent faire barrage au noyautage stalinien : barrage de papier qui ne les empêchera pas d'être écrasés au congrès suivant, en 1938.

Pour le moment, ils l'emportent. Le congrès de Toulouse ratifie le bureau désigné en janvier : six réformistes (Jouhaux, Dupont, Bothereau, Boyer, Buisson, Belin) et deux communistes (Frachon, Racamond).

### *Un pas vers l'intégration de la CGT à l'Etat*

Au congrès de Toulouse, le débat sur l'orientation ne rappelle en rien celui qui opposait, avant la scission, réformistes et révolutionnaires. La voix révolutionnaire ne s'y fait pas entendre sous forme d'un courant déterminé : les trotskystes très peu liés aux syndicats, sont trop préoccupés par leurs divisions intérieures pour chercher à organiser un tel courant. Or aucune divergence profonde d'orientation ne sépare ex-unitaires et ex-confédérés. Les ex-unitaires proposent à la CGT non un programme de classe, mais l'adoption du programme du Front Populaire. Elle est ainsi conviée à se ranger derrière un rassemblement dont le chef, reconnu par le Parti Communiste, est alors Edouard Daladier. Il s'agit de faire prendre par la CGT, à l'égard de son gouvernement, des engagements beaucoup plus étroits que n'en réclamait Jouhaux à l'égard du cartel des gauches en 1924.

Quant aux ex-fédérés, par souci d'autonomie à l'égard du Front Populaire, ils désirent maintenir comme programme le plan de la CGT qui comporte des revendications bien plus avancées. Mais ce plan a lui-même pour principe l'intégration de la CGT à l'Etat.

Finalement, dans un effort de synthèse, le congrès adopte les deux programmes et fusionne les deux motions d'orientation :

*« Le congrès confirme l'adhésion donnée par les représentants du mouvement syndical au programme dressé par le Rassemblement Populaire... La CGT dans tous ses éléments, soutiendra par une lutte incessante les revendications contenues dans ce programme, dont elle exigera la réalisation et qu'elle associe étroitement aux revendications propres à la classe ouvrière et aux réformes de structure énoncées dans le plan de la CGT : fonds national de chômage, semaine de 40 heures, salaire minimum, grands travaux, contrats collectifs, contrôle ouvrier. »*

Le congrès confirme le plan de la CGT, qui réclamait : *« des transformations profondes dans la structure économique, notamment la nationalisation du crédit et des industries clés »*.

La motion fusionnée est votée à l'unanimité. En fait, réformistes et communistes staliniens sont maintenant également partisans d'un syndicalisme de *« politique constructive »*, c'est-à-dire de la collaboration des classes, de la collaboration avec l'Etat bourgeois, de la participation à toutes ses organisations.

G. Lefranc, qui fut avant guerre le théoricien attitré de la CGT, avant d'être celui du syndicalisme vichyssois, définit ainsi ce *« syndicalisme constructif »* : *« Travailler à construire au milieu même de*

*l'Etat traditionnel, l'Etat nouveau qu'exigent les nécessités modernes.* » Lefranc ne prétend pas être marxiste. Pour lui, l'Etat n'est pas un Etat de la classe dirigeante, dont la fonction est d'organiser la domination de cette classe sur les autres classes qu'elle exploite. Il ne connaît que des Etats qui diffèrent par leur technique — *Etat traditionnel* ou *Etat nouveau* — « l'Etat nouveau » de Vichy devait exercer sur lui un irrésistible attrait idéologique (sans parler de son avantage personnel). Lefranc ne voit nullement la réalité de la lutte de classes, ni la nécessité pour l'humanité de briser le carcan du capitalisme.

Il ne voit que « *les nécessités modernes* ». C'est un réformiste délicatement mâtiné de pétainisme. Mais sa formule résume toute la nouvelle orientation « théorique » et pratique qui devait être celle non seulement du parti « socialiste » mais aussi du parti « communiste » français.

Cette orientation inspire en effet déjà aussi bien la politique des staliniens que celle des réformistes.

On ne tarde pas à en avoir la preuve. Lorsqu'en mai 1936, Blum offre à la CGT de l'associer au gouvernement, la direction de la CGT répond, unanime :

*« Cette collaboration s'établira dans le cadre même qu'a tracé la résolution d'unanimité de Toulouse : Participation officielle des organisations confédérées à des organismes divers (organismes de direction économique, d'application du plan, comité de co-gestion, conseil économique, BIT, SDN), agissant pour la défense de l'intérêt général des masses laborieuses, et à des organismes d'études et de préparation tels que : organisme financier, comité de direction de l'économie, organisme de coordination des transports et route, organisme de coordination de l'énergie (mine, pétrole, électricité, gaz). Organisme pour les questions agricoles, organismes pour les questions administratives. »*

La victoire du Front Populaire va donc multiplier les organismes où l'Etat entend utiliser la CGT comme une véritable administration auxiliaire, pour encadrer, paralyser, utiliser, domestiquer la pression des masses travailleuses.

*L'unité syndicale a-t-elle été un bien ?*

Etait-ce donc là tout le résultat de cette unité syndicale pour laquelle les trotskystes s'étaient battus : une centrale syndicale domestiquée plus que jamais par l'Etat ?

D'abord il faut se rappeler que, pour les marxistes, l'unité syndicale n'a jamais été considérée comme une panacée. Le syndicat rassemble la classe ouvrière *telle qu'elle est*. Le congrès de Toulouse a reflété l'extrême faiblesse de l'avant-garde révolutionnaire dans la classe ouvrière. Il l'a exagérée sans doute par les écluses bureau-

cratiques des organisations syndicales. Mais il ne l'a pas *créée*. L'unité syndicale permettait aux révolutionnaires de toucher par leur propagande *l'ensemble* des travailleurs organisés. C'était d'autant plus indispensable que précisément le congrès de Toulouse démontrait par son unanimité sur les questions fondamentales, que l'avant-garde pourrait se constituer aussi bien de militants ex-confédérés que de militants ex-unitaires.

D'autre part, une chose est la volonté des chefs, une autre la volonté des masses. L'unanimité s'était faite à Toulouse sur une orientation de collaboration de classes, de confiance au Rassemblement Populaire. Mais pour les masses ouvrières, *l'unité syndicale apparut comme un décuplement de leur puissance et un gage de leur victoire*.

Elles n'allaient pas tarder à entrer elles-mêmes en action, bousculant les leaders et bouleversant tous les plans.

## JUIN 1936

### *Les élections de mai 36*

L'unité syndicale avait ainsi rendu à la classe ouvrière la conscience de sa force. Elle sentit cette force plus que jamais au cours des élections générales de mai 36.

Pourtant, les partis ouvriers ne l'avaient pas mobilisée sur un front de classe. Ils avaient, au contraire, effacé les frontières des classes et constitué une alliance entre partis dits « de gauche ». C'était le Front Populaire<sup>10</sup>. Parmi les partis du Front Populaire, se trouvaient non seulement le Parti Radical de Daladier, mais aussi les partis socialistes français, et républicain socialiste, sans oublier le « Parti Socialiste de France » des néo-socialistes, Déat, Marquet et Ramadier. Les communistes présentaient « le Président Daladier » comme le leader du Front Populaire afin de n'effaroucher personne.

Les élections virent l'écrasement des partis de droite et une éclatante victoire du Front Populaire. Mais au sein même du Front Populaire, les masses avaient résolument voté *à gauche*. Les radicaux perdaient 200 000 voix par rapport à 1932. Les socialistes se maintenaient avec 1 900 000 voix malgré la dissidence de 30 députés néos : le nombre de leurs députés passait de 97 à 146. Quant aux communistes, malgré la dissidence du « Parti d'Unité Proletarienne » qui gardait 10 députés<sup>11</sup> leur nombre de voix passait de 790 000 en 1932 à 1 500 000 en 1936 — leur groupe parlementaire passait de 36 à 72 députés. Quant aux néos, qui avaient rompu avec le Parti Socialiste pour renforcer l'alliance avec les radicaux, ils s'effondraient littéralement.

Trotsky expliquait :

« Les masses ont jugé et rejeté le groupe qui représentait le plus bruyamment et le plus ouvertement l'alliance avec la bourgeoisie »<sup>12</sup>.

Il analysait ainsi ce qui s'était passé :

« Le parti socialiste, parti des couches moyennes plus que de la classe ouvrière a perdu devant le parti communiste, mais a reçu des radicaux des groupes importants des classes moyennes... Cela signifie que le mouvement de la petite bourgeoisie va des radicaux vers la gauche — vers les socialistes et communistes, tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux vers la droite. Le regroupement s'opère selon les axes des classes et non pas suivant la ligne artificielle du Front Populaire. Telle est la troisième leçon fondamentale. »

Trotsky précisait :

« ... Le peuple a la nausée des radicaux et de leur troisième république. C'est ce que tentent d'expliquer les fascistes. Qu'ont donc fait socialistes et communistes ? Ils se sont portés garants des radicaux devant le peuple, ont représenté les radicaux comme injustement calomniés, ont fait croire aux ouvriers et aux paysans que tout leur salut était dans le ministère Daladier... Comment ont répondu les masses ? Elles ont donné une énorme augmentation de voix et de mandats aux communistes en tant qu'extrême-gauche. Les tournants et les zigzags de la diplomatie soviétique ne sont pas compris dans la masse, car ils ne sont pas vérifiés par leur propre expérience. Les masses n'apprennent que dans l'action. Elles n'ont pas eu le temps d'acquérir des connaissances théoriques. Quand un million et demi d'électeurs donnent leurs voix aux communistes, leur majorité dit à ceux-ci : " nous voulons que vous fassiez en France ce que les bolcheviks russes ont fait chez eux en Octobre 1917. " »

### *Les masses en action*

Les masses ne portaient pas dans leur conscience un programme de révolution socialiste. Mais elles voulaient « que ça change ». De 1930 à 1935 le niveau de vie de l'ensemble des ouvriers avait baissé de 35 %<sup>13</sup> sans compter le chômage. Les décrets-lois, nous l'avons vu, avaient étendu cette misère à de larges couches de la petite bourgeoisie.

A mesure qu'ils se sentent plus forts, les ouvriers entrent en action avec plus de vigueur. Les grèves du deuxième semestre 1935 s'attaquent fréquemment aux décrets-lois eux-mêmes et deviennent plus ardentes que jamais : Brest et Toulon, La Mure, Saint-Chamond, Marseille.

Après l'unité syndicale, les mouvements des taxis parisiens et des mineurs qui montrent la volonté de lutte des travailleurs : mais la

CGT les dérive sur la voie de garage de l'arbitrage. C'est ce courant puissant que les partis socialiste et communiste canalisent électoralement sous le signe du Front Populaire.

Mais la victoire électorale qui était un *but* pour les chefs socialistes et communistes était un *moyen* pour les masses. Précisément parce qu'elles étaient pleines d'illusions dans les partis socialiste et communiste, elles étaient persuadées que tout allait changer. Un des principaux chefs du patronat, M. Gignoux, raconte :

« (Le Front Populaire) ayant triomphé les 27 avril et 3 mai 1936 la foule s'attendait tout naturellement à voir sans délai commencer l'âge d'or. Tout est possible et tout de suite<sup>14</sup> clamaient les plus pressés. Or il ne se passait rien. Sarraut, selon la constitution restait au pouvoir jusqu'au 1<sup>er</sup> juin ; cependant M. Blum préludait par des manifestations diverses à ses activités prochaines. Il annonçait notamment à l'American Club que la tâche du gouvernement du Front Populaire à direction socialiste serait d'extraire du régime social actuel tout ce qu'il peut recéler de justice et de bien pour ceux qui travaillent. Cette tâche se plaçait donc "à l'intérieur du régime capitaliste".

« Les bourgeois respirèrent, mais peu. Car, décidément impatients, les travailleurs de la région parisienne inaugurèrent dans la seconde quinzaine de mai, la "grève sur le tas", et furent promptement imités un peu partout... »

Les travailleurs se décidaient en effet à régler eux-mêmes leurs comptes avec la bourgeoisie. Nullement par hostilité ou défiance envers socialistes et communistes. Ils n'avaient pas cessé de voir en eux leurs représentants. Mais les parlementaires ne s'avéraient guère pressés de faire aboutir les revendications ouvrières. Impatients de sortir de leur misère, les travailleurs avaient recours à l'action directe comme à la méthode la plus sûre. Ils étaient persuadés qu'ils pouvaient compter sur l'appui de leur gouvernement de Front Populaire.

### *Les occupations d'usines*

Les travailleurs employèrent dans leur lutte une arme nouvelle en France — la grève d'occupation. Il ne s'agissait pas de la « grève sur le tas » dont la durée était toujours très limitée, et qui, jusqu'ici apparaissait comme une forme de grève partielle, une forme timide et restreinte de la grève. La grève d'occupation révélait non la timidité des grévistes mais la conscience de leur puissance. Ils n'hésitaient pas à fouler aux pieds le sacro-saint droit de la propriété patronale. Symptomatique de cet état d'esprit, par exemple, le conflit des usines Searle, à la mi-mai. Sous prétexte de difficultés financières, la direction ferme l'entreprise. Aussitôt les ouvriers occupent l'usine. Constatant qu'il y a des commandes pour 18 mois,

ils menacent de la faire tourner eux-mêmes. Dans plusieurs localités les ouvriers commencent à entrer en grève pour des objectifs très restreints, et ils occupent leur entreprise. C'est d'abord une petite entreprise de 30 ouvriers dans l'Aisne : leur victoire est complète. A leur tour les 500 ouvriers de l'usine Bréguet au Havre entrent en grève contre le licenciement de deux ouvriers (11 mai). Ils occupent l'usine. Ils placent des équipes de sécurité à la garde des hydravions afin d'empêcher les agents du patronat de les saboter pour en faire retomber la responsabilité sur les grévistes, constituent des piquets contre l'incendie et organisent le ravitaillement dans l'usine : ils s'organisent pour tenir. L'opinion réagit de manière très favorable. Les ouvriers de chez Latécoère à Toulouse suivent la même tactique et arrachent eux aussi une victoire rapide.

Le 14 mai, les 700 ouvriers de l'usine Bloch, à Courbevoie, occupent également ; ils réclament 0,20 f de l'heure. Bloch est un des patrons qui misent sur la politique « Front Populaire ». Il en attend des commandes importantes dont les prix tiendront compte des taux de salaire. Aussi la victoire est-elle facile : les ouvriers obtiennent finalement plus que leurs demandes primitives : 0,25 de l'heure et des primes substantielles. A leur tour les autres usines de la banlieue Ouest commencent à entrer en mouvement. Mais en général, les ouvriers n'occupent pas les lieux.

Le 24 se déroule la manifestation du Mur des Fédérés. Manifestation énorme : 600 000, écrit *l'Humanité*. Les ouvriers de l'usine Bloch groupés en masse compacte, derrière leurs immenses calicots, popularisent leur victoire et font acclamer leur grève d'occupation. Dès lors la grève d'occupation se répand comme une traînée de poudre.

Les métallurgistes occupent leurs usines. L'aviation part en avant-garde : Sauter-Harlé Nieuport, Farman, pour des augmentations. A Lavalette (Saint-Ouen) la lutte s'engage encore contre des diminutions. Le 27 démarrent les engrenages Citroën, Hotchkiss, les usines d'Issy, Billancourt, Saint-Ouen, également Devoitine à Toulouse. Les ouvriers agricoles entrent en grève dans la région parisienne. Le 29, Renault, Gnome et Rhône, Brandt (Chatillon), Nieuport, Caudron sont victorieux. De même Coder, à Marseille. Le mouvement continue chez Farman, Citroën, Salmson, Simca, Repusseau, Effel, Kantzler, Lang, Rosengart, Vigo, Hydra, La Licorne, Chausson, Lavalette, S.I.T., Alsthom, Panhard, Delaunay, Saurer, Talbot, Unic, Radio-technique, Radiateurs, Morane, Somua, Goodrich. Le 30 les blanchisseurs occupent à leur tour : 300 000 ouvriers sont en grève.

La direction de la CGT s'efforce de calmer les travailleurs. Elle les appelle à s'entendre rapidement avec les patrons. La presse passe un communiqué de la direction du patronat (la CGPF) qui, rassurée, escompte l'apaisement des conflits pour l'après-midi. Effectivement le mouvement connaît un temps d'arrêt avec les congés de la Pentecôte. Mais il reprend aussitôt, plus intense que jamais.

Le 2 juin : à Ivry, Gennevilliers, Orléans. Victoire aux camions Bernard, à Malakof, à Boulogne, dans 7 usines de Gennevilliers. Le 3 juin la vague gréviste balaye toutes les entreprises métallurgiques à Saint-Denis, Pantin, Ivry, Nanterre, Saint-Ouen, Puteaux, Argenteuil, le Bourget, Aubervilliers, Bezons, Vitry, Colombes. Plus de 12 000 grévistes à Lille, des milliers à Toulouse, Marseille, Lyon, Nantes, Rennes et dans des petites villes de province. Le 4 juin, 500 000 travailleurs entrent en lutte. Dans la région lilloise on compte 100 000 grévistes. Renault a débrayé à nouveau. Le 3 juin on dénombre 80 victoires, le 4 juin, 75. Le 6 juin, 107 nouvelles victoires. 300 000 travailleurs sont encore en grève dans le Nord. Le mouvement déferle surtout en province. Il gagne les corporations d'arrière-garde comme l'alimentation. La grève tend à se généraliser.

Le 9 juin, de son refuge norvégien, Trotsky caractérise ainsi le mouvement :

*« Les métallurgistes ont commencé : c'est l'avant-garde. Mais la force réside dans le fait qu'à petite distance de l'avant-garde suivent les lourdes réserves de la classe, y compris les professions les plus diverses, puis son arrière-garde... l'essence du mouvement actuel réside précisément dans le fait qu'il brise les cadres professionnels, corporatifs et locaux en élevant au-dessus d'eux les revendications, les espoirs, la volonté, de tout le prolétariat. »*

En même temps son caractère a changé. Il ne s'agit plus de luttes défensives ni même de grèves pour 0,25 f. L'ampleur même des luttes, l'impuissance criante de l'adversaire amènent maintenant les grévistes à poser des revendications d'ensemble : les conventions collectives, les congés payés, les 40 heures, etc. Bien plus, ils les précisent dans le sens le plus favorable (les 40 heures en 5 jours). Ils exigent des garanties : par exemple la reconnaissance des assemblées ouvrières et des délégués ouvriers, dans certaines usines le contrôle de l'embauche et du débauchage. Les fondements mêmes du régime sont menacés.

*La bourgeoisie appelle à son secours le Parti Socialiste*

Que se passe-t-il en même temps dans le camp de la bourgeoisie ? Léon Blum nous le montre dans le récit qu'il fait des événements en 1942 devant le tribunal de Riom. La réaction triomphante lui reproche alors les grèves de 1936. Il explique qu'il a été au contraire le sauveur de la bourgeoisie et qu'il a empêché la révolution ouvrière. Ce n'est nullement une dérobade. L'ensemble de son attitude est très digne. Du reste ses dépositions ont été publiées pendant l'occupation et depuis, par le Parti Socialiste qui en confirme ainsi l'authenticité. Ajoutons que le leader socialiste n'a été démenti sur ce point

par personne et que ses juges — la réaction érigée en tribunal — ont refusé de le condamner.

Blum retrace l'épouvante de la bourgeoisie. Le Président de la République Lebrun l'a fait appeler d'urgence à l'Élysée, comme leader de la nouvelle majorité :

*« Le président Lebrun m'a dit ceci : " La situation est terrible. Quand comptez-vous vous présenter devant la chambre ? " Je lui ai répondu : après-demain, samedi ; je ne vois pas le moyen d'aller plus vite. Il me dit alors : " Vous allez attendre jusqu'à samedi ? Vous ne voyez pas ce qui se passe ?... " Et Lebrun supplie : " Les ouvriers ont confiance en vous... alors je vous en prie : dès demain, adressez-vous à eux par la voix de la radio... Ils vous croiront, ils auront confiance en vous, et alors peut-être ce mouvement s'arrêtera-t-il. " »*

Léon Blum hésite. Non pas à briser le mouvement, mais à enfreindre le règlement parlementaire. Il est plus attaché aux rites de la légalité bourgeoise que le Président de la République lui-même :

*« J'ai fait ce que me demandait M. le Président de la République ce qui, du point de vue de la correction parlementaire était assez criticable. »*

Mais le Président de la République a d'autres chats à fouetter que de respecter le protocole constitutionnel. Léon Blum s'exécute :

*« J'ai donc pris la parole à la radio le lendemain et j'ai dit aux ouvriers ce que m'a dit, à moi, Monsieur le Président de la République. Je leur ai déclaré : dès que le Parlement sera réuni, nous lui demanderons de voter, et cela dans le délai le plus bref possible, les lois que vous attendez... »*

Léon Blum ajoute :

*« Ce qui était l'état d'esprit du chef de l'Etat était aussi l'état d'esprit du patronat. La conversation avec M. Albert Lebrun est du jeudi soir. Dès le vendredi matin M. Lambert Ribot qui avait été mon camarade pendant des longues années au Conseil de l'Etat... M. Lambert Ribot avec qui j'avais toujours entretenu des relations amicales, m'a fait toucher par deux amis communs, par deux intermédiaires différents, afin que, le plus tôt possible, sans perdre une minute, je m'efforce d'établir un contact avec les organisations patronales suprêmes comme le Comité des Forges et la Confédération générale de la Production et, d'autre part, la CGT. »*

Blum précise qu'il connaît sa leçon et que, même si le patronat ne lui avait rien soufflé, il aurait suivi une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie :

*« Sans nul doute j'aurais tenté moi-même ce qu'on a appelé l'accord de Matignon. Mais je dois à la vérité de dire que l'initiative*

*première est venue du grand patronat... MM. Lambert Ribot, Duchemin, Delbouze, anciens présidents de la Chambre de Commerce de Paris, étaient chez moi et nous réglions ensemble une conversation avec la CGT, déjà acquise du côté patronal. »*

Comme on voit Blum commence par déterminer son attitude d'abord avec le patronat et s'entend avec lui pour faire entériner par la CGT leurs décisions communes.

*« Personne (dans la bourgeoisie) ne faisait de résistance... On ne demandait qu'une chose aux chambres : allez vite, voter vite afin de liquider cette situation redoutable, cette situation que j'ai qualifiée non pas de révolutionnaire, mais de quasi-révolutionnaire, et qui l'était en effet. »*

Effectivement la bourgeoisie se sent totalement impuissante. Les tentatives de recours à la force sont dérisoires. On l'a vu dans un des grands magasins où les agents du patronat ont été balayés comme un fétu de paille. Les gens de La Rocque se terrent. Parfois même, ils sont entraînés dans le flot. Les soldats ne cachent pas leur sympathie pour les grévistes ; dans les casernes, dans les camps, ils manifestent et chantent l'Internationale. Quant à la police, que peut-elle contre un pareil raz-de-marée ? Le Parti Socialiste se résoudrait facilement à faire intervenir la police contre les ouvriers — comme il le fera dans très peu de temps. Déjà, avant même d'avoir pris le pouvoir, le ministre socialiste de l'intérieur, Salengro, proclame qu'il défendra « l'ordre contre l'anarchie ». Mais l'heure n'est pas aux rodomontades. En juin 36 les ouvriers sont les plus forts. Huit ans après, Léon Blum en est encore tout remué :

*« ... Si vous aviez vu le visage des hommes avec qui je discutais ce soir-là, vous ne penseriez pas sur la foi de certains témoins, que ce mouvement n'était rien et qu'il aurait suffi d'un peu d'énergie, d'autorité ou de poigne pour faire rentrer toute cette "racaille" dans l'ordre !... Personne n'a jamais demandé qu'on fit usage de la force. Les patrons — M. Sarraut a rappelé leur langage — non seulement ne lui ont pas demandé d'en faire usage, mais ils l'ont abjuré de n'en pas faire usage. »*

Les bourgeois savent qu'ils ne peuvent compter que sur le chloroforme réformiste pour mâter la classe ouvrière quand elle se dresse de toute sa hauteur. Blum l'explique :

*« Dans la bourgeoisie, et en particulier dans le monde patronal on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme un sauveur... »*

Blum fait ce qu'il peut. Une deuxième fois il s'adresse aux ouvriers par la radio, le 5 juin, les adjurant de ne pas interrompre « les services vitaux de la nation ». Selon les meilleures traditions, il essaye de semer la suspicion sur les « meneurs » des grèves, qu'il accuse de servir « les desseins obscurs des ennemis du Front Populaire ».

Pour briser la grève il agite le spectre de la panique et de la réaction :

« ... L'action du gouvernement pour être efficace doit s'exercer dans la sécurité publique. Elle serait paralysée par toute atteinte à l'ordre, par toute interruption dans les services vitaux de la nation. Toute panique, toute confusion, serviraient les desseins obscurs des ennemis du Front Populaire dont certains guettent déjà leur revanche... Le gouvernement demande donc aux travailleurs de s'en remettre à la loi... »

Mais les ouvriers ne se laissent pas convaincre. La plupart connaissent de longue date ce chanteur de charme. Ils continuent la lutte de plus belle.

### *Les accords de Matignon*

Ces circonstances donnent tout leur sens aux accords signés le 7 juin entre le patronat, la CGT et le gouvernement. Il faut lâcher du lest. Voici comment M. Gignoux, représentant patronal, apprécie la situation :

« ... L'agitation atteint toutes les industries, y compris l'alimentation et la presse, indifférente aux consignes d'apaisement que prodiguaient les officiels et même la CGT.

Le 6 juin, après cinq jours de règne, le gouvernement était manifestement débordé. Il pensa mettre fin à un mouvement dont le caractère révolutionnaire s'aggravait sans cesse en contentant d'un coup les revendications essentielles derrière lesquelles il s'abritait. »

Les accords spécifient :

- 1) *Les contrats collectifs* (article 1) ;
- 2) *La reconnaissance du droit syndical* qui par contre « ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois » (ce qui vise les occupations d'usines) ;
- 3) *Le réajustement des salaires*, avec une moyenne de 12 % d'augmentation ;
- 4) *L'institution de délégués ouvriers* dans les entreprises occupant plus de 10 ouvriers. Mais le pouvoir des délégués est étroitement limité pour les empêcher d'exercer le contrôle ouvrier sur l'embauche et sur la production :

« Ces délégués ont qualité pour présenter à la direction les revendications individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du code du travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité. »

Comme ils limitent les pouvoirs des délégués et cherchent à les transformer en agents auxiliaires de l'Etat, les accords Matignon

limitent le droit des ouvriers à désigner qui ils veulent. Les jeunes avaient très souvent pris la tête des mouvements : désormais il faudra pour être éligible avoir plus de 25 ans. Les ouvriers luttèrent côte à côte sans se soucier de la nationalité : les accords divisaient ouvriers français et étrangers. Enfin les patrons font exiger au moins un an de présence dans l'entreprise. Emasculée, l'institution des délégués ouvriers n'est plus dangereuse pour le patronat.

On voit par cet exemple que le patronat avait même sauvé les meubles. M. Gignoux explique comment les accords de Matignon ne représentaient rien de grave pour le patronat. Sauf les 40 heures, précise-t-il. Ces Messieurs faisaient à peu de frais la part du feu. M. Gignoux reconnaît que « *le patronat, dans ses rapports directs avec les ouvriers a dû donner beaucoup plus que les accords* ». Et il reproche aux patrons d'avoir trop vite cédé ou de ne pas avoir su s'abriter derrière les accords : *En beaucoup de cas, le patronat endossa de cette manière beaucoup plus que les accords*<sup>19</sup>.

Les accords Matignon ne représentent donc nullement une victoire ouvrière obtenue, grâce à l'aide bienveillante de l'Etat, mais une intervention de l'Etat pour sauvegarder les intérêts capitalistes en abandonnant aux travailleurs *une partie* de ce qu'ils avaient déjà effectivement conquis de haute lutte.

### *Le Parti Communiste dans les grèves*

C'est tellement évident à l'époque, que les travailleurs ne s'y laissent pas prendre. Ils ne desserrent pas leur étreinte. La marée gréviste n'a nullement reflué le 8 juin — ni le 9 juin.

Les dirigeants du syndicat des métaux se font siffler quand ils proposent de cesser la grève sans la victoire complète. Frachon lui-même doit presque rétracter sa signature des accords Matignon. Les masses débordent les cadres syndicaux aussi bien que les socialistes. Il faut faire donner la garde. Blum fait alors appel au Parti Communiste pour qu'il pèse de tout son poids au service de « l'ordre ».

Le Parti Communiste jouit encore de la confiance des ouvriers. Il leur apparaît comme le parti de la lutte. Il s'est considérablement renforcé au cours des grèves, en fonction même de l'équivoque qu'il a entretenue. Mais l'équivoque n'est plus possible. Il faut envoyer la douche froide sur le mouvement.

Les communistes de la région parisienne sont convoqués. C'est le plus populaire et le plus « ouvrier » des chefs du Parti, qui leur parle : Maurice Thorez. Maurice Thorez glorifie le mouvement, salue les victoires obtenues. Puis il explique qu'il « *faut savoir terminer une grève* » et que l'heure est venue de reprendre le travail sur la base des accords Matignon.

Stupéfaits, les militants communistes hésitent. Mais ils finissent par se laisser convaincre. La direction du Parti — pensent-ils — sait certainement comment aller vers la révolution et les soviets. Il

faut pratiquer aujourd'hui un recul tactique. La lutte reprendra certainement bientôt, en une deuxième étape vers la victoire décisive. Disciplinés, ils font à leur tour pression sur leurs camarades de travail. Les grèves refluent. Quoique les secousses se répercutent jusqu'en juillet, le grand mouvement gréviste est terminé.

En fait, il n'y aura jamais de « deuxième étape ». Le 7 juin 1936 représente le sommet de la vague ouvrière. Après quoi, la classe ouvrière ira de recul en recul, jusqu'à la défaite de novembre 1938, à la guerre de 1939, à l'occupation et au fascisme de 1940.

Quel rôle a donc joué le Parti Communiste ? La bourgeoisie s'y est trompée en 1936. Quand *le Temps*, la bourgeoisie faite journal, parle des « grandes manœuvres de la révolution » elle sous-entend par là qu'un état-major les dirige dans la voie révolutionnaire, et pense au Parti Communiste. Or il n'en est rien, et Léon Blum a raison quand il qualifie la situation de *quasi* révolutionnaire : elle *ressemble* à la révolution. Elle en offre les conditions, mais les partis en qui les masses ont confiance sont des partis pseudo-révolutionnaires. Les « grandes manœuvres » s'engagent sans parti révolutionnaire. Pas plus que le Parti Socialiste, le Parti Communiste ne veut la révolution.

Il est vrai que socialistes et communistes se gardent bien de désavouer le mouvement. Ils le flattent, au contraire, dans *le Populaire* aussi bien que dans *l'Humanité*. Même *le Populaire* salue « les victoires grévistes », alors que Blum s'emploie à circonscrire et à éteindre l'incendie, alors que les socialistes expliquent à qui veut les entendre que les grèves sont un coup monté par les communistes contre le gouvernement.

L'attitude des communistes est plus complexe. Ils sont bien plus sensibles que les socialistes à la pression populaire. Ils entendent l'utiliser pour modifier en leur faveur le rapport des forces, à la fois pour devenir un parti de masse, pour renforcer leur crédit dans la CGT et pour exercer leur pression sur leurs partenaires. Leur intervention au début du mouvement ne fait aucun doute. Dès le milieu de mai, le responsable communiste du syndicat des métaux, Croizat, appelle l'attention sur « la grève sur le tas » du Havre : un premier et important exemple. Le responsable des métaux toulousain insiste aussi sur « la nécessité de l'action » et sur « l'utilité de la grève d'occupation ». Dans les premières grèves, aux revendications propres à l'entreprise s'ajoute la revendication du contrat collectif avec une simultanéité qui montre qu'il s'agit d'un mot d'ordre. Ce sont aussi des militants communistes qui ont engagé l'action chez Bloch où la victoire facile pouvait servir d'exemple.

Le 27 mai, le comité central du Parti Communiste adresse son salut aux grévistes. Dès qu'une usine débraye, le député local vient assurer les grévistes de l'appui du Parti Communiste. Les municipalités communistes — imitées tant bien que mal par celles du Parti Socialiste — font des collectes, organisent des cantines — et fournissent des joueurs d'accordéon.

Mais pour les communistes ces mouvements doivent être limités par leurs objectifs comme par leur ampleur. Ils engagent aussitôt la procédure d'arbitrage, comme pour les taxis et les mineurs. Dans les entreprises, par ordre, les communistes jouent le plus souvent un rôle modérateur. Ce sont eux qui interviennent pour faire placer des drapeaux tricolores à côté des drapeaux rouges, au portail et au faite des entreprises de grève ; les ouvriers marquent leurs sentiments en choisissant le plus petit drapeau tricolore qu'ils peuvent trouver, souvent un petit drapeau de pacotille, ridicule auprès des grands oriflammes rouges.

Dans l'ensemble, le Parti Communiste continue à apparaître comme le parti dirigeant du mouvement gréviste. Mais son inquiétude apparaît nettement au moment où la grève déferle en raz-de-marée, où les revendications changent de caractère et menacent la propriété privée. On voit alors apparaître en manchette de *l'Humanité* les consignes « d'ordre et de calme » (le mouvement est tellement puissant qu'il se déroule du reste dans un ordre parfait, aucune force n'osant s'interposer).

C'est que les grèves n'entrent pas pour le Parti Communiste dans un plan de débordement du Front Populaire. *En mai et juin 36 il ne propose aucun programme plus révolutionnaire que les socialistes.*

Par exemple le 6 mai, au lendemain de leur victoire électorale, les dirigeants communistes tiennent une conférence de presse. Pas un d'eux ne parle des 40 heures, des délégués ouvriers, du contrôle ouvrier. Encore moins des comités ouvriers. Leur programme comporte les grands travaux, l'équipement sportif, une commission de moralité sur la fortune de Laval et Tardieu, l'épuration de l'armée et roule surtout sur la politique extérieure dite de « sécurité collective ».

*L'Humanité* imprime bien encore « les soviets partout » — par exemple lors de la manifestation du 24 mai. Mais c'est un mot d'ordre dépourvu de contenu concret. La politique du Parti Communiste ne consiste nullement à constituer des soviets — c'est-à-dire des comités ouvriers. Ces comités existent en fait virtuellement : ce sont les comités de grève élus par l'ensemble des entreprises. Or le Parti Communiste travaille au contraire de toutes ses forces à leur ôter tout caractère « soviétique », à les réduire au rôle subalterne d'organismes consultatifs chargés d'étudier les litiges professionnels avec le patronat. « *Il ne s'agit pas de soviets* » déclare Thorez le 2 mai au comité central du Parti Communiste. Dans la Tribune Libre du *Populaire* Marceau Pivert a publié un article retentissant « *Tout est possible* » qui salue la situation révolutionnaire et propose d'aller de l'avant jusqu'au renversement du capitalisme. M. Thorez l'attaque violemment et fait chorus avec la droite du Parti Socialiste pour dénoncer « la gauche révolutionnaire ». « *Nous sommes heureux que, n'écoulant pas les faiseurs de surenchère justement combattus par le camarade Paul Faure*<sup>16</sup>, nos frères socialistes aient

tenu à indiquer que la grande tâche du mouvement, c'est d'appliquer le programme pour lequel le peuple de France a voté. » On voit que la déclaration de Thorez, mobilisant le Parti pour arrêter les grèves est dans la logique de cette politique. Si les masses continuent leur mouvement malgré les accords de Matignon, elles vont poser les problèmes en termes révolutionnaires. Il faut donc intervenir directement pour faire rentrer le fleuve dans son lit.

### *L'attitude de la CGT*

Jouhaux lui-même reconnaît que les lois de 1936 ont été votées sous la seule pression des masses.

*« Nous considérons ce qui a été fait comme important ; nous en remercions le gouvernement et la majorité parlementaire, mais nous ne devons pas oublier que tout a été obtenu sous la poussée de l'action des organisations ouvrières. Je dirai plus : sans la levée en masse des travailleurs qui, ayant aperçu une possibilité de modifier la situation, sont entrés en action... Sans cette levée en masse des foules ouvrières, les lois sur les 40 heures, sur les conventions collectives, sur les congés payés, qui sont les traits essentiels des réformes obtenues, n'auraient pas été votées si vite... »*

Pour comprendre quel sort leur aurait été réservé, il suffit de voir ce que sont devenues les promesses du Front Populaire quand les masses ne l'ont pas forcé à les tenir. Non seulement elles n'ont pas été votées « si vite », mais la plupart d'entre elles, comme nous le verrons, n'ont jamais vu le jour.

Jouhaux s'efforce en partie d'attribuer à la CGT le bénéfice de l'action des masses. Pourtant il suffit de lire le passage suivant pour comprendre que la CGT elle aussi s'est trouvée devant un phénomène « naturel ». Jouhaux explique :

*« Il était inévitable que les masses ouvrières se trouvant en face d'une situation de cette nature en profitent pour modifier leurs conditions d'existence »<sup>17</sup>.*

Telles étaient en effet les préoccupations des masses. Mais non des chefs confédéraux. A la mi-mai se tient un Comité Confédéral National. Les chefs ne discutent d'aucune des questions que les ouvriers vont forcer le gouvernement à résoudre — sauf des conventions collectives. Pour le reste ils ne se préoccupent que des grands travaux et de la collaboration avec le gouvernement. Dès que le mouvement commence — sans eux — les responsables de la CGT ne pensent qu'à le freiner. C'est ce que reconnaît explicitement G. Lefranc, théoricien officiel de la CGT d'avant-guerre.

*« Le mouvement gagne en étendue et en profondeur... Il menace les transports où les dirigeants syndicaux ont peine à l'empêcher de déferler »<sup>18</sup>.*

Lefranc ajoute :

*« Les "inorganisés" entraînent et débordent les militants. Mais ceux-ci retrouvent leur rôle lorsqu'il s'agit de mettre un peu d'ordre dans le mouvement. »*

Mettre de l'ordre, cela veut dire faire reluire les machines du patron, organiser des bals pour donner à la grève une allure de fête et non de combat, empêcher les « excès » tels que la mise sous bonne garde des patrons et agents de maîtrise par les ouvriers.

Les dirigeants de la CGT expliquent d'ailleurs crûment leur rôle aux chefs du patronat et ceux-ci reconnaissent que sans eux la situation serait désespérée pour les patrons. Voilà comment Blum relate l'entrevue patronat - CGT<sup>18</sup> :

*« La contrepartie, c'était l'évacuation des usines. Dès ce jour les représentants de la CGT ont dit aux représentants du grand patronat... "Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons et nous le ferons. Mais nous vous en avertissons tout de suite. Nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a à faire à un mouvement comme celui-ci, à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis, c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils ne sont plus là pour exercer sur leurs camarades leur autorité, pour faire exécuter nos ordres." Et je vois encore M. Riche-  
mont, qui était assis à ma gauche, baisser la tête en disant : "C'est vrai, nous avons eu tort !" »*

En juillet, lorsque le ministre de l'intérieur se jugera assez fort pour passer aux actes et faire évacuer les usines, la CGT se déclare : prête « à répondre à l'appel du Ministre de l'Intérieur en vue de l'évacuation des lieux de travail ».

Dès lors, grâce à l'action du gouvernement socialiste et à la complicité de la CGT, les patrons seront débarrassés des occupations d'usines. Ils pourront reprendre peu à peu le dessus et enlever à nouveau aux travailleurs ce qu'ils avaient été obligés de leur concéder pendant les grèves.

### *Les conquêtes de juin 36 et le programme du Front Populaire*

L'histoire, les documents, les déclarations de Jouhaux, des patrons et avant tout de Léon Blum, tous les témoignages sont donc concordants. Tous font justice de la légende répandue par le Front Populaire et particulièrement par le Parti Socialiste, suivant laquelle les lois sociales de juin 36 seraient l'œuvre généreuse du gouvernement du Front Populaire, auquel les grèves seraient seulement venues mettre des bâtons dans les roues.

Mais un autre témoignage vient s'inscrire contre cette légende :

le programme même du Front Populaire. Ce document, fort détaillé ne prévoyait aucune mesure semblable à celles que Léon Blum réalisa sous la pression des grèves. Dans une page serrée de quotidien<sup>19</sup>, il n'y était fait allusion qu'en une ligne « *réduction (?) de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire* ». Ce qui ne brille pas par la précision. Pas un mot sur les congés payés. Pas un mot sur les contrats collectifs. Pas un mot sur l'institution des délégués ouvriers. Le programme économique du Front Populaire tournait tout entier autour de la politique des grands travaux — « *exécution rapide d'un plan de grands travaux d'utilité publique citadine et rurale* ».

C'est ce que Léon Blum rappelle au Conseil national SFIO, le 10 mai « *Une des pièces essentielles de notre programme de stimulation de récréation, va être un plan d'équipement national, mais ce plan sera à la fois méthodique et assez vaste pour contribuer au démarrage de l'économie nationale* ».

Il ajoute du reste qu'il est inutile de se presser : « *la vraie force est patiente* ». Les grands travaux, nous l'avons vu, étaient également au centre du programme économique communiste et aussi dans celui de la CGT (CCN de mai).

Or il n'y a jamais eu en fait de plan de grands travaux. Et les quelques travaux entrepris ont eu une ampleur absolument dérisoire. Loin de se résorber le chômage ne recule que fort peu, en dépit de la loi de 40 heures :

Janvier 34 : 332 266  
 Janvier 35 : 479 000  
 Janvier 36 : 474 460  
 Janvier 37 : 420 448<sup>20</sup>

et pourtant la masse de production s'était considérablement accrue grâce à l'appel du marché intérieur causé par l'élévation du niveau de vie<sup>21</sup>.

La « pièce essentielle » du programme a donc manqué à la machine. Pourquoi ? Laissons Jouhaux lui-même nous l'expliquer : « *Une des pièces essentielles de cette politique constructive (du Front Populaire) devait être la politique des grands travaux* »<sup>17</sup>.

Mais pour les financer il fallait des crédits. La CGT proposait la nationalisation des Assurances qui pouvait rapporter un nombre confortable de milliards. Cette nationalisation était inscrite en bonne place dans le « programme ». Jouhaux précise :

« *Les compagnies d'assurance s'attendaient tellement à cette mesure que leurs émissaires, à plusieurs reprises, me firent toucher pour me dire que, s'il ne s'agissait que de financer la caisse des grands travaux, elles étaient disposées à accepter un décret ou une loi qui les obligerait à verser un quantum de leurs disponibilités dans cette caisse des grands travaux* »<sup>17</sup>.

Mais ces Messieurs n'en ont pas besoin. Le gouvernement Blum

n'ose pas s'attaquer à cette fraction restreinte des capitalistes. Il n'ose même pas réaliser les nationalisations partielles réclamées par la CGT. Rien n'est fait. Et il n'y a pas de grands travaux. L'exemple est significatif. Le gouvernement ne pouvait rien faire contre la bourgeoisie sinon contraint et forcé par les masses. Sans les grèves, *jamais* les lois sociales de 36 n'auraient été votées. Les *réformes promises*, elles, n'ont jamais été appliquées, presque dans aucun domaine — sauf de faibles exceptions (dont la principale est l'office du blé). Il faudrait à nouveau une page de quotidien pour énumérer les réformes promises et non réalisées.

Signalons les principales comme l'abrogation des lois scélérates, la réforme de la presse, la démocratisation de la radio, la répudiation de la diplomatie secrète, les retraites suffisantes pour les vieux travailleurs, la lutte contre la vie chère et la spéculation. Blum n'a pas même fait reconnaître le droit syndical aux fonctionnaires<sup>22</sup>. Bientôt d'ailleurs, essouffé par la tâche prodigieuse que la classe ouvrière avait accomplie à sa place, Blum allait proposer « *la pause* ». Libéré de la pression ouvrière par l'arbitrage obligatoire, le Front Populaire apportera ensuite aux travailleurs le statut (capitaliste) du travail, les dévaluations qui absorberont les augmentations de salaires et au-delà, les 45 heures dans le bâtiment, les 48 heures dans la métallurgie, voire les 60 heures dans l'aviation, sans compter les décrets-lois de misère qu'imposera Daladier, la taxe de 2 % directement perçue par les patrons, sans compter plus tard, après l'écrasement de la grève de 38, la dictature, la guerre et l'abdication de la république devant le fascisme. Car il faut se rappeler que c'est la chambre du Front Populaire qui, en 1940, devait introniser Pétain. Tel allait être le bilan réel de cette législature. Ce n'était pas précisément dans le programme du Front Populaire.

On peut donc conclure :

*Tout ce que la classe ouvrière a arraché à la bourgeoisie en 36, elle l'a arraché non pas grâce au Front Populaire mais malgré le Front Populaire et son gouvernement, dont le seul effort a été de paralyser sa lutte, de rogner sa victoire et d'annihiler ses conquêtes.*

## LES « TROTSKYSTES » ET JUIN 36

### *Les trotskystes pour la grève générale*

Contrairement aux partis du Front Populaire, les trotskystes voulaient la défaite de la bourgeoisie et préconisaient l'action directe comme seul moyen d'assurer cette défaite. Depuis un an, ils menaient systématiquement campagne pour la grève générale. Les premiers

en France ils avaient suggéré la grève d'occupation. Sur leur initiative dès 1935, *Révolution* avait popularisé cette technique de lutte, en rappelant les expériences d'Italie et de Pologne.

*Révolution* prévoyait, dès le 15 mai :

« *De grands mouvements de masse vont déferler sur le pays. L'heure est à l'action.* »

Les staliniens avaient lancé le mot d'ordre de comités populaires qui devaient constituer une masse de manœuvre dans leurs rapports avec leurs alliés. *Révolution* reprenait le mot d'ordre en en changeant le sens, en essayant d'en faire l'expression de la volonté des travailleurs :

« *Par usine, bureau, village, envoyons nos délégués aux Comités du peuple !* »

Il préconisait des comités de masse « *par voie d'entente avec les autres organisations ouvrières, de transformation des comités du Front Populaire ou par la voie d'appels directs aux masses. Que ces comités aient une vie permanente et élisent démocratiquement leur direction et se fédèrent, avec ce programme : amnistie, semaine de 40 heures, contrats collectifs, contrôle ouvrier, nationalisation du crédit et de l'industrie, droits politiques aux soldats, milice ouvrière et arrestation des chefs fascistes* ».

### *Les trotskystes dans les grèves*

Dans les rangs des internationalistes, les grèves font lever un immense espoir. Ils appuient de toutes leurs forces les grévistes. Militants du POI et des JSR se mettent à leur disposition. Ils préconisent les solutions les plus radicales qui s'avèrent aussi les plus efficaces.

Bien entendu, quand ils se trouvent dans les entreprises ils ne sont pas les moins ardents. C'est le cas notamment de certaines usines de l'Ouest parisien ou du Nord. Dans une brasserie du Nord, ils tentèrent même une expérience de gestion ouvrière.

Une expérience vécue montre le caractère de leur intervention et permet de comprendre l'atmosphère de cette époque. A la France Mutualiste — grosse société d'assurance qui exploitait cinq cents employés — régnait un patronat de combat qui n'avait jamais toléré de syndicat. Fin avril, les deux militants « trotskystes » de l'entreprise<sup>23</sup> avaient organisé une section syndicale. Dès la parution d'un tract syndical pour le premier mai, le secrétaire du syndicat était licencié.

Mais le syndicat prend sa revanche aux premiers jours de mai et décide de déclencher la grève. Un coup de sifflet donne le signal de l'arrêt du travail. Les grévistes descendent dans les autres services, où travaillent bon nombre de Croix de Feu et où le syndicat

n'existe pas. Ils appellent les employés à suivre leur exemple et à se rassembler dans la salle de réception. C'est une immense salle aux lourdes tentures de velours, que les employés regardaient jusqu'alors avec une respectueuse terreur. Le directeur est obligé de venir s'y expliquer devant son personnel. Les rôles sont renversés.

Un énorme cadenas ferme la grille d'entrée. Le directeur n'a plus le droit de sortir. Il essaye d'empêcher d'entrer le militant licencié : le comité de grève le rabroue vertement et le consigne dans son bureau après avoir coupé le téléphone.

Trois jours plus tard la direction capitule sur toute la ligne. Les grévistes obtiennent 20 % d'augmentation, la semaine de 40 heures en cinq jours, trois semaines de congé payé, la reconnaissance des délégués ouvriers et la satisfaction de toutes leurs revendications.

Telles étaient les méthodes d'action directe des trotskystes. A vrai dire ils étaient peu nombreux et se trouvaient dans peu d'entreprises. Mais les travailleurs découvraient spontanément le chemin de l'action directe. Même les employés d'assurance.

### *Les soviets partout !*

Pour des millions d'ouvriers et d'employés, les grèves de juin résonnent comme un appel aux armes. Il ne s'agit plus de savoir s'ils obtiendront quelques sous d'augmentation. Il s'agit de savoir qui de l'exploiteur ou du travailleur, sera le maître des usines. C'est la question du pouvoir qui est posée. Alors que Blum, qui combine avec les bourgeois radicaux, est épouvanté de voir les grèves menacer l'ordre bourgeois, Trotsky écrit :

*« Le sort de la France se décide dans les usines qui ont su, par l'action, montrer comment sortir de l'anarchie capitaliste vers l'ordre socialiste. »*

Alors que Thorez et la CGT emploient toutes leurs forces à empêcher les grévistes de menacer l'ordre social, Trotsky les appelle à le balayer.

*« La grève de masse est l'élément naturel de la révolution prolétarienne. Les comités d'action ne peuvent actuellement être rien d'autre que les comités des grévistes qui occupent les entreprises. De corporation en corporation, d'usine en usine, de quartier en quartier, de ville en ville, les comités d'action doivent établir entre eux une liaison étroite, se réunir en conférences par ville, par groupes de production, par arrondissement, pour terminer par un congrès de tous les comités d'action de France. C'est cela qui sera le nouvel ordre, qui doit remplacer l'anarchie actuelle. »*

Cet ordre n'est rien moins que l'ordre soviétique. Mais les staliens qui scandent toujours dans leurs manifestations *« les soviets*

*partout !* » s'opposent délibérément à la formation des soviets, quand les ouvriers en jettent les bases dans les usines.

« *Les soviets partout !* répond Trotsky. *Il est temps de passer des paroles aux actes !* »

Les POI distribuent un tract : SOVIETS !

« *Les masses populaires se seraient dressées comme un seul homme derrière le gouvernement du Front Populaire si le sénat réactionnaire avait prétendu faire tomber celui-ci. Le gouvernement n'a pas à avoir peur des forces réactionnaires. Qu'il arme les travailleurs ! Qu'il crée la garde ouvrière ! S'il continue à se prêter au chantage des fascistes, il est perdu et sa chute ouvrira la voie à la sanglante percée fasciste... Il faut couvrir tout le pays d'un réseau de comités de masses : comités d'entreprises, comités de soldats, de paysans pauvres et de travailleurs des champs, c'est-à-dire des SOVIETS.* »

Le premier numéro de *la Lutte Ouvrière* paraît au lendemain des accords Matignon, le 12 juin 1936. Elle titre :

« *Dans l'usine et la rue, le pouvoir aux ouvriers !*

*Blum-Jouhaux-Duchemin tombent d'accord mais les travailleurs poursuivent la lutte. Passez des Comités de grève aux Comités d'usines permanents. Formez vos milices ouvrières. En avant pour un puissant congrès des comités !* »

### *Les trotskystes poursuivis*

Il ne s'agit pas de pure propagande. Les trotskystes s'efforcent de passer aux actes. La bourgeoisie s'inquiète et appelle à la répression.

« *Poursuivez les provocateurs trotskystes !* » écrivent *l'Action Française* royaliste et les autres feuilles réactionnaires. *L'Humanité* fait chorus.

Démocratiquement, le gouvernement fait saisir le premier numéro de *la Lutte*, puis le deuxième, qui imprime la riposte du POI.

Le gouvernement ne s'en tient pas là. Il décide d'entamer des poursuites contre le POI pour complot contre la sûreté de l'Etat. Il inculpe les dirigeants du Parti.

Le POI ne se dérobe pas. Il ne camoufle pas sa volonté révolutionnaire. Il la proclame avec fierté. Une affiche que publie *la Lutte Ouvrière* déclare aux travailleurs :

« *Oui, la IV<sup>e</sup> Internationale, le POI et ses militants forment contre l'Etat capitaliste un complot permanent pour votre libération.* »

Le procès risque d'être plus utile que nuisible au Parti. Si la classe ouvrière fait passer dans les actes le programme des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, ce n'est pas sous leur influence directe ;

c'est parce qu'il représente les aspirations profondes des masses. De cela les masses n'ont pas même conscience. Elles ignorent les trotskystes. Un grand procès public peut les leur faire connaître. Les partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale utiliseront le tribunal comme une tribune.

Les staliniens s'en inquiètent les premiers. *L'Humanité* change de ton. Dans le numéro du 16 juin, J. Duclos, vice-président de la chambre feint de regretter qu'on poursuive les trotskystes au lieu de poursuivre les fascistes. Les réformistes mettent plus longtemps à réfléchir. Ils ne peuvent imaginer que les masses entrent en mouvement sans l'intervention machiavélique de « meneurs ». Leur philosophie rejoint là-dessus celle des policiers réactionnaires, et celle des journalistes bourgeois. Ceux-ci, en quête des « meneurs » de grèves, gravissent les escaliers branlants du local trotskyste, passage Dubail près de la gare de l'Est. On leur ouvre une porte blindée retenue par des chaînes, souvenir du temps où menaçait le fascisme. Ils sont saisis par la pauvreté presque sordide des pièces où les militants s'affairent et discutent. Quelques meubles disloqués, des fenêtres où les vitres sont remplacées par du papier journal, une décoration sobre d'affiches et de journaux en toutes les langues. Les trotskystes ne sont vraiment pas riches. Il est difficile d'imaginer que ce sont eux qui distribuent les trésors nécessaires pour soulever les masses.

De son côté, le gouvernement travaille à rassembler ses preuves. Le ministre « socialiste » de l'intérieur et le ministre radical de la justice accumulent une énorme documentation sur le programme du Parti et la biographie de ses militants responsables. Cette nomenclature servira du reste à la gestapo pendant l'occupation pour organiser la répression contre les trotskystes.

Mais le gouvernement Blum renonce finalement à un procès à grand spectacle. Craignant que les trotskystes n'en sortent grandis, il abandonne les poursuites sans donner d'explications ! Il se contentera de multiples procès en correctionnelle contre *la Lutte Ouvrière* et *Révolution*, en vertu des lois scélérates dont son programme annonçait la suppression. Moyen efficace qui frappe à la caisse un parti pauvre sans lui faire de publicité. La consigne est de faire le silence sur la IV<sup>e</sup> Internationale.

### *Insuffisance des révolutionnaires*

Les révolutionnaires internationalistes ne pouvaient pas espérer diriger le mouvement des masses. Mais ils pouvaient compter se renforcer au cours des luttes et forger un solide parti d'avant-garde. En fait, il n'en fut rien. Leur unité s'était réalisée dans la méfiance, imposée par les événements. Les divergences politiques n'avaient pas été surmontées. Les oppositions de personnes restaient violentes.

Même pendant les grèves la lutte intérieure continue. Chacun des

deux groupes s'efforce de tirer à lui la couverture. La rédaction de *la Lutte Ouvrière* où domine l'ancien groupe PCI, multiplie les signes distinctifs de l'ancien journal *la Commune*, publie de grands appels politiques des Groupes d'Action Révolutionnaire malgré l'opinion de la majorité et s'efforce de donner l'impression que sa politique est adoptée par le Parti. La réaction est extrêmement vive : certains groupes JSR, malgré leur direction, refusent de vendre le journal ; Trotsky menace de ne plus écrire dans un journal qui serait l'héritier politique de *la Commune*. Le comité central retire aux militants de l'ex-PCI la responsabilité de la rédaction. Les incidents se multiplient.

Dans cette atmosphère, le Parti est loin de pouvoir lancer toutes ses forces dans la bataille. Il ne parvient même pas à réunir ses militants chargés de tâches responsables dans les grèves. Chacun de ses délégués ouvriers fait à peu près ce qui lui passe par la tête. Dans leurs entreprises, ils ne sont pas connus comme trotskystes. Le POI apparaît ainsi fort peu. A quelques exceptions près, il ne retire aucun profit pratique des événements.

#### *Renforcement des organisations ouvrières de collaboration de classes*

Au contraire, ce sont les organisations staliniennes, et réformistes qui se renforcent. Le phénomène n'est pas difficile à comprendre. Les ouvriers d'avant-garde n'adhèrent pas à une organisation parce que sa doctrine est cohérente et pure, mais parce qu'ils la croient capable de les aider efficacement dans leur lutte. Or tel leur apparaît le Parti Communiste. N'a-t-il pas fait corps avec le mouvement ? Ne l'a-t-il pas aidé par ses cantines et sa presse ? L'appel à la retraite de Maurice Thorez est évidemment déroutant. Mais il est présenté comme une tactique nécessaire au cours de l'offensive ouvrière. Les communistes restent d'ailleurs hors du gouvernement et semblent le talonner à gauche. Leur parti apparaît comme l'aile marchante du Front Populaire. C'est à ce titre que l'avant-garde s'y organise.

Le Parti Socialiste bénéficie aussi quelque peu de la tendance qui pousse les travailleurs à s'organiser. Mais il groupe ceux qui s'opposent aux communistes : essentiellement les cadres et quelques ouvriers d'arrière-garde.

Quant à la masse des travailleurs, elle s'organise dans la CGT. C'est une véritable ruée vers l'organisation syndicale. Déjà fin mai Racamond annonce que les effectifs de la CGT atteignent 1 200 000. Après les grèves de juin ils dépassent 5 millions. Les syndicats qui ont participé aux luttes en bénéficient en tout premier lieu, et recrutent parmi les catégories jusqu'ici peu organisées. Par exemple les techniciens syndiqués passent de 500 à 79 000. De même les corporations d'arrière-garde, comme l'agriculture qui passe de 12 000 à 156 000 (1 200 %), l'alimentation qui passe de 15 000 à 300 000

(2 000 %), le papier-carton qui passe de 1 500 à 72 000 (4 700 %). Au contraire la progression est faible chez les fonctionnaires : 12 % dans l'enseignement, 7 % dans les ministères. Après juin 36, pour la première fois dans l'histoire, les travailleurs français sont puissamment organisés.

Ainsi le torrent populaire qui avait emporté les barrages en juin 36, se trouve canalisé dans des organisations qui se préparent à l'utiliser pour leurs fins propres.

Le 14 juillet 1936 est tout un symbole : un million de « manifestants » se promènent sous l'égide du Front Populaire, dans une atmosphère de fête, et défilent derrière les drapeaux rouges et les drapeaux tricolores. On est loin de la manifestation du Mur des Fédérés. Les masses fêtent leur victoire... derrière le drapeau de leurs adversaires. La politique des partis de masse et la confiance que leur gardent les masses expliquent la précarité des victoires obtenues : quand la bourgeoisie, avec l'assentiment du gouvernement, reprendra par la hausse des prix ce qu'elle a dû céder par la hausse des salaires et les lois sociales, elle trouvera devant elle une classe ouvrière, rendue docile par les organisations de collaboration de classes, que le Parti Communiste laissera engager la lutte seulement lorsque ce sera utile à la diplomatie russe. Bientôt, de toutes les conquêtes de juin 36, il ne restera que quelques épaves comme les congés payés et l'institution des délégués — privée de tout caractère révolutionnaire.

On avait justifié la fin de la grève en expliquant que « tout n'est pas possible » et qu'il fallait reculer pour conserver les résultats acquis : l'expérience montrera que, à cause du recul, qui redonnait l'avantage à la bourgeoisie et à son Etat, il n'était pas même possible de sauvegarder les avantages économiques arrachés par la grève.

On avait expliqué qu'il fallait arrêter les grèves pour ne pas s'aliéner les classes moyennes ; mais il n'était possible de donner satisfaction aux paysans travailleurs, aux petits commerçants, aux artisans qu'en brisant les grandes banques et les trusts ; l'expérience montrera que le Front Populaire s'aliénera précisément les classes moyennes et qu'elles se jetteront dans la voie de la réaction.

On avait dit aux ouvriers : si vous vous souleviez, vous seriez isolés internationalement. Quelques semaines plus tard éclataient l'insurrection de Franco et la révolution ouvrière en Espagne ; les grèves se développèrent non seulement en Belgique mais en Italie et en Allemagne.

On avait fait croire aux masses qu'il fallait sacrifier le mouvement à Daladier pour défendre la liberté ; Daladier écrasa lui-même le mouvement ouvrier et institua la dictature. On avait dit aux ouvriers : la révolution ce serait la guerre. L'expérience montre que les trotskystes avaient raison de répondre : c'est la contre-révolution qui apportera la guerre.

On avait prétexté la nécessité de se défendre contre Hitler, et pour cela, d'être obéissant à l'état-major de Gamelin et de Pétain : cet état-major ouvrit lui-même la voie au fascisme et se fit le serviteur de Hitler.

Ce n'était pas par hasard que les partis « ouvriers » avaient ainsi trompé la classe ouvrière. Chacun d'eux suivait sa propre voie qui n'était nullement celle de la classe ouvrière. « *La révolution française est commencée* » écrivait Trotsky. Il avait raison. Mais la classe ouvrière suivait des états-majors qui ne voulaient en aucun cas de la révolution sociale. Ce n'est nullement par « erreur » qu'ils la laissèrent s'enliser dans le marais de la collaboration de classes, dont les trotskystes prédisaient les conséquences. Le parti de l'avant-garde révolutionnaire restait à construire.



## *II*

### *Le Mouvement “ trotskyste ” et les perspectives actuelles du Socialisme*



### *Le mouvement « trotskyste » français de 1936 à 1946*

Il n'est pas possible de dresser le bilan du mouvement trotskyste, sans rappeler à grands traits son histoire depuis juin 1936.

Nous avons vu comment il n'a tiré aucun profit de la crise révolutionnaire, qu'il avait été pourtant seul à prévoir et à comprendre. Le courant passait ailleurs : vers le Parti Socialiste et surtout vers le Parti Communiste qui devenait rapidement un parti de masse. Bien plus, il en sortait divisé. Les mêmes militants qui, avec Molinier et Frank, avaient cherché en vain des formules magiques pour éviter l'isolement (les compromis pour rester dans la SFIO, les groupes d'Action Révolutionnaire, le journal de masses) croyaient détenir les recettes magiques — par le journal de masses et l'emploi de moyens financiers — pour trouver le contact avec les masses. Ils n'avaient pas hésité à violer la discipline du nouveau parti. Finalement ils s'en séparèrent, reconstituèrent le « Parti Communiste Internationaliste » et sa jeunesse, reprirent l'édition de l'hebdomadaire *la Commune* : ils furent exclus de la IV<sup>e</sup> Internationale à la demande de Trotsky.

La majorité du mouvement restait attachée au Parti Ouvrier Internationaliste et aux Jeunesses Socialistes Révolutionnaires. Mais ces organisations, elles aussi, piétinaient, recrutaient peu, perdaient davantage. A mesure que la politique du Front Populaire manifestait ses conséquences anti-ouvrières et que refluaient les organisations de masses, socialistes et communistes, ce reflux, loin de renforcer l'influence des trotskystes, était sensible plus profondément dans leurs rangs, car leurs militants ne pouvaient nourrir aucune illusion sur l'importance de la défaite. « ... La défaite du Front Populaire, dit Trotsky, a constitué la preuve que nous avons raison, comme, auparavant l'extermination des ouvriers chinois. Mais une défaite est une défaite, et elle se retourne directement contre les tendances révolutionnaires, au moins jusqu'à ce que se produise une nouvelle montée à un niveau supérieur »<sup>1</sup>.

Le recul était d'autant plus profond que l'organisation restait

suspendue en l'air, essentiellement parisienne et composée d'intellectuels. Elle comprenait peu d'ouvriers et ceux-ci restaient isolés. Elle disposait d'une très faible implantation syndicale : chez les postiers, les techniciens, les enseignants, avec de rares exceptions locales, comme à Mantes, où les trotskystes avaient gagné politiquement la majorité des syndicats et sections d'entreprises. L'action syndicale du POI passait du reste par une tendance qui éditait le *Réveil Syndicaliste*, celle des « cercles lutte des classes », où les syndicalistes révolutionnaires de l'École Emancipée étaient majoritaires. Les tentatives d'implantation dans les entreprises restaient sporadiques.

Trotsky s'efforce d'expliquer cette situation en 1939 :

« La vérité c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier, si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. Car cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et qui ont toujours cherché une tendance plus radicale ou plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des outsiders, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se constituer n'est-elle pas à prédominance ouvrière. Ce sont les intellectuels qui sont des premiers mécontents des organisations existantes... »

... En outre ajoutait-il, « notre organisation souffre (du) mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation et, bien entendu, en même temps, de l'absence des conditions qui permettraient l'improvisation »<sup>1</sup>.

Faute de débouchés sur l'extérieur, elle se cantonne dans la discussion intérieure : en 1938 (l'année où commencent les grands procès de Moscou) s'engage une grande discussion sur la nature de classe de l'URSS — dont un tiers de l'organisation française conteste le caractère d'Etat ouvrier<sup>2</sup>.

Seules, les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires conservent une certaine vitalité. Elles commencent à acquérir une influence dans les Auberges de Jeunesse et poursuivent une action anti-militariste qui leur vaut une lourde répression : leurs dirigeants, Stève, Rigal, Schmidt, Beaufrère et d'autres sont emprisonnés. Mais l'organisation dans son ensemble tend à s'abandonner à la routine et à se scléroser.

En septembre 1938 les organisations « trotskystes » ont décidé de constituer officiellement la IV<sup>e</sup> Internationale, considérant qu'elle

est indispensable pour faire face à la guerre qui vient et aux événements qui l'accompagneront. Mais cette proclamation ne résoud pas le problème de la constitution des partis.

Or, en 1938, la « Gauche Révolutionnaire » de Marceau Pivert a rompu à son tour avec la SFIO et constitue le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan. C'est un parti encore très marqué par ses origines, influencé par le pacifisme, et dont la plupart des dirigeants appartiennent à la Franc-Maçonnerie : mais les 5 à 6 000 militants socialistes de gauche qu'il regroupe sont ceux qui ont tiré les leçons de l'expérience du Front Populaire. Ce qui reste du PCI (groupe « *la Commune* ») l'a rejoint à la fin de l'année. Dans le POI, une forte minorité (Craipeau, Rous) considère que le rôle des « trotskystes » est de participer avec les militants du PSOP à la construction du parti révolutionnaire. Trotsky et l'Internationale les appuient délibérément.

Mais l'unification du POI et du PSOP n'est souhaitée ni par les dirigeants du POI ni par ceux du PSOP : elle ne se réalise pas. Dans ces conditions la minorité du POI entre dans le PSOP, approuvée par Trotsky et l'Internationale (février 1939) qui incitent la majorité à les rejoindre et finalement (juillet 1939) excluent ceux qui s'y refusent et préfèrent continuer une existence de secte.

Au sein du PSOP les « trotskystes », alliés à la gauche (D. Guérin) s'efforcent de faire passer les idées qu'ils considèrent comme essentielles. Au congrès de Saint-Ouen (juin 1939), ils obtiennent un certain succès (1/4 à 1/3 des mandats). Mais le congrès ne parvient pas à définir une orientation sur la conduite à tenir en temps de guerre (59 mandats pour la tendance de Pivert, contre 59 pour le défaitisme révolutionnaire, les autres mandats restant partagés entre une tendance centriste et les pacifistes). Les délais sont trop courts pour permettre au PSOP de faire face à la situation de guerre.

### *Le combat internationaliste pendant la guerre* <sup>3</sup>

Lorsqu'au début de 1939, la guerre éclate, sa direction refuse de passer dans l'illégalité : les militants révolutionnaires (comme son secrétaire administratif, Jaquier) qui voudront allier l'action illégale à l'action légale seront emprisonnés. Le PSOP se dispersera.

Pour mener la lutte selon l'orientation du défaitisme révolutionnaire, les trotskystes, avec quelques militants de la gauche du PSOP, doivent constituer leur propre organisation illégale : les « comités pour la IV<sup>e</sup> Internationale » qui publient *l'Étincelle* et le *Bulletin de la IV<sup>e</sup> Internationale*.

Pendant l'occupation hitlérienne, dès le mois d'août 1940, ils éditent leur journal clandestin : *la Vérité*. Ils en publieront 83 numéros illégaux, imprimés à partir de 1941 sur les deux imprimeries qu'ils ont réussi à installer en pleine terreur fasciste.

Ils commencent certes par hésiter sur l'orientation de leur action,

sur le rôle des mots d'ordre démocratiques et d'indépendance nationale, sur le caractère des alliances qu'exige une situation entièrement nouvelle. Mais il ne faut pas oublier que c'est le moment de la plus sombre confusion. La majorité des députés du Front Populaire et de la SFIO vient de déléguer ses pouvoirs à Pétain pour définir un « ordre nouveau » sous la férule de Hitler. La vingtaine de députés du PCF qui, avec Gitton et Clamamus, ont rompu avec leur parti au moment du pacte germano-russe, constituent un groupe pro-hitlérien. La direction du Parti Communiste s'efforce d'obtenir des autorités hitlériennes la reconnaissance du Parti et la parution légale de *l'Humanité*. Certains révolutionnaires s'imaginent que la victoire du fascisme ouvre une nouvelle ère historique. D'autres, avec les socialistes hostiles à Pétain, rallient le camp bourgeois sous prétexte de défendre les libertés. La plupart des futurs donneurs de leçon de bolchevisme se taisent et plusieurs des anciens responsables du groupe de « *la Commune* » entrent dans le parti fasciste de Déat<sup>4</sup>.

Les trotskystes de « *la Vérité* » ont au moins le mérite d'engager immédiatement l'action contre le fascisme dominant, sous le drapeau de l'internationalisme et de la révolution prolétarienne.

Après l'invasion de l'URSS par Hitler — depuis longtemps prévue par les « trotskystes » — le courant chauvin emporte tout le mouvement ouvrier traditionnel. Le Parti Communiste qui constitue le « Front National » et s'intègre à la Résistance bourgeoise, ne se distingue des autres courants nationalistes que par la virulence de sa propagande « anti-boche ». Ceux mêmes qui manifestent timidement des velléités d'internationalisme (comme les groupes « Liberté » et « l'Insurgé » animés par d'anciens militants du PSOP) s'intègrent à la Résistance gaulliste.

Les militants « trotskystes » sont seuls à combattre l'Union Sacrée. Ils luttent à contre-courant, une fois de plus. Mais l'ampleur des luttes ouvrières qui se développent depuis la grève des mineurs du Nord, en 1941, leur donnent confiance. Ils comptent que l'effondrement de l'empire hitlérien amènera les travailleurs européens — et d'abord la classe ouvrière allemande — à prendre le pouvoir malgré les sirènes du réformisme. Pour eux la lutte contre la dictature nazie et ses valets est inséparable de la lutte révolutionnaire. A l'union sacrée, ils opposent le « Front Ouvrier ». Au travers des combats de plus en plus vastes que mène la classe ouvrière, ils s'efforcent de lui faire prendre conscience de sa propre force et de ses objectifs révolutionnaires. Attaquant le chauvinisme, ils essayent d'amener les travailleurs français à fraterniser avec les travailleurs allemands et européens — à l'usine et dans l'armée : ils parviennent à organiser plusieurs dizaines de groupes de soldats allemands révolutionnaires qui éditent leurs propres journaux : *Arbeiter* et *Arbeiter und Soldat*. Ils appellent les maquisards à rompre avec les états-majors de la bourgeoisie et à mettre leurs armes au service de la Révolution Socialiste.

Compte tenu de leurs effectifs, leur activité est considérable. En

plus de *la Vérité*, ils publient un organe théorique, des brochures, plusieurs dizaines de feuilles régionales, locales ou d'entreprises, un journal pour les jeunes (*la Jeune-Garde*) et un autre pour les maquisards (*Ohé ! Partisans*).

Ils jouissent d'une forte influence dans le Mouvement des Auberges de la Jeunesse (qui, dans Paris occupé par les troupes hitlériennes, s'est battu dès 1940 contre les fascistes). Ils commencent à s'implanter dans quelques entreprises.

Enfin les trotskystes européens ont renoué leurs relations internationales et élu un comité européen pour diriger leur action.

En mars 1944, le Parti Ouvrier Internationaliste, reconstitué, s'unifie avec un petit groupement issu du Mouvement Abondanciste (le groupe « Octobre » dont le dirigeant est Henri Claude) et avec le Comité Communiste Internationaliste. Ce dernier provient de l'ancien groupe de « *la Commune* » ; depuis 1942 il publiait un organe théorique à tirage restreint *la Seule Voie*, violemment critique à l'égard de *la Vérité* ; depuis 1943 il s'est engagé dans l'action et il édite une feuille de propagande *le Soviet*. Les trois groupes forment le Parti Communiste Internationaliste. A part un petit groupe qui publie *la Lutte des Classes*, depuis 1941, l'unité trotskyste est rétablie.

Mais les espoirs révolutionnaires sont une fois de plus déçus. Le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à se développer en Italie au moment de la chute de Mussolini a été écrasé entre les machines de guerre hitlérienne et alliée, chloroformé par les organisations traditionnelles qui, dès leur réapparition, en ont pris le contrôle. Quant à l'Allemagne, les dirigeants de l'URSS comme les impérialismes alliés ont tout mis en œuvre pour que la défaite de Hitler ne débouche pas sur une situation révolutionnaire. Non seulement il n'y avait plus en Allemagne de Karl Liebknecht ni de Rosa Luxemburg, mais les partis ouvriers de l'Europe occidentale, tous ralliés à l'Union Sacrée, visaient seulement à restaurer les puissances impérialistes « démocratiques » d'avant la guerre.

Ceux qui voulaient transformer la guerre impérialiste en révolution socialiste sont restés une infime minorité, isolée et impuissante. Au cours de la terrible lutte qu'ils ont menée pendant quatre ans, ils ont perdu plus d'une centaine des leurs — fusillés, assassinés ou morts en déportation. Par contre ils ont forgé dans l'action clandestine des cadres ouvriers remarquables, d'un dévouement sans limite. Pourront-ils intervenir dans les événements ?

### *Après la « Libération »*

Le programme du « Comité National de la Libération » promettait de débarrasser le pays des « féodalités financières ». Effectivement les masses populaires sont persuadées que la « Libération » va être une libération sociale. La preuve en est qu'aux premières élections

générales, en 1946, alors que l'enthousiasme a été déjà sérieusement douché, les partis communiste et socialiste obtiennent encore une majorité absolue — pour la première fois dans l'histoire et certainement pour la dernière fois. Mais c'est compter sans l'intégration de ces partis au système capitaliste. Ils protestent qu'ils n'entendent instaurer le socialisme que forts d'une majorité électorale. Mais quand ils l'obtiennent, ils se contentent d'assurer la gérance de l'Etat bourgeois.

Pour le Parti Socialiste, Léon Blum avait déjà clairement exposé lors du procès de Riom que telle était sa politique. Pour le Parti Communiste le problème est quelque peu différent : il est lié par les accords de Yalta qui déterminent les zones d'influence entre l'URSS et les puissances impérialistes — et auxquels, seuls, en Europe, refuseront de se plier les communistes yougoslaves et, pour un temps, les communistes grecs. Du reste sa politique antérieure d'union sacrée a elle-même sa logique et détermine naturellement son orientation.

Loin de prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire — comme le craignaient les divers camps de la bourgeoisie — le PCF poursuit sa politique d'Union Sacrée. « Une seule armée, une seule police ! » : les partisans sont invités à rallier l'armée régulière sous la direction de l'Etat-Major (nombre d'entre eux seront envoyés en Indochine pour mener une guerre coloniale). Les Milices populaires (patriotiques) sont désarmées et doivent rendre leurs armes à la police. Non seulement les patrons retrouvent le contrôle de leurs entreprises, mais le Parti Communiste convie les travailleurs à renoncer à la grève (« la grève est l'arme des trusts ! ») et à reconstruire l'économie capitaliste (« retrouvons nos manches ! »).

Le Parti Communiste siège désormais au gouvernement, sous la houlette de de Gaulle, avec le Parti Socialiste et un nouveau parti catholique, le Mouvement Républicain Populaire (MRP) dont le chef, Georges Bidault, sera plus tard un des chefs de l'O.A.S. algérienne.

Le gouvernement tri-parti auquel il participe ne se contente pas de remettre sur ses rails l'Etat bourgeois. Il réprime dans le sang les tentatives des Algériens pour reconquérir leur indépendance nationale. 45 000 morts à Sétif : « *Ce sont des hitléro-trotskyistes* », écrit *l'Humanité*. Il s'engage dans une nouvelle guerre coloniale contre le Vietnam d'Ho Chi-minh.

Quant aux trotskystes, la fin de l'illégalité a révélé à nouveau leur isolement. Le PCI n'a disposé d'aucune force militaire capable d'imposer sa presse : les staliniens réussissent longtemps à l'empêcher de publier *la Vérité*. Cet isolement est renforcé par le comportement sectaire de sa direction — influencée politiquement depuis l'unification par le groupe sectaire du CCI ; cette direction a continué à faire vivre le Parti dans une semi-clandestinité : elle exige même au lendemain de la Libération « une illégalité renforcée ».

Pourtant, en 1946 et 1947, nous avons l'impression que la situation va changer. Le Parti s'engage dans une action large, sous l'impulsion

de Marcel Bleibtreu ; *la Vérité* sort enfin, hebdomadaire, avec un fort tirage. Aux élections de 1946, pour la première fois, le mouvement trotskyste dispose d'une audience : le PCI a mené campagne dans une vingtaine de circonscriptions : il a obtenu plus de 60 000 voix ; ses pourcentages oscillaient entre 0,9 % et 5,5 % selon les circonscriptions, atteignant davantage dans certains secteurs prolétariens. Pour ma part, en Seine-et-Oise, j'ai failli être élu avec 14 000 voix, à la suite d'une très dure campagne où j'ai reçu l'appui de nombreux ouvriers.

En 1946, le congrès du PCI donne la majorité au courant « large » (Craipeau, Demazière, Filiâtre, etc.). Il s'agit d'en finir avec les pratiques de secte, le verbalisme, les phrases sur la « montée révolutionnaire », alors que les préoccupations des masses sont désormais essentiellement économiques et que ce sont précisément ces revendications qui peuvent permettre le renforcement du courant révolutionnaire. Il s'agit d'inscrire l'organisation dans ce mouvement réel des masses. Il s'agit enfin de ne pas se contenter d'un renforcement linéaire de l'organisation, mais de la transformer en un réel parti révolutionnaire.

En effet, les trotskystes ne sont plus seuls. A la suite d'une action systématique, les Jeunesses Socialistes, théoriquement fortes de 15 000 membres, s'engagent dans la voie de la IV<sup>e</sup> Internationale. Leur direction nationale a adhéré au Parti ; leur hebdomadaire *le Drapeau Rouge* reprend les mots d'ordre de *la Vérité* ; en 1947 leur organisation rompt avec le Parti Socialiste et s'oriente vers la fusion avec le PCI. En tant que secrétaire général du PCI, je préside alors des réunions de « fraction » avec le bureau national des JS et trois membres de la direction du PS (dont Y. Dechezelles qui vient de démissionner de son poste de secrétaire adjoint). Nous sommes également en rapport avec plusieurs groupes du Parti Communiste qui se préparent à rompre avec le stalinisme.

En 1947, la classe ouvrière dont le niveau de vie est maintenu très bas par la politique anti-grève du PCF commence à secouer son joug. Malgré l'opposition violente des staliniens, qui ont voulu les en empêcher à coups de barres de fer, les ouvriers de chez Renault se sont mis en grève, à l'instigation des « trotskystes », ceux du PCI et ceux du petit groupe, l'Union Communiste (qui provient de l'ancien groupe la Lutte des Classes et donnera naissance à la Voie Ouvrière puis à Lutte Ouvrière). Les grévistes tirent leurs tracts dans les locaux du Parti. Le PCI s'efforce, non sans succès, de généraliser la grève à la métallurgie et à d'autres secteurs clés, comme celui des cheminots. Dans une grande usine (les Camions Bernard) où je venais effectivement m'entretenir avec le responsable du Parti, je me souviens d'avoir entendu les ouvriers dire entre eux « on va sûrement recevoir la visite des trotskystes pour nous faire débrayer » : effectivement l'usine débraye peu après.

Il semble que nous allons enfin pouvoir récolter les fruits de tant

d'efforts et de tant de sacrifices et construire un parti révolutionnaire lié à une véritable avant-garde ouvrière.

### *L'effondrement des espoirs*

Cet espoir fut une fois de plus déçu. D'abord, il apparut que la croissance de l'influence des trotskystes était avant tout conjoncturelle. Elle ne signifiait pas le ralliement d'une fraction de la classe ouvrière à leur programme ; elle tenait essentiellement à l'absence de tout autre pôle de regroupement pour les travailleurs que la politique de collaboration de classes menée par le PCF paralysait dans la défense de leur niveau de vie.

Mais le Parti Communiste n'est pas un parti réformiste classique, par nature disposé à la collaboration de classes. Sensible à la pression des masses, désireux de ne pas se laisser déborder sur la gauche, il opéra un tournant rapide. Cette grève qu'il avait condamnée et tenté d'enrayer, il en prit carrément la tête. C'était amener la rupture du tri-partisme : en effet, le président « socialiste » du Conseil en prit prétexte pour rompre avec le PCF et le rejeter dans l'opposition.

De toute façon, l'évolution internationale vers la guerre froide rendait cette rupture inévitable. Au cours des années suivantes elle allait commander à la fois la politique de la SFIO, s'engageant avec les formations réactionnaires dans des gouvernements de « troisième force » soumis à l'impérialisme américain, et la politique du PCF, intégré au bloc soviétique et animant à nouveau des grèves dures dans le cadre d'une politique de lutte contre l'inféodation à l'impérialisme américain. Rien de tout cela n'était fait pour nous surprendre. Ce qui était plus étonnant, c'était de voir le Parti Communiste capable de reprendre instantanément en mains un mouvement ouvrier démarré malgré lui et, plus généralement, de conserver la confiance des travailleurs.

La situation exigeait que le mouvement rassemblât ses forces, passât à une étape supérieure d'organisation par l'unité avec les Jeunes Socialistes et les militants qui avaient tiré la leçon de la dernière période, qu'il s'engageât dans un effort de réflexion approfondie pour s'adapter à la nouvelle étape.

Au contraire, le reflux des perspectives de masses allait entraîner un repli sectaire qui rendrait impossible le regroupement projeté. La majorité « large » n'avait jamais cessé d'avoir à combattre, même en pleine bataille sociale, les tendances qui la traitaient de « droite ». Chacune d'elles était convaincue de détenir le maître mot qui permettait de renverser la situation. Pour la tendance « Socialisme et Barbarie » l'appareil du PC et de la CGT constituait l'embryon d'une nouvelle classe exploitante, cherchant à établir sa domination, comme en URSS et dans les démocraties populaires — et à entraîner la planète dans la voie d'une régression vers la bar-

barie — le PC représentait historiquement l'ennemi principal. Pour une deuxième tendance, l'URSS était un capitalisme d'Etat : staliens et capitalistes ne se distinguaient pas. La troisième tendance dirigée surtout par l'ancien CCI (Frank, Privas, Durez, Lambert) et quelques autres (Michèle Mestre, Bleibtreu) se méfiait de l'élargissement du Parti et se croyait toujours en pleine « montée révolutionnaire ». Tous étaient convaincus que la perte du contrôle des grèves tenait à « l'opportunisme » de la direction, à l'emploi insuffisant du mot d'ordre magique de « grève générale », à une insuffisante violence dans la dénonciation des staliens. Au congrès du PCI, à la fin de 1947, le bloc hétérogène de ces tendances l'emporta de quelques mandats.

Leur victoire entraîna la fin de tout espoir de regroupement révolutionnaire. Les Jeunesses Socialistes et la minorité du PS se refusaient à toute unification avec un parti passé sous leur direction et à toute entrée dans une Internationale qui les soutenait. Organisation de masse, insuffisamment politisée pour s'engager dans des batailles de fractions, les Jeunesses ne devaient pas tarder à se disperser. Seuls quelques-uns de ses militants (comme Just) rejoignirent le PCI avec sa nouvelle direction. D'autres plus nombreux animèrent « l'Action Socialiste Révolutionnaire ». Presque tous abandonnèrent pendant des années toute action politique : on retrouvera un certain nombre de leurs cadres dans l'Union de la Gauche Socialiste.

Le PCI lui-même allait bientôt se diviser. La plupart des anciens majoritaires renonçaient à militer dans une organisation privée désormais de tout espoir de développement. Certains adhèrent à l'éphémère « Rassemblement Démocratique Révolutionnaire » fondé par Sartre et D. Rousset<sup>5</sup>.

En 1948 les anciens majoritaires étaient exclus (Demazière, Parizot...) ou démissionnaient (Craipeau, Filiâtre, Chavin...). Peu après les « ultra-gauches » de « Socialisme et Barbarie » rompaient à leur tour avec le PCI : leur groupe s'est divisé ensuite en plusieurs dont « Pouvoir Ouvrier ». Presque en même temps partaient les militants pour lesquels l'URSS constitue un capitalisme d'Etat : ils devaient par la suite rejoindre la Nouvelle Gauche et l'Union de la Gauche Socialiste.

La tendance dominée par l'ancien CCI restait seule. Elle n'allait pas tarder à éclater.

En 1952 en effet la majorité de l'Internationale, considérant que les partis communistes constituaient l'essentiel de l'avant-garde révolutionnaire, enjoignait à ce qui restait du parti français de consacrer l'essentiel de ses forces à l'action en direction du PCF.

La majorité s'y refusait, avec Lambert et Bleibtreu, et restait attachée à une organisation autonome. Puis, considérant que cette organisation bureaucratique était sans espoir, une partie de ses militants (avec M. Bleibtreu et J.M. Vincent) se rallièrent à la Nouvelle Gauche. L'organisation restante, devenue « Organisation Communiste Internationale » (OCI), sous la direction de Lambert,

développa ses activités en trois secteurs : les syndicats (Force Ouvrière et FEN), les Auberges de Jeunesse (avec « Révoltes ») et les étudiants (avec le CLER qui deviendra ensuite la Fédération des Etudiants Révolutionnaires : FER). En fait, son influence reste pratiquement nulle jusqu'en 1968 : aux élections de 1967 par exemple, concentrant son action sur une seule circonscription, celle de Saint-Denis, elle y obtient 0,2 % des voix : le même score du reste que les deux autres candidats trotskystes aux élections.

De son côté la minorité du PCI, soutenue par l'organisation internationale, s'engageait en 1952 dans l'expérience de « l'entrisme sui generis » au Parti Communiste. Les résultats en étaient décevants. Les militants communistes qui éditaient sous sa direction *la Voix Communiste* prenaient rapidement leur indépendance. Michèle Mestre et Corvin, suivant la logique de leur politique, rompaient avec le trotskysme et, pour suivre une ligne « dure », ralliaient les positions des purs stalinien : leur organe *le Communiste* devait se distinguer, par exemple lors des événements de Tchécoslovaquie, en approuvant pleinement l'intervention soviétique. D'autres généralisaient la théorie des guérillas sud-américaines (« le Combat Communiste »). Le PCI qui éditait *la Vérité des Travailleurs* n'était plus qu'un groupe squelettique. Il connut pourtant une nouvelle scission avec le départ de l'ancien dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pablo, qui, reprochant au mouvement d'être centré sur l'Occident et de ne pas adapter sa théorie à l'évolution réelle, lançait « le Drapeau du Socialisme » (groupe dont est issue l'actuelle « Alliance Marxiste Révolutionnaire »).

La minuscule organisation qui, sous la direction de Pierre Frank, gardait le titre de PCI, ne devait enregistrer que plus tard des résultats importants, non dans le Parti Communiste, mais au sein des Etudiants Communistes.

En dehors de ces groupes, le seul qui comptait était issu de l'ancien groupe « la Lutte des Classes ». Lui, du moins, avait tiré une leçon de l'impuissance du mouvement trotskyste à s'intégrer à la classe ouvrière. Grossi de militants venus de la Nouvelle Gauche et de l'Union de la Gauche Socialiste, il développait une action patiente, systématique, dans les entreprises où il publiait des feuilles ronéotées : *la Voie Ouvrière*. Sous ce titre il devait être le premier des groupes trotskystes à publier à nouveau un hebdomadaire.

Dans l'ensemble, le mouvement trotskyste, éparpillé, disparaissait pratiquement de la scène politique française pendant vingt ans.

### *Impuissance du mouvement trotskyste*

Cette impuissance était prévisible dès le congrès du PCI en 1947. C'est pourquoi j'avais alors refusé tout poste de direction. L'année suivante, je donnai ma démission du mouvement pour me consacrer à la réflexion.

Ce n'était pas la première fois que je prenais du champ. Déjà en 1937, j'avais été frappé par le contraste entre la lucidité de nos analyses et l'impossibilité où nous nous trouvions de jouer un rôle réel dans la montée révolutionnaire et de conserver nos positions en période de reflux. Sans quitter le comité central, je m'étais replié sur l'action locale ouvrière à Mantes.

En septembre 1944, j'avais été consterné de voir que notre mouvement restait isolé et se satisfaisait de sa situation de secte. J'avais quitté la direction pendant un an, et je m'étais à nouveau cantonné dans un travail de base, animant les cellules locales, dirigeant l'union locale de la CGT et conseillant les militants qui s'efforçaient de construire la Jeunesse Socialiste. J'étais revenu à la direction pour faire prévaloir une orientation large appuyée sur des courants réels de la classe ouvrière.

L'échec final de cette tentative, le retour à l'esprit de secte, l'émiettement et l'impuissance des formations trotskystes : tout cela exigeait une réflexion approfondie qu'il était impossible d'entreprendre en restant lié à la routine de l'organisation.

De toute évidence cette impuissance n'était pas due au hasard, ni au comportement de telle ou telle individualité. Elle se retrouvait, le plus souvent de manière plus grave, dans toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En 1969, quarante ans après la naissance de l'organisation internationale « trotskyste », trente ans après la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, le problème est posé d'une manière encore plus aiguë. Il faut lire à ce sujet ce qu'écrit dans une brochure récente Pierre Frank, un des dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale « officielle » (trois autres organisations se réclament concurrentement de ce sigle) :

« Jusqu'à présent, le mouvement trotskyste, pour des raisons tenant à la dimension de nos forces, a exercé son influence sur la lutte des classes, principalement dans le domaine des idées, par ses analyses et l'élaboration de perspectives et de programmes. Il n'a pu généralement diriger des mobilisations et des actions de masses sur son programme et ses mots d'ordre »<sup>6</sup>.

Mais à quoi servent des perspectives où ne s'inscrivent pas l'action de l'organisation qui les trace ? Que signifient des programmes qui pendant trente ou quarante ans ne trouvent aucune application dans les masses ?

Pendant la guerre, la révolution l'a emporté en Yougoslavie : les trotskystes n'y existaient pas. Depuis la guerre, elle a été victorieuse en Chine, au Viêt-nam, à Cuba. « L'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale » analyse ces révolutions et leur trace des perspectives : elle ne dit pas un mot du rôle qu'y ont joué les groupes de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous connaissons bien sûr l'atrocité de la répression stalinienne, du moins au Viêt-nam, où le populaire leader trotskyste Tha Thu-thau a été assassiné avec toute la direction du mouvement, en 1945, alors qu'ils impulsaient en Cochinchine un puissant mouvement de « Comités du Peuple » de type soviétique. Mais la question reste

entière : comment se fait-il que les partis staliniens aient été en mesure d'exercer cette répression et de faire disparaître les formations trotskystes ? Comment la révolution a-t-elle pu être conduite à la victoire par des formations staliniennes, ou, comme à Cuba « ne provenant pas du mouvement ouvrier », tandis que nulle part les trotskystes n'ont été en mesure de s'y manifester ?

L'exception elle-même est significative. Dans deux petits pays du tiers-monde, la Bolivie et Ceylan, les organisations trotskystes se sont trouvées en position de jouer un rôle de masse : en Bolivie avec le Parti Ouvrier Révolutionnaire et à Ceylan avec le LSSP, longtemps le second parti du pays et dirigeant incontesté des luttes ouvrières. Non seulement ces partis n'ont pu affronter leurs tâches historiques mais ils se sont effondrés, émiettés en petits groupes.

Quant à l'organisation majoritaire du LSSP de Ceylan — exclue de la IV<sup>e</sup> mais formée par elle — elle participe à un gouvernement bourgeois « de gauche » comme n'importe quel parti réformiste ou stalinien.

Peut-on sérieusement, avec Pierre Frank, incriminer « l'absence d'un matériel adéquat en langue cinghalaise et en langue tamile » ?

P. Frank soulève lui-même « la question que tout trotskyste n'a pas manqué de se poser dans son tréfonds, à certains moments : la IV Internationale a-t-elle une justification historique ? »<sup>6</sup>.

Il se contente de répondre : elle a eu le mérite de survivre et de maintenir, à l'échelle internationale, l'héritage du bolchévisme et de l'Internationale Communiste. « A sa fondation, elle avait reçu de Léon Trotsky et de l'opposition de gauche soviétique, en héritage, sa filiation directe avec le parti bolchevique et l'Internationale Communiste ; elle en était la descendante légitime, reprenant et continuant leurs traditions. » Mais précisément l'héritage d'un mouvement révolutionnaire ne peut être seulement transmis ou continué. Il n'a de valeur que si on sait le faire fructifier, c'est-à-dire le transformer et l'adapter.

Le mouvement blanquiste en donne un bon exemple au siècle dernier. Sa fidélité à l'héritage jacobin et au souvenir de 1793 faisait sa force. Il en tirait à la fois ses idées de démocratie sans intermédiaire et son patriotisme populaire, à la fois son mépris du parlementarisme, sa préférence pour l'action directe et sa rigueur militaire d'organisation. Mais le culte du jacobinisme, mal intégré aux nouvelles idées socialistes, empêchait les blanquistes de comprendre l'histoire réelle de 1793 et, ce qui était plus grave, les réalités économiques et sociales auxquelles ils se trouvaient confrontés. Lénine, lui, après avoir appris à les connaître à travers Marx, put intégrer l'essentiel de cet héritage à une stratégie et à une conception du Parti adaptées à la situation russe du début du xx<sup>e</sup> siècle.

L'héritage d'Octobre et de l'Internationale Communiste est certainement riche d'enseignements pour les socialistes de notre temps. La force de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est qu'elle maintient un certain nombre de principes révolutionnaires valables pour toute la période

historique, que le stalinisme a falsifiés et qu'on tend à ignorer dans une approche pragmatique. Mais sa faiblesse tient aussi dans son culte de l'héritage qui tend à se transformer en dogme. Il est vrai que certains (dans le mouvement « officiel » ou son aile « pabliste ») se livrent à un effort de réflexion et d'adaptation. Mais cette réflexion se heurte bien vite aux cadres rigides d'une pensée dogmatisée. Or le renouvellement de la pensée révolutionnaire exige la rupture avec tout dogmatisme.

### *La stratégie léniniste et les révolutions réelles*

Qu'on réfléchisse d'abord à cette évidence : aucune des révolutions qui ont triomphé depuis octobre 1914 n'a reproduit le schéma de la révolution bolchevique ; aucune ne s'en est tenue à la stratégie léniniste.

Alors que les bolcheviks russes avaient pris le pouvoir en misant sur la défaite militaire du tsarisme et du gouvernement bourgeois, les communistes yougoslaves l'ont emporté en assumant la défense et la reconquête de leur pays contre l'envahisseur nazi. Alors que les bolcheviks s'appuyaient sur les ouvriers des villes, en Chine ce sont des armées paysannes qui ont mis le siège devant les villes, après s'être renforcées et forgées, elles aussi, dans la guerre contre l'envahisseur étranger. Alors que, pour les bolcheviks, la révolution est impensable sans un parti prolétarien marxiste, à Cuba, Fidel Castro s'est emparé du pouvoir à la tête de guérilleros armés par un groupe de la petite bourgeoisie et contre le Parti Communiste qui soutenait le dictateur Batista.

Les mouvements révolutionnaires victorieux l'ont été, non parce qu'ils ont fidèlement appliqué la stratégie d'Octobre 1917, mais parce qu'ils ont su adapter leur stratégie aux circonstances, aux rapports réels des classes, parce qu'ils ont su exprimer les aspirations profondes des masses populaires, parce qu'ils ont su mettre en œuvre une force d'intervention disciplinée qui correspondait aux nécessités spécifiques de leur action.

Qu'on réfléchisse maintenant à une seconde évidence : ces révolutions se sont toujours développées dans des pays économiquement arriérés. Les seuls pays industrialisés qui se sont trouvés englobés dans le « secteur socialiste » l'ont été par l'intervention directe de l'armée soviétique (Allemagne de l'Est) ou par son intervention indirecte, dans le cadre des accords diplomatiques qui les soumettaient à la domination soviétique (Tchécoslovaquie). Un siècle après la Commune de Paris, nous n'avons aucun exemple d'une révolution victorieuse dans un pays économiquement avancé.

Déjà en 1915, Lénine devait faire le point des mutations qui s'étaient opérées dans le monde capitaliste depuis le temps de Marx, étudier le stade impérialiste du capitalisme. Mais depuis cette époque, les mutations ne se sont pas arrêtées. Elles ont abouti à de

profondes transformations technologiques, économiques, sociales et politiques. Le monde de 1970 n'a plus grand-chose de commun avec celui qu'affrontait l'Internationale Communiste lors de ses premiers congrès. Comment imaginer que les nouvelles conditions historiques, avec leurs nouveaux rapports de classes, permettront d'y reproduire les schémas de l'Octobre russe — même aménagés ?

Le premier à s'en rendre compte avait été Trotsky lui-même. Sa contribution majeure à la révolution des pays avancés a sans doute été le programme d'action qu'il a élaboré en 1934 pour la France, avec les militants de la Ligue Communiste (et qui est généralisé en 1938 dans le programme de transition de l'Internationale). Ce programme suppose une stratégie profondément différente du schéma d'Octobre, axée sur la notion du contrôle ouvrier que, pour toute une série de raisons historiques les Russes n'ont pratiquement pas réussi à utiliser. Mais là encore il s'agissait seulement d'une première ébauche : même si elle reste riche d'enseignements, elle ne peut plus être reprise telle qu'elle, plus d'un tiers de siècle plus tard.

Pour définir leur stratégie, les révolutionnaires des pays industrialisés apprennent beaucoup plus de l'analyse critique de 1936 en France et en Espagne, des événements d'après-guerre en France et en Italie, de la crise belge, de l'explosion révolutionnaire de mai 68 en France et des luttes présentes de la classe ouvrière italienne.

### *Le socialisme mis en cause*

Mais la réflexion ne peut pas se cantonner à la stratégie. Elle ne peut pas ne pas porter aussi sur la nature du socialisme.

C'est un problème qui ne se posait pas pour nous dans les années 30, ni plus tard dans les années 40. Nous connaissions bien sur la barbarie de la société soviétique et nous la dénoncions. Mais le problème nous paraissait réglé par le retour aux sources, aux principes socialistes, mis en œuvre en U.R.S.S. au cours de la période (en vérité, bien courte) où les soviets conservaient une réalité. L'essentiel de notre programme visait à déposséder les capitalistes du pouvoir économique et politique qu'ils avaient accaparé et à le rendre à la collectivité. Pour les militants trotskystes d'aujourd'hui, il n'en va guère autrement. Au cours de leurs discussions, par exemple, pour la fondation de la Ligue Communiste, nouvelle manière, pas un instant ils ne cherchent à réfléchir sur la finalité socialiste : la révolution apparaît comme un but en soi. De même, la campagne présidentielle d'Alain Krivine en 1969 a porté essentiellement sur les principes de l'analyse marxiste de la société capitaliste et sur le rappel de la stratégie léniniste : à aucun moment il n'a essayé d'expliquer ce que le socialisme peut apporter aux travailleurs, encore moins ce que peut signifier le socialisme dans un pays avancé.

Tout se passe comme si la nécessité du socialisme était aujourd'hui d'une telle évidence pour les travailleurs que le seul problème demeurerait de leur expliquer comment y parvenir. Or rien de tel n'est vrai. Non seulement parce que la majorité des ouvriers français (au sens restreint du terme) vote pour Pompidou ou Poher. Mais parce que le socialisme, tel qu'il apparaît réalisé, est loin de pouvoir convaincre de ses bienfaits les travailleurs des pays avancés.

Le mythe du « paradis soviétique » est virtuellement mort. Dans les pays de forte implantation communiste, il a reçu un coup terrible lorsque Khrouchtchev a levé un coin du voile sur les millions de victimes de la terreur stalinienne, notamment au sein de la classe ouvrière et du Parti Communiste, sur les camps de concentration, les déportations de peuples entiers et sur la déification du dictateur. Togliatti, le dirigeant du Parti Communiste Italien, a ouvertement posé la question inévitable : « Quoi de commun entre un tel régime et le socialisme ? Comment un Etat ouvrier peut-il engendrer de telles monstruosités ? Par quels moyens peut-on assurer contre ces déviations l'avenir d'une société ? »

Douze ans après la dénonciation de Khrouchtchev, un demi-siècle après la révolution d'Octobre, la société soviétique ne laisse guère plus de libertés aux écrivains ou aux journalistes. Elle n'accorde toujours aucun pouvoir réel aux travailleurs — ni politique ni économique. Je n'écrirais même plus aujourd'hui que les rythmes de croissance de l'économie montrent la supériorité du système socialiste. Ils se sont ralentis depuis 1957 et apparaissent aujourd'hui inférieurs à ceux de certaines puissances capitalistes comme le Japon. Quant aux sociétés avancées, incorporées dans le système soviétique — en fait colonisées par l'U.R.S.S. — elles ont vu leur économie se dégrader. Enfin, le nationalisme s'épanouit dans le monde soviétique comme dans le monde impérialiste et les relations entre pays dans les deux camps sont régies par les rapports de force. Le *Manifeste Communiste* proclamait : « Lorsque l'antagonisme des classes à l'intérieur des nations aura disparu, l'hostilité de nation à nation aura disparu. » Or la Yougoslavie n'a évité l'intervention soviétique qu'en affirmant sa résolution de résister militairement et en utilisant l'équilibre des forces avec les puissances impérialistes. Les chars soviétiques sont intervenus contre les ouvriers allemands de l'Est et contre les communistes hongrois comme récemment contre les communistes et les travailleurs tchécoslovaques. Leur menace a imposé la fin du « printemps polonais » et oblige actuellement les Roumains à miser à leur tour sur l'équilibre des forces armées de la planète. Enfin la guerre menace entre l'U.R.S.S. et la Chine et il n'est pas exclu que les soviétiques cherchent l'appui de l'impérialisme américain contre le communisme chinois.

Les conservateurs (et avec eux nombre d'anciens révolutionnaires) en concluent que le socialisme n'a été qu'un mirage. Les sociétés qui l'ont mis en application s'avèrent pour les travailleurs au moins aussi oppressives, minées de surcroît par les mêmes contradictions,

condamnées, disent-ils, à s'acheminer vers une restauration du capitalisme.

Il ne sert à rien de fermer les yeux devant cette situation, comme font la plupart des partis communistes, ou de s'évertuer à la camoufler : la triste réalité n'en demeure pas moins. Il ne sert à rien non plus de refuser à ces sociétés la qualité de « socialiste » en constatant qu'elles ne correspondent pas aux normes marxistes du socialisme. Cette opération purement verbale n'a rien résolu. Elle n'explique pas l'existence de ces sociétés « aberrantes », encore moins leur devenir. Elle ne permet pas de comprendre pourquoi un socialisme conforme aux normes pourrait se développer ailleurs.

L'explication la plus lucide de la transformation de la société soviétique, de sa « dégénérescence », a été donnée par Trotsky dans *la Révolution Trahie*. Mais les termes mêmes de « dégénérescence » et de « trahison » soulignent les limites — subjectives — de l'analyse. On pouvait croire encore en 1935 que l'évolution de l'U.R.S.S. correspondait à un accident de l'histoire, dû au long isolement de la première révolution socialiste. Mais elle s'est maintenue depuis plus de quarante ans, malgré la guerre mondiale. Ses caractères essentiels se retrouvent — quoique de manière moins barbare — dans tous les pays qui se sont engagés par la suite dans la voie révolutionnaire.

Je n'avais pas, pour ma part, accepté comme entièrement satisfaisante la thèse de Trotsky selon laquelle la bureaucratie avait usurpé le pouvoir politique sans changer la nature de classe de la société. Trotsky m'avait incité à engager la discussion. Je m'étais exprimé en 1938 dans deux textes où l'on trouve déjà, beaucoup plus sommaires et abstraites, les idées développées par les révolutionnaires polonais Modzelewski et Kuron, dans une lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais, lettre à laquelle les bureaucrates ont répondu en emprisonnant ses auteurs. Comment, écrivais-je, peut-on continuer à appeler ouvrier un Etat dans lequel les travailleurs sont exclus de tout pouvoir politique et économique ? L'économie s'y trouve possédée collectivement, comme explique Rakovski, par une classe bureaucratique qui contrôle en même temps et sans partage tous les moyens de répression et de propagande et tous les rouages administratifs. La société soviétique continue en vérité un nouveau mode d'exploitation des travailleurs par un « collectivisme bureaucratique ». La nouvelle classe dominante en est la bureaucratie d'Etat alliée, non sans antagonismes, aux couches privilégiées de la technocratie.

Trotsky me répliquait entre autres que, restant à ce niveau, la discussion demeurerait scolastique et portait sur la terminologie. Si l'on pense que la bureaucratie constitue une nouvelle classe, encore faut-il préciser le devenir historique de cette classe et de son régime à l'échelle de l'humanité et leurs rapports avec un devenir socialiste.

Divers auteurs s'efforcèrent de définir ces rapports : pour l'Italien

Bruno R. le collectivisme bureaucratique entrait en compétition avec le socialisme pour disputer la succession du capitalisme. Pour l'Américain Burnham le socialisme est un leurre : les capitalistes perdent en effet leur pouvoir, mais nous entrons dans l'ère des « managers ». La société évolue vers une société technocratique où les travailleurs seront plus que jamais exclus de tout pouvoir : les USA en présentent la forme civilisée, l'URSS, la version barbare. Pour le petit groupe « Socialisme et Barbarie », la faillite historique du socialisme entraîne une régression de l'humanité vers la barbarie qui, en raison de l'évolution technicienne, prend la forme d'une technocratie, le type achevé de l'exploitation de classe devenant celui des camps de concentration : la nouvelle classe dirigeante exploiteuse se constitue au sein de la société capitaliste à partir des appareils politiques ou syndicaux et par leur fusion avec les « managers » ; les sociétés stalinienne représentent alors le cours de l'humanité vers la déchéance, inexorable à moins d'un sursaut ultime des travailleurs pour imposer leur pouvoir.

Mais ces perspectives pessimistes entrent en contradiction avec les faits. Il est désormais évident qu'aux Etats-Unis, les capitalistes n'ont nullement cédé le pouvoir à une autre classe et que le rôle des « managers » s'inscrit dans le cadre du système capitaliste et de son évolution. Il est non moins évident que les sociétés « bureaucratiques » ne représentent pas une forme stable, qu'elles n'ont pas tendance à s'engager plus profondément sur la voie de la barbarie stalinienne, qu'elles tendent à s'en dégager au contraire, non sans crises violentes. Leurs contradictions s'accroissent à mesure qu'elles atteignent un certain seuil de développement technologique — à mesure aussi que le système prend de l'extension. Enfin, lorsque les travailleurs interviennent pour imposer leur pouvoir, ils ne tendent ni à restaurer le capitalisme, ni à supprimer les structures collectives.

Ces sociétés apparaissent donc bien comme des formes de transition d'une société qui s'oriente à l'échelle planétaire vers un dépassement du capitalisme. Mais pourquoi ont-elles pris cet aspect inattendu ? Quel est leur devenir ? Quelles leçons les socialistes peuvent-ils tirer de leur évolution et de leurs problèmes ?

### *L'évolution historique et les sociétés bureaucratiques*

Le recul permet de comprendre l'évolution historique. Le passage au socialisme se heurte à plusieurs contradictions. Contrairement à la bourgeoisie qui détenait une part essentielle du pouvoir économique dans la société féodale, le prolétariat ne dispose, dans la société capitaliste, d'aucun moyen autonome de pouvoir : il ne peut exercer une pression durable sur les classes dirigeantes que par la médiation des syndicats (limités par nature) et des partis (dont aucun ne l'exprime directement). Il ne peut exercer le pouvoir qu'à travers même les structures de l'Etat. De là la nécessité de la dictature du

prolétariat. Mais la dictature du prolétariat ne résoud pas par elle-même la contradiction. Elle peut seulement commencer à la surmonter.

D'autre part, la société capitaliste tire sa force de ce qu'elle a relativement unifié la planète par le marché mondial et la division internationale du travail : il est absurde de penser qu'une société restreinte à un Etat (voire à un groupe d'Etats) puisse dépasser les capacités de production du capitalisme, son niveau de production et par conséquent son niveau de vie, son degré de culture et de liberté.

Or la révolution ne peut l'emporter que dans le cadre des structures étatiques qui sont celles de la société capitaliste (qu'elles correspondent ou non à une nation). Pour faire face à cette contradiction, les marxistes comptaient sur la généralisation de la révolution. Le *Manifeste Communiste* déclarait : « L'action commune des prolétariats dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de leur émancipation. ».

Mais les révolutions anti-capitalistes n'ont pas d'abord triomphé dans les pays industrialisés où elles auraient ouvert la voie à un dépassement du capitalisme. Elles ont commencé à se développer dans les pays économiquement sous-développés où l'introduction de la production et du marché capitalistes avaient rendu explosives les contradictions de la société pré-capitaliste. Laissées à elles-mêmes les sociétés issues de la révolution ne pouvaient pas donner naissance à des rapports socialistes avant une élévation considérable de leur niveau de production et de la productivité du travail. Ils ne pouvaient opérer la capitalisation primitive nécessaire à leur industrialisation qu'au détriment de la paysannerie (comme l'avait clairement exposé Préobrajensky<sup>7)</sup> et en sacrifiant la consommation des masses — y compris celle des masses ouvrières — au développement de la production des moyens de production. Cette situation rendait pratiquement impossible toute gestion démocratique de l'économie et toute consultation démocratique : on ne peut pas demander à une génération, ou à plusieurs générations, de se sacrifier volontairement au progrès ultérieur de la société. Elle amenait presque inévitablement les responsables de l'appareil économique-politique à se substituer au prolétariat comme direction et à substituer à la démocratie ouvrière la mise en condition des masses. Cela leur était d'autant plus facile en raison du retard culturel des masses prolétariennes, grossies massivement par la paysannerie au cours de l'industrialisation. A peine peut-on dire qu'ils dépossédaient de son pouvoir le prolétariat, puisque le pouvoir du prolétariat n'avait jamais pu s'affirmer pratiquement (quand il l'avait pu et pendant fort peu de temps) que par la médiation du Parti. Finalement constitués en caste — ou en classe — bureaucratique, les dirigeants politiques remplaçaient les luttes politiques, telles qu'elles se livraient en URSS pendant les premières années, par une mythologie camouflant la réalité au nom d'un marxisme falsifié et dogmatisé. Le mécanisme de cette évo-

lution est lumineusement expliqué par la lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais<sup>8</sup> :

« Ainsi l'industrialisation, tout en représentant l'intérêt social dans son ensemble, ne coïncidait avec aucun des différents intérêts de chaque classe ou groupe social isolément considérés. Les aspirations naturelles de chaque groupe social, des paysans en tant que paysans, des ouvriers en tant qu'ouvriers, des directeurs en tant que directeurs... étaient l'élévation maximum des revenus individuels et l'amélioration matérielle et sociale de leur milieu propre, donc en tout cas une certaine tendance à la consommation maximum.

« Par contre les conditions de l'industrialisation imposaient la production pour la production. Pour le nouveau pouvoir, l'industrialisation constituait une raison d'être, un but principal. Il réalisait un but, en dépit des intérêts particuliers des autres classes et couches, donc, dans une certaine mesure, contre elles. Contre les paysans, privés de force de leurs surplus agricoles et constamment menacés d'expropriation collective ; contre la classe ouvrière dont les salaires étaient maintenus au niveau le plus bas possible — et même encore réduits ; contre les intellectuels et les technocrates. La réalisation d'une telle industrialisation exigeait qu'on rende la production indépendante de l'influence régulatrice du marché et qu'on limite de façon aussi étroite que possible le champ d'initiative propre de la classe ouvrière, de la technocratie et de la paysannerie. La réalisation de ces exigences s'exprima par l'introduction d'un système de « parti unique », tout en empêchant les autres groupes sociaux de posséder leur propre parti — et tout d'abord la classe ouvrière — par la mise de toutes les organisations sous la tutelle du pouvoir, le renforcement de l'appareil de contrainte dirigé contre les producteurs, la monopolisation des moyens d'information et de propagande, entre les mains d'une élite toute puissante, la liquidation de la liberté de création et l'établissement du système centralisé de gestion économique. Et tout ceci fut accompagné d'une terreur policière massive. Ainsi l'élite, en monopolisant dans ses mains le pouvoir social et politique, ainsi que le pouvoir sur le processus de production et de répartition du produit (c'est-à-dire la propriété) a fait de l'industrialisation son intérêt de classe et — en un certain sens — son intérêt personnel. Elle a fait de « la production pour la production » son but de classe et la source d'affermissement et d'élargissement de sa domination.

« Cette élite s'est donc transformée en une nouvelle classe dirigeante " la bureaucratie politique centrale " tandis que le pays qu'elle dirigeait se transformait en un Etat de dictature de la classe bureaucratique. On peut donc dire que ce sont les besoins d'industrialisation d'un pays sous-développé qui ont donné naissance à la bureaucratie comme classe dominante ; elle seule pouvait répondre à ces besoins, puisque dans les conditions de sous-développement du pays, elle était la seule à faire de l'industrialisation, c'est-à-dire de la production pour la production, son intérêt de classe.

« Dans ces conditions, les rapports de production fondés sur la propriété bureaucratique, assuraient un développement rapide de l'économie, grâce auquel s'ouvraient devant les autres classes et couches sociales des possibilités de progrès et d'amélioration de l'existence, des perspectives d'épanouissement dans le cadre même du système bureaucratique. ».

### *La dialectique du passage de la planète au socialisme*

Le dépassement du capitalisme — comme système dominant de la planète — passe donc historiquement par la constitution dans les secteurs sous-développés de sociétés de transition, contradictoires, et qui ne peuvent, elles-mêmes, assurer un dépassement des secteurs avancés du capitalisme. Ces sociétés ont en commun la mise en tutelle de la classe ouvrière et le rôle dominant de la bureaucratie.

Dans le cadre d'une production étatisée et planifiée, sont maintenus le salariat, l'exploitation du travail, l'aliénation des producteurs, la division capitaliste du travail. Du même coup, les normes bourgeoises y sont reprises et exaltées dans tous les domaines, sous des oripeaux pseudo-marxistes. Bien entendu un tel type de société ne peut être solidaire des mouvements révolutionnaires internationaux, dont la victoire lui serait fatale. Sa « coexistence pacifique » avec l'impérialisme n'est pas une tactique. Elle est l'expression d'une solidarité fondamentale, encore que conflictuelle.

Pourtant ceux qui croient éclairer le débat en baptisant « capitalisme d'Etat » de telles sociétés n'ont rien éclairé du tout. Le problème n'est pas de leur donner un nom ou de les vouer à l'opprobre. Il est de comprendre leur rôle dans l'évolution de l'humanité.

De même, il est absurde de croire que ces sociétés — et leur politique — sont le fruit d'une certaine idéologie — léniniste pour les uns, révisionniste pour les autres. L'idéologie n'est pas la cause des développements historiques. Elle n'en est que le reflet et la traduction. Du reste, la même référence idéologique couvre des idéologies profondément différentes en Yougoslavie, en Chine ou à Cuba. Ensuite on retrouve finalement des phénomènes très analogues dans des pays comme l'Égypte, ou l'Algérie, malgré une idéologie foncièrement différente et malgré le caractère hybride des rapports de production.

Les sociétés bureaucratiques ne constituent nullement un tout homogène. Le rôle de la bureaucratie et ses rapports avec les masses travailleuses ont été profondément différents en URSS, en Yougoslavie, en Chine et à Cuba. Nous verrons du reste la bureaucratie divisée au cours de la lutte des classes qui se développe dans les divers pays : finalement c'est contre une fraction majoritaire des partis communistes que les forces armées soviétiques sont intervenues

ou ont fait peser la menace de leur intervention en Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Le déterminisme des conditions objectives n'a rien à voir avec un fatalisme !

Les traits barbares qui se manifestent dans ces sociétés de transition (notamment ceux qui se sont manifestés en URSS et dans ses dépendances) n'ont rien à voir avec le socialisme mais révèlent les contradictions dues à l'arriération de ces pays et à leur isolement.

De bonnes âmes se voilent la face devant la barbarie de ce développement et y lisent la condamnation du socialisme. Elles oublient d'abord que le monde capitaliste ne s'est lui-même fondé que par des siècles de misère et de déshumanisation. La prolétarianisation des pays avancés a entraîné pendant des décennies une régression du niveau de vie et des libertés réelles, sans compter la colonisation des neuf dixièmes de l'humanité et l'extermination de peuples entiers. Nos moralistes oublient encore que ces manifestations de barbarie ne font que refléter les rapports existants dans leur propre monde. Les interventions militaires dans les pays « socialistes » reproduisent à une faible échelle celles des puissances coloniales d'hier, celles de l'impérialisme américain aujourd'hui sur toute la surface de la terre pour imposer des dictatures à sa solde. La volonté de puissance des grandes nations (liée à la volonté de puissance de leurs classes dirigeantes) ne pourra pas disparaître tant que la planète n'aura pas été unifiée par un système économique, politique et social dépassant le capitalisme sous ses formes les plus avancées.

C'est dire que le passage au socialisme dans les pays sous-développés est lié à la victoire du socialisme dans les pays avancés — comme Trotsky l'avait du reste parfaitement vu. Mais l'apparition des sociétés bureaucratiques constitue par elle-même un frein puissant à ce développement.

Pour les travailleurs des pays avancés cette « réalisation du socialisme » a joué le rôle non d'une incitation mais d'un repoussoir : les partis communistes ont perdu toute influence dans la plupart des pays avancés ou ne la conservent qu'en prenant leurs distances à l'égard de l'URSS (en Italie, au Japon, en Suède), la seule exception relative restant celle du parti français.

Mais il y a plus : justifiant la prédominance de ses intérêts propres par la théorie du « Socialisme dans un seul pays », la bureaucratie soviétique a utilisé son contrôle sur les partis communistes pour les employer comme instruments de sa politique diplomatique et militaire. Elle leur a donné comme objectifs non de mener les masses ouvrières vers la révolution, mais de faire pression sur leurs gouvernements nationaux pour en obtenir l'alliance. Cela ne leur était possible qu'à la condition de se transformer, d'entrer dans le jeu du système et d'abord, de devenir eux-mêmes nationalistes, puisque c'est au nom de « l'intérêt national » qu'ils pouvaient intervenir dans le jeu diplomatique et militaire.

Cette politique commandait leur intervention contre tout mouvement révolutionnaire. Elle explique déjà sans doute la passivité

du Parti Communiste Allemand lors de la montée au pouvoir de Hitler. Plus sûrement encore l'intervention du PCF dans la crise de juin 36, celle du PC espagnol et du guépécou, dans la guerre civile, pour maintenir la fiction d'une république bourgeoise.

Pendant la deuxième guerre mondiale, la bureaucratie soviétique a paralysé toute éventualité de révolution allemande par sa politique « anti-boche » et l'exigence de la reddition sans conditions. A la fin de la deuxième guerre mondiale, elle a imposé aux PC italien et français de s'intégrer à l'union nationale pour restaurer l'économie capitaliste et sauvegarder l'Etat bourgeois.

Vis-à-vis des pays économiquement sous-développés, le rôle de la bureaucratie est plus complexe. Le développement des pays bureaucratés qui réussissent à sortir par leurs propres moyens du sous-développement, constitue pour eux plus un exemple qu'un repoussoir. Les intérêts de la bureaucratie dans son antagonisme avec les USA coïncident avec les leurs propres : sans l'aide soviétique la révolution cubaine n'aurait pas pu survivre, ni les révolutionnaires vietnamiens résister à l'impérialisme américain.

Mais la bureaucratie a toujours joué un rôle contre-révolutionnaire. L'insurrection des partisans grecs a été désavouée et isolée, le PC indien a été soumis à la bourgeoisie congressiste, le PC indonésien a été poussé à s'allier aux réactionnaires musulmans qui devaient l'exterminer. Quand les révolutions l'ont emporté, c'est toujours malgré elle et contre ses agents. Staline a en vain essayé de convaincre Tito de s'effacer derrière Mikhaïlovitch, Mao de se ranger derrière Tchang Kaï-chek, et quand les partisans de Castro ont pris le pouvoir ils l'ont pris, contre le Parti Communiste, défenseur du régime Batista.

« Toute victoire d'une révolution autonome constitue un danger pour la bureaucratie. Par sa nature même, une telle révolution apparaît comme un acte souverain des masses populaires. Par conséquent, son exemple et ses idées contagieuses menacent l'hégémonie idéologique de la bureaucratie sur ses propres masses. De plus, les révolutions victorieuses ne se soumettant pas aux diktats de la bureaucratie soviétique, violant ainsi le monolithisme intérieur... voilà pourquoi la bureaucratie soviétique agit selon le principe : le socialisme n'ira pas plus loin que notre armée » (Lettre Ouverte).

Cette politique contre-révolutionnaire correspondait à une vue lucide des intérêts de la bureaucratie : elle ne peut avoir que des vassaux ; chacune des révolutions indépendantes s'est dégagée de son orbite ; chacune d'elles a constitué un pôle de regroupement et, pour son empire, un élément de désintégration. Encore s'agissait-il de pays sous-développés et — sauf pour la Chine — de petits pays.

On comprend les attaques des communistes chinois contre le « révisionnisme contre-révolutionnaire » des soviétiques. Mais ce « révisionnisme » ne date pas de la mort de Staline. Les Chinois ne

l'attaquent que pour prendre eux-mêmes la tête du mouvement des peuples sous-développés.

En même temps ils se réclament des principes staliniens, non parce que leur politique est proprement stalinienne (bien loin de là) mais parce que ces principes correspondent à la phase élémentaire du développement économique qu'ils n'ont pas dépassée. Du même coup leur propagande ne peut exercer aucune influence sur les pays plus avancés du secteur « socialiste » dont les masses aspirent précisément à dépasser le stalinisme et ses séquelles.

A la fin du xx<sup>e</sup> siècle, la lutte pour le socialisme se mène donc selon trois axes et sous des formes entièrement différentes.

Elle se poursuit d'abord dans les secteurs sous-développés. Entre ces derniers et les pays industrialisés le fossé tend non à se combler, mais à s'élargir. Les Yougoslaves ont montré que le marché mondial tend en effet à approfondir constamment l'inégalité entre les premiers, qui ont à échanger du travail non qualifié et les seconds qui proposent en échange un travail de plus en plus hautement productif. Les contradictions deviennent d'autant plus intolérables que l'information devient planétaire. Encore que depuis une décennie la contre-offensive de l'impérialisme l'ait généralement emporté, il n'est pas besoin d'être prophète pour prédire que l'incendie révolutionnaire reprendra — et d'abord en Asie et en Amérique latine. Le xx<sup>e</sup> siècle est avant tout celui des révolutions dans les pays sous-développés.

Mais la lutte socialiste se développe depuis 1953 dans les sociétés dominées par la bureaucratie d'Etat ; en même temps les conditions commencent à être réunies pour son nouvel essor dans les pays économiquement avancés.

Il nous faut nous attarder sur ces deux secteurs.

### *La révolution socialiste dans les sociétés de collectivisme bureaucratique*

Non pas accident mais produit de l'histoire, un tel type de société devait se révéler beaucoup plus stable que ne l'imaginait Trotsky. Trotsky était convaincu que la bureaucratie éclaterait à l'épreuve de la guerre, une fraction ralliant le camp de la bourgeoisie mondiale pour restaurer la propriété privée, une autre fraction s'appuyant sur le prolétariat et rétablissant le régime des soviets pour sauver les structures sociales héritées de la révolution. Or, malgré la violence de l'épreuve, il n'en a pratiquement rien été : seuls quelques individus se sont faits les laquais de Hitler. Après les purges sanglantes, aucun contre-pouvoir prolétarien ne s'est esquissé. C'est la bureaucratie qui a assumé les charges de la guerre. Elle l'a fait avec ses moyens propres, peu économes des vies humaines, mais efficacement. Elle est sortie renforcée de l'épreuve.

Si la guerre a exacerbé les contradictions auxquelles la bureau-

cratie devait faire face, c'est bien autrement : en y ajoutant celles des nouveaux territoires soumis à son contrôle ; en accélérant une expansion révolutionnaire qu'elle ne pouvait pas empêcher ; enfin en donnant, comme partout, un nouvel élan à la technique et à la production.

La « Lettre Ouverte »<sup>8</sup> analyse justement les causes économiques de la crise qui s'y développe. En voici le principe :

« C'est pendant les années 1950 qu'a éclaté la crise internationale du stalinisme, première phase de la crise générale de la dictature de la bureaucratie. Ceci a pour conséquence les premières manifestations révolutionnaires de la classe ouvrière : la grève générale en RDA, les manifestations et les combats de rue du 17 juin 1953 à Berlin, une série de grèves dans les camps de concentration en URSS, les événements de juin 1956 à Poznan et les premières révolutions anti-bureaucratiques en Pologne et en Hongrie.

« L'origine économique des événements de cette période était le commencement de la crise économique du système. Dès que s'est achevée l'étape de la construction de l'infrastructure économique et l'emploi des excédents de force de travail, est apparue la contradiction entre le potentiel productif développé et le bas niveau de la consommation sociale. Dans ces conditions, pour la majeure partie de la société, les perspectives d'amélioration de leur existence cessaient d'être liées au passage des classes et couches inférieures vers les classes et couches plus favorisées matériellement et socialement ; elles dépendaient maintenant de l'amélioration des conditions matérielles sociales et culturelles de leur propre milieu. L'intérêt spécifique de la classe paysanne, privée par la force de ses surplus, de la classe ouvrière payée à un salaire de famine, des surveillants du travail exploités à des salaires relativement bas et sans pouvoir de décision, se ramenait dans chacun des cas à une certaine forme de l'augmentation de la consommation : ce qui était contradictoire avec le but de classe de la production de la bureaucratie... toute la société s'est trouvée en conflit avec la bureaucratie dominante. ».

Isaac Deutscher avait bien vu ces contradictions. Mais il avait pensé qu'elles contraindraient directement la bureaucratie à démocratiser le régime. C'était oublier qu'elle se soucierait peu de traduire les intérêts généraux de la société et de se faire hara-kiri. Pour maintenir sa dictature, elle devait faire des concessions en augmentant la part de la consommation (mais sans compromettre le rôle dominant de l'industrie lourde dont elle tire son pouvoir) en ouvrant la soupape à la liberté de création scientifique et d'expression (mais sans compromettre son contrôle idéologique).

Elle cherchait avant tout la voie d'un compromis avec la couche privilégiée des technocrates qui réclamaient une gestion « par les spécialistes », décentralisée, plus rationnelle, laissant jouer les critères de sélection économique. Telle était la voie de la libéralisation, ouverte par Malenkov et généralisée par Khrouchtchev. C'était finalement la voie ouverte par les Yougoslaves, qui lui avaient donné une

assise de masse par la participation des travailleurs à la gestion des entreprises et la limitation du rôle de l'Etat aux décisions macro-économiques et politiques.

C'est là aussi une situation d'équilibre instable. Elle ouvre la voie aux forces sociales qui veulent aller jusqu'au bout et se débarrasser de la dictature bureaucratique elle-même.

J.M. Vincent écrit à juste titre :

« Le recours très généralisé à des méthodes de gestion économique dites libérales (autonomie plus grande des entreprises, appel à l'intérêt matériel de couches très larges, choix plus libres des consommateurs) rend plus difficile le fonctionnement de la planification centrale bureaucratique et même s'attaque à l'un de ses fondements, le secret bureaucratique, lui-même essentiel pour maintenir les travailleurs dans leur impuissance politique. Quand les processus économiques sont moins centralisés, ils exigent une plus grande circulation de l'information, et permettent dans une certaine mesure une plus grande compréhension des rapports entre rémunération et travail fourni, entre accumulation et consommation. C'est bien entendu là où le bât blesse la bureaucratie »<sup>9</sup>.

L'équilibre est particulièrement instable dans les démocraties populaires où la bureaucratie indigène tient son pouvoir de la bureaucratie soviétique qu'elle a aidée à piller les ressources nationales ou à les utiliser.

Sauf en Allemagne de l'Est, où la bureaucratie dépend totalement de Moscou et où elle n'a pu, dès le début, opposer aux travailleurs que les chars soviétiques, le schéma est pour l'essentiel le même partout. Une fraction de la bureaucratie politique s'efforce de trouver une issue en rompant avec la bureaucratie russe et ses agents. Elle cherche à établir un compromis avec les technocrates et les classes laborieuses. Elle ne peut établir le dialogue qu'en ouvrant la discussion au sein du Parti Communiste. Jusqu'alors courroie de transmission des consignes bureaucratiques, celui-ci redevient un parti. On s'aperçoit alors que les conservateurs (staliniens) n'y représentent qu'une infime majorité. Il ne suffit pas d'éliminer les conservateurs : il faut réhabiliter les victimes des procès staliniens, enlever son pouvoir à la police secrète, rétablir les garanties juridiques. Le Parti impose alors un programme de démocratisation : suppression de la censure, liberté de la presse et de l'information, fonctionnement régulier des organismes constitutionnels, droits de réunions et de tendances dans le Parti, ce qui entraîne l'acceptation plus ou moins nette du pluripartisme. Aux technocrates, on concède des mesures de décentralisation économique et la responsabilité des « spécialistes » dans l'entreprise : on amorce des réformes destinées à rationaliser les entreprises par la reconnaissance des lois du marché. Aux ouvriers on restitue les libertés syndicales, le droit de grève ; on promet une participation à la gestion de l'entreprise (s'ils ne l'ont pas prise en mains comme en Pologne et en Hongrie). Aux intel-

lectuels et aux étudiants, on rend la liberté culturelle. Aux paysans enfin, on promet la fin des mesures de contrainte et de la collectivisation forcée. Ce programme fait rapidement l'unité nationale et suscite l'enthousiasme.

Bien entendu, il constitue un compromis entre les diverses classes sociales ; notamment entre ouvriers et technocrates. Nous avons vu pourquoi, en Europe de l'Est, la gestion ouvrière et l'autogestion se trouvent généralement liées aux projets de libéralisation économique. Cela explique l'alliance des communistes oppositionnels — par exemple en Tchécoslovaquie — avec les technocrates. Cette alliance ne va pas sans danger, non seulement pour l'avenir, mais même pour l'immédiat. Les technocrates sont les premiers à subir la pression de la bureaucratie russe et à s'entendre avec elle sur un compromis, en abandonnant ses alliés.

Le mouvement révolutionnaire se développe en effet là aussi de manière inégale. La bureaucratie russe, la mieux assise, peut intervenir successivement avec ses forces armées (ou, en Pologne, la menace de ses forces armées) pour liquider successivement les mouvements, en ne laissant subsister que quelques mesures de libéralisation. Mais les forces centrifuges ne font que s'accroître. L'exemple de la Tchécoslovaquie est significatif. Les chars soviétiques n'ont pas suffi, cette fois, à assurer la victoire de la bureaucratie. Elle n'a obtenu le silence relatif des masses (non leur ralliement) qu'à la suite d'une longue période de négociations et de compromis, grâce à la soumission des dirigeants du mouvement.

Les auteurs de la « Lettre Ouverte » avaient raison de souligner la nécessité d'une direction révolutionnaire autonome de la classe ouvrière, capable d'établir des compromis avec les autres classes sociales, mais aussi de mener la lutte jusqu'au bout pour enlever à la bureaucratie le contrôle de la production et des forces répressives de l'Etat. Une telle direction mûrit certainement en Tchécoslovaquie, vraisemblablement en Pologne, en Hongrie et en RDA. Son programme ne sera sans doute pas en contradiction pour l'essentiel avec celui que brossait Trotsky dans *la Révolution Trahie*. Mais il devra faire face à une réalité plus complexe qu'il ne le prévoyait.

### *Le mouvement ouvrier dans les pays industrialisés*

Les expériences « socialistes » ne pouvaient attirer les travailleurs des pays économiquement avancés. Ils y voyaient à juste titre une régression par rapport aux libertés et au niveau de vie qu'ils avaient conquis au cours de longues luttes. Sauf en France et en Italie (pour des raisons historiques sur lesquelles nous reviendrons) les partis communistes, transformés en instruments de la diplomatie soviétique, cessaient de jouer un rôle dans ces pays.

Mais les trotskystes ne pouvaient pas les remplacer à la direction

des masses ouvrières. Contrairement à ce que pense Frank, cela n'était pas dû à leur faiblesse d'organisation. Celle-ci était la conséquence — non la cause — de leur impuissance à convaincre les travailleurs. Les trotskystes expliquaient en effet que l'évolution stalinienne est un accident de l'histoire, qu'il ne faut pas confondre léninisme et stalinisme (ce qui est vrai), que les staliniens ont trahi l'enseignement de Lénine, qu'il faut revenir aux traditions de la révolution d'Octobre.

Les travailleurs qui les entendaient pensaient : « Comment croire que cette évolution est accidentelle quand elle se poursuit depuis des décennies et se renouvelle, pour l'essentiel, à chaque nouvelle expérience ? Comment croire à une trahison du léninisme quand on retrouve, sur les divers continents, le même type de société se réclamant du léninisme ? Comment croire surtout qu'il en irait autrement dans notre pays si nous nous engageons dans la même voie « révolutionnaire », en suivant la tradition qui lui a, dans les faits, donné naissance ? Ce sont là des spéculations d'intellectuels qui ne veulent pas tenir compte des faits. ».

Pratiquement les travailleurs suivaient les sociaux-démocrates qui leur offraient au moins la voie d'un aménagement favorable du capitalisme, ou même, comme aux USA, acceptaient de voir leurs organisations s'inféoder directement aux organisations politiques de la bourgeoisie.

Cette situation se retrouve en France avec une variante. Ce que « la gauche » appelle socialisme n'est rien d'autre qu'un aménagement du régime : l'extension des nationalisations, le renforcement du dirigisme, l'amélioration de la législation sociale, le développement de l'éducation nationale ; les « socialistes » modernes y ajoutent les réformes techniques nécessaires pour l'adaptation des structures étatiques, administratives, urbaines et foncières. La variante tient au maintien d'un puissant parti communiste qui a su profiter des consignes soviétiques d'intégration au système et au nationalisme pour se développer sur le terrain même du réformisme. Il fait sien le programme de la gauche, du moins pour une première étape : celle de la démocratie « véritable » ou « avancée ». En vérité, il le considère comme une « transition vers le socialisme ». L'expérience internationale, sa propre théorie et son comportement quotidien permettent de comprendre ce qu'il entend par là. Une fois la production étatisée et le PCF maître des leviers de commande de l'Etat, il ne lui reste plus qu'à éliminer ou à domestiquer ses partenaires de la coalition pour que « le parti de la classe ouvrière » puisse dominer à la fois l'Etat et la production : le socialisme serait alors réalisé. Pour arriver à ses fins le PCF compte non sur un mouvement révolutionnaire (« la prise du pouvoir, dit l'un de ses théoriciens, n'appartient pas au langage marxiste ») mais, combiné avec l'exercice du pouvoir gouvernemental, sur un rapport favorable des forces entre « puissances socialistes » et puissances impérialistes, sans lequel le

renversement du capitalisme serait « aventuriste ». Telle est la perspective pour le PCF.

Le PCF sent bien que, dans un pays économiquement avancé, les possibilités d'un pouvoir bureaucratique ne peuvent pas être les mêmes que dans les pays économiquement retardataires. Il sait que ce pouvoir ne peut s'exercer qu'en alliance avec la technocratie. C'est la raison profonde pour laquelle il s'oppose à toute remise en cause de la hiérarchie et de la division capitaliste du travail dans l'entreprise et dans la société.

Mais précisément les masses ne veulent pas de ce socialisme bureaucratique. Quand elles font confiance au PCF, c'est en tant que force de pression pour la défense de leurs intérêts immédiats. Cette situation a été rendue claire, par exemple, par les élections présidentielles de 1969. Au début de la campagne, la candidature communiste apparaissait une candidature de principe, comme celles de Rocard ou Krivine : les sondages montrent que son électorat tombait alors à 10 % ; encore ces 10 % ne plébiscitaient-ils pas son hégémonie au pouvoir. Duclos n'a retrouvé 21 % des suffrages que sur un programme rassurant, plutôt en retrait par rapport à celui de Mitterrand, en apparaissant comme le seul « candidat de la gauche » capable d'affronter au deuxième tour la droite gaulliste.

Dans la poursuite de ses objectifs réformistes, le PCF (et comme lui, avec des nuances, le PC italien) dispose de la puissance redoutable de son implantation systématique — de ce qu'on a justement appelé « sa contre-société ». Il est capable de supplanter sur le terrain les organisations réformistes traditionnelles, et il les supprime en effet. Mais quand il s'agit de son accession au pouvoir (du passage au « socialisme ») il est contraint de camoufler son orientation réelle (ce qui l'amènera sans doute à la remiser au magasin des accessoires comme la social-démocratie y a remisé son « but final » socialiste). C'est qu'elle entre en contradiction non seulement avec les sentiments profonds des masses populaires mais avec la rationalité de l'évolution historique.

### *Le sens du socialisme dans les pays industrialisés*

Les révolutionnaires socialistes au contraire doivent développer leur perspective du pouvoir socialiste, faire comprendre aux travailleurs par la propagande et surtout par leur expérience, qu'elle constitue la finalité de leur lutte, non pas une finalité lointaine, perdue dans les brouillards du rêve, mais la finalité actuelle, celle des luttes de la période historique présente.

Il ne s'agit pas d'opposer à la conception du socialisme bureaucratique une autre conception, celle d'un socialisme à visage humain — encore moins de tracer les plans d'une société socialiste « idéale » ayant tous les avantages d'une généreuse utopie. Il s'agit de comprendre quelle issue s'ouvre objectivement à la crise actuelle des

pays capitalistes avancés. La dictature bureaucratique correspond à la nécessité de l'industrialisation à marche forcée qui s'impose aux pays sous-développés ; elle devient un frein à la production et au développement de l'humanité dès que se trouve franchi un seuil que les pays industrialisés ont dépassé depuis longtemps.

La crise du capitalisme avancé est de tout autre nature que celle qu'il a déterminée dans les secteurs sous-développés. Elle tient aux limites qu'il rencontre et aux contradictions qu'il développe en raison même de l'essor de la production industrielle. Il n'a pu survivre, bien sûr, que grâce à l'absence de la révolution socialiste. Mais cette lapalissade n'explique pas comment il a pu survivre, comment il a pu connaître une seconde jeunesse, ni par conséquent quelle est la nature actuelle de ses contradictions. Il n'a pu y parvenir que grâce à une évolution qu'il faut étudier, grâce à des transformations auxquelles l'ont contraint, notamment, les guerres mondiales et les luttes mêmes menées par les salariés pour défendre leur niveau de vie. Il a réussi par là à surmonter certaines contradictions qui paraissaient insurmontables et à reculer ses limites. Mais aujourd'hui ces limites et ces contradictions réapparaissent à un plus haut niveau, sous une autre forme, et déterminent la nouvelle montée révolutionnaire.

La crise des pays avancés tient au divorce croissant entre la progression rapide de la technique et des forces productives d'une part, et d'autre part les rapports capitalistes de production qui empêchent l'humanité de les contrôler et d'en profiter.

La technique actuelle permet d'envoyer des hommes sur la Lune, bientôt sur Mars. Elle se développe en progression géométrique et ouvre aux hommes des ressources illimitées. Mais l'humanité est incapable d'utiliser ses moyens gigantesques — ne serait-ce que pour supprimer la faim en Asie, en Afrique ou en Amérique du Sud. Son impuissance à maîtriser l'emploi de sa puissance technique fait planer la menace de sa destruction totale. Dans les pays industrialisés eux-mêmes, la croissance économique est devenue une condition de survie du régime ; elle n'est possible que par la mobilisation de l'Etat et de la société tout entière ; mais cette mobilisation a pour objectif unique le maintien du profit pour une petite minorité qui monopolise pratiquement les avantages du progrès technique. La science est la source du développement économique. Or la bourgeoisie n'a plus le monopole du savoir : elle a dû mobiliser les ressources intellectuelles de la société tout entière, mais c'est pour les faire servir également au maintien de son profit. Ainsi, en même temps que la distribution des richesses, ce sont toutes les valeurs du vieux monde qui sont remises en cause : sa culture, sa morale, son mode de vie et les sources de l'autorité en tous les domaines.

Cette crise générale de la société ne peut être résolue que par le retour aux producteurs des moyens de production, d'échange et de financement, par l'utilisation rationnelle au service de la collectivité des forces productives et des ressources considérables qu'elles

assurent dès maintenant. Le but objectif de la révolution n'est plus d'assurer les conditions de l'industrialisation, mais de mettre fin à son développement aveugle et de la faire servir aux fins conscientes de l'humanité pour changer la vie des hommes.

Mis au service de la collectivité, le développement des forces productives pourra être employé pour surmonter les innombrables contradictions héritées des millénaires pendant lesquels les sociétés de classes ont régi les rapports entre les hommes, modelé idéologiquement et psychologiquement les individus, déterminé les profondes inégalités entre les hommes et entre les régions de la planète : contradictions entre pays avancés et sous-développés ; entre ville et campagne, travailleurs de l'agriculture et de l'industrie, intellectuels et manuels, entre niveaux de culture, entre les tâches de direction et les tâches d'exécution, entre la situation de l'homme et celle de la femme, entre producteurs et consommateurs, consommation sociale et individuelle, travail et jouissance, contradiction entre l'idéologie du passé et les nouvelles conditions objectives, etc. Ces contradictions ne peuvent être dépassées que par des choix aussi conscients que ceux grâce auxquels les hommes ont entrepris de surmonter les obstacles que leur opposait la nature. Seule la maîtrise des moyens de production peut permettre à la collectivité de l'entreprendre.

Dans les pays économiquement avancés la tâche historique du pouvoir socialiste sera de s'orienter, d'emblée, vers la liquidation de la division capitaliste, hiérarchisée, du travail, vers la disparition des corps spécialisés chargés d'établir l'ordre ou de rendre la justice, ou encore de dispenser l'enseignement pendant toute sa vie. Elle sera de préparer la voie à la disparition de la valeur marchande. Autrement dit, la tâche historique du pouvoir socialiste sera de s'engager dans la voie du communisme — ce dont aucune expérience historique n'a pu encore donner l'exemple.

Cet objectif est mis désormais à la portée de l'humanité par le développement des forces productives, l'élévation du niveau culturel, les progrès du calcul économique, les machines électroniques, et la diffusion de prodigieux moyens d'information.

Aucune bureaucratie ne peut y suppléer. Cela ne signifie nullement que la société soit garantie contre sa prolifération et son intrusion. L'énorme développement des organismes administratifs joue dans ce sens. Également l'impuissance où se trouvent les masses de gérer directement, sauf au niveau le plus bas, sans la médiation de partis, de syndicats, de coopératives, qui secrètent eux-mêmes leur propre bureaucratie. La lutte contre la bureaucratie restera à l'ordre du jour. Mais celle-ci est appelée à jouer un rôle secondaire. Le danger le plus sérieux ne viendra pas d'elle, mais de la technocratie. Celle-ci fera jouer pendant longtemps l'avantage que lui donne sa maîtrise du calcul économique et des machines électroniques. Les travailleurs et les partis socialistes devront éventuellement passer avec elle des compromis — comme dans les pays de l'Est, et pour

des raisons voisines. Mais ils devront veiller à ce qu'elle ne les dépossède pas du pouvoir.

### *Problèmes de l'organisation socialiste*

Le dépassement du capitalisme ne peut être que relatif, tant que l'ensemble des pays avancés (ou au moins la majorité d'entre eux) ne sera pas socialiste. Mais, même dans le cadre national d'un pays avancé, il est incompatible avec toute régression des libertés conquises par les travailleurs ; il exige au contraire leur réalisation et leur extension.

L'avancement du socialisme est fonction non de l'extension de la propriété étatique mais bien de l'efficacité du contrôle des travailleurs sur les forces productives de l'appareil d'Etat. Pour que ce contrôle puisse jouer il faut bien sûr que les centres de domination économique soient collectivisés et que l'appareil bourgeois soit détruit. Mais ce n'en est que la condition négative. Comment la nouvelle démocratie s'exercera-t-elle dans les domaines économique et politique ? En 1947, je n'avais pas hésité à répondre : sur la base d'organisations du type soviétique, adaptées aux conditions historiques concrètes.

C'est en effet la seule forme possible d'expression de la classe ouvrière et des masses populaires sur le lieu de la production et de l'habitation — la seule qui puisse leur permettre d'exercer elles-mêmes le pouvoir. La crise de mai 68 a vu s'esquisser sous une forme embryonnaire de tels organes de démocratie directe — dans certains comités de grèves et quelques comités d'action. Le mouvement n'aurait pu évoluer vers la dictature du prolétariat que si ces comités avaient pris chair, s'étaient généralisés, avaient pris en main l'ensemble des pouvoirs et avaient coordonné leur action.

Pourtant, quand on est d'accord sur ces principes on est loin d'avoir résolu tous les problèmes. Il est pratiquement impossible de s'appuyer sur les expériences historiques, trop brèves et trop particulières, qu'il s'agisse des soviets russes, rapidement dépossédés des pouvoirs réels par le Parti, ou des comités espagnols de 1936, à majorité anarchiste. Les expériences allemandes et autrichiennes montrent que les soviets eux-mêmes ne sont pas à l'abri de la récupération par les réformistes et la bourgeoisie.

Il n'est pas certain non plus que la représentation nationale ou internationale revêtira la forme d'une pyramide de délégations successives du pouvoir plutôt que celle d'un parlement : les bolcheviks, majoritaires dans les Soviets, n'en avaient pas moins convoqué une Constituante et ils ne se décidèrent à la dissoudre que parce qu'elle faisait obstacle à la Révolution.

Enfin — et c'est le plus important — les révolutionnaires ne peuvent pas transformer en mythe la démocratie directe et croire qu'elle fera disparaître par magie les contradictions auxquelles sera

confronté le pouvoir ouvrier. Or ces contradictions seront nombreuses.

Une première difficulté surgit dans l'exercice du pouvoir économique. L'expérience montre que les travailleurs ne peuvent pas l'exercer s'ils ne contrôlent pas la gestion des entreprises et des unités économiques. Mais cette autogestion des entreprises est limitée par le cadre des objectifs nationaux (ou internationaux) définis par le plan : il n'y a pas de socialisme si les travailleurs n'ont pas la possibilité de déterminer démocratiquement ces objectifs (ou du moins leur orientation) et s'ils ne sont pas respectés. Or, au premier stade du socialisme, ces deux aspects d'un même pouvoir économique entrent en contradiction.

Seule une planification centrale, rigoureuse et généralisée, pourrait réduire directement les inégalités individuelles et régionales et, peut-être, enlever aux produits et au travail leur qualité de marchandises. Mais les dangers seraient innombrables : elle ne pourrait s'opérer sans contrainte, sans gaspillage et recul économique ; elle priverait le consommateur de toute liberté de choix ; enfin et surtout, comme le prouve l'exemple cubain, un financement rigide de chaque entreprise enlève à l'autogestion toute possibilité d'existence et prive les travailleurs des moyens de comprendre et de contrôler le processus économique au niveau de l'entreprise et de la nation : finalement les décisions sont prises par un petit groupe ; c'est la base de départ d'une gestion bureaucratique et technocratique.

Même dans les pays industrialisés, l'économie marchande ne peut être supprimée par voie autoritaire, au lendemain de la révolution. E. Mandel explique pourquoi : « L'économie marchande se maintient dans la société de transition du capitalisme au socialisme du fait de l'insuffisance de la production des biens de consommation, qui impose l'échange entre la force de travail et les biens de consommation. Toute autre forme de rémunération de la force de travail serait dans ce cas non pas un progrès vers le socialisme mais un recul vers le travail forcé. »

Le maintien, pour toute une période, de l'économie de marché et la décentralisation économique permettent l'autogestion. Mais cette situation n'est pas elle-même sans danger. L'exemple yougoslave montre qu'elle tend à renforcer les inégalités et à établir dans la planification un élément d'incertitude.

Il y aura donc contradiction entre les organismes de base — où peut jouer la démocratie directe — et les organismes centraux qui ne peuvent être que représentatifs : entre les intérêts immédiats des travailleurs comme producteurs et leurs intérêts généraux, entre la consommation individuelle et la consommation sociale, entre les intérêts des générations présentes et ceux des générations futures, etc. Sans compter les contradictions entre les intérêts des diverses couches sociales parmi les producteurs eux-mêmes et leurs alliés.

L'équilibre ne pourra être établi que sur le plan politique. Mettons

à part les conditions extérieures du contrôle politique des travailleurs : les « trotskystes » ont raison de préciser qu'il suppose des mesures comme la socialisation de la presse et des moyens d'information, la transformation des forces répressives en milices du peuple, etc. Mais les problèmes réapparaissent dans l'exercice du pouvoir politique ; nous y retrouvons la même antinomie entre la démocratie directe, qui ne peut s'exercer que sur de très petites unités et la démocratie représentative, seule valable à l'échelon international, national, régional et même urbain. La première, comme l'autogestion, exige la décentralisation des pouvoirs. La seconde ne peut s'exercer que par la médiation des partis.

Qu'on ne croie pas la question résolue par les délégations de pouvoir montant en forme de pyramide selon le type soviétique : plus elle est indirecte, plus la représentation met le pouvoir politique hors de la portée de la base. Bien entendu on peut mettre en avant un certain nombre de garanties, comme la révocabilité des élus. Mais la seule garantie de la démocratie politique réside dans le régime même des partis. Elle ne peut s'exercer que si plusieurs partis entrent en compétition.

Trotsky dénonce excellemment la duperie « policière » du mythe du « parti unique du prolétariat » :

« A la vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis. On peut reconnaître avec quelques restrictions qu'un parti est une « fraction de classe ». Mais comme une classe est faite de plusieurs fractions — les unes regardant en avant, les autres en arrière — la même classe peut former plusieurs partis. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique si, bien entendu, l'on ne consent pas à prendre une fiction policière pour une réalité »<sup>10</sup>.

La classe ouvrière ne peut jouer un rôle politique — à plus forte raison un rôle dirigeant — que si plusieurs partis peuvent prétendre la représenter, lui proposer leurs solutions, les faire connaître par la presse et les moyens modernes d'information. La théorie rejoint ici encore l'expérience des pays de l'Est.

Mais un nouveau problème apparaît : quels partis ? quelle presse ? Bien entendu la révolution ne pourra tolérer que la presse soit dominée par la puissance financière ni que des groupements bourgeois violent la légalité socialiste. Mais au-delà de ces critères ? Peut-on dire que seules seront autorisées les formations et les publications socialistes ? En ce cas qui jugera de leur caractère socialiste ? Si c'est le parti majoritaire, il aura évidemment tendance à considérer qu'il est le seul représentant authentique du socialisme. Un exemple caricatural nous en est fourni à l'échelle de la Faculté de Nanterre où s'impose chez les étudiants le groupe de la « Gauche Prolétarienne » (qui prétend faire la synthèse du maoïsme et de l'anarchisme). Ils interdisent aux tendances « bourgeoises » de s'exprimer ;

puis, à la suite de l'intervention et des violences du service d'ordre du PCF, ils font décider que les « révisionnistes » ne pourront pas plus s'exprimer ; ensuite ils veulent enlever le droit d'expression également à la Ligue Communiste, qui ne vaut pas mieux ; la même logique jouerait ensuite pour les autres formations trotskystes et le PSU ; ces singuliers anarchistes, restés seuls à disposer du droit d'expression, ne tarderaient pas à en priver leur propre minorité. Il ne faut pas rire de cet enchaînement dérisoire. On le retrouve à l'échelle du pouvoir d'Etat. Toute limitation du droit d'expression et d'organisation fait peser une menace sur l'ensemble des organisations ouvrières et sur la démocratie ouvrière elle-même.

Contrairement à ce qu'on croit généralement, les bolcheviks russes en étaient très conscients. En pleine guerre civile, la presse des cadets réactionnaires avait le droit de les attaquer et de les injurier. Ils se résignèrent à supprimer les groupements et les journaux, seulement parce que les nécessités de la guerre civile en faisaient une nécessité vitale pour la révolution. Du même coup ils devaient interdire les fractions dans leur propre parti.

Les révolutionnaires des pays industrialisés ne peuvent pas s'engager, bien sûr, à faire passer les libertés de leurs ennemis avant la survie de la révolution. Mais ils doivent savoir quel danger la limitation de la liberté entraînerait pour eux-mêmes et le socialisme et ne s'y résoudre qu'à la dernière extrémité.

Certains nous opposeront que ces problèmes concernent un avenir encore lointain et qu'il importe davantage de savoir comment on aidera à faire mûrir la situation révolutionnaire qui se chargera bien de les résoudre. C'est là une erreur. Non seulement parce que les travailleurs ne s'engageront dans la voie de la révolution socialiste, comme finalité de leurs luttes, que quand ils auront pris conscience de ce qu'elle représente comme perspective dans les pays industrialisés. Mais aussi parce que les moyens dépendent de la fin. « Il est impossible de préparer l'avenir lointain, écrivait Che Guevara, sans en tenir compte même un peu dans l'immédiat. ». A plus forte raison, il est impossible de se consacrer aux luttes immédiates sans les inscrire dans la perspective de leur finalité prochaine.

### *Les transformations des sociétés capitalistes industrielles*

Pour mener ces luttes et préparer la voie révolutionnaire, il faut d'abord connaître le terrain, c'est-à-dire la société dans laquelle on agit. C'est ce que faisait Lénine en 1915, lorsqu'il étudiait les transformations de la société capitaliste depuis l'époque de Marx. Son analyse a servi de base aux thèses des premiers congrès de l'Internationale Communiste. Aujourd'hui la même analyse, à des détails près, est utilisée comme bible par les partis communistes (encore qu'elle ne gouverne pas plus leur pratique réelle que la bible marxiste conservée dans les bibliothèques social-démocrates) et par la plus

grande partie du mouvement « trotskyste ». Lénine n'avait-il pas parlé de « stade suprême » du capitalisme ? Pour les scolastiques la lettre fait prime.

Or il est évident que les transformations du monde capitaliste sont infiniment plus profondes entre l'époque de Lénine et la nôtre, qu'entre l'époque de Marx et celle de Lénine. Articuler son action sur l'analyse de Lénine équivaut à naviguer dans le monde contemporain avec les cartes de Ptolémée.

Les cartes géographiques soulignent elles-mêmes les changements puisque un tiers de la planète est maintenant régi par des sociétés de transition et que les anciens empires coloniaux ont presque entièrement disparu. Les thèses du VI<sup>e</sup> Congrès du PSU commencent ainsi leur analyse de la nouvelle ère impérialiste : « Il ne s'agit plus seulement d'exporter des marchandises pour réaliser l'excédent de la valeur que l'on ne peut pas réaliser sur place, ni même seulement d'investir dans les pays tiers, mais de subordonner leur potentiel productif et de piller leurs ressources naturelles et humaines. ». Elles continuent par une étude marxiste de cette nouvelle ère de l'impérialisme et de ses contradictions qui entraînent aujourd'hui, non seulement les luttes des pays économiquement retardataires, mais aussi la crise des sociétés capitalistes avancées.

Cette analyse, on peut bien entendu la contester. On ne peut pas l'ignorer. Ni la IV<sup>e</sup> Internationale, ni les organisations trotskystes françaises, à notre connaissance, n'en ont entrepris la critique.

Qu'on ne puisse s'en tenir aux analyses passées, cela semble pourtant rendu évident par la survie même du capitalisme, un demi-siècle après la naissance de l'Internationale Communiste. En effet il ne s'agit pas là seulement d'un phénomène négatif : l'impuissance du facteur révolutionnaire. Nous avons assisté à un nouvel essor du capitalisme, dont P. Frank a raison de dire qu'il n'était pas attendu de nous, et à un accroissement des rythmes de croissance dans la plupart des pays. Laissons les thuriféraires de la bourgeoisie y lire le signe de sa pérennité. Mais essayons de comprendre.

La baisse tendancielle du taux de profit semblait devoir entraîner directement la chute du système capitaliste. Contraint par la concurrence (et les luttes ouvrières) à moderniser de plus en plus son outillage, donc à accroître ses investissements en machines, le capitalisme ne pouvait maintenir la rémunération de son capital (le taux de profit) qu'en diminuant la part du salaire, donc en rétrécissant le secteur de consommation. C'est ce que Marx appelait la tendance à la paupérisation.

Mais une tendance n'est pas un fait. Seuls les faits peuvent dire si la tendance à la paupérisation se traduit effectivement par une paupérisation ou si elle est surmontée (éventuellement de manière provisoire et dans certains secteurs du monde capitaliste).

En 1937 encore, préfaçant une nouvelle édition du *Manifeste Communiste*, Trotsky écrivait :

« La théorie du Manifeste sur la tendance du capitalisme à abais-

ser le niveau de vie des ouvriers et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens sociaux-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entre-temps l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée »<sup>11</sup>.

Cette analyse était en effet vérifiée par la situation cataclysmique du monde capitaliste après 1929, qui devait aboutir à la deuxième guerre mondiale.

Mais quand, après la guerre, Maurice Thorez reprit la même idée de la paupérisation absolue et en fit la clé de voûte de sa théorie, le mouvement trotskyste en entreprit la critique. Effectivement, les thèses de Maurice Thorez ont été infirmées par les faits.

Depuis quarante ans, il ne s'est pas reproduit de crise analogue à celle de 1929. La deuxième guerre mondiale ne suffit pas à expliquer comment à notre époque, malgré un développement accéléré du capital fixe par rapport au capital variable, non seulement le profit capitaliste se maintient, mais le niveau de vie des travailleurs tend lentement à augmenter dans les pays industrialisés.

Par exemple, en Suède, le développement du niveau de vie des travailleurs et des équipements sociaux, loin d'acculer à la ruine la bourgeoisie et de liquider les bases du capitalisme suédois, en a fait un secteur avancé du capitalisme. De même en France la bourgeoisie criait à sa ruine certaine en 68 après une augmentation des salaires de 13 %. Or, malgré un mois d'arrêt de la production, et le maintien d'une partie importante en salaire réel des avantages acquis par les salariés, le capitalisme a aussitôt connu une prospérité incontestable. Ce phénomène donne une des clés essentielles de l'essor capitaliste et des illusions réformistes. Il ne sert à rien de le nier. Essayons plutôt d'expliquer.

Si la concurrence jouait librement, les entreprises seraient contraintes d'aligner leurs prix sur la valeur. Or les coûts de production tendent à baisser en raison des progrès rapides de la technologie et de la productivité, de l'emploi de matériaux nouveaux moins coûteux et de la diminution des frais généraux par unité en raison des regroupements industriels. Mais il n'en est rien : les prix sont des prix de monopole. Dans le secteur des biens de consommation, ils dépendent moins des coûts de production que des besoins artificiellement créés ou orientés par la publicité. Les profits peuvent alors être maintenus en dépit de l'accroissement de la part du capital fixe dans les investissements à condition que s'accroisse la masse des moyens d'achat des consommateurs, c'est-à-dire, dans les pays capitalistes avancés, avant tout les moyens d'achat des salariés. Chaque

entrepreneur cherche bien entendu à défendre son taux de profit contre ses propres salariés (en s'opposant aux augmentations de salaire, en maintenant ou en allongeant la durée du travail et surtout en augmentant le rendement) mais le succès des revendications salariales bénéficie finalement à la fraction de la bourgeoisie qui est équipée et organisée suffisamment pour en profiter. Elle s'y retrouve en maintenant ses prix — voire en les augmentant — et en s'appropriant ainsi les surprofits dus à l'accroissement de la productivité, à la diminution des charges, à l'emploi de matériaux plus économiques, sans compter les indemnités et les primes que leur verse généreusement l'Etat, comme en France après la crise de mai.

Le capitalisme maintient ainsi son profit en accaparant la presque totalité des avantages qu'assurent à la société les progrès rapides de la science et de la technique, en transformant les travailleurs en objets de ses sollicitations, en machines à consommer les produits qui lui sont imposés par la publicité, c'est-à-dire en les aliénant, non plus seulement comme producteurs mais comme consommateurs.

Son essor est lié au développement de l'inflation, sans cesse en équilibre instable entre la récession (liée à un accroissement trop lent des moyens de consommation) et le dérèglement du système économique (dont la « surchauffe » est le premier symptôme) en raison d'un accroissement trop rapide de ces mêmes moyens de production.

Dans le secteur des biens de production, la publicité n'a évidemment pas la même efficacité. Il ne bénéficie qu'indirectement et avec retard de l'augmentation de la masse salariale, alors que la composition organique du capital y est plus contraignante encore. L'Etat doit intervenir directement par ses commandes, ses subventions directes ou indirectes, voire en prenant en charge des secteurs déficitaires. Par son intermédiaire, c'est la société tout entière qui assure le maintien du taux de profit.

### *Le rôle actuel de l'Etat*

Tel est, de manière générale, le rôle de l'Etat capitaliste actuel. Il prend à sa charge toute l'infrastructure de l'économie : les routes, l'enseignement, la recherche, etc. : c'est-à-dire qu'il la fait prendre en charge par les salariés qui fournissent la très grande part de l'impôt direct et indirect. Il gère les secteurs non rentables, consent à ses clients de l'industrie privée des conditions exceptionnelles, offre les débouchés de son vaste marché (armée, industrie atomique, espace, administration...). Il équilibre le délicat mécanisme de l'inflation, c'est-à-dire en pratique qu'il freine les revendications salariales pour éviter la « surchauffe ». Il oriente la production par les indications du plan, le crédit, les primes à l'exportation, etc.

En France, il emploie, directement ou indirectement, le tiers des

salariés, détermine pour un tiers la rémunération de l'industrie privée, s'insinue dans chaque foyer par les organismes de santé, l'organisation des loisirs, l'enseignement, la radio et la télévision, etc.

Il ne se cantonne plus dans son ancien rôle de gardien de l'ordre politique bourgeois, garantissant à la bourgeoisie l'exercice de ses privilèges économiques et mettant son armée au service de ses intérêts. Il est devenu l'organisme dirigeant de l'économie, le conseil d'administration d'une bourgeoisie de plus en plus parasitaire.

Lénine avait défini l'impérialisme de son temps comme la fusion du capital industriel et du capital bancaire pour former le capital financier (les trusts), ce qui du reste ne signifiait pas, comme on a simplifié abusivement, l'absorption de l'industrie par la banque. J'avais pour ma part proposé de définir son nouveau stade comme celui de la fusion entre le capital financier et l'appareil d'Etat.

Cela ne signifie pas non plus l'absorption de l'Etat par les monopoles. Quand le PCF parle de l'Etat des monopoles il simplifie abusivement la situation — en fait pour fournir une base théorique à son appel pour une alliance avec le capital « non monopolistique ». Garant du profit, l'Etat représente la bourgeoisie dans son ensemble. En un sens, il l'unifie, comme classe, en lui permettant de surmonter ses oppositions internes.

Mais ces oppositions ne peuvent plus être surmontées comme naguère par des marchandages au sein du Parlement. Le système parlementaire pouvait jouer quand l'Etat était essentiellement politique. Il ne le peut plus quand l'Etat commande directement la formation du profit.

Aujourd'hui, il en va du conseil central d'administration capitaliste qu'est devenu l'Etat comme de tous les conseils d'administration. Seuls les gros porteurs de parts peuvent y jouer un rôle, et il délègue ses pouvoirs aux technocrates de l'administration. Le Parlement, incapable par nature de connaître des problèmes économiques, est pratiquement réduit à un rôle de figuration. Les vrais pôles de décision se trouvent ailleurs. Croire qu'on pourra le ressusciter par une « majorité de gauche » relève de l'utopie. Par contre les élections gardent une certaine importance. Si en effet le pouvoir apparaissait pour ce qu'il est — le chargé de pouvoir des classes dirigeantes — il serait condamné à terme et impuissant. Il doit entretenir la fiction de son rôle comme représentant de l'intérêt général ; il lui faut connaître le mouvement réel de l'opinion publique qui constitue un paramètre important de ses possibilités d'action. Les élections constituent pour lui un sondage d'opinion indiscutable.

En gros cette analyse est valable pour l'ensemble des pays capitalistes industriels. Elle permet, notamment en France, de comprendre les mécanismes de la constitution gaulliste (indépendamment du rôle circonstanciel bonapartiste de de Gaulle). La puissance du nouveau parti conservateur réside dans son adaptation à ces structures modernes qui permettent d'unifier les classes dirigeantes.

Les conséquences de cette évolution du rôle de l'Etat apparaissent clairement :

1) Utilisant les ressources de la société tout entière pour le maintien du profit (c'est-à-dire pour permettre à la bourgeoisie d'accaparer l'essentiel des avantages du progrès technique, l'Etat est omnipotent, omniprésent : mais s'il révèle sa nature, il est immédiatement isolé et impuissant).

2) Les travailleurs salariés et les paysans travailleurs sont amenés à se heurter à l'Etat dans presque toutes leurs luttes revendicatives et ne disposent pour le faire d'aucune structure de contestation. Par là, leurs organisations syndicales sont amenées à concevoir de plus en plus leurs luttes dans le cadre politique.

La bourgeoisie tend à les intégrer dans son mécanisme économique comme organes régulateurs. La « négociation conflictuelle » pousse les syndicats à cette intégration.

3) L'Etat oppose aux travailleurs une défense élastique, tant que leurs revendications restent quantitatives, prêt à un compromis avec des syndicats « raisonnables » c'est-à-dire sachant cantonner leurs exigences dans les limites où elles sont nécessaires à la formation du profit.

4) Les organisations ouvrières (et dans une certaine mesure : paysannes) oscillent entre un tel comportement réformiste, c'est-à-dire l'intégration au système, et la contestation du pouvoir de la bourgeoisie et de son Etat, qui ouvre la voie de l'action révolutionnaire.

Pourtant, à notre époque, l'Etat commence à éprouver des difficultés de plus en plus grandes pour assumer son rôle. Les Etats nationaux peuvent de moins en moins contrôler les mécanismes économiques dominés par les organismes internationaux des super-trusts dont les budgets dépassent parfois ceux d'un pays comme la France ; leur monnaie est elle-même à la merci de devises privées (l'euro-dollar, par exemple). L'évolution vers des Etats supranationaux constitue une tentative (déjà insuffisante) pour surmonter cette contradiction. Malheureusement, la classe ouvrière est moins organisée internationalement que la bourgeoisie pour faire échec à celle-ci, tant à l'échelle internationale que supranationale.

### *L'évolution des classes sociales*

Il ne suffit pas de connaître le terrain des luttes. Il faut aussi connaître les classes sociales qui les mènent. Or, depuis un demi-siècle, si les rapports de classes sont restés fondamentalement les mêmes, les classes sociales se sont profondément transformées.

Nous avons déjà mentionné l'évolution qui s'est produite au sein de la classe dirigeante, notamment le rôle nouveau des « managers » — hauts fonctionnaires des lourdes machines administratives que

constituent les trusts modernes — et leur étroite parenté avec les grands commis de l'Etat bourgeois.

Quant aux classes « moyennes » traditionnelles, le processus de leur décomposition s'est poursuivi. Il a entraîné la disparition de couches anciennes, comme celle des rentiers, et le recul des autres : professions libérales, artisanat et surtout paysannerie. Alors que la paysannerie constituait dans la Russie de 1917 les 8/10 de la population, et, dans la Chine pré-révolutionnaire, les 9/10 de la population, elle est tombée en France à 15 % de la population active. Les petits et moyens commerçants ont résisté davantage en raison des structures archaïques de la distribution et ils s'efforcent de survivre en liant leurs intérêts aux forces les plus rétrogrades de la société.

Les alliances du prolétariat avec les classes moyennes (non salariées) ne se posent donc nullement dans les mêmes termes que dans les pays économiquement sous-développés. Elles sont moins décisives qu'il y a un siècle ou un demi-siècle. Elles ne peuvent en aucun cas prendre pour base la défense des structures archaïques.

Bernard Lambert a montré comment l'évolution des structures de l'agriculture tend à transformer la majorité des paysans en prolétaires, pour lesquels la terre n'est plus qu'un outil de travail :

« L'évolution technique et économique a eu pour effet de transférer la propriété réelle des moyens de production du stade de l'agriculteur à celui des firmes capitalistes dont il dépend... En fait, le paysan devient alors façonnier, travailleur à domicile, totalement prisonnier, puisque lié à son endettement. »<sup>12</sup>

Pour le paysan d'aujourd'hui, contrairement à ses ancêtres de la paysannerie traditionnelle, l'appropriation privée cesse de constituer l'exigence première ; elle constitue une charge et un handicap. Dès lors, l'alliance des ouvriers et des paysans tend à se définir, non plus comme une concession des premiers à la volonté de propriété des seconds mais comme une lutte commune contre les groupes patronaux qui exploitent les uns et les autres et contre les structures capitalistes qui assument cette exploitation.

Le problème essentiel concerne les travailleurs salariés qui constituent en France les trois quarts de la population active et parmi lesquels ceux qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière proprement dite sont dès maintenant la majorité.

Bien entendu la notion juridique du salariat ne doit pas faire illusion. Parfois il s'agit d'un pseudo-salaire qui camoufle le profit capitaliste. Surtout, pour tous les cadres d'autorité ; le salaire rémunère les services rendus au patronat pour l'aider à extorquer le maximum de plus-value : l'activité de ces cadres, comme celle du patron est un « non-travail » au sens marxiste du terme. Ces couches constituent les auxiliaires du capitalisme.

Reste l'immense majorité des salariés : les travailleurs salariés. Ils ne constituent un groupe homogène ni par leur niveau de vie, ni par leur mode d'existence, ni par leur culture et leurs traditions,

ni par leur psychologie, ni, le plus souvent, par leurs origines. Les contradictions entre les divers groupes sociaux qu'ils forment sont donc réelles et importantes. Mais ils ont en commun qu'ils ne possèdent que leur force de travail et sont contraints de la louer aux capitalistes (patrons privés ou Etat-patron). Ces derniers en disposent à leur gré en vue d'élaborer la plus-value dont ils tireront leur profit ou (pour l'Etat-patron) afin d'assurer le maintien du profit à l'ensemble de la bourgeoisie. L'aliénation du travail est la condition générale des travailleurs salariés. Qu'ils en aient plus ou moins clairement conscience, leur adversaire naturel est le patronat et le capitalisme.

Le problème majeur pour les révolutionnaires est de savoir comment ils les aideront à surmonter leurs contradictions. Ils ne peuvent le faire qu'en en connaissant avec précision la nature et la portée.

Or, depuis l'époque de Marx, nous assistons à une évolution considérable de la portée ou de la nature de ces contradictions. Cette évolution avait déjà été constatée par Marx en ce qui concerne les employés du secteur de distribution (exploités, mais non producteurs directs de la plus-value) : ils en sont réduits à la condition objective du prolétariat, ainsi qu'en témoignent les statistiques, et ils ne s'en distinguent que par le style de vie et la mentalité.

Mais l'évolution la plus considérable porte sur la nature même du processus de production, qui tend à intégrer progressivement tout le « travail », en amont et en aval du stade immédiat de la production. Marx avait remarquablement prévu cette évolution, dans les *Fondements de la Critique de l'Economie Politique* :

« A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail. L'énorme efficacité de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du *niveau général de la science et du progrès, de la technologie, de l'application de la science à la production...*

« Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesses ; c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer...

« Le travail ne se présente pas tellement comme une partie constitutive du procès de production. L'homme se comporte bien plutôt comme un *surveillant* et un *régulateur* vis-à-vis du procès de production. Cela vaut non seulement pour la machinerie mais encore pour la *combinaison des activités humaines* et le développement de la *circulation entre les individus...*

« Le travailleur lui-même trouve place à côté du procès de production *au lieu d'en être l'agent principal...* Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme

une base misérable par rapport à la base nouvelle créée et développée par la grande industrie elle-même... ».

Cette prévision correspond précisément au stade actuel du développement de l'économie capitaliste. Elle en constitue l'une des contradictions essentielles. Marx l'explique ainsi :

« D'une part, il éveille toutes les forces de la science et de la nature, ainsi que celle *de la coopération et de la circulation sociale*, afin de rendre la création de la richesse indépendant (relativement) du temps de travail utilisé par elle... ».

« D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite. Les forces productives et les rapports sociaux — simples faces différentes du développement de l'individu social apparaissent au capital comme des moyens pour produire à partir de sa base étriquée. Mais *en fait ce sont les conditions matérielles capables de faire éclater cette base.* ».

Les conséquences sociales de cette analyse nous apparaissent considérables. La plus-value, au stade actuel, se constitue au cours de l'ensemble du processus de production, désormais indivisible, qui n'englobe plus seulement l'entretien, le stockage ou le transport mais toutes les communications, tout le travail d'élaboration, d'organisation, de formation, etc. Comme l'écrit M. Bridier : « L'évolution de la technologie fait de la science un facteur direct de la production. La tâche des chercheurs et des techniciens n'a plus seulement pour objet une meilleure utilisation des forces productives, du point de vue capitaliste — c'est-à-dire un taux maximum d'exploitation, mais elle est une partie intégrante d'une fonction collective de production. ».

S'il en est ainsi, la classe ouvrière au sens marxiste du terme (la classe des producteurs exploités par le capital) comprend la très grande majorité des travailleurs salariés. Cela signifie que nous ne pouvons pas accepter comme définitions sociologiques une catégorie socio-professionnelle comme celle des « cadres » qui auraient à défendre des intérêts communs par des organisations comme la Confédération Générale des Cadres : une telle organisation a pour but précis de réaliser l'alliance de ces couches sociales hétérogènes avec la bourgeoisie. Lorsque la CGT elle-même (par l'UGIC) prétend gagner leur alliance en défendant leurs intérêts en tant que couche homogène, en mettant en avant les revendications qui les opposent aux ouvriers (défense et accroissement de la hiérarchie des salaires, défense de la technicité des cadres supérieurs) elle sert en définitive la même idéologie bourgeoise. Plus précisément, elle tend à préparer pour une bureaucratie d'Etat, la possibilité de s'appuyer sur les cadres de l'appareil bourgeois en épousant leur idéologie (ainsi qu'on le voit par sa lutte pour sauvegarder la hiérarchie). Les révolutionnaires ont au contraire pour tâche de faire éclater les contradictions

entre les « cadres » qui ont pour fonction la majoration de la plus-value au service du patronat et les travailleurs hautement qualifiés qui participent au processus de production.

Les techniciens et les autres travailleurs hautement qualifiés de la production nous semblent donc constituer aujourd'hui, non une « nouvelle classe moyenne », mais bien la nouvelle aristocratie ouvrière. Cela explique l'évolution de leur comportement dans les luttes ouvrières, particulièrement dans les entreprises modernes où ils constituent une fraction importante du personnel, soumise à la parcellisation du travail. C'est aussi un des éléments essentiels qui explique le rôle nouveau des étudiants, dont la majorité est destinée à devenir des travailleurs salariés et peut prendre conscience de la solidarité qui les lie à eux.

Bensaïd et Weber reprennent à juste titre cette analyse :

« Enfin, et de plus en plus, le milieu étudiant se détermine en fonction de son devenir social, plutôt qu'en fonction de son origine. Il n'est plus la pépinière d'un mandarinat au rôle séculièrement assigné. Les étudiants ont une place, souvent plus incertaine, à prendre dans la division technique du travail. Ce sont avant tout de futurs travailleurs intellectuels.

« La grande majorité des détenteurs de diplômes universitaires ne seront plus ni patrons ni profession libérale ni même des agents directs du patronat à des fonctions de maîtrise. Salariés de l'Etat ou de l'industrie, ils entreront dans la grande masse des salariés et, à ce titre, ils seront exposés à tous les aléas du chômage total ou partiel et aux restrictions de salaire qui y sont liées... »<sup>13</sup>.

Evidemment cette analyse ne fait nullement disparaître les contradictions. Par ses traditions et son mode de vie, la nouvelle aristocratie ouvrière se distingue des ouvriers (au sens courant du terme) et son comportement reste ambigu. La fonction des couches supérieures est elle-même ambiguë. Il serait absurde de penser que cette aristocratie ouvrière constitue l'aile marchante de la classe des travailleurs salariés, ainsi que tendaient à le faire croire, par exemple, certaines analyses de S. Mallet. A plus forte raison les étudiants ne peuvent pas prétendre à ce rôle dirigeant. Le groupe décisif reste celui des ouvriers, qu'il est du reste de plus en plus difficile de définir par le travail manuel ou la rémunération horaire. Quoiqu'ils ne représentent plus guère que la moitié des travailleurs salariés et qu'une fraction de plus en plus importante des ouvriers soit affectée en dehors du stade immédiat de la production, ils gardent un rôle stratégique fondamental, non seulement par leur concentration, mais par la conscience élémentaire directe qu'ils ont de l'exploitation patronale et par leurs traditions de lutte. C'est sur eux fondamentalement que s'appuie un parti révolutionnaire.

Notre analyse ne mène nullement à escamoter les oppositions, encore moins à renverser les valeurs. Elle conduit à aborder sous un angle nouveau les rapports des divers groupes de travailleurs

salariés ; elle permet de surmonter les contradictions dans le sens de l'intérêt général de classe des travailleurs salariés exploités par le capitalisme ; elle permet enfin d'aborder le problème de la gestion par le prolétariat de la société tout entière. C'est ce que M. Bridier résume ainsi :

« Nous croyons quant à nous que la capacité collective du prolétariat à gérer effectivement la société tout entière résulte aujourd'hui de sa diversité même. Nous pensons que la prolétarianisation des intellectuels, des techniciens, des étudiants donne au prolétariat la possibilité réelle d'exercer collectivement le pouvoir effectif. Nous pensons au contraire qu'une définition étroite (et, selon nous, archaïque) de la classe ouvrière remet en cause cette capacité collective — ce qui crée les conditions propices au développement d'une couche bureaucratique dirigeante qui assure en fait les responsabilités « au nom de la classe ouvrière »<sup>14</sup>.

Il ne s'agit pas de trancher le débat de manière purement théorique.

« La question des bases sociales, du travail productif et du travail improductif, du caractère antagoniste ou secondaire des contradictions, de l'appartenance prolétarienne ou de la simple "alliance au prolétariat" de telle ou telle couche sociale ne se décide pas sur le papier. Elle se confronte avec la réalité des luttes quotidiennes. Elle se mesure aux comportements réels dans la production et dans les conflits sociaux. C'est la pratique du travail dans les entreprises qui doit éclairer la réflexion théorique tout autant que la réflexion théorique doit guider la pratique elle-même. ».

Loin de sous-estimer les contradictions entre les salariés, notre analyse permet de comprendre pourquoi la dictature du prolétariat verra se développer de nouvelles formes de la lutte de classes entre les salariés eux-mêmes. L'adversaire ne sera pas seulement le résidu des anciennes classes dirigeantes. Le conflit opposera les ouvriers à la nouvelle aristocratie, soucieuse de conserver les privilèges de la connaissance et par là de maintenir les normes bourgeoises de la division du travail. Le parti révolutionnaire devra nécessairement appuyer la classe ouvrière proprement dite pour l'évolution de la société vers le communisme.

Mai 1968 :

*répétition générale de la révolution socialiste dans les pays avancés*

La crise de mai 68 est venue confirmer que l'évolution des pays économiquement avancés, loin de les mettre à l'abri d'une crise révolutionnaire, développe des contradictions qui la rendent nécessaire. Elle a montré quel caractère elle prendrait, quelles forces elle mettrait en avant, quelle pourrait être la stratégie de l'avant-garde ouvrière. En ce sens, comme la crise de 1905 pour la Russie

tsariste, elle constitue une répétition générale de la révolution socialiste dans les pays avancés.

La stabilité du régime et la puissance de son Etat hypertrophié se sont avérées illusoire : elles tiennent seulement à la résignation des travailleurs salariés et des paysans travailleurs ; dès que la jeunesse (qu'on disait apolitique) a commencé à contester le pouvoir de sa police, il s'est trouvé paralysé.

Ce n'est pas un hasard si le mouvement étudiant (profondément réactionnaire en 1936) a servi de détonateur au mouvement ouvrier. Ce n'est pas un hasard si les techniciens (absents des luttes en 1936) ont joué souvent un rôle actif dans la grève, particulièrement là où elle s'est engagée dans la voie de l'autogestion.

Mais bien entendu les bataillons lourds sont ceux des ouvriers. Ils jouent le rôle décisif — particulièrement les ouvriers des grandes entreprises. C'est seulement quand ils se mettent en branle que la bourgeoisie prend sérieusement peur. Ce sont eux aussi qui, dans la période de reflux, mèneront les combats les plus durs, comme à Flins et à Sochaux.

Il ne faut pas se faire d'illusions. Ce n'est pas seulement en raison du poids de l'appareil cégétiste qu'ils ont engagé la lutte sur des revendications immédiates comme le salaire, la durée du travail ou les Assurances Sociales. Le point de départ avait été le même en 1936 ; il l'aurait été même si les travailleurs n'avaient pas été chloroformés par des décennies de propagande réformiste ou pseudo-communiste. La classe ouvrière pose spontanément des revendications « trade-unionistes » (et en l'espèce, elles étaient déjà d'un haut niveau). C'est au cours de l'action que les travailleurs prennent conscience de leur force. Alors, s'il existe une organisation révolutionnaire suffisamment influente, ils peuvent élever le niveau des luttes à la contestation du pouvoir et du système social lui-même. Or en mai 68, d'emblée, le mouvement se place hors de la légalité, violant le décret de préavis, occupant les usines, parfois séquestrant les patrons ou mettant l'usine en marche sous leur contrôle. Il refuse le compromis élaboré à Grenelle par les dirigeants syndicaux. Dans la région parisienne au moins, il évolue vers la contestation du pouvoir : les manifestants commencent même à lancer le mot d'ordre « le pouvoir aux travailleurs ».

A ce moment, le pouvoir gaulliste apparaît virtuellement condamné. Les classes moyennes attendent. La bourgeoisie, selon l'expression de de Gaulle, est « frappé de stupeur ». La machine administrative est stoppée. Le parti gouvernemental est démoralisé. Ses alliés le quittent. Le gouvernement ne peut plus faire appliquer ses décisions et commence à se débander. De Gaulle n'a pas pu procéder au referendum qu'il annonçait : il avoue lui-même qu'il songeait à démissionner.

Il est absurde de croire qu'il pouvait retourner la situation par l'intervention de l'armée de métier — non seulement en raison de l'existence du contingent (formé des mêmes jeunes que ceux qui

combattaient sur les barricades) et des flottements de certains corps de police — mais surtout parce que l'impuissance du pouvoir n'était pas de nature militaire ; elle tenait à la paralysie de l'économie et de l'administration ; à cela les parachutistes et les tanks ne pouvaient rien. Cela ne signifie nullement que les classes dirigeantes n'aient pas recours à la violence pour défendre leur pouvoir. Mais en mai 68, comme en juin 36, elles en étaient, sur le moment, incapables. La manifestation, artificiellement gonflée, de l'Etoile ne pouvait pas non plus suffire à renverser la situation. Si le pouvoir a pu survivre il le doit exclusivement à l'intervention du Parti Communiste. Celui-ci ne pouvait pas accepter une révolution à la base qu'il contrôlait mal et qui aurait encouragé les forces socialistes anti-bureaucratiques en Tchécoslovaquie et dans les démocraties populaires. Il restait attaché au schéma d'un gouvernement de gauche né dans la légalité et il comptait tirer profit, au cours d'élections, des avantages conquis par la classe ouvrière, reprenant ainsi avec une variante, le processus de 1936. C'est pourquoi il cherchait dès le début la voie du compromis, entretenant des rapports suivis avec le gouvernement ; c'est pourquoi il avait aussitôt annoncé sa participation au referendum. Le 30 mai il sautait sur la proposition gaulliste d'élections générales et appelait les travailleurs à quitter les entreprises. Grâce au poids de la CGT il devait y parvenir, non sans difficultés et combats d'arrière-garde : le régime était sauf. Il allait inévitablement reprendre l'avantage sur tous les terrains.

On prête à de Gaulle ce propos significatif : « En mai 68, nous n'avions que deux alliés : l'armée et le Parti Communiste. Et encore... l'armée n'était pas sûre. ».

### *Les enseignements stratégiques de mai 68*

Le mouvement de mai 68 diffère à plus d'un titre de celui de juin 36. Il est bien plus important que celui de 1936 que Léon Blum même qualifiait de « crise quasi-révolutionnaire ».

L'intervention de nouvelles couches (étudiants, fonctionnaires, techniciens, cadres) souligne l'évolution de la classe ouvrière.

Son épice centre est l'enseignement et d'abord l'université qui, dans une société industrialisée jouent un rôle essentiel dans la production en même temps que dans la diffusion de l'idéologie bourgeoise.

En 1936 les travailleurs avaient pris conscience de leur force à la suite de la victoire électorale du Front Populaire ; en 1968, ils en ont pris conscience à partir de l'affrontement physique des étudiants avec les forces de répression et de l'impuissance de ces dernières. En 1936 ils ont le sentiment que leur action s'insère dans celle du Front Populaire ; en 1968, ils s'engagent dans la voie d'une action extra-parlementaire qui mène à la contestation du pouvoir et ils n'attendent rien du Parlement.

En 1936 ils font indéfectiblement confiance au Parti Socialiste

et au Parti Communiste. En 1968 les réformistes traditionnels ne jouent aucun rôle ; la FGDS achève de se déconsidérer. Le PCF est contesté sur sa gauche et un instant ébranlé. La CGT n'a plus le monopole et une autre centrale (la CFDT) subit la pression de gauche. En 1936 les masses ont arraché par l'action directe leurs revendications, mais elles attendent du Parlement (leur Parlement) qu'il règle les problèmes fondamentaux. En 1968, chaque unité de base tend à discuter et à élaborer elle-même la refonte de la société dans son secteur (l'enseignement, le cinéma, l'information, l'art, la recherche, les rapports hiérarchiques dans l'entreprise, les possibilités d'autogestion, etc.). Ce mouvement n'est efficacement freiné que dans le secteur ouvrier, en raison du poids du Parti Communiste, mais même dans les entreprises apparaissent des expériences d'autogestion, alors qu'elles étaient négligeables en juin 36 : ainsi se fait jour la possibilité d'une révolution par la base où les organismes centraux auront pour tâche, plus d'harmoniser et de planifier que de dicter les solutions.

En 1968 enfin apparaissent les Comités d'Action qui, pendant une courte période, encore que non représentatifs du mouvement dans son ensemble, préfigurent de manière embryonnaire, des organismes de démocratie directe.

La grève générale a montré une fois de plus la puissance des travailleurs paralysant l'économie. Mais elle ne doit pas être transformée en mythe. Elle n'est pas une fin en soi. Elle exprime la tension extrême de la lutte de classes. Mais par elle-même, elle ne peut pas dépasser le niveau de la revendication — attendue du pouvoir patronal ou du pouvoir central. Pour qu'elle puisse le dépasser, il faut que le niveau de conscience s'élève à la conscience socialiste qui peut partir de revendications, mais n'y est pas inhérente et suppose l'intervention d'une avant-garde révolutionnaire.

La stratégie révolutionnaire vise à la conquête du pouvoir central mais lie cette conquête à celle des centres réels de décision : l'entreprise, l'université, l'économie agricole, la commune, etc. Nous écrivions en juillet 68<sup>15</sup> :

« En mai 68, les étudiants révoltés pouvaient "prendre le pouvoir" à l'université sans que le capitalisme soit mortellement atteint. Les travailleurs salariés ne pouvaient exercer leur pouvoir dans les usines sans s'attaquer à la propriété capitaliste et s'engager vers la conquête de l'Etat. Cela ne pouvait être mené à bien par des actions de type spontané, mais supposait une stratégie, donc une organisation révolutionnaire de masse.

« Quelle aurait pu être la stratégie révolutionnaire ?

« 1) Installer dans diverses branches des centres de pouvoir ouvrier, prenant en main à la base des pans entiers de l'appareil de production, de distribution et d'administration ; remettre en marche les entreprises, réorganiser en « autogestion ». Ces grèves gestionnaires auraient eu un effet semblable à celui de la contre-université :

malheureusement, les quelques expériences réalisées (Lons-le-Saulnier, CSF, etc.) étaient trop isolées et trop peu connues pour avoir une valeur exemplaire.

« 2) Coordonner ces initiatives par des comités de grève régionaux et des comités d'action. Cette remise en marche aurait pu s'accompagner d'une réorganisation du travail, de la définition de nouvelles normes de production, de la suppression des rapports hiérarchiques, de la transformation des relations entre travailleurs manuels et non manuels, de l'épuration des cadres despotiques ou incompetents, etc.

« 3) L'organisation de l'approvisionnement des villes par les comités de grève, en liaison avec les coopératives paysannes et les comités locaux aurait préfiguré l'élimination de la spéculation commerciale et la socialisation de la distribution (comme à Nantes).

« 4) Ces actions pouvaient être coordonnées par des comités centraux régionaux de grève.

« 5) Ces comités centraux régionaux auraient mis l'ensemble des moyens disponibles au service du mouvement ; remise en marche des transports au service des grévistes, établissement d'un plan de défense en cas d'attaque par les forces armées, etc.

« 6) Rendue ainsi active la grève n'était pas seulement plus efficace, elle permettait aux travailleurs d'obtenir certaines de leurs revendications sans négociations avec le patronat et l'Etat ; elle donnait aux travailleurs le moyen de poursuivre l'action et au pays de vivre dans la nouvelle situation ; elle mettait en place les organes socialistes du pouvoir ; elle permettait d'affronter le pouvoir d'Etat après avoir brisé ses forces vives.

« Bien entendu ce schéma est purement théorique. Il ne correspond pas au rapport des forces politiques qui existaient en mai 68 parmi les travailleurs salariés. La prise en charge de l'économie et de l'administration ne pouvait se faire que par une réaction en chaîne relativement longue. Elle se serait heurtée aux mécanismes de la production capitaliste (problèmes de matières premières, du crédit, de la distribution, bien vite de la planification). Commencant à se généraliser, elle posait le problème du contrôle de l'Etat ou du moins de sa neutralisation ; la vacance du pouvoir central ne pouvait se prolonger indéfiniment.

« Aucune force révolutionnaire n'était capable de s'emparer du pouvoir, parallèlement à la prise en charge du pouvoir à la base.

« Le seul résultat que pouvait obtenir la grève générale était donc, après la chute du gaullisme, la mise en place d'un gouvernement provisoire des forces de gauche traditionnelles. Outre que ces forces n'avaient réussi à mettre sur pied aucun programme de transition, leur gouvernement aurait été nécessairement lié aux structures antérieures de l'Etat. Dans le meilleur des cas ç'aurait été un gouvernement de transition divisé entre des tendances contradictoires : les

unes cherchant à remplacer l'ordre ancien, les autres cherchant à le rétablir.

« L'instauration d'un tel gouvernement n'aurait donc pas constitué une solution à la crise. Elle aurait seulement donné au mouvement ouvrier le temps et la possibilité d'établir les organes de son propre pouvoir dans l'entreprise, l'université et les localités — contrôlant, contestant et infirmant les décisions du pouvoir officiel.

« Le processus révolutionnaire serait entré dans une nouvelle étape. Le rôle du parti révolutionnaire aurait été de pousser la révolution anti-capitaliste en favorisant le développement à la base du pouvoir ouvrier, paysan, étudiant et en l'aidant à éliminer le pouvoir bourgeois.

« L'analyse des événements de mai 68 permet ainsi de se faire une idée plus précise de la manière dont les travailleurs peuvent, dans les pays avancés, ouvrir une période de double pouvoir et prendre eux-mêmes le pouvoir. Non pas certes parce que les événements suivront demain le même schéma. L'histoire ne se répète jamais. Mais parce que les éléments essentiels peuvent s'en retrouver et que les enseignements fondamentaux en seront valables pendant une assez longue période.

« Les révolutionnaires ont pu notamment mesurer l'importance de la violence de masse. Elle a joué son rôle dans le déclenchement même du processus révolutionnaire — des manifestations combatives, aux barricades et aux affrontements des grévistes avec la police. Elle aura à jouer un rôle décisif dans la prise du pouvoir elle-même — personne ne pouvant penser que la bourgeoisie s'en laissera déposséder sans user de toutes les forces armées dont elle dispose. Mais le processus révolutionnaire est relativement long et complexe — dans lequel l'intervention violente des masses s'inscrit, non sous la forme d'une insurrection au jour J (qui ne pourrait être que l'intervention de forces extérieures à la classe ouvrière et prenant le pouvoir en son nom) mais sous la forme d'une série d'affrontements dont la prise du pouvoir proprement dite n'est qu'un moment particulier. Il reste qu'il n'y a pas de situation révolutionnaire si une bonne partie des forces armées dont dispose la bourgeoisie n'est pas gagnée ou neutralisée, et si la classe ouvrière n'organise pas ses propres forces armées pour se défendre et passer à l'attaque ».

### *Les élections*

Il n'est pas possible d'é luder la question du rôle des élections dans la stratégie révolutionnaire. Lorsque le 30 mai 68 le Parti Communiste appelait les travailleurs à abandonner les entreprises dont ils étaient les maîtres pour passer sur le terrain des luttes électorales, il sauvait le gaullisme et stoppait le mouvement révolutionnaire. C'était une trahison. Le mot d'ordre « élections trahison » était parfaitement juste. Mais les organisations « gauchistes »

transformèrent ce mot d'ordre conjoncturel en une théorie, reprise des anarchistes et des ultra-gauches : « participer aux élections est une trahison ». Cette généralisation n'a rien à voir avec l'enseignement de Lénine et de Trotsky, ni avec l'expérience du mouvement trotskyste. Le lieu privilégié des luttes révolutionnaires est l'entreprise ; la participation des classes privilégiées et des inactifs dans des élections générales minimise le rôle des producteurs ; enfin le système électoral défavorise les révolutionnaires et fausse les élections comme baromètre de l'opinion : tout cela est vrai. Mais les révolutionnaires ne peuvent pas renoncer aux avantages de la propagande en période électorale, ni contester toute valeur au baromètre, sous prétexte qu'il faut en interpréter les données. C'est ce que Lénine rappelle aux « ultra-gauches » dans *la Maladie Infantile du Communisme*. Rappelons encore que les bolcheviks avaient organisé des élections générales à une Constituante après même la prise du pouvoir par les soviets :

« Notre parti ne se refusait pas à conduire le prolétariat à la dictature en passant par la démocratie ; il se rendait un compte exact des avantages offerts à sa propagande et à l'action politique par une semblable transition "légalisée" à l'ordre nouveau. De là notre tentative de convoquer l'Assemblée Constituante. Elle a échoué. Le paysan russe que la révolution venait d'éveiller à la vie politique se trouva en présence d'une douzaine de partis dont chacun semblait se donner pour but de lui brouiller les idées. L'Assemblée Constituante se mit en travers de la révolution et fut balayée » (Léon Trotsky, *Terrorisme et Communisme*).

Il est certain que la prise du pouvoir ne se passera pas de manière pacifique, par le jeu des institutions parlementaires et une majorité électorale. Mais cela ne signifie pas qu'une consultation électorale, à un moment ou à l'autre du processus révolutionnaire, ne jouera pas un rôle. Bien entendu les révolutionnaires ne peuvent développer aucun fétichisme électoral. Mais le fétichisme anti-électoral n'est pas moins pernicieux et désarmant. Il revient à penser : puisque nous n'existons pas sur ce terrain, condamnons-le. Au contraire il faut conclure : les élections soulignent (en l'exagérant) notre isolement parmi les travailleurs salariés et les ouvriers. C'est cet isolement (et non le baromètre, si mauvais qu'il soit) qui nous empêche d'utiliser les circonstances révolutionnaires. C'est ce rapport de forces qu'il faut modifier ; les élections le traduisent et, dans une mesure médiocre, peuvent nous permettre de travailler à le changer en diffusant nos idées. Nous ne renoncerons pas non plus à ce moyen, même s'il n'est pour nous qu'un moyen parmi d'autres. La phrase anarchiste n'est que la théorisation de l'impuissance.

### *La résurgence du trotskysme*

L'échec du mouvement de mai 68 a tenu à l'absence d'un parti révolutionnaire capable de guider les masses vers la prise du pouvoir ou au moins de créer une situation de double pouvoir. Le problème de la construction du parti révolutionnaire reste donc — comme pour les « trotskystes » depuis 1934 — le problème central des préoccupations de l'avant-garde.

Il ne manquait pourtant pas d'organisations qui se croyaient destinées à en jouer le rôle ou à en constituer la base de départ. Depuis plusieurs années, la crise de la direction ouvrière avait en effet redonné de la chair à toutes les organisations qui s'opposaient au réformisme et à la social-démocratisation du Parti Communiste.

Sans parler de l'anarchisme, jusqu'alors moribond, et qui retrouvait une certaine jeunesse, ce mouvement passait par trois axes essentiels : maoïsme, trotskysme et Parti Socialiste Unifié. Ce n'est pas un hasard si, dans la cour de la Sorbonne dominaient les portraits de Mao et de Trotsky.

La crise internationale du mouvement communiste avait amené le regroupement des communistes qui s'opposaient au « révisionnisme » du PCF et voyaient dans la Chine rouge le pôle de la révolution internationale. C'était essentiellement le Parti Communiste Marxiste Léniniste (né de la crise des étudiants communistes). Mais le culte de Mao et l'expérience de la révolution chinoise ne sont guère éclairants pour les luttes des pays avancés. L'héritage théorique de ces organisations consiste généralement en un curieux mélange de souvenirs de la période stalinienne (l'ultra-gauchisme de la « troisième période », la politique de la troisième période) avec des éléments mal digérés de l'expérience chinoise (la lutte contre le révisionnisme, la théorie de la zone des tempêtes, la révolution culturelle, les généralités du petit livre rouge de Mao) et, pour les étudiants, avec les théories d'Althusser et celles de Marcuse. Rien de tout cela ne pouvait leur permettre, malgré leur dévouement, de jouer un rôle politique dans la crise de mai et de dépasser l'attitude populiste de « soutien aux causes du peuple ». Ils éclatèrent en un grand nombre de petits groupes — dont seul le Parti Communiste Marxiste Léniniste dispose d'une base ouvrière<sup>16</sup>. Celui qui fait le plus parler de lui amalgame maoïsme et anarchisme. Sous prétexte de spontanéisme, il veut forcer les événements ; faute de pouvoir entraîner la classe ouvrière, il finit par croire que la lutte des classes connaît son apogée dans les bagarres qui l'opposent aux communistes au Centre Universitaire de Vincennes. Il est pour une grande part responsable du discrédit du mouvement étudiant auprès des masses ouvrières.

La résurgence du mouvement trotskyste a été plus significative. Dans la période de montée qui précédait 1968, chacun des groupes

« trotskystes » s'était développé selon sa logique propre. En mai, trois d'entre eux étaient à même de jouer un rôle.

L'Organisation Communiste Internationaliste (OCI) disposait d'une organisation efficace et disciplinée parmi les étudiants, avec la Fédération des Etudiants Révolutionnaires (FER). Mais celle-ci s'est politiquement discréditée au cours d'événements de mai par son opposition aux barricades et à l'action de rue, plus tard par son opportunisme dans la centrale « Force Ouvrière ». L'OCI elle-même s'est coupée de tous les groupes révolutionnaires par son comportement de secte, ses manœuvres au sein de « l'Ecole Emancipée » et en général par le réformisme de son action pratique. Ce groupe présente dans toute sa pureté le caractère d'une secte. Ce mélange de phrase révolutionnaire et d'orientation réformiste n'est pas un accident.

Quant au « Parti Communiste Internationaliste » sa politique « entriste » avait fini par donner un résultat partiel, mais seulement au sein des étudiants communistes. Une fraction s'était séparée de cette organisation, avec A. Krivine, pour constituer les Jeunesses Communistes Révolutionnaires. Les JCR avaient participé activement à la lutte contre la guerre du Viêt-nam. Ils jouèrent un rôle très important dans le mouvement étudiant de mai — où ils firent preuve de remarquables qualités politiques d'initiative et de responsabilité. Ce sont les militants qui publient aujourd'hui *Rouge* et qui ont constitué la Ligue Communiste — section de la IV<sup>e</sup> Internationale « officielle ». Mais ce sont essentiellement des étudiants ou d'anciens étudiants<sup>17</sup>.

Toute différente était la composition sociale du groupe qui publiait *la Voix Ouvrière*. Il ne pouvait jouer qu'un rôle effacé dans le mouvement étudiant. Par contre il apparaît dans le déclenchement des luttes ouvrières, et l'élargissement de la grève. C'est le seul groupe « trotskyste » à base prolétarienne, qui progresse à partir de l'expérience des luttes vers une stratégie d'ensemble. La lecture de son hebdomadaire *la Lutte Ouvrière* reflète cette progression politique.

### *Les faiblesses des groupes « trotskystes »*

Tous ces groupes « gauchistes » comptent ensemble des milliers de militants ardents, convaincus, dévoués et souvent remarquables. Mais ils présentent une faiblesse originelle qui les empêche de servir de pôle de ralliement pour un parti révolutionnaire. Nous laisserons de côté les groupes « pro-chinois » dont la plupart ne parviennent pas à se dégager des incohérences staliniennes, sinon pour tomber dans un aventurisme anarchiste, et qui ressortent d'une autre analyse.

Nous nous en tiendrons aux seuls groupes qui se réclament du trotskysme. Ces derniers partent d'un système idéologique c'est-à-dire d'un système de principes fondamentaux, mais aussi d'idées tactiques

et stratégiques, reprises de Lénine et de Trotsky, séparées de leur contexte historique et considérées comme valables en toutes circonstances.

L'Organisation Communiste Internationaliste, avec ses filiales comme l'AJS, représente, presque à l'état pur, le type d'un tel groupe sectaire. Elle part du culte des écrits de Lénine et surtout de Trotsky, pris à la lettre. Par exemple elle reprend (non comme base de réflexion mais comme base programmatique) le programme de transition écrit par Trotsky en 1938. Comme si un programme *de transition*, adapté par nature à une situation concrète et transitoire, pouvait être repris tel quel un tiers de siècle plus tard, sans analyse préalable de la nouvelle situation ! Or le programme de 1938 répondait à une situation catastrophique du capitalisme : la gigantesque crise économique aux USA et ses séquelles dans le monde entier, le chômage généralisé, la stagnation économique, la montée du fascisme, la préparation fébrile d'une nouvelle guerre mondiale. Nos perroquets répètent la même analyse aujourd'hui : les forces productives ont cessé de progresser depuis 1914, le chômage se généralise, les travailleurs sont massivement disqualifiés ; avec l'automatisation, hors un petit groupe de techniciens, le capitalisme ne va plus avoir besoin que d'une masse de manœuvres et de chômeurs ; la situation des travailleurs paupérisés est en passe de devenir pire qu'aux premiers âges de la société capitaliste. Cette analyse détermine une double réponse. La première est verbale : on dénonce le capitalisme responsable de ces horreurs ; on annonce sa fin cataclysmique prochaine ; on proclame la nécessité de la dictature du prolétariat (mais son avènement n'est pas pour demain, car il faut d'abord qu'aient sauté les verrous staliniens ou néo-réformistes qui empêchent seuls l'irruption des masses). La deuxième réponse est pratique : il faut *défendre les acquis* contre la paupérisation dont la bourgeoisie menace toutes les autres couches de la société. De là une action défensive et réformiste que l'on peut fort bien mener dans le cadre de la CGT-FO, voire au besoin avec Bergeron, ou, à l'université, dans le même style que les « étudiants communistes ».

L'OCI met au premier plan l'exigence du front unique ouvrier. C'est là, dans son principe, une juste préoccupation, surtout dans une période de lutte défensive. Mais cette politique n'a pas pour objet de souder réellement le front de la classe ouvrière, en partant des actions concrètes. Elle se réduit à des sommations incantatoires pour « démasquer » ceux qui refusent d'y obtempérer. De plus, l'OCI en est restée à la situation de 1938 où les seules forces « ouvrières » étaient celles du Parti Communiste et du Parti Socialiste. Pour elle, la CFDT est restée la centrale catholique jaune qu'était la CFTC : sur le plan syndical, le front unique est celui de la CGT avec la CGT-FO, inféodée au régime. L'OCI ignore les transformations du champ politique : la disparition de la social-démocratie du front des luttes ouvrières, l'apparition du PSU et de l'extrême-gauche. Aux élections présidentielles — où elle ne s'aventure pas elle-même — se

trouvent en présence quatre candidats se réclamant de la classe ouvrière — dont A. Krivine, représentant de la Ligue Communiste et Rocard, représentant du PSU. L'OCI appelle à voter « pour les candidats de la classe ouvrière ». Mais elle précise que cela signifie voter pour J. Duclos ou pour ce brillant représentant de la classe ouvrière qu'est Deferre, maire de Marseille.

L'important est de développer coûte que coûte « l'organisation révolutionnaire » (c'est-à-dire le groupe Lambert) et de mettre sous sa coupe un certain nombre de « bastions » organisationnels. On ne sera pas regardant sur les moyens. Il importe seulement que l'organisation soit fanatiquement disciplinée (au nom des principes léninistes d'organisation) ; mais elle ne peut pas l'être sur la base d'une prise de conscience de la réalité, puisque cette réalité s'obstine à présenter une apparence différente de l'analyse sacro-sainte. Aussi la base sera-t-elle fanatisée par son action de groupe elle-même, sa discipline de groupe, la répétition inlassable de ses slogans, leur sacralisation, l'opposition violente à tous les autres mouvements, l'auto-admiration et le culte de la hiérarchie de groupe. Le groupe devient à lui-même sa propre fin, ce qui est proprement la définition de la secte.

Malheureusement ce schéma est à peine caricatural. L'étonnant, c'est qu'une pareille secte puisse recruter et se développer. En fait, elle recrute surtout parmi les étudiants, qu'elle attire d'abord sur une base corporatiste, puis qu'elle gagne par sa rigueur d'organisation et l'apparente cohérence de sa doctrine. Mais elle recrute aussi des jeunes travailleurs. Il est vrai en effet que le capitalisme, dans sa phase actuelle, procède à un monstrueux gaspillage des valeurs humaines, notamment en raison du renouvellement permanent des techniques, mais aussi parce que le patronat cherche à utiliser la main-d'œuvre en dessous de sa qualification. L'enseignement secondaire et même supérieur produit désormais une masse de déclassés. De nombreux jeunes ouvriers qui sortent des CE avec leur CAP sont employés comme OS. Ces victimes des mécanismes capitalistes de sous-qualification sont sensibles à une explication générale qui semble en rendre compte.

La secte peut grandir : les Témoins de Jéhovah, plus détachés encore que l'OCI des réalités de ce monde, ont rassemblé des dizaines de milliers de partisans fanatiques. Mais, sur cette base, elle n'a aucune prise sur la masse des travailleurs. L'OCI en a bien conscience elle-même : elle a renoncé à subir l'épreuve des consultations électorales.

Les autres groupes « trotskystes » condamnent cette pratique de secte, dont Bensaïd et Weber ont fait une analyse pertinente. Ils ne s'en tiennent pas à la lettre de textes sacro-saints. Ils s'efforcent de les adapter à la réalité. Parfois, comme le groupe Lutte Ouvrière, ils se mettent à l'écoute des travailleurs et apprennent de l'expérience des luttes. Ils se distinguent de l'OCI par le sérieux de l'analyse politique et, souvent par le type d'activité. Mais le mécanisme essentiel reste, au fond, le même. Chaque groupe part d'une certaine

systématisation des idées de Lénine et de Trotsky et s'efforce ensuite de gagner l'avant-garde à sa propre systématique.

Ils en tirent leur force : la pensée de Lénine ou de Trotsky est vigoureuse, et le système, étant clos, apparaît cohérent. Cette rigueur peut séduire — surtout quand on s'adresse à des étudiants ou à des intellectuels. Mais quand il s'agit de transmettre aux travailleurs, de l'extérieur, le message révolutionnaire, là commencent les difficultés. Le système clos se heurte à la réalité ou ne lui correspond qu'abstraitement — dans ses lignes de forces essentielles.

Plus il se sent isolé, plus le groupe s'en tient à la rigueur dogmatique dont il pense que dépend la victoire future. Alors qu'ils se réclament d'une idéologie théoriquement commune, les groupes « trotskystes » apparaissent alors incapables, non seulement de s'unir, mais même de travailler ensemble. L'exemple caricatural est, là encore, l'OCI lambertiste. Cette organisation et ses filiales font du « front unique ouvrier » l'axe de leur politique. En apparence, c'est rester fidèle à l'enseignement de Lénine et de Trotsky : les révolutionnaires ne se constituent pas en secte ; ils cherchent à souder contre la bourgeoisie, chaque fois que c'est possible, le front de la classe ouvrière, de manière à aider les travailleurs, qui restent sous l'emprise de l'idéologie réformiste, à faire leur propre expérience. Mais c'est là une *tactique* qui s'inscrit dans la poursuite des objectifs révolutionnaires. Elle ne devient stratégie que dans certaines périodes critiques, par exemple contre l'imminence du danger fasciste. Et cette tactique suppose l'existence d'un parti révolutionnaire autonome qui la met en œuvre. Bien entendu quand les « trotskystes » étaient opposition de gauche, c'est au Parti Communiste qu'ils proposaient cette tactique. Après la « libération », l'existence d'un pôle révolutionnaire les contraignait à réclamer des partis socialiste et communiste qu'ils rompent avec la bourgeoisie.

Depuis 1968, il en va autrement. L'extrême-gauche constitue une force non négligeable qui peut intervenir (et qui intervient) de manière autonome — quitte à s'unir tactiquement aux réformistes et aux néo-réformistes. Sa faiblesse consiste en son manque d'union et de cohésion. Le premier devoir est donc de l'aider à se constituer en force autonome, en parti révolutionnaire cohérent. Mais, précisément, l'OCI refuse tout contact avec les autres groupes révolutionnaires — en premier lieu avec les autres organisations « trotskystes ». Dans ces conditions, ses appels au front unique se transforment en propositions dérisoires — compte tenu du rapport des forces entre elle et les organisations réformistes, et en formules incantatoires pour « mettre au pied du mur » les réformistes ou les sommer de changer de nature. Nous sommes bien loin de Lénine et de Trotsky ! L'union n'apparaît guère possible non plus entre les autres groupes. Quand le groupe Lutte Ouvrière réussit à amorcer l'unité d'action avec la Ligue Communiste, il se trouve bientôt dans une impasse : non seulement la Ligue n'existe guère dans les entreprises, mais

elle veut aussitôt imposer sa suprématie et son propre système idéologique.

Le dogmatisme conduit inévitablement à la secte : chaque groupe se développe comme une secte qui se suffit à elle-même et attend que l'avant-garde reconnaisse sa suprématie politique.

Pour surmonter l'obstacle des faits, chaque groupe tend à substituer la magie à l'analyse marxiste. Le mot d'ordre de « grève générale » cesse par exemple d'être conçu comme un moyen, dans une conjoncture politique donnée, pour prendre une vertu magique. Au cours des événements de mai, l'OCI est convaincue que le mot d'ordre « comité central de grève » aurait assuré la victoire : la trahison des autres organisations prétendument révolutionnaires est claire, puisqu'elles ne le mettent pas en avant. En effet, si le niveau des luttes avait été tel que les travailleurs se soient organisés en comités locaux, régionaux, puis en comité central de grève par-dessus les directions syndicales, agissant ainsi comme contre-pouvoir ouvrier, cela signifiait évidemment que la victoire était probable. Mais le rapport des forces au sein de la classe ouvrière était loin de permettre encore une telle issue. Il fallait travailler à changer le rapport des forces. On ne le pouvait pas avec un mot d'ordre magique qui supposait le problème résolu. La magie ne résoud aucun problème.

Du même coup, ces groupes se trouvent incapables d'élaborer un programme réel, permettant aux masses travailleuses de progresser, par leur propre expérience, vers la révolution socialiste. Le programme de transition de 1938 ne peut en tenir lieu. La Ligue Communiste, malgré son niveau politique supérieur, ne parvient guère non plus à exprimer des propositions de programme. Les militants de Lutte Ouvrière en ont fait l'expérience lorsqu'ils ont eu à soutenir en milieu ouvrier la candidature de Krivine :

« La candidature d'Alain Krivine aux élections présidentielles a bien prouvé cette carence dans le domaine du programme. Au-delà de la dénonciation générale du capitalisme ou du système électoral ou encore de la politique des organisations bureaucratiques ouvrières, syndicales ou politiques, le représentant de la Ligue Communiste n'avait rien à dire aux millions de téléspectateurs ouvriers, mais aussi aux petits-bourgeois paysans, artisans, commerçants qui l'écoutaient. La Ligue Communiste n'avait pas de programme » (*Force, Faiblesses et Perspectives des Gauchistes*).

Les sondages électoraux font apparaître en effet que — contrairement à ceux du PCI en 1946 et à ceux du PSU en 1969 — les suffrages qui sont allés à Krivine ne sont en rien prolétariens (1 % parmi les ouvriers contre 3 % parmi les cadres supérieurs).

La dernière conséquence apparaît dans la construction même du parti. Les discussions qui se sont déroulées pour la constitution de la Ligue sont intéressantes à ce sujet. Non seulement elles partent de citations pour arriver à des citations, non seulement elles jouent sur des concepts abstraits (prolétariat, parti, avant-garde) sans jamais s'appuyer sur une analyse concrète, sans jamais s'interroger sur les

rapports de forces et les organisations réelles en présence, mais leur orientation est hautement significative.

Tournant le dos à l'analyse concrète, ces camarades procèdent à l'exégèse de « *Que faire ?* » que Lénine écrivait en 1902 pour la social-démocratie russe, à une époque où l'organisation socialiste trouvait devant elle un terrain vierge parmi le prolétariat. Lénine parlait d'une considération générale : le prolétariat livré à lui-même ne peut dépasser le niveau trade-unioniste ; la conscience socialiste ne peut lui être apportée que de l'extérieur, par les intellectuels à qui leur culture permet de s'élever à une pensée scientifique.

Il y a là le rappel d'une vérité importante contre les illusions des populistes, qui « vont au peuple » comme jadis les disciples de Tolstoï, pour se mettre « à son service », qui idéalisent les ouvriers en tant que tels et en font les détenteurs d'une vérité quasi-mystique. La classe ouvrière ne peut se constituer politiquement que par l'intervention d'une avant-garde consciente. Mais les formules de Lénine — qu'il a du reste nuancées par la suite — ne vont pas sans danger. Rosa Luxemburg et, dans *Notre Politique*, Trotsky, dénonçaient le danger d'une substitution du parti à la classe ouvrière et d'une future domination bureaucratique sur le prolétariat. Deux tiers de siècle plus tard, le prolétariat des pays avancés dispose lui-même d'une culture infiniment supérieure à celle du prolétariat russe de 1902 et peut sécréter lui-même sa propre avant-garde. Or aujourd'hui, dogmatissant la pensée de Lénine en 1902, la Ligue en tire une stratégie de constitution du parti « de la périphérie au centre ». Autrement dit, faisant de nécessité vertu, elle décide d'implanter son influence parmi les étudiants et les intellectuels, pour qu'ils aillent ensuite porter la bonne parole dans la classe ouvrière. Cette stratégie peut fort bien être rentable pour le renforcement d'une organisation. Mais elle entraîne une certaine forme d'intervention *extérieure* à la classe ouvrière.

Le danger en est aggravé par la copie qu'ils font du type de parti proposé par Lénine pour répondre aux nécessités concrètes de la Russie tsariste : une armée de révolutionnaires professionnels, organisée sur un type militaire pour affronter l'Okrana. Cette organisation très centralisée d'étudiants et d'intellectuels, parfaitement efficace pour les manifestations ou les ventes de journaux, et formée politiquement, la tendance à se considérer comme l'état-major prédestiné des luttes ouvrières.

Mais la classe ouvrière n'a que faire des donneurs de conseils extérieurs à elle-même et à ses luttes. Sur cette voie, la Ligue pourra certes gagner quelques milliers de militants, voire quelques centaines de travailleurs : elle ne pourra jamais gagner en profondeur la confiance des masses ouvrières.

*La voie de la construction d'un parti révolutionnaire*

Un parti révolutionnaire n'est pas un groupe d'affinité et de propagande, une secte dont les militants se satisfont de leurs analyses et de leur activité propre. Il n'a rien à voir avec les témoins de Jéhovah. Il n'a de sens que s'il peut intervenir réellement dans l'événement, modifier les rapports de force, aider les travailleurs à s'élever à la conscience socialiste, finalement les amener à briser les structures de la société capitaliste et à prendre le pouvoir.

Un parti doit donc correspondre à un courant réel des masses populaires. Cela suppose un certain niveau des effectifs et de son implantation, un certain seuil d'influence en deçà duquel l'organisation reste confinée à une activité propagandiste. Le baromètre de cette influence ne peut être qu'objectif : l'obligation où il place ses adversaires d'en tenir compte, la possibilité de mobiliser dans des actions de masses, l'audience électorale, la résonance de ses idées dans les organisations de masses (organisations de jeunesse, mouvement paysan, syndicats ouvriers, etc.). Seule une période relativement longue peut indiquer si cette influence est conjoncturelle ou répond à une nécessité historique — ressentie par des couches de plus en plus larges de travailleurs.

Le parti n'a de signification réelle que s'il exprime — le plus consciemment possible — cette nécessité historique et s'affirme dans l'expérience réelle de larges masses. Croire qu'il suffit d'avoir des idées justes (subjectivement considérées comme telles) et de promouvoir des actions exemplaires pour que les masses se reconnaissent un jour dans leur avant-garde, c'est substituer au marxisme la magie. Une avant-garde réelle naît de l'expérience de larges masses et s'y développe. C'est pourquoi, après 1917, les seuls partis communistes de masses se sont formés à partir d'une rupture dans les organisations de masses existantes (comme en Allemagne, en Italie, en France, en Yougoslavie, etc.). Ceux qui se sont constitués à partir de la prise de conscience d'une petite minorité (comme en Angleterre) ne se sont jamais développés en partis réels.

Cela explique les expériences « entristes » proposées par Trotsky. Quand il s'est avéré que les partis communistes étaient trop sclérosés pour évoluer de l'intérieur, Trotsky a proposé à ses partisans de militer au sein des organisations social-démocrates alors en évolution, puis de collaborer avec les social-démocrates de gauche du PSOP pour construire un parti révolutionnaire. Ce n'était pas là une manœuvre tactique mais une conception stratégique.

La logique aurait voulu que le mouvement révolutionnaire de la fin du xx<sup>e</sup> siècle se développât par une rupture du mouvement communiste avec l'orientation stalinienne. Mais c'est là une logique abstraite comme celle qui escomptait le début de la révolution dans les pays économiquement avancés. Le mouvement communiste, lié à l'expérience des sociétés de transition de type bureaucratique, ne peut

qu'obéir aux contraintes créées par les contradictions de ces sociétés. Comme ces contraintes sont différentes selon les secteurs, il en résulte sa fragmentation et sa décomposition — qui libèrent en partie de leur tutelle les organisations communistes du monde capitaliste. Mais leur sclérose et leurs structures staliniennes les empêchent presque toujours d'évoluer dans la voie révolutionnaire ou de permettre en leur sein le développement d'une aile révolutionnaire. Elles ne pourront évoluer que sous la pression de mouvements extérieurs à eux, suffisamment forts pour pouvoir contester leur autorité sur les travailleurs qu'ils influencent.

### *Le P.S.U. et la construction du parti révolutionnaire*

La construction des partis révolutionnaires suit donc des voies différentes selon les situations, jamais rectilignes, faites de tâtonnements, d'avancées et de retour en arrière. En France, le Parti Socialiste Unifié représente un tel type d'évolution, qui reflète l'expérience tâtonnante d'une fraction non négligeable de militants socialistes. En 1954, après les grandes grèves qui avaient révélé l'absence de toute direction ouvrière, ce sont d'abord des éléments hétéroclites qui ont constitué la « Nouvelle Gauche ». La fusion avec les travailleurs chrétiens du MLP a donné au mouvement une première assise ouvrière. Son évolution a failli être dévoyée vers le réformisme, lorsque l'organisation ainsi constituée — l'Union de la Gauche Socialiste — a fusionné avec le Parti Socialiste Autonome : la grande majorité de cette organisation n'était en fait pas formée de socialistes de gauche, mais seulement de sociaux-démocrates révoltés par le cours réactionnaire de la SFIO, pendant la guerre d'Algérie et lors de l'avènement du gaullisme. Au cours de cette période une bonne partie des militants révolutionnaires ont abandonné le PSU — notamment ses étudiants qui sont allés grossir les groupes pro-chinois et trotskystes. Le PSU a pourtant su, à son cinquième congrès, rompre avec sa direction et refuser l'entrée déguisée qu'on lui proposait dans la FGDS. La logique de sa nouvelle orientation le conduisait alors dans la voie révolutionnaire.

C'est ce qui apparut clairement en mai 68. Le PSU ne se contente pas d'appeler aux manifestations et de se trouver dans les combats de rue. Si son rôle paraissait moins spectaculaire à la Sorbonne (il ne distribuait aucun matériel dans les manifestations), il n'en fut pas moins décisif pour l'élargissement et l'approfondissement du mouvement : sans l'UNEF, dirigée par ses militants, le mouvement étudiant lui-même n'aurait pas réussi à se coordonner, particulièrement en province : même à Paris où les étudiants de PSU étaient minoritaires et où les divers « groupuscules » contestaient son autorité, elle seule pouvait s'exprimer au nom du mouvement tout entier. Mais c'est surtout dans les syndicats ouvriers que l'influence du PSU se faisait sentir, amenant la direction réformiste de la CFDT à

traduire par un cours « gauchiste » la pression de sa base, à favoriser les contacts avec les étudiants, à proposer aux grévistes des mots d'ordre « qualitatifs » et à évoquer, notamment, l'autogestion. Son influence était incontestable aussi dans les autres centrales et les syndicats d'enseignants. Elle se faisait sentir également dans certains secteurs paysans, comme dans la région nantaise où les tracteurs des manifestants paysans portaient des banderolles « A bas le capitalisme ! » et où les paysans tentaient une expérience de ravitaillement direct de la ville en grève. Le PSU animait également pas mal de comités d'action, notamment dans les rares localités où ils s'emparèrent quelques jours des pouvoirs municipaux. Sans le PSU, le rassemblement de masse de Charléty, groupant les étudiants et des travailleurs de toutes les centrales, n'aurait évidemment pas pu se tenir. Ce n'est pas un hasard si le comité central du PCF, dans sa réunion de juillet 68, réserve l'essentiel de ses attaques au PSU.

Bien entendu le PSU n'est pas apparu pour autant comme le Parti Révolutionnaire. Non seulement parce que son audience restait trop réduite, mais en raison de fautes tactiques comme le refus de l'UNEF (entraînant celui de la CFDT) de participer à la manifestation cégétiste du 28 mai ; enfin, à cause de ses ambiguïtés et de ses traditions social-démocrates d'organisation. Ses ambiguïtés étaient soulignées par la présence en son sein de Mendès-France qui poursuivait ses tractations pour un gouvernement intérimaire sans accepter les décisions du bureau national et sans être exclu. Ses faiblesses d'organisation apparaissaient par l'inefficacité de sa direction à intervenir par son propre matériel de propagande, la lenteur de mobilisation de ses sections, la médiocrité de son implantation dans les entreprises.

Mais le PSU sortait de la crise profondément transformé par l'adhésion de milliers de combattants de mai (et en même temps le retrait des réformistes et d'abord de Mendès-France). Pour la première fois, il pouvait aborder de front les problèmes idéologiques et la transformation de ses structures. Le congrès de Dijon a fait dans ce sens un pas important. La progression de son influence dans les syndicats, le caractère nettement ouvrier de son électorat, le développement de ses groupes et sections d'entreprises, tout cela est significatif de sa nouvelle orientation.

Il lui reste beaucoup à faire pour mettre fin à toutes les ambiguïtés, pour adapter sa pratique quotidienne à sa théorie, éliminer de ses rangs l'individualisme et l'amateurisme et forger un type nouveau de militants révolutionnaires.

Mais tel qu'il est, il constitue un noyau essentiel d'un regroupement nécessaire de l'avant-garde révolutionnaire. (Il est du reste significatif qu'il regroupe la majorité des militants trotskystes qui ont vécu l'expérience du mouvement jusqu'en 1948.)

On peut certes le considérer comme « centriste », en ce sens qu'il reste en évolution : ses thèses de Dijon dont on ne peut pas nier la

cohérence interne ni l'effort qu'elles traduisent pour appréhender la réalité selon la méthode marxiste sont présentées, non comme un système clos, mais comme une première ébauche soumise à la réflexion des militants et à la confrontation des faits. Mais il est absurde de le considérer comme une formation réformiste ou de faire comme s'il n'existait pas. Il n'est pas garanti contre la dégénérescence ou même contre l'éclatement : de telles garanties n'existent jamais. Mais, s'il venait à dégénérer ou à disparaître, seuls des sectaires stériles peuvent penser que ce serait un bien pour le mouvement révolutionnaire.

Or, la tendance naturelle de chaque groupe est d'ignorer les autres ou de les considérer seulement comme des obstacles sur sa route. Cette tendance empêche l'extrême-gauche de surmonter son émiettement et de présenter aux travailleurs une force capable d'assumer les responsabilités nouvelles qui incombent aux révolutionnaires depuis 1968.

Le problème qui se pose aujourd'hui, est celui de la construction d'un véritable parti révolutionnaire, représentatif de la fraction radicalisée des ouvriers et paysans, capable, par la cohérence de son programme politique et la rigueur de ses règles d'organisation, de coordonner ces luttes et de leur ouvrir un débouché vers la prise du pouvoir, capable en même temps d'apprendre de ces luttes pour adapter sa stratégie et sa tactique aux conditions réelles. Le PSU n'est pas ce parti. Mais aucune autre formation ne l'est non plus, même à un stade élémentaire.

Aucun groupe ne peut le construire par un développement linéaire de sa propre organisation et par l'absorption des autres groupes. Bien plus, la division présente amène chacun d'entre eux à accuser les traits les plus négatifs qui résultent de sa propre histoire : le triomphalisme et le sectarisme de la Ligue Communiste renforcent les tendances éclectiques et populistes du PSU, la confusion dans le PSU renforce le sectarisme de la Ligue ou de Lutte Ouvrière, et ainsi de suite. En fait, chaque tendance de l'extrême-gauche est politiquement responsable de l'évolution politique de toute l'extrême-gauche.

A l'étape actuelle, la construction du parti révolutionnaire suppose un double mouvement. Il faut que tous les groupes s'efforcent d'organiser en commun leur intervention dans les luttes de masses, construisent ensemble les organisations de masses dont le besoin se fait sentir au cours de l'action, rendent ensemble sensible à l'avant-garde ouvrière et paysanne, la nécessité du parti révolutionnaire. Il faut en même temps que s'engage — du moins entre les groupes qui se trouvent sur le même terrain politique réel — une discussion de fond sur le programme, la stratégie, les rapports avec les organisations de masses, la nature du parti et ses règles d'organisation.

Cette action commune et cette discussion, le PSU doit en prendre l'initiative. Aucun groupe ne peut les mener sans lui. Sans doute, à la suite de cette clarification politique, certains militants du PSU

ou des groupes se sentiraient étrangers au nouveau parti révolutionnaire. La vie politique est faite de semblables décantations. Mais un parti ne suppose pas l'accord de ses militants sur tous les problèmes — du rôle actuel des syndicats à l'appréciation de la révolution culturelle chinoise ou de tel problème du tiers-monde. Seule une secte peut prétendre à un tel accord. Comme on a vu, le mouvement trotskyste d'avant la guerre trouvait normales en son sein des divergences sur un problème aussi important que la nature de classes de l'URSS. Le parti doit donner les moyens à chaque opinion de chercher à l'emporter. Il exige seulement un accord fondamental sur le programme et l'orientation générale, permettant la discipline dans l'action.

Un tel parti ne serait pas le parti révolutionnaire sous sa forme définitive. Existe-t-il du reste jamais un parti révolutionnaire sous une forme définitive ? Mais il permettrait de faire un pas en avant considérable pour regrouper l'avant-garde marxiste, lui donnant la possibilité d'intervenir plus efficacement et de faire avancer sa propre théorie par l'expérience des luttes de masses.

### *L'Internationale*

Ce que nous disons de la construction du parti est vrai également pour la construction de l'Internationale. Les thèses du PSU s'efforcent de définir « la dimension internationale des luttes » :

« La lutte pour le socialisme ne saurait être limitée au cadre d'un seul Etat. Le conflit des forces populaires et des classes dirigeantes, à l'intérieur de chacune des économies nationales, s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale de l'impérialisme.

Face à la solidarité internationale des grandes puissances capitalistes et contre tout mouvement qui cherche à modifier le statu quo économique et social dans une partie quelconque du monde, il y a une interdépendance de fait des combats nationaux ou continentaux à l'échelle planétaire. L'échec ou le succès des luttes menées dans une région a des répercussions à des milliers de kilomètres de distance, négatives ou positives. Ainsi la lutte héroïque du peuple vietnamien, en infligeant échec sur échec aux agresseurs américains depuis quelques années a été un élément moteur d'une remontée socialiste tant dans les pays occidentaux que dans une partie des pays sous-développés. »

Cette résistance vietnamienne a été pour beaucoup par exemple dans la prise de conscience des étudiants dans les pays avancés ; elle a déterminé pour une part le mouvement qui a conduit en France à la crise révolutionnaire de mai 68 ; elle n'a pas été non plus sans lien avec la résistance tchèque ; et le mouvement de mai, à son tour, a donné une nouvelle impulsion à la résistance tchèque, inquiété un moment la dictature de Franco, donné un nouvel essor

aux luttes italiennes et même aux mouvements étudiants dans le tiers-monde.

L'interdépendance des luttes pose la nécessité de leur coordination (donc d'une direction internationale révolutionnaire sous une forme qui corresponde aux nécessités présentes). Mais cette coordination rencontre d'énormes obstacles. Les conditions de développement des mouvements révolutionnaires dans les divers secteurs sont si profondément différentes et d'une complexité telle qu'aucun état-major ne peut prétendre les organiser, les contrôler, les diriger d'en haut. Les relations entre ces mouvements s'établissent elles-mêmes à plusieurs niveaux. Par exemple, la lutte des communistes vietnamiens a joué un rôle décisif pour stopper l'avancée contre-révolutionnaire de l'impérialisme ; le parti de Fidel Castro et Che Guevara sert d'exemple aux peuples d'Amérique latine et même aux noirs américains ; les révolutionnaires doivent coordonner leur action avec les leurs ; mais en même temps ces partis sont les organes de sociétés bureaucratiques de transition. Sont également ambivalents les rapports avec les mouvements de libération nationale (comme le FNL algérien ou El Fath en Palestine). Dans les pays de dictature bureaucratique les plus avancés, les mouvements révolutionnaires cherchent leur voie dans des conditions absolument nouvelles et sans pouvoir établir de liens durables avec les révolutionnaires des pays capitalistes avancés. Dans ce dernier secteur, les organisations socialistes ou communistes de gauche ne disposent d'aucune théorie toute faite et cherchent également leur voie.

Telle est la situation de fait. On ne peut y échapper en s'auto-proclamant direction internationale, comme font les trois ou quatre petites organisations qui se réclament de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elles essaient de parer à leur impuissance en renforçant leur contrôle bureaucratique sur des sections dont beaucoup sont fantomatiques : elles ne font par là qu'accroître leur caractère de secte et leur isolement. Il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. Proclamer l'existence d'une Internationale, c'est supposer le problème résolu. On pouvait penser en 1938 que sa proclamation donnerait une direction aux luttes prochaines : il n'en a rien été. L'expérience d'un tiers de siècle montre que la construction d'une Internationale ne passera pas par le ralliement des forces révolutionnaires réelles à l'un des organismes internationaux existants.

Le groupe « Lutte Ouvrière » écrit à ce sujet : « Aujourd'hui la IV<sup>e</sup> Internationale n'existe plus. Mais ce qui existe, c'est un mouvement trotskyste international avec lequel il est possible et nécessaire de travailler. ».

Nous en sommes pleinement d'accord. L'expérience de la IV<sup>e</sup> Internationale est précieuse. Elle compte, en Amérique et en Europe notamment, des groupes vivants et combatifs. Les documents de la IV<sup>e</sup> Internationale officielle (ou ceux de son opposition « pabliste ») apportent des éléments non négligeables à la réflexion internationale, malgré les limites sur lesquelles nous nous sommes expliqués.

Mais pour jouer son rôle dans la « longue marche » qu'exige la reconstruction d'une Internationale, le mouvement trotskyste doit cesser de s'enfermer sur lui-même et de prétendre dérisoirement à la direction des luttes. Cela suppose qu'il cesse de vivre dans un monde mythique et reconnaisse la réalité.

La construction d'une Internationale révolutionnaire passe par la coordination des mouvements existants, ceux des trois secteurs du combat socialiste, ceux des pays capitalistes avancés, par la critique réciproque des expériences, par la refonte en commun de la théorie et de la stratégie pour les adapter aux nécessités de notre époque. Seulement ainsi pourra être progressivement mise en place une direction révolutionnaire « éprouvée, sélectionnée par la lutte et qui, à ce titre, puisse jouir d'un capital de confiance suffisant auprès des militants révolutionnaires pour disposer de l'autorité nécessaire » ainsi que la définissent les militants de « Lutte Ouvrière ».

#### *Valeur de l'héritage « trotskyste »* (léninisme et trotskysme)

« L'héritage » de Lénine et de Trotsky est en effet bien vivant, mais à la condition de se rappeler qu'il n'existe ni « léninisme » ni « trotskysme ». Lénine avait écrit que le drame de Marx est d'avoir été momifié. Il a lui-même subi le même sort — au propre et au figuré. Isaac Deutscher rappelle comment, après la mort du leader bolchevik, le « léninisme » a été inventé par Zinoviev et Staline en tant que système sacro-saint de références, dans leur lutte contre Trotsky. (« le léninisme » de Zinoviev est bien entendu au pilon). Le « léninisme » a été utilisé de manière variable selon les nécessités du pouvoir — et maintenant des divers pouvoirs qui s'en réclament, mais en gardant à chaque fois son caractère de système dogmatique de références utiles.

Pour se défendre, Trotsky avait été amené à se placer sur le même terrain. Il est vrai, qu'en dépit des divergences nombreuses qui l'avaient opposé à Lénine, il était, plus que ses adversaires, le continuateur de la pensée politique de Lénine, et que, la replaçant dans l'histoire, il se gardait de la dogmatiser. Lui-même ne se lassait pas de répéter que le « trotskysme » était une invention de l'adversaire : la IV<sup>e</sup> Internationale se contentait d'appliquer la méthode marxiste à l'analyse des faits et de s'inspirer de l'exemple révolutionnaire des bolcheviks russes.

Mais lui non plus, après sa mort, n'échappa point à la momification. Ses disciples avaient commencé à se déclarer « trotskystes » seulement parce qu'on voulait faire de ce terme une injure. Mais ils n'ont pas tardé à se réclamer du « trotskysme » comme d'un système idéologique, chaque groupe à son tour l'interprétant à sa manière, toujours en le considérant comme un système clos de références.

Or la pensée de Lénine et de Trotsky, comme celle de tous les révolutionnaires, n'est réellement vivante que dans l'histoire, c'est-à-dire comme une réponse aux problèmes qui se posent en leur temps, dans une situation donnée de l'économie, des rapports sociaux et politiques. Le déroulement ultérieur des événements historiques sert de banc d'essai à leur pensée, fait apparaître les tâtonnements et les erreurs, fait la preuve de leur lucidité.

Les générations suivantes ne peuvent pas trouver dans leurs écrits des solutions directes à leurs propres problèmes. Ceux qui s'y obstinent sont condamnés à la même incurie que les états-majors français, toujours capables de gagner la guerre précédente si elle se répétait mais à chaque fois désorientés parce que la technique a évolué et que les conditions ont changé. Ce qu'on peut y trouver est par contre considérable : des exemples d'analyse scientifique d'une situation historique qui apprennent à comprendre la situation nouvelle ; des exemples de comportement révolutionnaire dans des conditions données — dont on peut s'inspirer pour adapter l'action aux conditions nouvelles. Encore faut-il interpréter les permanences et les évolutions.

Bien entendu certains des apports théoriques conservent leur valeur pour une longue période historique. La théorie de la révolution permanente, élaborée par Trotsky et Rosa Luxemburg, éclaire ainsi toute l'action révolutionnaire de la période de transition vers le socialisme.

D'autres restent vivants, dans l'essentiel, pour une période relativement longue. C'est le cas du programme de transition, élaboré d'abord par Trotsky, après des discussions avec les militants français de la Ligue Communiste, pour un pays relativement industrialisé comme la France de 1935. Il faut lire ce document important. On y trouvera, fortement articulées, les idées qui ont inspiré — directement ou indirectement — plusieurs thèses du PSU à Dijon : le sens d'un programme de transition opposé à la dichotomie des programmes minimum et maximum, la définition des mots d'ordre de contrôle ouvrier, etc. Il n'est de mouvement révolutionnaire que s'il assimile la théorie révolutionnaire.

### *L'exemple de l'unité d'action*

L'histoire même du mouvement « trotskyste » est riche d'enseignements, à condition d'être replacée dans son cadre. Précisément parce que les idées s'efforcent d'y prendre vie, à travers la lutte et l'expérience des militants — fussent-ils une poignée.

Prenons par exemple le problème de l'unité d'action qui domine toute cette histoire — de 1929 à 1936. Il est posé dans toute son acuité par les événements d'Allemagne et la montée du fascisme. Mais c'est en même temps un problème stratégique général que l'on retrouve sous une forme variable à toutes les époques des luttes

ouvrières. La classe ouvrière ne peut se défendre ou contre-attaquer que quand s'oppose à l'ennemi l'ensemble de ses forces. Or elle est divisée et fait confiance à des syndicats, à des partis différents dont l'idéologie et la pratique s'opposent. L'avant-garde qui ne peut s'affirmer et se développer que dans une lutte intransigeante contre ses adversaires au sein du mouvement ouvrier ne peut aider les travailleurs à vaincre qu'en réalisant l'unité d'action, c'est-à-dire en s'alliant avec des organisations politiques réformistes pour des actions précises où l'intérêt des uns et des autres est commun voire, parfois, en concluant avec eux des compromis. Cette nécessité place le mouvement dans une situation, au moins en apparence, contradictoire. Les « puritains » cherchent à esquiver cette contradiction en se refusant « par principe » à de tels compromis. Dans « *la Maladie Infantile du Communisme* » Lénine leur montre comment ils se résignent ainsi à s'isoler dans des sectes impuissantes et à faire, par là-même, le jeu du réformisme. Quand, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la pureté des principes, cette orientation isolationniste est reprise par des partis qui influencent une partie importante de la classe ouvrière, comme les partis communistes d'Allemagne et de France au cours de la « troisième période », elle conduit la classe ouvrière tout entière à la défaite tragique. Telle a été la responsabilité de la théorie de l'unité d'action « à la base » que certains groupes reprennent aujourd'hui et qui revient à dire : pas d'unité d'action.

Inversement quand « l'unité » cesse d'avoir des objectifs précis d'action contre l'ennemi de classe, quand elle lie la classe ouvrière à ses adversaires de classe et obscurcit l'issue socialiste, alors elle conduit non moins inexorablement à la défaite : tel fut le cas du Front Populaire qui déboucha sur l'Etat Français de Pétain, de la résistance « patriotique » pendant la guerre qui paralysa l'action révolutionnaire en 44-45, du tripartisme d'après la guerre qui mobilisa les travailleurs pour la reconstruction de l'économie capitaliste, ou des alliances entre le PCF et la FGDS qui aboutirent à la consolidation du gaullisme.

La stratégie nécessaire de l'unité d'action s'inscrit dans ces limites étroites et les rapports de force défavorables la rendent d'une application plus difficile encore. Les « trotskystes » la définissaient par la formule : « marchons séparément, frappons ensemble ». Mais comme ils ne disposaient pas d'une force réelle, autonome, c'était là en fait une objurgation à des forces qui n'étaient pas les leurs. Ils disaient pratiquement : « marchez séparément, frappez ensemble ». Aujourd'hui le courant révolutionnaire est placé lui-même devant les responsabilités ; il doit affronter la contradiction pour lui-même — organisation politique ou mouvement de masses. Et en tenant compte de rapports de forces encore très défavorables.

Le congrès de Dijon a posé le problème mais en lui laissant un caractère quelque peu théorique :

« Pour le PSU, l'unité entre les organisations se réclamant du socialisme n'est pas une panacée, mais un moyen parmi d'autres dans la lutte pour la prise du pouvoir et la construction d'une société nouvelle. Les accords conclus entre les organisations ne peuvent en effet avoir des suites positives que s'ils favorisent la mobilisation à la base des travailleurs, que s'ils font progresser dans les couches les plus larges la conscience des objectifs à atteindre contre l'adversaire capitaliste. De ce point de vue rien n'est plus pernicieux que des ententes prétendues durables qui ne font que masquer les divergences aux yeux des masses et sèment la confusion. Toute alliance est évidemment un compromis entre des partenaires dont les orientations et les intérêts ne sont pas identiques, mais la recherche de compromis n'a de sens que si la coalition qu'on veut établir n'est pas paralysée par l'existence en son sein de contradictions sociales et politiques fondamentales.

« Le PSU participera à toutes les actions susceptibles de développer chez les classes exploitées une conscience politique socialiste ; au besoin il en prendra l'initiative. »

Ces conclusions tiennent bien compte de l'expérience des luttes passées et s'inscrivent dans la stratégie générale du parti. Mais elles cherchent avant tout à établir les garde-fous. Elles ne débouchent sur aucune initiative, se contentant d'affirmer qu'on la prendra « au besoin ». Le congrès s'est efforcé d'esquiver la contradiction plus que de l'affronter.

C'est bien ce que montre l'affirmation de l'alliance « avec les partis, groupes et mouvements qui non seulement proclament leur volonté de privilégier l'action de transformation révolutionnaire de la société par rapport à l'action parlementaire et électorale, mais encore mettent en accord leur pratique avec la théorie ». Or il est évident que l'action commune avec de tels groupes (très minoritaires comme le PSU lui-même) n'a pas grand-chose à voir avec le problème de l'unité d'action, c'est-à-dire de la nécessaire unité de front avec les organisations des masses qui ne sont pas révolutionnaires mais sans lesquelles n'est possible aucune résistance, aucune victoire partielle de la classe ouvrière.

Il est bien entendu nécessaire de concerter ses efforts avec les groupements minoritaires pour faire avancer une stratégie de lutte de classes, par exemple dans les entreprises. Mais c'est un tout autre problème. En 1938-39 le Parti Ouvrier Internationaliste et le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan se trouvaient dans une situation analogue. Marceau Pivert et la majorité de la direction du POI entendaient régler leurs rapports par la pratique de l'unité d'action. Trotsky répondait justement :

« Marceau Pivert propose, au lieu de la fusion des organisations, un "Font Unique". Cela a un air solennel, mais ne contient pas grand-chose. Un front unique a un sens quand il s'agit d'organisations de masses. Mais ce n'est pas le cas. Avec l'existence séparée

des organisations, des accords épisodiques en telles ou telles occasions sont assurément inévitables. Ici, ce qui nous intéresse, ce ne sont pas des cas isolés mais toute la politique. La tâche centrale est le travail à l'intérieur des syndicats, la pénétration dans les partis socialiste et communiste. Cette tâche ne peut pas se résoudre par un front unique, c'est-à-dire par le jeu diplomatique de deux faibles organisations. Il faut une concentration des forces unies sur un programme déterminé pour pénétrer avec des forces unies dans les masses. Autrement, on perd tout le "rythme". »<sup>18</sup>.

Si le « jeu diplomatique » était impuissant entre ces deux organisations, que dire du « jeu diplomatique » qui devrait s'établir aujourd'hui avec au moins une douzaine d'organisations ? Le problème majeur entre les organisations révolutionnaires est bien celui de la construction d'un parti.

### *Et maintenant ?*

Depuis mai 68 les organisations révolutionnaires — souvent même le PSU — ont revendiqué le terme « gauchiste » dont les affublaient leurs adversaires. C'est une réaction naturelle. Elle ne va pas sans danger. Non seulement parce que ce terme désigne traditionnellement un certain courant du mouvement révolutionnaire qui a ses caractéristiques propres (opposition aux syndicats, au front unique, à la participation électorale, aux compromis en général) contre lequel s'est constitué le mouvement communiste à ses débuts et parfaitement étranger, comme on l'a vu, au mouvement trotskyste. Mais parce qu'il entraîne dans un engrenage où chacun et chaque groupe cherchent à s'affirmer par une phraséologie plus radicale. Cette rivalité stérile conduit à oublier la réalité. Les gagnants sont ceux qui la perdent de vue totalement. On en vient à considérer le mouvement étudiant le plus « radical » comme l'élément avancé de la révolution et à faire curieusement de l'université de Vincennes le bastion de la lutte des classes. Quand on a lancé « la victoire est au bout du fusil » on croit s'être assuré d'une position inexpugnable de « gauche prolétarienne ». Tant pis si la France n'est pas Cuba, si les travailleurs n'ont nulle envie de se servir d'éventuels fusils, si cette agitation les détourne des révolutionnaires et renforce les partisans du « révisionisme ». La surenchère gauchiste isole dans le verbe, le dogme et la secte.

Le mouvement révolutionnaire ne peut progresser qu'en tournant le dos à ce radicalisme verbal et à cette agitation stérile. La classe ouvrière n'a que faire des actions prétendument exemplaires de sectes qui lui sont étrangères, ni des populistes qui l'idéalisent, exaltent ses vertus et se donnent pour objet de « défendre la cause du peuple », ni des intellectuels — souvent les mêmes — qui se croient désignés par on ne sait quelle Providence pour lui prodiguer leurs conseils et lui dicter sa route. Elle a besoin d'un mouvement

révolutionnaire socialiste qui s'efforce de comprendre la réalité présente et d'utiliser les leçons du passé pour guider l'action présente, d'un mouvement qui se développe en tâtonnant, à partir de l'expérience des luttes, qui organise les quelques milliers de travailleurs aptes à jouer un rôle d'avant-garde dans l'action ouvrière et paysanne, qui soit capable par là d'unifier leurs luttes et de les porter à leur plus haut niveau, qui sache à la fois apprendre de la classe ouvrière et lui indiquer la voie de la révolution socialiste.

Sans doute un tel mouvement ne pourra-t-il peser d'un poids décisif que lorsque, au cours des combats à venir, il aura regroupé une bonne partie des cadres ouvriers qui croient encore au rôle révolutionnaire du Parti Communiste. Mais les révolutionnaires doivent dès maintenant assumer leurs responsabilités dans sa formation. Il faut pour cela étudier l'expérience historique et l'enseignement des révolutionnaires des générations précédentes, pour comprendre le présent, adapter aux conditions nouvelles le programme et la stratégie, forger des cadres ouvriers résolus à affronter la répression patronale, étatique et stalinienne, les éduquer non comme des initiés aux rites d'une chapelle — dressés à répercuter des consignes — mais comme des militants liés à leur milieu de travail, capables de s'orienter eux-mêmes et de traduire dans l'action l'orientation socialiste.

Ces responsabilités ne sont pas celles d'un groupe particulier mais du mouvement révolutionnaire tout entier, du « courant révolutionnaire » tout entier. Qu'ils le veuillent ou non les militants révolutionnaires sont liés par une solidarité de fait. C'est ce que montrent avec raison les militants de « Lutte Ouvrière » (encore que le terme « gauchiste » reflète une certaine confusion) :

« Chaque tendance gauchiste, qu'elle le veuille ou non, est liée à l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Et, quelle que soit sa politique particulière, elle bénéficie des qualités comme elle doit supporter les défauts de tout le mouvement révolutionnaire. C'est vrai pour toutes les tendances, tous les militants révolutionnaires, même ceux qui, adoptant une attitude sectaire, croient ainsi se mettre en marge des autres.

« Dans les entreprises, les militants le savent bien qui s'entendent attribuer la responsabilité des faits et gestes de toutes les tendances gauchistes, qu'ils les approuvent ou qu'ils les condamnent, mais dont ils sont solidaires par la force des choses et, en tout cas, aux yeux de leurs camarades de travail. Et c'est bien ce qui explique, justifie, et rend indispensable une politique unitaire. ».

Une politique unitaire ne signifie nullement l'abandon des principes ou des idées de chacun, ni de son droit de critique. Elle exige au contraire une franche confrontation des idées, qui conduira sans doute à des décantations. Mais elle entraîne un certain type de discussions et de rapports dans lesquels pour reprendre les termes de « Lutte Ouvrière », chaque formation a en vue « *les intérêts généraux du mouvement et non ceux, secondaires, d'une boutique* ». Aucune

d'elles ne détient la vérité par essence. Aucune ne peut mépriser l'expérience des autres.

Le PSU ne peut pas les dédaigner en se targuant de l'importance plus grande de ses effectifs, de son implantation et de son influence : il lui reste, pour s'affirmer, à se débarrasser des séquelles du réformisme qu'il traîne encore. De Trotsky et de l'histoire de son mouvement, par exemple, il peut apprendre la rigueur de l'analyse, la nécessaire conformité entre la pensée et les actes ; des groupes révolutionnaires, la discipline militante ; de « Lutte Ouvrière » le sérieux et la ténacité de l'action dans les entreprises.

Quant aux militants qui se réclament du trotskysme, ils ont beaucoup à apprendre également de l'expérience du PSU et des autres groupes. L'histoire de leur propre mouvement les fera peut-être réfléchir. Peut-être aidera-t-elle certains à comprendre la stérilité d'une politique de secte.

L'héritage « trotskyste » prendra tout son sens, s'il cesse d'être considéré comme un système dogmatique et si, subissant lui-même le feu de la critique, il sert à vivifier le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Cagnes-sur-Mer, août 1969.

## ANNEXE

### MASSES, AVANT-GARDE, PARTI

*(Contribution à la discussion ouverte par  
« Sous le drapeau du socialisme »)*

**L**E problème essentiel dont il faut aujourd'hui discuter entre révolutionnaires est bien celui des rapports dialectiques entre l'avant-garde et les masses — qui définissent en même temps la nature du parti révolutionnaire. Ce problème peut-il être abordé à partir du pamphlet où Trotsky s'efforce de définir « nos tâches politiques » dans la Russie de 1904 ?

Deutscher avait déjà insisté sur la filiation des conceptions « substitutionnistes » de Lénine avec la réalité de la société bureaucratique. « Que faire ? » substituant à la volonté des masses celle des comités révolutionnaires professionnels ; à celle des comités, atomisés par la division du travail conspiratif, la volonté du comité central ; enfin, au comité central lui-même, la volonté de son leader : n'est-ce pas une préfiguration de la dictature stalinienne sur le prolétariat ? Dès lors, la polémique de Trotsky contre le substitutionnisme prend figure d'avertissement prophétique et de théorie générale pour un socialisme antibureaucratique.

C'est là une vue tentante, mais simpliste — parce qu'en dehors du temps et de l'espace. Trotsky écrit lui-même en 1904 que l'histoire tranchera la question de l'efficacité entre les conceptions de Lénine et les siennes propres. S'il s'est rallié aux conceptions léninistes, c'est précisément que l'histoire avait tranché, en effet — mais, bien entendu, sur le terrain de la lutte politique en Russie au début du siècle. Dans la Russie économiquement, culturellement et politiquement arriérée, les cadres archaïques de la société précapitaliste ne pouvaient être détruits que par une armée de révolutionnaires professionnels, utilisant, dirigeant, encadrant la révolte des masses prolétariennes et — au deuxième degré — celle des masses paysannes. Les conditions de la guerre civile ont fait que les masses prolétariennes ont perdu presque aussitôt la direction autonome de la révolution au profit du parti. Si elles ont été dépossédées rapidement de tout

pouvoir par une bureaucratie — amalgamant une fraction de l'ancienne bureaucratie et l'appareil des « comités » —, la raison n'en est pas l'idéologie léniniste « substitutionniste », mais bien l'arriération de la Russie qui avait rendu nécessaire la conception léniniste elle-même de l'organisation.

Dans la Russie exsangue et affamée d'après guerre, aucune « conception d'organisation » ne pouvait convaincre les travailleurs d'accepter librement les sacrifices nécessaires pendant au moins une génération pour constituer l'accumulation primitive. La marge du choix restait étroite. Elle le reste dans l'ensemble des pays sous-développés qui ont fait craquer les structures anciennes.

La formation d'une caste dirigeante qui se substitue au prolétariat tient non à la théorie de « Que faire ? », mais aux tâches objectives des sociétés de transition dans le secteur sous-développé : incapables de dépasser le capitalisme, elles ne peuvent que se substituer à lui pour le développement industriel.

Les rapports entre masses et pouvoir, masses et avant-garde, se posent en de tout autres termes dans les pays économiquement avancés. L'objectif n'y est plus de prendre en charge les tâches historiques du capitalisme, mais bien de le dépasser. L'accumulation primitive y est depuis longtemps constituée. L'enjeu révolutionnaire est non seulement d'empêcher une minorité d'accaparer les fruits de la progression rapide de la productivité, mais, beaucoup plus profondément, de dépasser l'organisation et la division capitalistes du travail, de surmonter les contradictions millénaires entre travail intellectuel et manuel, entre travail dirigeant et dirigé, entre la condition de l'homme et celle de la femme, entre société civile et société politique, etc.

Or, contrairement aux tâches de l'accumulation primitive, ces tâches ne peuvent être prises en charge par une caste privilégiée. Elles ne peuvent l'être que par les masses. Aussi n'est-ce pas par hasard si les révoltes prolétariennes contre le système bureaucratique ont commencé à Berlin, Varsovie, Budapest, Prague ou Gdansk (le prolétariat soviétique étant plus durablement tenu en tutelle par le système bureaucratique issu de la révolution).

A l'évolution des forces productives et de leurs structures, qui rend possible et nécessaire le dépassement du capitalisme, correspond une évolution de la classe ouvrière elle-même. Infiniment plus diversifiée et plus cultivée, elle n'a plus besoin de compter sur une avant-garde intellectuelle extérieure à elle-même (issuée des classes dominantes) pour l'instruire et la constituer politiquement en classe. Sa propre avant-garde interne peut constituer elle-même l'intellectuel collectif qui lui permettra de se constituer politiquement en classe hégémonique.

Nous reviendrons sur cette thèse pour la nuancer. Mais il faut être d'abord conscients de ce qu'implique la thèse inverse — reprise de « Que faire ? » et que Lénine avait considérablement nuancée par la suite. Si la classe ouvrière ne peut être constituée en classe que de l'extérieur — par une avant-garde issue de la petite bourgeoisie —, il est absurde de penser que la délégation de cette « avant-garde extérieure » cessera par magie après la révolution. Le pouvoir ne pourrait être exercé qu'au nom de la classe ouvrière par cette avant-garde, c'est-à-dire par un parti se réclamant de la classe ouvrière.

Seule une classe ouvrière majeure peut assumer elle-même le pouvoir. Il est vrai qu'elle n'atteindra sa majorité que par la prise et l'exercice du pouvoir. Mais elle ne changera pas de nature par un coup de baguette

magique. Les groupes révolutionnaires — comme le P.S.U. — affirment tous que la dictature du prolétariat signifie non la dictature d'un parti au nom du prolétariat, mais l'exercice du pouvoir par les conseils ouvriers et paysans, par la démocratie prolétarienne. Si ces affirmations théoriques ont un sens, c'est selon cette perspective qu'il faut concevoir les rapports entre masses et avant-garde, et, du même coup, la nature du parti révolutionnaire.

De ce point de vue, bon nombre des idées de « Nos tâches politiques » deviennent d'actualité — comme les écrits de Gramsci et nombre de schémas marxistes conçus pour la dynamique des pays économiquement avancés. Mais c'est de la réalité présente que se nourrira la théorie, plus que d'un ouvrage qui n'est pas écrit pour elle. Le principal intérêt de « Nos tâches politiques » est de désacraliser « Que faire ? » en lui rendant sa valeur conjoncturelle.

Commençons par détruire un mythe. Beaucoup de révolutionnaires considèrent que l'efficacité des partis staliniens tient à ce qu'ils ont conservé des conceptions léninistes d'organisation. Bien sûr, admettent-ils, ils les ont dépouillées de la contrepartie démocratique du centralisme — affirmée dans les thèses de l'Internationale communiste et mise en pratique par le parti bolchévique. Bien sûr, aussi, le parti s'est dilué dans une masse non militante. Mais les P.C. ont gardé des conceptions de Lénine des éléments qui continuent à déterminer leur supériorité : la rigueur du centralisme, la subordination de l'individu au parti, le rôle décisif joué par les militants professionnels. En fait, la référence au léninisme ne joue pas davantage dans le domaine de l'organisation que dans le domaine de la politique et de l'action. Dans les conditions occidentales, par exemple, les révolutionnaires professionnels se sont mués en fonctionnaires (non seulement de l'appareil politique, mais de l'édition ; des groupements de financiers de type capitaliste, de l'appareil syndical de négociation, des organismes étatiques, etc). Le lecteur de « Nos tâches politiques » est tenté de répondre : ce qui reste, c'est précisément la mise en tutelle des masses — considérées comme matériau et moyen de la politique, en tant que piétaille électorale ou syndicale.

C'est vrai. Mais cette mise en tutelle ne découle pas de la théorie léniniste. Elle provient de la pratique, pour l'essentiel réformiste (c'est-à-dire intégrée aux cadres de la société bourgeoise), que développe le parti communiste depuis des décennies, et elle correspond aux objectifs politiques qu'il s'assigne.

N'oublions pas que le « substitutionnisme » est aussi bien réformiste. Il est pratiqué par l'avocat social-démocrate qui « représente » les travailleurs au parlement ou par le bonze de « Force Ouvrière » qui négocie « en leur nom ». Le centralisme lui-même n'est nullement étranger au réformisme : il suffit de se rappeler la social-démocratie allemande d'avant 1914. L'efficacité de l'appareil centralisé du Parti Communiste est le fruit de son histoire, non de sa doctrine.

Par contre, ses structures correspondent bien à ses perspectives puisqu'il s'agit pour lui d'exercer le pouvoir au nom des masses. (Dans les conditions d'un pays avancé, il ne peut le faire, du reste, qu'en exprimant les aspirations de la technocratie — ce qui explique le contenu de sa politique).

C'est dans l'avant-garde révolutionnaire, et surtout dans les groupes trotskystes, que la sacralisation théorique de « Que faire ? » exerce ses ravages. Passons sur les règles proprement organisationnelles. Si elles se réduisent aux principes généraux du centralisme démocratique, elles expri-

ment une nécessité évidente d'efficacité : la nécessité d'élaboration démocratique de l'orientation et la discipline aux décisions des organismes responsables issus des délibérations collectives. C'est là un cadre général, valable pour toutes sortes d'organisations — de la formation de type militaire en période d'illégalité profonde, jusqu'au parti de masse —. S'il s'agit d'emprunter à « Que faire ? » les règles mêmes d'organisation — par exemple en attribuant la décision aux seuls comités de « révolutionnaires professionnels » — il va de soi que c'est la nature du parti et son rôle qui est en question.

En fait, ce que la plupart des groupes retiennent de « Que faire ? » porte justement sur la nature du parti et ses rapports avec les masses : les intellectuels sont seuls capables d'apporter aux travailleurs la conscience politique qui leur permet de se constituer en classe.

L'avant-garde se constitue ainsi de l'extérieur — sur une référence doctrinale préétablie. Ses rapports avec la classe (incapable par elle-même de s'élever au-dessus de la conscience trade-unioniste) sont de professeur à élève l'objectif est de substituer à la *direction* réformiste, et surtout stalinienne, la *direction* du parti révolutionnaire — et en premier lieu dans les syndicats. L'organisation devient dès lors une fin en soi. Porteuse de la seule orientation révolutionnaire (ce dont elle est seule juge, puisque elle pense en détenir seule les critères), elle ne peut que combattre violemment comme contre-révolutionnaire toute autre organisation visant à la même fin. Cette conception des rapports entre masses et avant-garde est la source de leur impuissance. Elle les amène à privilégier les intérêts du groupe sur l'intérêt du mouvement dans son ensemble, considérant qu'il y a identification des masses à celui du groupe. Elle les amène par là à se constituer en sectes. De là aussi la tendance au scissionnisme — chaque clivage interne étant considéré comme un clivage de classe. Cette conception du parti les amène enfin à stériliser la théorie à laquelle ils subordonnent le mouvement en la transformant en abstraction pratiquement sans impact sur le réel.

En effet, s'il est vrai que les intellectuels continuent à jouer un rôle essentiel dans l'élaboration théorique, cette élaboration théorique elle-même est inséparable de l'expérience des luttes menées par les masses. Non seulement elle éclaire ces luttes, mais elle s'en nourrit. Les intellectuels révolutionnaires ont au moins autant à apprendre qu'à enseigner.

Est-ce à dire que l'avant-garde puisse se fonder elle-même dans un « mouvement politique de masses », qui se voudrait directement représentatif des masses en lutte ? Ce serait là une absurdité. Un tel mouvement serait le reflet du mouvement et non sa conscience. Même dans sa forme la plus élevée, le mouvement des masses est traversé de contradictions et ne vaut pas plus que la force politique qui l'anime. Les soviets d'Autriche, après la première guerre mondiale, ne pouvaient pas par eux-mêmes dépasser l'impuissance de la social-démocratie austro-marxiste qui les animait. Aujourd'hui, le puissant mouvement des délégués dans la métallurgie italienne est constamment menacé d'être institutionnalisé, récupéré par le réformisme, intégré dans le système. Il est incapable de promouvoir une issue révolutionnaire s'il ne provoque pas le regroupement et le développement d'une avant-garde politique cohérente. Les bavardages sur le mouvement politique de masse aboutiraient seulement à diluer l'organisation encore embryonnaire de l'avant-garde à la réduire à un corps invertébré et impuissant.

On ne peut pas faire l'économie d'un parti d'avant-garde. L'assemblée ouvrière et paysanne du Midi-Pyrénées P.S.U. le définit en ces termes :

« Le parti est l'organe de la conscience de classe du prolétariat. Cette conscience naît dans la pratique de sa lutte. Elle n'est pas « importée » dans la classe ouvrière. Elle ne naît pas dans le cerveau des intellectuels bourgeois. Mais la lutte des classes n'apporte que le matériau brut de cette conscience : nouvelles formes de lutte, embryons d'organisation, nouvelles aspirations, nouveaux rêves.

La transformation de ce « matériau » en conscience — forme la plus haute de l'autonomie prolétarienne — exige la constitution d'un intellectuel collectif : le parti est la mémoire des luttes passées, le lieu où la classe théorise, systématise ses luttes présentes, puis restitue les directives sous les formes (plus ou moins centralisées et impératives) qu'impose le caractère de la période. C'est par lui que la classe dépasse les tentations corporatistes et fixe son regard vers le but final : abatte le capital et son Etat, instituer des rapports nouveaux entre les hommes.

« Nous devons réaffirmer la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire, organisée, structurée et politiquement responsable. Ce problème de l'avant-garde est souvent mal posé : le plus fréquemment le terme est employé pour désigner des militants conscients extérieurs à la classe ouvrière. En fait, il faut bien voir qu'il existe une frange de militants plus conscients que les autres au sein même de la classe ouvrière. Ils animent les luttes internes et constituent une avant-garde interne. Aussi, il ne saurait être question de construire un parti révolutionnaire se prenant pour une avant-garde éclairée du prolétariat et se contentant de réunir des éléments radicalisés de la petite bourgeoisie.

C'est un parti révolutionnaire directement lié aux masses qu'il faut créer, à partir du développement des luttes, en contact permanent avec les masses, recueillant les idées et les pratiques du prolétariat, retournant vers les masses, posant à celles-ci l'ensemble des problèmes auxquels il est confronté ».

L'assemblée ouvrière et paysanne du Midi analyse ensuite l'évolution des rapports dans le temps entre masse et parti : le rôle de coordination des luttes et d'articulation qui est actuellement le principal, son rôle « essentiel et décisif » au moment de l'affrontement révolutionnaire, son rôle plus effacé dans la période révolutionnaire de dictature du prolétariat (« l'avant-garde ne devra en aucun cas se substituer au prolétariat organisé en conseils ouvriers et au gouvernement issu de ces conseils. Elle devra au contraire, comme partie la plus consciente du prolétariat, agir au sein des conseils, y faire des propositions, et respecter leurs décisions »), enfin, son dépérissement après la période de dictature du prolétariat (l'assemblée dit, à tort « après la période révolutionnaire »).

Cette analyse du parti par les ouvriers et paysans P.S.U. du Midi-Pyrénées me paraît la seule compatible, non seulement avec les nécessités actuelles des luttes, mais avec l'objectif d'une révolution prolétarienne. Elle ne détermine pas seulement la nature du parti à créer et du regroupement révolutionnaire indispensable. Elle détermine les principes mêmes d'organisation du Parti — l'avant-garde externe étant essentiellement au service de « l'avant-garde interne » au lieu d'avoir pour fonction d'aller lui donner des leçons. Elle détermine le style de rapports qu'il doit entretenir avec les organisations de masses pour les aider à promouvoir les formes les plus avancées des luttes et de l'organisation de la classe ouvrière — qui nourriront à leur tour l'expérience et la théorie du parti.

Finalement, elle constitue la pierre de touche des possibilités de regroupement révolutionnaire. Les divergences théoriques et tactiques n'empêchent nullement le travail en commun dans une organisation : je rappelle

par exemple que mes propres divergences avec Trotsky sur le problème essentiel de la nature de classe de l'U.R.S.S., non seulement n'ont jamais posé un problème d'organisation au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais n'ont jamais empêché Trotsky d'appuyer la minorité sur des problèmes stratégiques, comme celui que posait le P.S.O.P. de Marceau Pivert. A plus forte raison peuvent être discutés au sein d'une même organisation les problèmes d'orientation tactique.

Par contre, décisif est le problème de la nature du Parti et de ses rapports avec les masses. Ce qui en dépend c'est la nature de son intervention, son efficacité et, finalement, le caractère de l'objectif à atteindre.

Juin 71

# Notes

## CHAPITRE I

1. Voici le tableau que donne, de l'union sacrée en 1914, le cours n° 5 de *l'Histoire du Parti Communiste* éditée par le PCF (SFIC) clandestinement en 1941 avant le tournant gaulliste du PCF :

### *L'UNION SACREE EN FRANCE EN 1914 :*

Le 4 août 1914, le Président du Conseil, l'ex « socialiste » Viviani déclara à la tribune de la Chambre :

« Ce qu'on attaque, ce sont les libertés de l'Europe, dont la France, ses alliés et ses amis sont fiers d'être les défenseurs. Ces libertés nous allons les défendre, car ce sont elles qui sont en cause et tout le reste n'a été que prétexte ».

Trahissant leurs déclarations et leurs engagements les plus solennels, les députés socialistes votent les crédits de guerre et la confiance au gouvernement. Ils aident la bourgeoisie à répandre ses mensonges. Entre les mains de Renaudel, *l'Humanité* de Jaurès devient l'organe du social-chauvinisme.

La trahison des chefs socialistes va de pair avec la trahison des chefs réformistes. Répétant comme un perroquet la consigne de la bourgeoisie, Jouhaux dit sur la tombe même de Jaurès :

« Au nom des organisations syndicales, au nom de tous les travailleurs qui vont partir demain, je déclare que nous allons sur le champ de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur ». Jouhaux n'est jamais « parti ». Il est resté pour aider le ministre de l'intérieur, le radical Malvy, à « tenir en main » la classe ouvrière.

Quelques semaines après, Marcel Sembat et Jules Guesde entrent dans le gouvernement de la guerre impérialiste. Sembat devient ministre des travaux publics. Il prend comme chef de cabinet un « socialiste » des salons bourgeois se targuant de littérature, le conseiller d'Etat Léon Blum, issu de la grande bourgeoisie. Jules Guesde devient « ministre d'Etat sans portefeuille ».

En même temps que lui entre dans le cabinet Viviani Alexandre Millerand, que Guesde avait combattu jadis pour sa participation à un gouvernement bourgeois. Le Parti Socialiste issu du congrès d'unification

de 1905 semblait dans l'« Union Sacrée » et le social-chauvinisme (*Vingt ans de luttes pour le salut de la France*, page 6).

Plus loin :

« Peu à peu se formera le groupe des militants internationalistes et révolutionnaires qui veulent lutter effectivement contre la guerre » (id. page 7).

Comme on voit, les social-chauvins de 1914 parlaient et agissaient exactement de la même manière que le Parti « Communiste » Français d'aujourd'hui.

2. Le Parti Socialiste (social-démocrate) de Russie resta unifié jusqu'en 1912.

3. Il suffit de lire « 1905 » de Trotsky pour voir combien est mensongère la fable stalinienne présentant Trotsky comme « l'ennemi » de la paysannerie et partisan d'une action du prolétariat « seul ». Le livre « 1905 » a été publié par la librairie de *l'Humanité* en 1924.

4. Les falsificateurs staliniens prétendent aujourd'hui que Trotsky était « contre l'insurrection ». Pour les confondre il suffit de relire *l'Humanité* de l'époque, les articles commémoratifs publiés dans ce journal par exemple en 1920 et 1921 quand il devient communiste, tous les livres de l'époque, notamment « *Dix jours qui ébranlèrent le monde* » de John Reed, préfacé par Lénine. Trotsky était président du comité militaire insurrectionnel. Et Staline lui-même, au début de l'offensive anti-trotskyiste, lui, en 1924, devait reconnaître qu'il avait dirigé l'insurrection.

5. Cela ne signifie nullement qu'il n'y avait pas de discussions entre eux, comme entre les autres dirigeants bolcheviks. Le parti bolchevik de Lénine était démocratique. C'est-à-dire que ses militants y discutaient, et passionnément — la ligne politique du Parti. Si génial que fût Lénine, jamais il ne ralliait l'unanimité (comment imaginer que tous les cerveaux sont identiques, si ce sont des cerveaux qui pensent — et non des cervelles de moutons ou de laquais?).

Très souvent sur des questions essentielles il était mis en minorité. Lui-même ne posait pas au pape infaillible et plus d'une fois il a reconnu s'être trompé. De même Trotsky. L'expression des divergences au sein d'un parti est le signe même d'une démocratie intérieure. Les partis « monolithiques », ceux des staliniens comme ceux des hitlériens, considèrent leurs adhérents comme un bétail incapable de penser par lui-même.

6. *Trotsky fondateur de l'Armée Rouge*. Personne ne songeait à contester une telle évidence jusqu'en 1928. Il suffit de relire *l'Humanité* de 1921 à 1924 pour y lire, à chaque anniversaire de l'Armée Rouge notamment, l'hommage à son fondateur Trotsky — parfois sur 5 et 6 colonnes en première page.

7. Le « *Testament de Lénine* ». Le 4 janvier 1923, Lénine ajoutait à son testament : « Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qui soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus affectionné envers les camarades, moins capricieux, etc... Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante, mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de

ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce ne soit une bagatelle pouvant acquérir une importance capitale ».

8. Voir ci-dessous le pacte Laval-Staline (p. 125) et l'entrevue avec Kossarev (p. 130).

9. *Zinoviev*. Un des vieux bolcheviks — compagnon de Lénine en collaboration de qui il publia entre autres le « *Social-Démocrate* » pendant la 1<sup>re</sup> guerre impériale (ses articles et ceux de Lénine sont édités ensemble dans « *Contre le Courant* ». En 1917 il se prononça contre l'insurrection qu'il jugeait une aventure. Il devint ensuite le premier secrétaire de l'Internationale Communiste. Après avoir pratiqué la politique néfaste de la pseudo « bolchevisation » et aidé Staline à abattre l'opposition de gauche, il essaya de réagir contre la politique contre-révolutionnaire de Staline. Il s'allia à l'opposition. Staline l'écrasa en même temps que l'opposition. Exclu, il capitula. Brisé par plusieurs capitulations, il fut l'une des vedettes des procès de Moscou. Il fut fusillé, comme presque tous les dirigeants bolcheviks du temps de Lénine.

10. *Kamenev*. Un des vieux bolcheviks, membre du comité central et du bureau politique au temps de Lénine. A suivi pour une bonne part le sort de Zinoviev.

11. *Van Overstraeten* : membre d'un minuscule groupe propagandiste.

12. *Souvarine* : polémiste de grand talent. L'un des fondateurs du Parti Communiste Français. Dans l'opposition depuis 1925. Opposition droitière en réalité, quoique son *Bulletin Communiste* ait longtemps servi de « boîte aux lettres » à l'opposition russe. En 1929, il se déclare contre la III<sup>e</sup> Internationale et adopte une attitude sceptique, hostile au trotskysme. Son groupe se désagrège. Lui-même est utilisé comme journaliste, avant la guerre, au réactionnaire *Figaro*. Voir chapitre suivant.

13. *Treint* « *le capitaine Treint* » fut une des plus célèbres figures du mouvement communiste français. Il avait été l'homme de confiance de l'IC et de Zinoviev en France. Voir page 36 et suivantes.

14. *Barré* : devenu député puis conseiller de la république SFIO (voir page 36).

15. *S. Girault* : revenue au PCF après avoir capitulé (voir page 36).

16. *Nin* : comme dirigeant du POUM, fut assassiné par le guépéou en 1937 en Espagne.

17. *Chen Diou Siou* : devenu le dirigeant de l'organisation trotskyste. Mort pendant l'occupation japonaise.

18. *Cannon* : dirigeant du Parti Ouvrier Socialiste Américain, condamné en 1943 pour son opposition à la guerre impérialiste.

19. *Spector* : dirigeant de la section canadienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

20. *Urbahns* : Ancien dirigeant du PC allemand, un des hommes de confiance de Zinoviev. Son organisation, qui avait groupé 3 000 membres se dispersa. Une partie rejoignit les rangs de l'opposition de gauche.

21. Une fraction de communistes italiens groupés autour de l'un des principaux leaders communistes italiens, Bordiga, qui réagissait à juste titre contre l'opportunisme du Parti Communiste italien mais en tirait des conclusions sectaires. C'est en partie contre lui que Lénine avait écrit « *la Maladie infantile du Communisme* ». La « fraction de gauche » se refusa d'admettre les thèses des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès de l'IC. Après 1944, ses militants fondèrent le « PCI d'Italie » sur les mêmes bases. Voir secteur II, chapitre 1.

22. Le véritable titre « l'Internationale Communiste Post-Léninienne

soulignait davantage le profond changement de nature de la III<sup>e</sup> Internationale.

23. L'opposition ne reconnaissait ni le V<sup>e</sup> congrès de l'IC dominé par Zinoviev et les « bolchévisateurs » du « léninisme intégral » ni à plus forte raison, le VI<sup>e</sup> congrès qui avait vu le triomphe de l'idéologie stalinienne. Ce VI<sup>e</sup> congrès devait être l'avant dernier de l'IC qui ne réunit plus de congrès avant 7 ans et prononça sa propre dissolution 14 ans après, en 1943 : ce qui était la logique même du VI<sup>e</sup> congrès.

24. Archéo-Marxistes ; voir page 83.

25. RSAP ; voir page 81.

26. *Lovestone* : forma une organisation assez puissante qui se désagrégea peu à peu.

27. *Brandler* : constitua l'Opposition Communiste Allemande (KPO) qui s'efforça à maintes reprises de se faire réintégrer dans l'IC mais n'y parvint jamais, malgré toutes ses concessions.

28. *Clara Zetkin* : doyenne du Parti Communiste Allemand, ouvrit comme présidente la dernière et éphémère législature de la République de Weimar en 1933.

29. *Humbert-Droz* a rompu plus tard avec le Parti Communiste.

30. *Doriot* : ancien chef du PC français, sans doute le plus populaire. A joué un rôle dirigeant en Extrême Orient, comme délégué de l'IC. Célèbre pour sa fraternisation avec les Marocains révoltés en 1925. Farouche ennemi des trotskystes qu'il fit exclure avec acharnement. En février 1934, il fut l'un des premiers à se battre contre les gardes mobiles, place de la République. Partisan du front unique, il rompit alors avec le Parti Communiste. Mais son ambition le poussa dans la voie du fascisme. Devenu chef du PPF hitlérien, il se réfugia en Allemagne nazie lors de l'avance alliée et fut tué par une bombe.

31. *Rosmer* était, un des pionniers de la lutte contre l'Union Sacrée en France pendant la guerre de 1914. Fondateur de « *la Vie Ouvrière* », il avait été délégué à Zimmerwald. Il rallia le communisme et fut un des premiers artisans du PC français. Il devait être aussi un des premiers de la Ligue Communiste. Mais il se retira bientôt de la vie politique active. Monatte de la Fédération du Livre, suivit une voie assez semblable jusqu'en 1929, mais il ne rallia pas la Ligue Communiste et resta sur le terrain syndicaliste.

32. Parmi les oppositionnels de Lyon, notons notre vieille militante Berthe Joly.

33. Lettre ouverte au comité de rédaction de « *la Vérité* ».

34. Autour de Rosmer s'étaient réunis Molinier, Frank, Gourget, Patri, Collinet, Naville et G. Rosenthal (appel aux ouvriers communistes). Le tirage de lancement était de 40 000 exemplaires.

35. Ma propre expérience est significative. Venu de province et déjà connu comme « trotskyste » en 1929, il m'avait été impossible d'adhérer au PC à Paris. J'avais milité d'abord dans la Ligue, ce qui m'y faisait paraître un mouton à cinq pattes. Ensuite seulement, en 1930, j'avais pu adhérer aux Jeunesses Communistes en fondant l'organisation en Vendée (à cette époque il n'y avait dans toute l'Entente de l'Atlantique que 3 JC à Nantes et 3 à St-Nazaire : nous étions 30 en Vendée). Jusqu'en 1931, je militais dans le XIII<sup>e</sup> avec Danielle Casanova et quelques autres membres du comité central des J.C. En février 1931, je fus exclu, non sans de longs mois de lutte, pour avoir mené campagne en faveur du front unique.

Or, moi-même qui étais entré dans la J.C. déjà comme trotskyste, je fus physiquement malade pendant plusieurs mois, de cette exclusion attendue depuis près de deux ans. On comprend ce que pouvait signifier la rupture avec le Parti pour de vieux militants qui lui avaient donné le meilleur d'eux-mêmes. Un bon nombre en sortaient brisés.

36. Pierre Tresso condamné aux travaux forcés par Vichy en 1942, comme membre du comité central trotskyste, libéré par le maquis et assassiné par les staliniens en 1944.

37. Par exemple lors de la Paix de Brest-Litovsk, où Lénine, qui voulait la paix à tout prix avec l'Allemagne, trouva contre lui les 2/3 du comité central.

38. Parmi les victimes des assassinats staliniens, notons en France celui de Klément, secrétaire de la Ligue Communiste Internationale et de Léon Sedov, fils de Trotsky. Trotsky lui-même devait être assassiné au Mexique par un agent du guépéou en 1940.

39. De telles dénonciations sont monnaie courante en Allemagne après la prise du pouvoir par Hitler, en Grèce sous la terreur de la réaction, en Espagne sous la terreur franquiste. En France, les staliniens traquèrent les trotskystes en collaboration avec la police bourgeoise, après la libération, en montant contre eux des provocations (prétendu sabotage, etc.). Ils ne cessèrent que lorsque ces provocations eurent été démasquées par les tribunaux.

40. Nous reviendrons plus en détail sur l'histoire du mouvement syndical dans le secteur II, chapitre 12.

41. Les anarchistes s'étaient séparés de la CGTU en 1926 avec Besnard comme dirigeant.

42. Par exemple la Fédération Autonome des fonctionnaires, de tendance syndicaliste révolutionnaire et qui comptait 40 000 membres en 1930.

43. Société des Transports en Commun de la Région Parisienne (autobus et métro).

44. Parmi les membres de la majorité, les camarades Blasco, Emile et Craipeau. L'attitude de la CE lors de la grève des mineurs où elle défendait la rentrée en bloc, porta du reste la crise à son paroxysme.

45. Le traité de versailles était violemment attaqué par toute l'Internationale Communiste, en premier lieu par le Parti Communiste Français, comme un traité de rapine impérialiste, visant à faire retomber sur le prolétariat allemand l'essentiel des frais de la guerre. Mais une telle politique, en Allemagne, allait dans le sens du nationalisme.

46. Le « Front de Fer » fondé en 1931 groupe, sous le drapeau national, les membres du Parti Socialiste, des Syndicats et de la « Bannière d'Empire ». Il a pour insigne les trois flèches et pour objectif la lutte « contre les ennemis de la démocratie ». Fort de 2 millions de membres en 1932, il n'intervient guère dans la rue que pour les défilés.

47. Fritz Eckert « Que se passe-t-il en Allemagne ? »

48. Ecœurés par cette assommade préméditée plusieurs ouvriers communistes membres du service d'ordre, passèrent à l'opposition.

49. Bergery dissident du Parti Radical, organisa l'organisation « Front Commun » avec le journal *la Flèche*. Par la suite, il devint le principal élément du Brain Trust de Pétain.

50. Effectivement Doriot sut surmonter ces divergences et tous deux se rencontrèrent en 1940 au service du fascisme — Bergery comme agent de Vichy, Doriot comme représentant plus direct de Hitler.

51. Déclaration de la Ligue Communiste (opposition) au Congrès ouvrier et paysan des 2 et 3 juillet 32.

52. Le « Parti Ouvrier et Paysan » s'unira ensuite au groupe de Paul Louis le « Parti Socialiste-Communiste » pour constituer le « Parti d'Unité Proletarienne » (PUP) qui ralliera plus tard le Parti Socialiste SFIO ; (voir page 60).

53. *Les centristes* : c'est-à-dire les staliniens. Les trotskystes considèrent le stalinisme comme un courant « centriste », oscillant entre les positions révolutionnaires et les positions réformistes, comme, en U.R.S.S., il oscille entre le courant prolétarien (bolchevik-léniniste) et la droite qui soutient les forces néo-capitalistes et celles des pays riches ; (voir page 82).

54. Les jeunesses du PUP (pupistes), du reste squelettiques, étaient en partie influencées par les trotskystes.

55. Ouvrier imprimeur, Rimbart quittera le mouvement trotskyste au moment de l'adhésion à la SFIO. Il y adhèrera d'ailleurs ensuite et n'en sortira qu'avec Marceau Pivert en 1938. Pendant la guerre, il animera le mouvement « Libertés ».

## CHAPITRE II

1. Cette formule couvrait en Extrême-Orient l'abandon de la lutte prolétarienne et socialiste, au profit de la coalition avec la bourgeoisie nationale.

2. Le Parti Maximaliste avait jadis représenté la majorité du Parti Socialiste Italien. Le Parti Socialiste Révolutionnaire russe avait joué le premier rôle en Russie de février à octobre 1917. A la Constituante, il avait encore groupé la majorité absolue des députés. Son aile gauche avait participé au pouvoir avec les bolcheviks, après la révolution d'octobre. Mais ces deux partis ne représentaient plus rien — ni comme organisation ni comme doctrine. En 1947, la plupart des membres et tous les députés de l'ILP ont rejoint le Labour-Party où ils ne mènent d'ailleurs aucune action oppositionnelle.

3. Le NAP norvégien et le Parti Communiste Suédois rentraient peu après dans la II<sup>e</sup> Internationale. Le PUP français rentra dans la SFIO où ses anciens membres occupèrent en général des positions d'extrême droite. La Fédération Communiste Ibérique fusionna en 1935 avec la Gauche Communiste pour former le P.O.U.M. ; (voir page 80). L'OSP hollandais fusionna avec le RSP pour former le RSAP qui adhéra à la IV<sup>e</sup> Internationale. Le SAP allemand après avoir signé la déclaration pour la IV<sup>e</sup>, flirta avec les staliniens et disparut. Le Parti Socialiste Indépendant de Pologne disparut ; de même le « Léninbund » allemand.

4. Sneevliet fut fusillé par les nazis avec la plus grande partie du bureau politique de son parti.

5. Voir page 67 : l'Union Communiste.

6. Les Archéo-Marxistes grecs se sont maintenus jusqu'à maintenant sur les mêmes positions. La section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale fut constituée par la fusion de ceux de leurs militants restés fidèles au Communisme Internationaliste avec la fraction de gauche du Parti Communiste Grec dont le chef était le camarade Pouliopoulos, un des fondateurs du PCG, qui périt héroïquement pendant l'occupation avec de nombreux militants de l'organisation trotskyste, fusillés par les fascistes italiens.

7. *Les Jeunesse Léninistes* ; voir page 104. Les Jeunesses Spartakistes étaient l'organisation des jeunes trotskystes aux U.S.A.

8. La section hollandaise de la IV<sup>e</sup> fut ainsi constituée par une fraction de militants du RSAP. Le RSAP lui-même se rapprocha de la IV<sup>e</sup> pendant la guerre.

9. La presse hollandaise fit d'ailleurs grand bruit autour de cette violation du droit de réunion, inouï jusqu'alors en Hollande.

10. Ils furent envoyés dans les camps de concentration et l'un d'eux immédiatement assassiné.

11. Dirigeant « trotskyste » belge. Opposant « de gauche » à la IV<sup>e</sup> Internationale, son groupe rallia le bureau de Londres. Il publia pendant la guerre « *Contre le courant* ».

12. Néanmoins les ouvriers juifs ne purent pas rester longtemps dans cette atmosphère de discussions stériles et rejoignirent ensuite la IV<sup>e</sup>.

13. En 1934 ils triomphèrent bruyamment lorsque les bolcheviks-léninistes adhérèrent à la SFIO. C'était la preuve définitive de la trahison de « Trotsky-Kautsky ». Quelques militants de la Ligue aussi indignés qu'eux fusionnèrent avec eux, parmi lesquels certains adhérèrent bientôt à la SFIO, mais pour y rester. En 1938, l'« Union Communiste » ne publie plus qu'un bulletin ronéoté qui cesse de paraître, semble-t-il, à la fin de l'année. Quant au dirigeant de l'Union Communiste, J. Lasterade, il est devenu ensuite un des dirigeants de « la fraction de gauche », bordiguiste. Il ne faut pas confondre l'Union Communiste avec le groupe de « la Lutte de Classes » qui reprend ce titre en 1945 et qui donnera plus tard naissance au groupe de « la Voix Ouvrière », puis, après 1968, de « Lutte Ouvrière ».

14. Après la défaite, dans le journal qu'ils publiaient dans l'émigration, les chefs socialistes écrivaient encore : « Malgré cela, la social-démocratie autrichienne a voulu épargner au peuple autrichien la guerre civile sanglante. Nous ne voulons pas verser le sang ; durant 11 mois nous avons tenté tout ce qui est humainement possible pour parvenir à dénouer la crise politique par la voie pacifique et constitutionnelle (*Arbeiter-Zeitung* n° 1 publié à Brünn 25/2/1934). Et ils expliquaient qu'ils n'étaient pour rien dans la résistance armée des ouvriers.

15. *La Vérité* : 29 juin 1934.

16. Ce texte fut publié dans *la Vérité* sous le titre de « La Voie du débouché » avec la signature du comité central. (Trotsky vivait encore en France en résidence surveillée et dans une situation très difficile).

17. « *Bilan* » était le titre de la revue des bordiguistes.

18. Sous la signature de Gourov.

19. Il est vrai que les « Jeunesses » y mettaient une condition : l'entrée devait se faire « drapeau déployé », dans un style de combat sans faiblesse contre la bureaucratie socialiste.

Dans un mémoire de Goudène, Joubert et Réval, (*Trotsky : l'opposition de gauche et le GBL en France de 1929 à 1936 - Grenoble*) ses auteurs rappellent que certains, comme P. Frank, se rallient aux thèses de Trotsky sur la base d'autres perspectives. Ils citent un article de Frank dans *la Vérité* du 10 août 1934.

« Nous pensons que la seule voie directe et concrète pour opérer la délimitation passe par l'unité organique (entre PC et PS). Adoptant cette conception, nous pensons qu'aujourd'hui, sans plus attendre, nous devons entrer dans le Parti Socialiste pour travailler à cette clarification politique ».

Ils commentent : « Frank veut donc bien entrer à la SFIO pour faire campagne pour l'unité organique, pour le parti unique, et pense que la construction du parti passe par cette fusion du PC et de la SFIO, alors que Trotsky envisage certes la réalisation de cette unité, comme l'une des possibilités historiques, mais propose aux militants, non de se faire les artisans de cette unité mais au contraire d'en dénoncer les dangers (cf *la Vérité*, 3 août 1934). Elle signifierait, en effet, que l'aile gauche de la SFIO, en passe de devenir le laboratoire où se forment les méthodes de lutte révolutionnaire, courrait le risque de tomber dans l'engrenage du parti stalinien ».

20. Révolutionnaire d'origine bulgare, animateur des partis socialistes balkaniques, dirigeant du parti roumain puis l'un des principaux militants bolcheviks en Russie, Rakovski avait été ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres puis à Paris. Ami personnel de Trotsky, il était un des dirigeants les plus en vue de l'opposition russe. Il fut condamné lors des procès de Moscou en 1938 et mourut dans un camp de concentration, sans doute en 1941.

21. Je me souviens notamment d'un voyage que je fis dans une voiture de ravitaillement, recroquevillé dans le spider avec le camarade Naville pour discuter du tournant vers la SFIO.

22. Un des arguments de Duclos était que « *la Vérité* » du 15 décembre faisait « *l'apologie de l'assassinat* ». Or voici la conclusion de l'article paru dans ce journal : « *Quant à notre position, il serait vain de répéter qu'elle ne saurait être celle de la condamnation la plus absolue, la plus nette, la plus rigoureuse de cet attentat, comme de toute méthode terroriste en général, qui ne peut servir qu'un but : défricher la voie au bonapartisme et au fascisme en URSS* ». Sous la signature de Meunier, l'auteur de l'article était Trotsky lui-même.

### CHAPITRE III

1. Voir page 141 et page 273, note 16.

2. Son anticommunisme porta Laurat à soutenir le régime de Vichy. Lefevre rallia Marceau Pivert.

3. Parmi eux, Just qu'on retrouve en 1947 à l'extrême gauche du PS.

4. Zyromski adhéra au PCF après la libération et devint « Conseiller de la République ». Mais il ne joua plus aucun rôle politique.

5. Marceau Pivert constitua la Gauche Révolutionnaire qui rompit en 1938 avec le PS pour former le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, qui rallièrent les « trotskystes ». Ce parti s'effondra au moment de la guerre faute d'armature politique marxiste. Marceau Pivert qui se trouvait au Mexique au moment de la déclaration de guerre offrit au général de Gaulle en 1940 de mettre à sa disposition la « dynamite révolutionnaire », qu'il estimait représenter, pour convaincre les ouvriers allemands. Après la libération il revint en France et adhéra à nouveau au Parti Socialiste où il joue un rôle infiniment plus modéré qu'avant la guerre.

6. Le Corre fut élu député du PCF en 1935. Mais il acceptait mal l'orientation tricolore du PCF. En 1939, lors du pacte germano-russe, il rompit avec le PCF, mais dans le sens du Communisme Internationaliste.

7. En 1935, Balay suivit le groupe de « la Commune », puis cessa toute activité politique.

8. Marc Laurent (Henri Molinier) membre de la Ligue dès sa fondation, sut se dévouer obscurément à trouver de l'argent pour le mouvement, sacrifiant sa vie à des opérations commerciales et vivant lui-même presque dans le besoin. Il fut un des artisans de l'unité trotskyste en 1944 ; responsable du « 2<sup>e</sup> bureau » du Parti, il réorganisa ce service et rendit d'immenses services au Parti et à de nombreuses organisations « résistantes ». Devenu responsable militaire du Parti il trouva la mort pendant l'insurrection de Paris, broyé par un obus de tank en plein front, place Malesherbes.

9. On le comprend d'autant mieux quand on voit l'attitude de Blum en juin 36 (voir page 176 et suivantes).

10. Les néo-socialistes de Déat, Marquet, Renaudel avaient rompu avec la SFIO à laquelle ils reprochaient de maintenir les principes de la lutte des classes. Léon Blum se déclarait « effrayé » par les accents « nationaux-socialistes » de leurs discours. Effectivement, s'ils participent en 1935 au Front Populaire, en 1940 ils se révèlent pro-hitlériens et constituent le Rassemblement National Populaire (RNP) d'orientation fasciste.

11. Rigal, condamné sous Daladier pour son attitude anti-militariste, s'échappa lors de l'évacuation des prisons en 1940. En 1941 il fut envoyé aux U.S.A. par le POI pour établir la liaison avec l'Internationale.

12. Une relation vivante des événements de Brest et Toulon est donnée par le mémoire de Condène : « Dix jours à peine après les événements de Lille, le prolétariat des ports français entre... en action. Le 5 août (1935) jour de la paie, mais également jour de l'entrée en vigueur des diminutions de salaires prévues par les décrets-lois Laval-Herriot [de 3 % à 10 % selon les catégories] les travailleurs des arsenaux de Toulon, Brest, Tarbes, font grève en signe de protestation. A Toulon, les 7 500 travailleurs de l'arsenal manifestent dans la rue, bientôt rejoints par les travailleurs des autres branches. A la suite de bagarres à la terrasse des cafés entre manifestants et éléments royalistes, le sous-préfet fait appel à la Garde qui investit Toulon. A Brest, une manifestation partie de l'arsenal, drapeau rouge en tête, fait débrayer l'un après l'autre les chantiers. Le lendemain, l'arsenal est occupé par la troupe. Le 7 est une journée d'émeutes : des centaines de travailleurs sont blessés, un manifestant tué. Les travailleurs marchent sur la préfecture maritime, réclamant l'abolition des décrets-lois. Un jeune manifestant, ouvrier de vingt ans, Auguste Chevalier, est froidement abattu par le lieutenant « Croix de Feu », Noël, alors qu'il montait au mât de la préfecture maritime pour arracher le drapeau tricolore. Toute la nuit, les combats se poursuivent, des barricades s'élèvent. Le bilan est lourd : trois morts, deux cents blessés, plus de cent arrestations. »

Le mouvement de solidarité s'organise : le 8 à Toulon, le jour des obsèques du manifestant tué à Brest, une manifestation partie de la pyrotechnie se transforme en émeute, après l'intervention des forces de police qui tirent sur la foule. Toute la nuit, on se bat sur les barricades et, dans les ruelles, de petits groupes de jeunes ouvriers — d'une trentaine au plus — font le coup de feu. Quand, vers trois heures du matin, les derniers combats prennent fin, on dénombre deux morts, des dizaines de blessés ; soixante-quinze arrestations seront opérées.

Ce n'est que par l'effort des deux bureaucraties que le mouvement sera enrayé. Déjà on parle de grève générale ; déjà, les matelots du « Béarn », du « Jean Bart » ceux du « Lorraine » et du « Dunkerque », mettent crosse en l'air. *L'Humanité* dénonce « les provocateurs » L. Blum, dans *le Populaire* fait écho. *Révolution* qui envoie Rous enquêter à Toulon, sera

poursuivie pour son édition spéciale qui appelle à la grève générale...

Pour Trotsky, la rébellion des marins, les émeutes de Toulon et de Brest, ne sont pas un accident. « Il s'agit des prémisses d'un mouvement profond de la classe ; on assiste à une accélération du rythme du mouvement révolutionnaire ». Deux jours après les événements de Brest et de Toulon, (il) en formule ainsi les leçons :

« La rébellion des marins indique le rythme accéléré du mouvement révolutionnaire. C'est sous ce point de vue que nous devons maintenant mener notre campagne contre les réformistes et les stalinistes, et aussi contre les hésitations de nos alliés ou mi-alliés centristes. Toutes les considérations de forme, de discipline intérieure etc., doivent céder la place aux considérations de l'action dans les masses et en tête des masses... Personne de nous n'a jamais considéré que nos possibilités au sens de la SFIO sont illimitées, et que nous resterons liés à ce parti indéfiniment... Toutes les manœuvres statutaires doivent maintenant, après les éclairs de la révolution, être subordonnées à l'offensive implacable sur le plan de la stratégie révolutionnaire... Nous devons nous orienter pratiquement vers le Parti Révolutionnaire dans le délai le plus court en ouvrant la période de l'action indépendante dans les masses » (cité par Nicole Braun : « l'Organe de Masse »).

13. « *Ce que sont, ce que veulent, où vont les Jeunesses Socialistes de la Seine* ». (Rapport de Zeller au congrès de l'entente de la Seine).

14. Dont Y. Craipeau qui, constatant que la majorité des jeunesses socialistes était plus décidée que la direction du GBL, et que la discipline de fraction n'avait d'autres résultats que de lier les mains aux jeunes, avait proposé de dissoudre le GBL dans l'organisation autonome de la jeunesse.

15. La région parisienne fut divisée en 4 régions (Nord, Ouest, Est, Sud), les 4 comités régionaux réunis constituèrent le Comité Central.

16. Pendant l'occupation, Barthelemy comme la plupart de ses pareils, devint un chien de garde de la Gestapo. Par une ironie du sort, c'est à un jeune trotskyste, A. Calves, lieutenant FTP qu'échut le soin de l'abattre, en pleine ville de Puteaux, en 1944.

17. Il s'agissait de quelques militants qui venaient de se séparer de l'organisation de Bergery, une sorte d'organisation radicale d'extrême gauche.

18. Il ne faut pas confondre ce parti avec le PCI (section de la IV<sup>e</sup> Internationale) constitué en 1943 par la fusion des groupes BL.

19. Les mêmes tendances se manifestent en France, après 1944 dans le mouvement internationaliste : au sein même du parti trotskyste où elles paralysèrent sourdement l'opposition légale pendant un an, de la part enfin des « gauchistes » (Union Communiste, Gauche Communiste, etc...) qui dénonçaient comme une « trahison » la légalisation du PCI et de son journal.

20. Budenz, agent stalinien, devint un des chefs du PC américain ; il prépara avec le Guépéon l'assassinat de Trotsky, puis se convertit au catholicisme et revint à la bourgeoisie en faisant les aveux les plus impressionnants sur sa participation au meurtre ; à son livre, les staliniens n'ont jamais pu répondre.

21. Cannon : *Histoire du trotskysme américain*.

## CHAPITRE IV

1. Voir les pages 44 à 59.
2. Même si ces chiffres sont gonflés, la proportion reste significative.
3. Voir les pages 15-16.
4. Voir page 90.
5. Membre du Parti Ouvrier Belge, anticommuniste et antitrotskyste, porté à la direction du POB, devenu un apologiste de « l'Europe Nouvelle » pendant l'occupation.
6. Ils remplacent également les 92 unions départementales par 28 unions régionales.
7. Lefranc : *Histoire du Syndicalisme*.
8. Garmy : *Histoire du Parti Communiste*.
9. « *Le Peuple* » : 3.1.35.
10. Léon Blum rappelait, au procès de Riom qu'il avait « *Doriot et Bergery comme initiateurs et comme parrains* ». Lors des élections Doriot était déjà résolument du côté de la réaction. Bergery devait le rejoindre plus tard. (*Léon Blum devant la cour de Riom*, p. 57, 2<sup>e</sup> déclaration).
11. En comptant d'autres « dissidents assimilés » à eux.
12. Léon Trotsky : L'Etape décisive 5.6.1936 (*Lutte Ouvrière* du 12.6.36)
13. Maurice Thorez : (d'après les statistiques officielles).
14. Allusion à un article de M. Pivert dans *le Populaire* « Tout est possible ».
15. Gignoux : *Patrons...* page 10.
16. En 1940 partisan de Pétain.
17. Jouhaux : *la CGT et le Front Populaire*, p. 14 ; Le passage souligné l'est par Jouhaux lui-même.
18. *Léon Blum devant la cour de Riom*.
19. *L'Humanité*, *le Populaire* et *l'Œuvre*.
20. Aux chômeurs le Front populaire accorda 1 franc d'augmentation par jour : les chômeurs n'avaient pas pu exercer leur pression.
21. D'après Maurice Thorez, cet accroissement de la masse de production serait la suivante, de Nov. 35 à Nov. 36 : auto : 36,41 %, papier : 30,17 %, caoutchouc : 11,04 %, métall. : 20 %, sidérurgie : 14 et 18 %, industries mécaniques : 2,2 %. Pour le textile sa comparaison porte d'août 36 à Nov. ce qui n'est guère convaincant (54 % pour le textile, 72 % pour le coton).
22. Les fonctionnaires dirigés par les réformistes n'ont pas voulu se mettre en grève. Ils n'ont pratiquement rien obtenu de leurs patrons : l'Etat, et leur niveau de vie a subi une profonde détérioration.
23. Y. Craipeau et Heijenoort.

## DEUXIEME PARTIE

1. Trotsky : interview par C.L.R. James, avril 1939, (*le Mouvement communiste en France*, édit. de Minuit).
2. Dans la minorité : J.R. Chauvin, Y. Craipeau, R. Filliâtre, P. Eggens, M. Gibelin, H. Kunstlinger, qui animeront le groupe trotskyste en 1939.
3. Une histoire de ce combat des Internationalistes pendant la guerre sera prochainement publiée.
4. Bien entendu, il s'agit d'une tactique, mais significative du degré de confusion politique. De plus, au moins l'un des dirigeants du groupe, Déglise, restera au RNP.
5. Contrairement à ce qu'affirme P. Broué dans les notices biographiques du *Mouvement communiste en France*, Y. Craipeau n'a jamais adhéré au RDR. Il est au contraire intervenu (avec J.R. Chauvin) pour en dénoncer l'imposture, notamment au cours de son meeting au Vel'd'Hiv'.
6. Pierre Frank : *Histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale*, Maspero.
7. E. Préobrajensky : *la Nouvelle Economique*, E.D.I.
8. Kuron et Modzelewski : *Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais*.
9. *Problèmes de la planification* (CES).
10. Trotsky : *la Révolution trahte*.
11. *Manifeste du Parti Communiste*, édit. du PCR.
12. B. Lambert : *les Paysans dans la lutte des classes*, édit. du Seuil.
13. Ben Saïd et Weber : *Mai 68*.
14. *Tribune Socialiste*.
15. Les Enseignements de la crise révolutionnaire de Mai 68 et les perspectives immédiates, rapport à la région parisienne du PSU (début juillet 1968).
16. Le PCMLF a subi, depuis, une série de scissions et a pratiquement disparu. Mais il continue à publier *l'Humanité Rouge* qui reprend l'orientation ultra-sectaire de la « Troisième Période » (notamment la thèse du social-fascisme, étendue aux « révisionnistes »), remplace le mysticisme de l'U.R.S.S. par celui de la Chine et ajoute au culte de Staline celui de Mao.
17. La Ligue Communiste s'est, depuis, implantée dans un certain nombre de secteurs ouvriers mais sa composition sociologique ne s'est pas fondamentalement modifiée.
18. Léon Trotsky : « Lettre à Daniel Guérin » (10 mars 1939), dans *le Mouvement Communiste en France*, édit. de Minuit.

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
SUR LES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE LABALLERY ET C<sup>ie</sup>  
58 - CLAMECY

